



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 6 ΜΑΡΤΙΟΥ 1968

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
46

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΙ ΝΟΜΟΙ

- Α.Ν. 292. Περί κυρώσεως της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών Μοντραί 1965 και των προσηρητημένων αυτής Κανονισμών. 1

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

153. Περί συστάσεως εν τη Κοινότητι Μενεμένης Θεσσαλονίκης ιδίου νομικού προσώπου υπό τὸ ὄνομα «Κοινοτικὸν Γυμναστήριον Μενεμένης» 2
154. Περί τροποποιήσεως τοῦ ὑπ' ἀριθ. 126)17.2.1961 Β. Δ. «περί τροποποιήσεως συνδέσεως Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ἐν Ἀργεῖ Φιλανθρωπικοῦ Ἰδρύματος ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Κληροδότημα Γεωργίου Δ. Μαρίνου» 3
155. Περί τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τῶν διατάξεων τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Διατάγματος «περί ἀπονομῆς γενικῶν πτυχίων χειριστῶν ἀσφυμάτου» (ΦΕΚ 102)27.4.1955 τεύχος Α') ὡς ἐτροποποιήθη κλπ. 4
156. Περί τροποποιήσεως τοῦ ὑπ' ἀριθ. 792)1962 Βασιλικοῦ Διατάγματος (Φ.Ε.Κ. 201)62 τ. Α') περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τοῦ ἀπὸ 11)27 Νοεμβρίου 1959, Βασιλικοῦ Διατάγματος περὶ συστάσεως Ὁργανισμοῦ Λεσινίου (Φ.Ε.Κ. 260)τ. Α') 5
157. Περί τροποποιήσεως Καταστατικοῦ Γενικοῦ Φιλοπώλου Ταμείου Ἱερᾶς Μητροπόλεως Πέτρας 6
158. Περί ἀνασυγκροτήσεως, παρατάξεως καὶ συμπληρώσεως Ἑβραϊκῆς Ἐπιτροπῆς κατασκευῆς προτομῆς τοῦ Μπόττη Σφακιανᾶκη, τέως Γενικοῦ Διοικητοῦ Κρήτης ἐν Νεαπόλει 7

ΣΥΜΒΑΣΕΙΣ

- Σύμβασις μεταξὺ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου καὶ Ἑθνικῆς Κτηματικῆς Τραπεζῆς τῆς Ἑλλάδος, περὶ διαχειρίσεως τῶν πόρων τοῦ λ)σμοῦ Λαϊκῆς Στέγης 8

ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΙ ΝΟΜΟΙ

(1)

ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΣ ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 292

Περί κυρώσεως τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών Μοντραί 1965 καὶ τῶν προσηρητημένων αὐτῇ Κανονισμῶν.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαντες καὶ διατάσσοντες:

Ἄρθρον 1.

Κυροῦται καὶ κτᾶται πλήρῃ ἰσχὺν νόμου ἡ ὑπογραφεῖσα ἐν Μοντραί τῆς Ἑλβετίας τὴν 12 Νοεμβρίου 1965 «Διεθνὴς Σύμβασις Τηλεπικοινωνιών» ἐξ ἄρθρων 53 καὶ 4 Παρρηρημάτων καθὼς καὶ τὰ προσηρητημένα αὐτῇ ἐν Τελικὸν Πρωτόκολλον, τέσσαρα Πρόσθετα Πρωτόκολλα καὶ ἐν Προαιρετικὸν Πρόσθετον Πρωτόκολλον, ὧν τὰ κείμενα ἐν Γαλλικῷ Πρωτοτύπῳ κειμένῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει, ἔπονται κατωτέρω.

Ἄρθρον 2.

1. Αἱ κατὰ τὴν διάρκειαν ἰσχύος τῆς ἄνω Συμβάσεως ἀναθεωρήσεις τῶν κατὰ τὰ ἄρθρα 15 καὶ 26 ταύτης προσηρητημένων αὐτῇ Κανονισμῶν: α) Τηλεγραφικοῦ, β) Τηλεφωνικοῦ, γ) Ραδιοεπικοινωνιών καὶ δ) προσθέτου Ραδιοεπικοινωνιών κυροῦνται διὰ Β. Δ)τος ἐκδιδομένου προτάσει τοῦ ἐπὶ τῶν Συγκοινωνιῶν Ὑπουργοῦ.

Κατὰ τὴν αὐτὴν διαδικασίαν κυροῦνται καὶ αἱ κατὰ τὴν διάρκειαν ἰσχύος τῆς ἄνω Συμβάσεως συναφθησόμεναι βάσει τῶν ἄρθρων 44 καὶ 45 Συμφωνίαι.

2. Δι' ἀποφάσεων τοῦ Ὑπουργοῦ Συγκοινωνιῶν, μετὰ γνώμην τοῦ Τηλεπικοινωνιακοῦ Συμβουλίου, δημοσιευσμένων εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως καθορίζονται αἱ λεπτομέρειαι τῆς ἐφαρμογῆς τῶν ἐν τῇ προηγουμένη παραγράφῳ Κανονισμῶν καὶ Συμφωνιῶν καὶ ρυθμίζονται τὰ τῆς ἐφαρμογῆς τῶν προαιρετικῶν διατάξεων τούτων.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 17 Φεβρουαρίου 1968

Ἐν Ὄνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓ. ΖΩΪΤΑΚΗΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
Γ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΣΤΥΛ. ΠΑΤΤΑΚΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Ν. ΜΑΚΑΡΕΖΟΣ, ΙΩΑΝ. ΡΟΔΙΝΟΣ-ΟΡΛΑΝΔΟΣ, ΚΩΝ. ΚΑΛΑΜΠΟΚΙΑΣ, ΘΕΟΦ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ, ΑΛΑΜ. ΑΝΔΡΟΤΤΣΟΠΟΥΛΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΚΤΠΡΑΙΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΠΑΠΑΔΗΜΗΤΡΙΟΥ, ΠΑΥΛ. ΤΟΤΟΜΗΣ, ΕΥΣΤΑΘ. ΠΟΥΛΑΝΤΖΑΣ, ΑΘ. Ν. ΑΘΑΝΑΣΙΟΥ, ΙΟΥΛ. Μ. ΕΤΑΛΜΠΙΟΣ, ΣΠ. ΑΙΖΑΡΔΟΣ, ΣΠΤΡ. ΛΑΜΠΙΡΗΣ, ΜΙΧ. ΣΙΔΕΡΑΤΟΣ.

Ἐδωρῆθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 19 Φεβρουαρίου 1968

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝ. ΚΑΛΑΜΠΟΚΙΑΣ

CONVENTION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

PREAMBULE

1 En reconnaissant pleinement à chaque pays le droit souverain de réglementer ses télécommunications, les plénipotentiaires des gouvernements contractants, ayant en vue de faciliter les relations et la coopération entre les peuples par le bon fonctionnement des télécommunications, ont, d'un commun accord, arrêté la présente Convention.

2 Les pays et groupes de territoires qui deviennent parties à la présente Convention constituent l'Union internationale des télécommunications.

CHAPITRE 1

Composition, objet et structure de l'Union

ARTICLE 1

Composition de l'Union

3 1. L'Union internationale des télécommunications comprend des Membres et des Membres associés.

4 2. Est Membre de l'Union :

a) tout pays ou groupe de territoires énuméré dans l'Annexe 1, après signature et ratification de la Convention, ou adhésion à cet Acte, par le pays ou groupe de territoires ou pour son compte;

5 b) tout pays non énuméré dans l'Annexe 1, qui devient Membre des Nations Unies et adhère à la présente Convention conformément aux dispositions de l'article 19;

6 c) tout pays souverain non énuméré dans l'Annexe 1 et non Membre des Nations Unies, qui adhère à la Convention conformément aux dispositions de l'article 19, après que sa demande d'admission en qualité de Membre de l'Union a été agréée par les deux tiers des Membres de l'Union.

7 3. Est Membre associé de l'Union :

a) tout pays non Membre de l'Union aux termes des numéros 4 à 6, dont la demande d'admission à l'Union en qualité de Membre associé est acceptée par la majorité des Membres de l'Union et qui adhère à la Convention conformément aux dispositions de l'article 19;

8 b) tout territoire ou groupe de territoires n'ayant pas l'entière responsabilité de ses relations internationales, pour le compte duquel un Membre de l'Union a signé et ratifié la présente Convention ou y a adhéré conformément aux dispositions des articles 19 ou 20, lorsque sa demande d'admission en qualité de Membre associé, présentée par le Membre de l'Union responsable, a été approuvée par la majorité des Membres de l'Union;

9 c) tout territoire sous tutelle dont la demande d'admission en qualité de Membre associé a été présentée par les Nations Unies et au nom duquel les Nations Unies ont adhéré à la Convention conformément aux dispositions de l'article 21.

10 4. Si un territoire, ou groupe de territoires, faisant partie d'un groupe de territoires constituant un Membre de l'Union devient, ou est devenu, Membre associé de l'Union selon les dispositions du numéro 8, ses droits et obligations selon la présente Convention ne sont plus que ceux d'un Membre associé.

11 5. En application des dispositions des numéros 6, 7 et 8, si une demande d'admission en qualité de Membre ou de Membre associé est présentée dans l'intervalle de deux Conférences de plénipotentiaires, par la voie diplomatique et par l'entremise du pays où est fixé le siège de l'Union, le secrétaire général consulte les Membres de l'Union;

un Membre sera considéré comme s'étant abstenu s'il n'a pas répondu dans le délai de quatre mois à compter du jour où il a été consulté.

ARTICLE 2

Droits et obligations des Membres et des Membres associés

12 1. (1) Tous les Membres ont le droit de participer aux conférences de l'Union et sont éligibles à tous ses organismes.

13 (2) Chaque Membre a droit à une voix à toutes les conférences de l'Union, à toutes les réunions des Comités consultatifs internationaux auxquelles il participe et, s'il fait partie du Conseil d'administration à toutes les sessions de ce Conseil.

14 (3) Chaque Membre a également droit à une voix dans toute consultation effectuée par correspondance.

15 2. Les Membres associés ont les mêmes droits et obligations que les Membres de l'Union. Toutefois, ils n'ont pas le droit de vote dans les conférences ou autres organismes de l'Union, ni celui de présenter des candidats au Comité international d'enregistrement des fréquences. Ils ne sont pas éligibles au Conseil d'administration.

ARTICLE 3

Siège de l'Union

16 Le siège de l'Union est fixé à Genève.

ARTICLE 4

Objet de l'Union

17 1. L'Union a pour objet :

a) de maintenir et d'étendre la coopération internationale pour l'amélioration et l'emploi rationnel des télécommunications de toutes sortes

18 b) de favoriser le développement de moyens techniques et leur exploitation la plus efficace en vue d'augmenter le rendement des services de télécommunications, d'accroître leur emploi et de généraliser le plus possible leur utilisation par le public;

19 c) d'harmoniser les efforts des nations vers ces fins communes.

20 2. A cet effet et plus particulièrement, l'Union :

a) effectue l'attribution des fréquences du spectre radioélectrique et l'enregistrement des assignations de fréquence, de façon à éviter les brouillages nuisibles entre les stations de radio-communications des différents pays ;

21 b) coordonne les efforts en vue d'éliminer les brouillages nuisibles entre les stations de radiocommunications des différents pays et d'améliorer l'utilisation du spectre des fréquences ;

22 c) favorise la collaboration entre ses Membres et Membres associés en vue de l'établissement de tarifs à des niveaux aussi bas que possible, compatibles avec un service de bonne qualité et une gestion financière des télécommunications saine et indépendante ;

23 d) encourage la création, le développement et le perfectionnement des installations et des réseaux de télécommunications dans les pays nouveaux ou en voie de développement par tous les moyens à sa disposition, en particulier par sa participation aux programmes appropriés des Nations Unies ;

24 e) provoque l'adoption de mesures permettant d'assurer la sécurité de la vie humaine par la coopération des services de télécommunications ;

- 25 f) procède à des études, arrête des réglementations, adopte des résolutions, formule des recommandations et des vœux, recueille et publie des informations concernant les télécommunications, au bénéfice de tous les Membres et Membres associés.

ARTICLE 5

Structure de l'Union

- 26 L'organisation de l'Union repose sur :

1. La Conférence de plénipotentiaires, organe suprême de l'Union ;
- 27 2. les Conférences administratives ;
- 28 3. le Conseil d'administration ;
- 29 4. les organismes permanents désignés ci-après :
 - a) le Secrétariat général ;
 - 30 b) le Comité international d'enregistrement des fréquences (I.F.R.B.) ;
 - 31 c) le Comité consultatif international des radiocommunications (C.C.I.R.) ;
 - 32 d) le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (C.C.I.T.T.).

ARTICLE 6

Conférence de plénipotentiaires

- 33 1. La Conférence de plénipotentiaires, organe suprême de l'Union, est composée de délégations représentant les Membres et les Membres associés.
- 34 2. La Conférence de plénipotentiaires ;
 - a) détermine les principes généraux que doit suivre l'Union pour atteindre les objectifs énoncés à l'article 4 de la présente Convention ;
 - 35 b) examine le rapport du Conseil d'administration relatant son activité et celle de l'Union depuis la dernière Conférence de plénipotentiaires ;
 - 36 c) établit les bases du budget de l'Union ainsi que le plafond de ses dépenses pour la période allant jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires ;
 - 37 d) fixe les traitements de base, les échelles de traitements et le régime des indemnités et pensions de tous les fonctionnaires de l'Union ;
 - 38 e) approuve définitivement les comptes de l'Union ;
 - 39 f) élit les Membres de l'Union appelés à composer le Conseil d'administration ;
 - 40 g) élit le secrétaire général et le vice-secrétaire général et fixe la date à laquelle ils prennent leurs fonctions ;
 - 41 h) revise la Convention si elle le juge nécessaire ;
 - 42 i) conclut ou revise, le cas échéant, les accords entre l'Union et les autres organisations internationales, examine tout accord provisoire conclu par le Conseil d'administration, au nom de l'Union, avec ces mêmes organisations et lui donne la suite qu'elle juge convenable ;
 - 43 j) traite toutes les autres questions de télécommunications jugées nécessaires.
- 44 3. La Conférence de plénipotentiaires se réunit normalement au lieu et à la date fixés par la Conférence de plénipotentiaires précédente.
- 45 4. (1) La date et le lieu de la prochaine Conférence de plénipotentiaires, ou l'un des deux seulement, peuvent être changés :
 - 46 a) à la demande d'au moins un quart des Membres et Membres associés de l'Union, adressée individuellement au secrétaire général ;
 - 47 b) ou sur proposition du Conseil d'administration.

- 48 (2) Dans les deux cas, une nouvelle date et un nouveau lieu, ou l'un des deux seulement, sont fixés avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union.

ARTICLE 7

Conférences administratives

- 49 1. Les conférences administratives de l'Union comprennent :
 - a) les conférences administratives mondiales ;
 - 50 b) les conférences administratives régionales.
- 51 2. Les conférences administratives sont normalement convoquées pour traiter de questions de télécommunications particulières. Seules les questions inscrites à leur ordre du jour peuvent y être débattues. Les décisions de ces conférences doivent être, dans tous les cas, conformes aux dispositions de la Convention.
- 52 3. (1) L'ordre du jour d'une conférence administrative mondiale peut comporter :
 - a) la revision partielle des Règlements administratifs énumérés au numéro 203 ;
 - 53 b) exceptionnellement, la revision complète d'un ou plusieurs de ces Règlements ;
 - 54 c) toute autre question de caractère mondial relevant de la compétence de la conférence.
- 55 (2) L'ordre du jour d'une conférence administrative régionale ne peut porter que sur des questions de télécommunications particulières de caractère régional, y compris des directives destinées au Comité international d'enregistrement des fréquences en ce qui concerne ses activités intéressant la région dont il s'agit, à condition que ces directives ne soient pas contraires aux intérêts d'autres régions. En outre, les décisions d'une telle conférence doivent être, dans tous les cas, conformes aux dispositions des Règlements administratifs.
- 56 4. (1) L'ordre du jour d'une conférence administrative est fixé par le Conseil d'administration avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou de la majorité des Membres de la région considérée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale, sous réserve des dispositions du numéro 76.
- 57 (2) Le cas échéant, cet ordre du jour comprend toute question dont l'inclusion a été décidée par une Conférence de plénipotentiaires.
- 58 (3) L'ordre du jour d'une conférence administrative mondiale traitant de radiocommunications peut également comporter :
 - a) l'élection des membres du Comité international d'enregistrement des fréquences, en application des numéros 172 à 174 ;
 - 59 b) les directives à donner à ce comité touchant ses activités, et l'examen de celles-ci.
- 60 5. (1) Une conférence administrative mondiale est convoquée :
 - a) sur décision d'une Conférence de plénipotentiaires, qui peut fixer la date et le lieu de sa réunion ;
 - 61 b) sur recommandation d'une conférence administrative mondiale précédente,
 - 62 c) à la demande d'au moins un quart des Membres et Membres associés de l'Union, adressée individuellement au secrétaire général ;
 - 63 d) sur proposition du Conseil d'administration.
- 64 (2) Dans les cas visés aux numéros 61, 62, 63 et éventuellement 60, la date et le lieu de la con-

férence sont fixés par le Conseil d'administration avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union, sous réserve des dispositions du numéro 76.

65 6. (1) Une conférence administrative régionale est convoquée:

a) sur décision d'une Conférence de plénipotentiaires;

66 b) sur recommandation d'une conférence administrative mondiale ou régionale précédente;

67 c) à la demande d'au moins un quart des Membres et Membres associés de l'Union appartenant à la région intéressée, adressée individuellement au secrétaire général;

68 d) sur proposition du Conseil d'administration.

69 (2) Dans les cas visés aux numéros 66, 67, 68 et éventuellement 65, la date et le lieu de la conférence sont fixés par le Conseil d'administration avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union appartenant à la région considérée, sous réserve des dispositions du numéro 76.

70 7. (1) L'ordre du jour, la date et le lieu d'une conférence administrative peuvent être changés:

a) à la demande d'au moins un quart des Membres et Membres associés de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou d'un quart des Membres et membres associés de l'Union appartenant à la région considérée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale. Les demandes sont adressées individuellement au secrétaire général qui en saisit le Conseil d'administration aux fins d'approbation;

71 b) sur proposition du Conseil d'administration.

72 (2) Dans les cas visés aux numéros 70 et 71, les modifications proposées ne sont définitivement adoptées qu'avec l'accord de la majorité des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou de la majorité des Membres de l'Union appartenant à la région considérée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale, sous réserve des dispositions du numéro 76.

73 8. (1) Le Conseil d'administration peut juger utile de faire précéder la session principale d'une conférence administrative d'une réunion préparatoire chargée d'établir des propositions concernant les bases techniques des travaux de la conférence.

74 (2) La convocation de cette réunion préparatoire et son ordre du jour doivent être approuvés par la majorité des Membres de l'Union s'il s'agit d'une conférence administrative mondiale, ou par la majorité des Membres de l'Union appartenant à la région intéressée s'il s'agit d'une conférence administrative régionale, sous réserve des dispositions du numéro 76.

75 (3) A moins que la réunion préparatoire d'une conférence administrative n'en décide autrement, les textes qu'elle a finalement approuvés sont rassemblés sous la forme d'un rapport qui est approuvé par cette réunion et signé par son président.

76 9. Dans les consultations visées aux numéros 56, 64, 69, 72 et 74, les Membres de l'Union qui n'ont pas répondu dans le délai fixé par le Conseil d'administration sont considérés comme n'ayant pas participé à ces consultations et en conséquence ne sont pas pris en considération dans le calcul de la majorité. Si le nombre des réponses reçues ne dépasse pas la moitié du nombre des Membres de l'Union consultés, on procède à une nouvelle consultation.

ARTICLE 8

Règlement intérieur des conférences et assemblées

77 Pour l'organisation de leurs travaux et la conduite de leurs débats, les conférences et assemblées appliquent le règlement intérieur compris dans le Règlement général annexé à la Convention. Toutefois, chaque conférence ou assemblée peut adopter les règles qu'elle juge indispensables en complément de celles du chapitre 9 du Règlement général, à condition que ces règles supplémentaires soient compatibles avec les dispositions de la Convention et du Règlement général.

ARTICLE 9

Conseil d'administration

A. Organisation et fonctionnement

78 1. (1) Le Conseil d'administration est composé de vingt-neuf Membres de l'Union élus par la Conférence de plénipotentiaires en tenant compte de la nécessité d'une représentation équitable de toutes les parties du monde. Les Membres de l'Union élus au Conseil remplissent leur mandat jusqu'à la date à laquelle la Conférence de plénipotentiaires procède à l'élection d'un nouveau Conseil. Ils sont rééligibles.

79 (2) Si, entre deux Conférences de plénipotentiaires, une vacance se produit au sein du Conseil, le siège revient de droit au Membre de l'Union qui a obtenu, lors du dernier scrutin, le plus grand nombre de suffrages parmi les Membres qui font partie de la même région et dont la candidature n'a pas été retenue.

80 (3) Un siège au Conseil est considéré comme vacant:

a) lorsqu'un Membre du Conseil ne s'est pas fait représenter à deux sessions annuelles consécutives du Conseil;

81 b) lorsqu'un pays Membre de l'Union se démet de ses fonctions de Membre du Conseil.

82 2. Chacun des Membres du Conseil d'administration désigne pour siéger au Conseil une personne qui, dans la mesure du possible, est un fonctionnaire de son administration des télécommunications ou qui est directement responsable devant cette administration ou en son nom; cette personne doit être qualifiée en raison de son expérience des services de télécommunications.

83 3. Chaque Membre du Conseil d'administration dispose d'une voix.

84 4. Le Conseil d'administration établit son propre règlement intérieur.

85 5. Le Conseil d'administration élit ses propres président et vice-président au début de chaque session annuelle. Ceux-ci restent en fonctions jusqu'à l'ouverture de la session annuelle suivante et sont rééligibles. Le vice-président remplace le président en l'absence de ce dernier.

86 6. (1) Le Conseil d'administration se réunit en session annuelle au siège de l'Union.

87 (2) Au cours de cette session, il peut décider de tenir exceptionnellement une session supplémentaire.

88 (3) Dans l'intervalle des sessions ordinaires, il peut être convoqué, en principe au siège de l'Union, par son président, à la demande de la majorité de ses Membres.

89 7. Le secrétaire général et le vice-secrétaire général, le président et le vice-président du Comité international d'enregistrement des fréquences et les directeurs des Comités consultatifs i-

nternationaux participent de plein droit aux délibérations du Conseil d'administration, mais sans prendre part aux votes. Toutefois, le Conseil peut tenir des séances réservées à ses seuls membres.

90 8. Le secrétaire général assume les fonctions de secrétaire du Conseil d'administration.

91 9. (1) Dans l'intervalle qui sépare les Conférences de plénipotentiaires, le Conseil d'administration agit en tant que mandataire de la Conférence de plénipotentiaires dans les limites des pouvoirs délégués par celle-ci.

92 (2) Le Conseil agit seulement lorsqu'il est en session officielle.

93 10. Le représentant de chacun des Membres du Conseil d'administration a le droit d'assister en qualité d'observateur à toutes les réunions des organismes permanents de l'Union désignés aux numéros 30, 31 et 32.

94 11. Seuls les frais de voyage et de subsistance engagés par le représentant de chacun des Membres du Conseil d'administration pour exercer ses fonctions aux sessions du Conseil sont à la charge de l'Union.

B. Attributions

95 12. (1) Le Conseil d'administration est chargé de prendre toutes mesures pour faciliter la mise à exécution, par les Membres et les Membres associés, des dispositions de la Convention, des Règlements, des décisions de la Conférence de plénipotentiaires et, le cas échéant, des décisions des autres conférences et réunions de l'Union.

96 (2) Il assure une coordination efficace des activités de l'Union.

97 13. En particulier, le Conseil d'administration:

a) accomplit toutes les tâches qui lui sont assignées par la Conférence de plénipotentiaires;

98 b) est chargé, dans l'intervalle qui sépare les Conférences de plénipotentiaires, d'assurer la coordination avec toutes les organisations internationales visées aux articles 29 et 30. A cet effet, il conclut au nom de l'Union des accords provisoires avec les organisations internationales visées à l'article 30 et avec les Nations Unies en application de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications; ces accords provisoires doivent être soumis à la Conférence de plénipotentiaires suivante conformément aux dispositions du numéro 42;

99 c) arrête l'effectif et la hiérarchie du personnel du Secrétariat général et des secrétariats spécialisés des organismes permanents de l'Union, en tenant compte des directives générales données par la Conférence de plénipotentiaires;

100 d) établit tous les règlements qu'il juge nécessaires aux activités administratives et financières de l'Union, ainsi que les règlements administratifs destinés à tenir compte de la pratique courante de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées qui appliquent le régime commun des traitements, indemnités et pensions;

101 e) contrôle le fonctionnement administratif de l'Union;

102 f) examine et arrête le budget annuel de l'Union en réalisant toutes les économies possibles;

103 g) prend tous arrangements nécessaires en vue de la vérification annuelle des comptes de l'Union établis par le secrétaire général et arrête ces comptes pour les soumettre à la Conférence de plénipotentiaires suivante :

104 h) ajuste, s'il est nécessaire :

1. les échelles de base des traitements du per-

sonnel de la catégorie professionnelle et des catégories supérieures, à l'exclusion des traitements des postes auxquels il est pourvu par voie d'élection, afin de les adapter aux échelles de base des traitements fixées par les Nations Unies pour les catégories correspondantes du régime commun :

105 2. les échelles de base des traitements du personnel de la catégorie des services généraux, afin de les adapter aux salaires appliqués par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées au siège de l'Union ;

106 3. les indemnités de poste de la catégorie professionnelle et des catégories supérieures, y compris celles des postes auxquels il est pourvu par voie d'élection, conformément aux décisions des Nations Unies valables pour le siège de l'Union ;

107 4. les indemnités dont bénéficie tout le personnel de l'Union, en harmonie avec toutes les modifications adoptées dans le régime commun des Nations Unies ;

108 5. les contributions de l'Union et du personnel à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, conformément aux décisions du Comité mixte de cette Caisse ;

109 6. les indemnités de cherté de vie accordées aux bénéficiaires de la Caisse d'assurance du personnel de l'Union selon la pratique suivie par les Nations Unies.

110 i) prend les dispositions nécessaires pour la convocation des Conférences de plénipotentiaires et des conférences administratives de l'Union conformément aux articles 6 et 7 ;

111 j) soumet à la Conférence de plénipotentiaires les avis qu'il juge utiles ;

112 k) coordonne les activités des organismes permanents de l'Union, prend les dispositions opportunes pour donner suite aux demandes ou recommandations soumises par ces organismes et examine leurs rapports annuels ;

113 l) procède, s'il le juge utile, à la désignation d'un intérimaire à l'emploi devenu vacant de vice-secrétaire général ;

114 m) procède à la désignation d'intérimaires aux emplois devenus vacants de directeurs des Comités consultatifs internationaux ;

115 n) remplit les autres fonctions prévues dans la présente Convention et, dans le cadre de celle-ci et des Règlements, toutes les fonctions jugées nécessaires à la bonne administration de l'Union ;

116 o) prend les dispositions nécessaires, après accord de la majorité des Membres de l'Union, pour résoudre à titre provisoire les cas non prévus dans la Convention et ses annexes, pour la solution desquels il n'est pas possible d'attendre la prochaine conférence compétente ;

117 p) soumet à l'examen de la Conférence de plénipotentiaires un rapport relatant ses activités et celles de l'Union ;

118 q) envoie aux Membres et Membres associés de l'Union le plus tôt possible après chacune de ses sessions, des comptes rendus succincts de ses travaux, ainsi que tous documents qu'il juge utiles ;

119 r) favorise la coopération internationale en vue d'assurer par tous les moyens à sa disposition et, notamment par la participation de l'Union aux programmes appropriés des Nations Unies, la coopération technique avec les pays nouveaux ou en voie de développement, conformément à l'objet de l'Union, qui est de favoriser par tous les moyens possibles le développement des télécommunications.

ARTICLE 10

Secrétariat général

120 1. (1) Le Secrétariat général est dirigé par un secrétaire général assisté d'un vice-secrétaire général.

121 (2) Le secrétaire général et le vice-secrétaire général prennent leur service à la date fixée au moment de leur élection. Ils restent normalement en fonctions jusqu'à la date fixée par la Conférence de plénipotentiaires au cours de sa réunion suivante et son rééligibles.

122 (3) Le secrétaire général est responsable devant le Conseil d'administration pour la totalité des aspects administratifs et financiers des activités de l'Union. Le vice-secrétaire général est responsable devant le secrétaire général.

123 (4) Si l'emploi de secrétaire général devient vacant, le vice secrétaire général est chargé de l'intérim.

124 2. Le secrétaire général:

a) coordonne les activités des organismes permanents de l'Union, avec l'aide du Comité de coordination dont il est question à l'article 11;

125 b) organise le travail du Secrétariat général et nomme le personnel de ce secrétariat en se conformant aux directives données par la Conférence de plénipotentiaires et aux règlements établis par le Conseil d'administration;

126 c) prend les mesures administratives relatives à la constitution des secrétariats spécialisés des organismes permanents et nomme le personnel de ces secrétariats en accord avec le chef de chaque organisme permanent et en se fondant sur le choix de ce dernier, la décision finale de nomination ou de licenciement appartenant au secrétaire général

127 d) porte à la connaissance du Conseil d'administration toute décision, prise par les Nations Unies et les institutions spécialisées, qui affecte les conditions de service, d'indemnités et de pensions du régime commun;

128 e) veille à l'application des règlements administratifs et financiers approuvés par le Conseil d'administration;

129 f) exerce une surveillance exclusivement administrative sur le personnel des secrétariats spécialisés, lequel travaille directement sous les ordres des chefs des organismes permanents de l'Union;

130 g) assure le travail de secrétariat qui précède et qui suit les conférences de l'Union.

131 h) assure, s'il y a lieu en coopération avec le gouvernement invitant, le secrétariat de toutes les conférences de l'Union et, en collaboration avec le chef de l'organisme permanent intéressé, fournit les services nécessaires à la tenue des réunions de chaque organisme permanent de l'Union; il peut aussi, sur demande et sur la base d'un contrat, assurer le secrétariat de toute autre réunion relative aux télécommunications;

132 i) tient à jour les nomenclatures officielles établies d'après les renseignements fournis à cet effet par les organismes permanents de l'Union ou par les administrations, à l'exception des fichiers de référence et de tous autres dossiers indispensables qui peuvent avoir trait aux fonctions du Comité international d'enregistrement des fréquences;

133 j) publie les avis et les principaux rapports des organismes permanents de l'Union;

134 k) publie les accords internationaux et régionaux concernant les télécommunications qui

lui sont communiqués par les parties, et tient à jour les documents qui s'y rapportent;

135 l) publie les normes techniques du Comité international d'enregistrement des fréquences, ainsi que toute autre documentation concernant l'attribution et l'utilisation des fréquences, telle qu'elle a été élaborée par le Comité international d'enregistrement des fréquences dans l'exercice de ses fonctions;

136 m) établit, publie et tient à jour en recourant, le cas échéant, aux autres organismes permanents de l'Union;

137 1. une documentation indiquant la composition et la structure de l'Union;

138 2. les statistiques générales et les documents officiels de service de l'Union prescrits dans les Règlements annexés à la Convention;

139 3. tous autres documents dont l'établissement est prescrit par les conférences et par le Conseil d'administration;

140 n) distribue les documents publiés;

141 o) rassemble et publie, sous forme appropriée, les renseignements nationaux et internationaux concernant les télécommunications dans le monde entier;

142 p) recueille et publie, en collaboration avec les autres organismes permanents de l'Union, les informations de caractère technique ou administratif qui pourraient être particulièrement utiles pour les pays nouveaux ou en voie de développement afin de les aider à améliorer leurs réseaux de télécommunications. L'attention de ces pays est également attirée sur les possibilités offertes par les programmes internationaux placés sous les auspices des Nations Unies;

143 q) rassemble et publie tous les renseignements susceptibles d'être utiles aux Membres et Membres associés, concernant la mise en oeuvre de moyens techniques afin d'obtenir le meilleur rendement des services de télécommunications et, notamment le meilleur emploi possible des fréquences radio-électriques en vue de diminuer les brouillages;

144 r) publie périodiquement, à l'aide des renseignements réunis ou mis à sa disposition, y compris ceux qu'il peut recueillir auprès d'autres organisations internationales, un journal d'information et de documentation générales sur les télécommunications;

145 s) prépare et soumet au Conseil d'administration un projet du budget annuel, lequel, après approbation par ce Conseil, est transmis, à titre d'information, à tous les Membres et Membres associés;

146 t) établit un rapport de gestion financière soumis chaque année au Conseil d'administration et un compte récapitulatif à la veille de chaque Conférence de plénipotentiaires; ces rapports, après vérification et approbation par le Conseil d'administration, sont communiqués aux Membres et Membres associés et soumis à la Conférence de plénipotentiaires suivante aux fins d'examen et d'approbation définitive;

147 u) établit, sur l'activité de l'Union, un rapport annuel transmis, après approbation du Conseil d'administration, à tous les Membres et Membres associés;

148 v) assure toutes les autres fonctions de secrétariat de l'Union;

149 w) agit en qualité de représentant légal de l'Union

150 3. Le vice-secrétaire général assiste le secrétaire général dans l'exercice de ses fonctions et assume les tâches particulières que lui confie le secrétaire général. Il exerce les fonctions du secrétaire général en l'absence de ce dernier.

151 4. Le secrétaire général ou le vice-secrétaire général peut assister à titre consultatif aux assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux et à toutes les conférences de l'Union; le secrétaire général ou son représentant peut participer, à titre consultatif, à toutes les autres réunions de l'Union; leur participation aux séances du Conseil d'administration est régie par les dispositions du numéro 89.

ARTICLE 11

Comité de coordination

152 1. (1) Le secrétaire général est assisté par un Comité de coordination qui lui donne des avis sur les questions d'administration, de finances et de coopération technique intéressant plusieurs organismes permanents, ainsi que dans les domaines des relations extérieures et de l'information publique.

153. (2) Le Comité examine également toutes questions importantes qui lui sont soumises par le Conseil d'administration. Après étude de ces questions, le Comité présente au Conseil un rapport à leur sujet par l'intermédiaire du secrétaire général.

154 (3) Le Comité prête notamment son concours au secrétaire général dans l'accomplissement des tâches qui sont assignées à celui-ci en vertu des numéros 144, 145, 146 et 147.

155 (4) Le Comité examine les résultats des activités de l'Union dans le domaine de la coopération technique et présente des recommandations au Conseil d'administration par l'intermédiaire du secrétaire général.

156 (5) Le Comité est chargé d'assurer la coordination avec toutes les organisations internationales mentionnées aux articles 29 et 30 en ce qui concerne la représentation des organismes permanents de l'Union aux conférences de ces organisations.

157 2. Le Comité doit s'efforcer de formuler ses conclusions par accord unanime. Le secrétaire général peut toutefois prendre des décisions, même sans être appuyé par deux autres membres ou plus du Comité, s'il juge que les questions en cause présentent un caractère d'urgence. Dans ces circonstances et si le Comité le lui demande, il fait rapport au Conseil d'administration sur ces questions, en des termes approuvés par tous les membres du Comité. Si, dans ces mêmes circonstances, les questions ne sont pas urgentes, mais néanmoins importantes, elles sont renvoyées à la session suivante du Conseil d'administration aux fins d'examen.

158 3. Le Comité est présidé par le secrétaire général et composé du vice-secrétaire général, des directeurs des Comités consultatifs internationaux et du président du Comité international d'enregistrement des fréquences.

159. 4. Le Comité se réunit sur convocation de son président, en général au moins une fois par mois.

ARTICLE 12

Les fonctionnaires élus et le personnel de l'Union

160 1. Le secrétaire général, le vice-secrétaire général et les directeurs des Comités consultatifs

internationaux doivent tous être ressortissants de pays différents, Membres de l'Union. Lors de leur élection, il convient de tenir dûment compte des principes exposés au numéro 164 et d'une représentation géographique appropriée des régions du monde.

161 2. (1) Dans l'accomplissement de leurs fonctions, les fonctionnaires élus ainsi que le personnel de l'Union ne doivent solliciter ni accepter d'instructions d'aucun gouvernement, ni d'aucune autorité extérieure à l'Union. Ils doivent s'abstenir de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux.

162 (2) Chaque Membre et Membre associé doit respecter le caractère exclusivement international des fonctions des fonctionnaires élus et du personnel de l'Union, et ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche.

163 (3) En dehors de leurs fonctions, les fonctionnaires élus, ainsi que le personnel de l'Union, ne doivent pas avoir de participation ni d'intérêts financiers, de quelque nature que ce soit, dans une entreprise quelconque s'occupant de télécommunications. Toutefois, l'expression «intérêts financiers» ne doit pas être interprétée comme s'opposant à la continuation de versements pour la retraite en raison d'un emploi ou de services antérieurs.

164 3. La considération dominante dans le recrutement et la fixation des conditions d'emploi du personnel doit être la nécessité d'assurer à l'Union les services de personnes possédant les plus hautes qualités d'efficacité, de compétence et d'intégrité. L'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible doit être dûment prise en considération.

ARTICLE 13

Comité international d'enregistrement des fréquences

165 1. Les tâches essentielles du Comité international d'enregistrement des fréquences consistent :

a) à effectuer une inscription méthodique des assignations de fréquence faites par les différents pays, de manière à fixer, conformément à la procédure spécifiée dans le Règlement des radiocommunications et, le cas échéant, conformément aux décisions des conférences compétentes de l'Union la date, le but et les caractéristiques techniques de chacune de ces assignations afin d'en assurer la reconnaissance internationale officielle ;

166 b) à fournir des avis aux Membres et Membres associés, en vue de l'exploitation d'un nombre aussi grand que possible de voies radioélectriques dans les régions du spectre des fréquences où des brouillages nuisibles peuvent se produire ;

167 c) à exécuter toutes les tâches additionnelles relatives à l'assignation et à l'utilisation des fréquences, prescrites par une conférence compétente de l'Union, ou par le Conseil d'administration avec le consentement de la majorité des Membres de l'Union en vue de la préparation d'une telle conférence ou en exécution de ses décisions ;

168 d) à tenir à jour les dossiers indispensables qui ont trait à l'exercice de ses fonctions.

169 2. (1) Le Comité international d'enregistrement des fréquences est un organisme composé de cinq membres indépendants, désignés conformément aux dispositions des numéros 172 à 180

170 (2) Les membres du Comité doivent être pleinement qualifiés par leur compétence technique dans le domaine des radiocommunications et posséder une expérience pratique en matière d'assignation et d'utilisation des fréquences.

- 171 (3) En outre, pour permettre une meilleure compréhension des problèmes qui viennent devant le Comité en vertu du numéro 166, chaque membre doit être au courant des conditions géographiques, économiques et démographiques d'une région particulière du globe.
- 172 3. (1) Les cinq membres du Comité sont élus à intervalles d'au moins cinq ans par une conférence administrative mondiale chargée de traiter de questions générales intéressant les radiocommunications. Ces membres sont choisis parmi les candidats proposés par les pays. Membres de l'Union. Chaque Membre de l'Union ne peut proposer qu'un seul candidat, ressortissant de son pays. Chaque candidat doit posséder les qualifications indiquées aux numéros 170 et 171.
- 173 (2) La procédure pour cette élection est établie par la conférence elle-même, de manière à assurer une représentation équitable des différents régions du monde.
- 174 (3) A chaque élection, tout membre du Comité en fonctions peut être proposé à nouveau comme candidat par le pays dont il est ressortissant.
- 175 (4) Les membres du Comité prennent leur service à la date fixée par la conférence administrative mondiale qui les a élus. Ils restent normalement en fonctions jusqu'à la date fixée par la conférence qui élit leurs successeurs.
- 176 (5) Si, dans l'intervalle qui sépare deux conférences administratives mondiales chargées d'élire les membres du Comité, un membre élu du Comité démissionne ou abandonne ses fonctions sans motif valable pendant une période dépassant trente jours, ou s'il décède, le pays Membre de l'Union dont il est ressortissant est invité par le président du Comité à désigner aussitôt que possible un remplaçant ressortissant de ces pays.
- 177 (6) Si le pays Membre en question ne désigne pas un remplaçant dans un délai de trois mois à partir de cette invitation, il perd son droit de désigner une personne pour siéger au Comité pendant le reste de la durée du mandat du Comité.
- 178 (7) Si, dans l'intervalle qui sépare deux conférences administratives mondiales chargées d'élire les membres du Comité, un remplaçant à son tour démissionne ou abandonne ses fonctions sans motif valable pendant une période dépassant trente jours, ou s'il décède, le pays Membre de l'Union dont il est ressortissant n'a pas le droit de désigner un autre remplaçant.
- 179 (8) Dans les cas prévus aux numéros 177 et 178, le président du Comité demande au secrétaire général d'inviter les pays Membres de l'Union qui font partie de la région concernée à proposer des candidats pour l'élection d'un remplaçant par le Conseil d'administration lors de sa session annuelle suivante.
- 180 (9) Pour garantir un fonctionnement efficace du Comité, tout pays dont un ressortissant a été élu membre du Comité doit, dans toute la mesure du possible, s'abstenir de le rappeler entre deux conférences administratives mondiales chargées d'élire les membres du Comité.
- 181 4. (1) Les méthodes de travail du Comité sont définies dans le Règlement des radiocommunications.
- 182 (2) Les membres du Comité élisent parmi eux un président et un vice-président, lesquels remplissent leurs fonctions pendant une durée d'une année. Par la suite, le vice-président succède chaque année au président, et un nouveau vice-président est élu.
- 183 (3) Le Comité dispose d'un secrétariat spécialisé.
- 184 5. (1) Les membres du Comité s'acquittent de leur tâche, non comme des représentants de leurs pays respectifs ou d'une région, mais comme des agents impartiaux investis d'un mandat international.
- 185 (2) Aucun membre du Comité ne doit, relativement à l'exercice de ses fonctions, demander ni recevoir d'instructions d'aucun gouvernement, ni d'aucun membre d'un gouvernement quelconque, ni d'aucune organisation ou personne publique ou privée. De plus, chaque Membre ou Membre associé doit respecter le caractère international du Comité et des fonctions de ses membres et il ne doit en aucun cas essayer d'influencer l'un quelconque d'entre eux dans l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE 14.

Comités consultatifs internationaux

- 186 1. (1) Le Comité consultatif international des radiocommunications (C.C.I.R.) est chargé d'effectuer des études et d'émettre des avis sur les questions techniques et d'exploitation spécifiquement relatives aux radiocommunications.
- 187 (2) Le Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (C.C.I.T.T.) est chargé d'effectuer des études et d'émettre des avis sur les questions techniques d'exploitation et de tarification concernant la télégraphie et la téléphonie.
- 188 (3) Dans l'accomplissement de ses tâches, chaque Comité consultatif doit porter dûment attention à l'étude des questions et à l'élaboration des avis directement liés à la création, au développement et au perfectionnement des télécommunications dans les pays nouveaux ou en voie de développement, dans le cadre régional et dans le domaine international.
- 189 (4) Sur demande des pays intéressés, chaque Comité consultatif peut également faire des études et donner des conseils sur les questions relatives aux télécommunications nationales de ces pays. L'étude de ces questions doit être effectuée conformément aux dispositions du numéro 190.
- 190 2. (1) Les questions étudiées par chaque Comité consultatif international, et sur lesquelles il est chargé d'émettre des avis, lui sont posées par la Conférence de plénipotentiaires, par une conférence administrative, par le Conseil d'administration, par l'autre Comité consultatif ou par le Comité international d'enregistrement des fréquences. Ces questions viennent s'ajouter à celles que l'assemblée plénière du Comité consultatif intéressé lui-même a décidé de retenir, ou, dans l'intervalle des assemblées plénières, à celles dont l'inscription a été demandée ou approuvée par correspondance par vingt Membres et Membres associés de l'Union au moins.
- 191 (2) Les assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux sont autorisées à soumettre aux conférences administratives des propositions découlant directement de leurs avis ou des conclusions de leurs études en cours.
- 192 3. Les Comités consultatifs internationaux ont pour membres :
- a) de droit, les administrations de tous les Membres et Membres associés de l'Union ;
- 193 b) toute exploitation privée reconnue qui, avec l'approbation du Membre ou Membre associé qui l'a reconnue, demande à participer aux travaux de ces Comités.

194 4. Le fonctionnement de chaque Comité consultatif international est assuré par :

a) l'assemblée plénière, réunie normalement tous les trois ans. Lorsqu'une conférence administrative mondiale correspondante a été convoquée, la réunion de l'assemblée plénière se tient, si possible, au moins huit mois avant cette conférence;

195 b) les commissions d'études constituées par l'assemblée plénière pour traiter les questions à examiner;

196 c) un directeur élu par l'assemblée plénière, initialement pour une période égale à deux fois la durée séparant deux assemblées plénières consécutives normalement pour six ans. Il est rééligible à chacune des assemblées plénières ultérieures et, s'il est réélu, il reste en fonctions jusqu'à l'assemblée plénière suivante, normalement pendant trois ans. Si le poste se trouve inopinément vacant, l'assemblée plénière suivante élit le nouveau directeur;

197 d) un secrétariat spécialisé qui assiste le directeur :

198 e) des laboratoires ou installations techniques créés par l'Union.

199 5. Il est institué une Commission mondiale du Plan, ainsi que des Commissions régionales du Plan, selon des décisions conjointes des assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux. Ces Commissions élaborent un Plan général pour le réseau international de télécommunications, afin de faciliter la planification des services internationaux de télécommunications. Elles soumettent aux Comités consultatifs internationaux des questions dont l'étude présente un intérêt particulier pour les pays nouveaux ou en voie de développement et qui relèvent du mandat de ces Comités.

200 6. Les assemblées plénières et les commissions d'études des Comités consultatifs internationaux observent également, au cours de leurs réunions, le règlement intérieur compris dans le Règlement général annexé à la Convention. Elles peuvent aussi adopter un règlement intérieur supplémentaire conformément au numéro 77. Ce règlement supplémentaire est publié sous forme d'une résolution dans les documents des assemblées plénières.

201 7. Les méthodes de travail des Comités consultatifs internationaux sont définies dans la deuxième partie du Règlement général annexé à la Convention

ARTICLE 15.

Règlements

202 1. Sous réserve des dispositions de l'article 8, le Règlement général qui fait l'objet de l'Annexe 4 à la présente Convention a la même portée que celle-ci et la même durée.

203 2. (1) Les dispositions de la Convention sont complétées par les Règlements administratifs suivants :

le Règlement télégraphique,
le Règlement téléphonique,
le Règlement des radiocommunications,
le Règlement additionnel des radiocommunications.

204 (2) La ratification de la présente Convention conformément à l'article 18, ou l'adhésion à la présente Convention conformément à l'article 19, implique l'acceptation du Règlement général et des Règlements administratifs en vigueur au moment de cette ratification ou de cette adhésion.

205 (3) Les Membres et Membres associés doivent

informer le secrétaire général de leur approbation de toute révision de ces Règlements par des conférences administratives compétentes. Le secrétaire général notifie ces approbations aux Membres et Membres associés au fur et à mesure qu'il les reçoit.

206 3. En cas de divergence entre une disposition de la Convention et une disposition d'un Règlement, la Convention prévaut.

ARTICLE 16.

Finances de l'Union

207 1. Les dépenses de l'Union comprennent les frais afférents :

a) au Conseil d'administration, au Secrétariat général, au Comité international d'enregistrement des fréquences, aux secrétariats des Comités consultatifs internationaux et aux laboratoires et installations techniques créés par l'Union;

208 b) aux Conférences de plénipotentiaires et aux conférences administratives mondiales;

209 c) à toutes les réunions des Comités consultatifs internationaux.

210 2. Les dépenses des conférences administratives régionales visées au numéro 50 sont supportées par tous les Membres et Membres associés de la région concernée, selon la classe de contribution de ces derniers et, sur la même base, par ceux des Membres et Membres associés d'autres régions qui ont éventuellement participé à de telles conférences.

211 3. Le Conseil d'administration examine et arrête le budget annuel de l'Union, compte tenu des limites fixées pour les dépenses par la Conférence de plénipotentiaires.

212 4. Les dépenses de l'Union sont couvertes par les contributions de ses Membres et Membres associés, déterminées en fonction du nombre d'unités correspondant à la classe de contribution choisie par chaque Membre et Membre associé selon le tableau suivant :

classe de 30 unités	classe de 8 unités
» 25 »	» 5 »
» 20 »	» 4 »
» 18 »	» 3 »
» 15 »	» 2 »
» 13 »	» 1 unité
» 10 »	» 1/2 »

213 5. Les Membres et Membres associés choisissent librement la classe de contribution selon laquelle ils entendent participer aux dépenses de l'Union.

214 6. (1) Chaque Membre ou Membre associé fait connaître au secrétaire général, six mois au moins avant l'entrée en vigueur de la Convention, la classe de contribution qu'il a choisie.

215 (2) Cette décision est notifiée par le secrétaire général aux Membres et Membres associés.

216 (3) Les Membres et Membres associés qui n'ont pas fait connaître leur décision avant la date spécifiée au numéro 214 conservent la classe de contribution qu'ils ont notifiée antérieurement au secrétaire général.

217 (4) Les Membres et Membres associés peuvent à tout moment choisir une classe de contribution supérieure à celle qu'ils avaient adoptée auparavant.

218 (5) Aucune réduction du nombre d'unités de contribution, établi conformément aux numéros 214 à 216, ne peut prendre effet pendant la durée de validité de la Convention.

219 7. Les Membres et Membres associés payent à l'avance leur part contributive annuelle calculée d'après le budget arrêté par le Conseil d'administration

- 220 8. (1) Tout nouveau Membre ou Membre associé acquitte, au titre de l'année de son adhésion, une contribution calculée à partir du premier jour du mois de l'adhésion.
- 221 (2) En cas de dénonciation de la Convention par un Membre ou un Membre associé, la contribution doit être acquittée jusqu'au dernier jour du mois où la dénonciation prend effet.
- 222 9. Les sommes dues portent intérêt à partir du début de chaque année financière de l'Union. Cet intérêt est fixé au taux de 3 % (trois pour cent) par an pendant les six premiers mois et au taux de 6 % (six pour cent) par an à partir du septième mois.
- 223 10. Les dispositions suivantes s'appliquent aux contributions des exploitations privées reconnues, organismes scientifiques ou industriels et organisations internationales :
- 224 a) les exploitations privées reconnues et les organismes scientifiques ou industriels contribuent aux dépenses des Comités consultatifs internationaux aux travaux desquels ils sont convenus de participer. De même, les exploitations privées reconnues contribuent aux dépenses des conférences administratives auxquelles elles sont convenues de participer ou ont participé aux termes du numéro 621 du Règlement général ;
- 225 b) les organisations internationales contribuent également aux dépenses des conférences ou réunions auxquelles elles ont été admises à participer à moins que, sous réserve de réciprocité elles n'aient été exonérées par le Conseil d'administration ;
- 226 c) les exploitations privées reconnues, les organismes scientifiques ou industriels et les organisations internationales qui contribuent aux dépenses des conférences ou réunions selon les dispositions des numéros 224 et 225 choisissent librement dans le tableau qui figure au numéro 212 la classe de contribution selon laquelle ils entendent participer aux dépenses, et ils informent le secrétaire général de la classe choisie ;
- 227 d) les exploitations privées reconnues, les organismes scientifiques ou industriels et les organisations internationales qui contribuent aux dépenses des conférences ou réunions peuvent à tout moment choisir une classe de contribution supérieure à celle qu'ils avaient adoptée auparavant ;
- 228 e) aucune réduction du nombre d'unités de contribution ne peut prendre effet pendant la durée de validité de la Convention ;
- 229 f) en cas de dénonciation de la participation aux travaux d'un Comité consultatif international, la contribution doit être acquittée jusqu'au dernier jour du mois où la dénonciation prend effet ;
- 230 g) le montant de l'unité contributive des exploitations privées reconnues, des organismes scientifiques ou industriels et des organisations internationales aux dépenses des Comités consultatifs internationaux aux travaux desquels ils sont convenus de participer est fixé chaque année par le Conseil d'administration. Les contributions sont considérées comme une recette de l'Union. Elles portent intérêt conformément aux dispositions du numéro 222 ;
- 231 h) le montant de l'unité contributive aux dépenses d'une conférence administrative des exploitations privées reconnues qui y participent aux termes du numéro 621 du Règlement général et des organisations internationales qui y participent, est fixé en divisant le montant total du budget de la

conférence en question par le nombre total d'unités versées par les Membres et Membres associés au titre de leur contribution aux dépenses de l'Union. Les contributions sont considérées comme une recette de l'Union. Elles portent intérêt à partir du soixantième jour qui suit l'envoi des factures, aux taux fixés au numéro 222.

- 232 11. Les dépenses occasionnées aux laboratoires et installations techniques de l'Union par des mesures, des essais ou des recherches spéciales pour le compte de certains Membres ou Membres associés, groupes de Membres ou Membres associés, organisations régionales ou autres, sont supportées par ces Membres ou Membres associés, groupes, organisations ou autres.

- 233 12. Le prix de vente des documents aux administrations, aux exploitations privées reconnues ou à des particuliers est déterminé par le secrétaire général, en collaboration avec le Conseil d'administration, en s'inspirant du souci de couvrir, en règle générale, les dépenses d'impression et de distribution.

ARTICLE 17

Langues

- 234 1. (1) L'Union a pour langues officielles : l'anglais, le chinois, l'espagnol, le français et le russe.
- 235 (2) L'Union a pour langues de travail : l'anglais, l'espagnol et le français.
- 236 (3) En cas de contestation, le texte français fait foi.
- 237 2. (1) Les documents définitifs des Conférences de plénipotentiaires et des conférences administratives, leurs Actes finals, protocoles, résolutions, recommandations et vœux sont établis dans les langues officielles de l'Union, d'après des rédactions équivalentes aussi bien dans la forme que dans le fond.
- 238 (2) Tous les autres documents de ces conférences sont rédigés dans les langues de travail de l'Union.
- 239 3. (1) Les documents officiels de service de l'Union prescrits dans les Règlements administratifs sont publiés dans les cinq langues officielles.
- 240 (2) Tous les autres documents dont le secrétaire général, doit conformément à ses attributions, assurer la distribution générale, sont établis dans les trois langues de travail.
- 241 4. Tous les documents dont il est question aux numéros 237 à 240 peuvent être publiés dans une autre langue que celles qui y sont spécifiées à condition que les Membres ou Membres associés qui demandent cette publication s'engagent à prendre à leur charge la totalité des frais de traduction et de publication encourus.
- 242 5. (1) Dans les débats des conférences de l'Union, et, chaque fois que cela est nécessaire, dans les réunions de son Conseil d'administration et de ses organismes permanents, un système efficace d'interprétation réciproque dans les trois langues de travail et dans la langue russe doit être utilisé.
- 243 (2) Lorsque tous les participants à une réunion conviennent de cette procédure, les débats peuvent avoir lieu dans un nombre de langues inférieur aux quatre langues ci-dessus.
- 244 6. (1) Lors des conférences de l'Union et des réunions de son Conseil d'administration et de ses organismes permanents, des langues autres que celles indiquées aux numéros 235 et 242 peuvent être employées :

245 a) s'il est demandé au secrétaire général ou au chef de l'organisme permanent intéressé d'assurer l'utilisation d'une ou de plusieurs langues supplémentaires, orales ou écrites, et à condition que les dépenses supplémentaires encourues de ce fait soient supportées par les Membres ou Membres associés qui ont fait cette demande ou qui l'ont appuyée.

246 b) si une délégation prend elle-même des dispositions pour assurer à ses propres frais la traduction orale de sa propre langue dans l'une des langues indiquées au numéro 242.

247 (2) Dans le cas prévu au numéro 245, le secrétaire général ou le chef de l'organisme permanent concerné se conforme à cette demande dans la mesure du possible, après avoir obtenu des Membres ou Membres associés intéressés l'engagement que les dépenses encourues seront dûment remboursées par eux à l'Union.

248 (3) Dans le cas prévu au numéro 246, la délégation intéressée peut en outre, si elle le désire, assurer, à ses propres frais, la traduction orale dans sa propre langue à partir de l'une des langues indiquées au numéro 242.

CHAPITRE II

Application de la Convention et des Règlements

ARTICLE 18

Ratification de la Convention

249 1. La présente Convention sera ratifiée par chacun des gouvernements signataires selon les règles constitutionnelles en vigueur dans les pays respectifs. Les instruments de ratification seront adressés, dans le plus bref délai possible, par la voie diplomatique et par l'entremise du gouvernement du pays où se trouve le siège de l'Union, au secrétaire général, qui les notifie aux Membres et Membres associés.

250 2. (1) Pendant une période de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, tout gouvernement signataire jouit des droits conférés aux Membres de l'Union aux numéros 12 à 14, même s'il n'a pas déposé d'instrument de ratification aux termes du numéro 249.

251 (2) A l'expiration d'une période de deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, un gouvernement signataire qui n'a pas déposé d'instrument de ratification aux termes du numéro 249, n'a plus qualité pour voter à aucune conférence de l'Union, à aucune session du Conseil d'administration, à aucune réunion des organismes permanents de l'Union, ni lors d'aucune consultation par correspondance effectuée en conformité avec les dispositions de la Convention, et ceci tant que l'instrument de ratification n'a pas été déposé. Les droits de ce gouvernement, autres que les droits de vote, ne sont pas affectés.

252 3. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à l'article 53, chaque instrument de ratification prendra effet à la date de dépôt auprès du secrétaire général.

253 4. Dans le cas où l'un ou plusieurs des gouvernements signataires ne ratifieraient pas la Convention, celle-ci n'en serait pas moins valable pour les gouvernements qui l'auront ratifiée.

ARTICLE 19

Adhésion à la Convention

254 1. Le gouvernement d'un pays qui n'a pas signé la présente Convention peut y adhérer en tout temps en se conformant aux dispositions de l'article 1.

255 2. L'instrument d'adhésion est adressé au secrétaire général par la voie diplomatique et par l'entremise du gouvernement du pays où se trouve le siège de l'Union. L'adhésion prend effet du jour de son dépôt, à moins qu'il n'en soit stipulé autrement. Le secrétaire général notifie l'adhésion aux Membres et Membres associés et transmet à chacun d'eux une copie authentifiée de l'Acte.

ARTICLE 20

Application de la Convention aux pays ou territoires dont les relations internationales sont assurées par des Membres de l'Union

256 1. Les Membres de l'Union peuvent en tout temps déclarer que la présente Convention est applicable à l'ensemble, à un groupe, ou à un seul des pays ou territoires dont ils assurent les relations internationales.

257 2. Toute déclaration faite conformément aux dispositions du numéro 256 est adressée au secrétaire général, qui la notifie aux Membres et Membres associés.

258 3. Les dispositions des numéros 256 et 257 ne sont pas obligatoires pour les pays, territoires ou groupes de territoires énumérés dans l'Annexe 1 à la présente Convention.

ARTICLE 21

Application de la Convention aux territoires sous tutelle des Nations Unies

259 Les Nations Unies peuvent adhérer à la présente Convention au nom d'un territoire ou groupe de territoires confiés à leur administration et faisant l'objet d'un accord de tutelle conformément à l'article 75 de la Charte des Nations Unies.

ARTICLE 22

Exécution de la Convention et des Règlements

260 1. Les Membres et Membres associés sont tenus de se conformer aux dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés dans tous les bureaux et dans toutes les stations de télécommunications établis ou exploités par eux et qui assurent des services internationaux ou qui peuvent provoquer des brouillages nuisibles aux services de radiocommunications d'autres pays, sauf en ce qui concerne les services qui échappent à ces obligations en vertu des dispositions de l'article 51 de la présente Convention.

261 2. Ils doivent en outre prendre les mesures nécessaires pour imposer l'observation des dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés aux exploitations autorisées par eux à établir et à exploiter des télécommunications et qui assurent des services internationaux ou qui exploitent des stations qui peuvent causer des brouillages nuisibles aux services de radiocommunications d'autres pays.

ARTICLE 23

Dénunciation de la Convention

262 1. Tout Membre ou Membre associé qui a ratifié la présente Convention, ou qui y a adhéré,

a le droit de la dénoncer par une notification adressée au secrétaire général par la voie diplomatique et par l'entremise du gouvernement du pays où se trouve le siège de l'Union. Le secrétaire général en avise les autres Membres et Membres associés.

- 263 2. Cette dénonciation produit son effet à l'expiration d'une période d'une année à partir du jour où le secrétaire général a reçu la notification.

ARTICLE 24

Dénonciation de la Convention par des pays ou territoires dont les relations internationales sont assurées par des Membres de l'Union

- 264 1. Lorsque la présente Convention a été rendue applicable à un pays, à un territoire ou à un groupe de territoires conformément aux dispositions de l'article 20, il peut être mis fin, à tout moment, à cette situation. Si ce pays, territoire, ou groupe de territoires, est Membre associé, il perd cette qualité au même moment.
- 265 2. Les dénonciations prévues au paragraphe précédent sont notifiées dans les conditions fixées au numéro 262; elles prennent effet dans les conditions prévues au numéro 263.

ARTICLE 25

Abrogation de la Convention antérieure

- 266 La présente Convention abroge et remplace la Convention internationale des télécommunications de Genève (1959) dans les relations entre les gouvernements contractants.

ARTICLE 26

Validité des Règlements administratifs en vigueur

- 267 Les Règlements administratifs visés au numéro 203 sont ceux qui sont en vigueur au moment de la signature de la présente Convention. Ils sont considérés comme annexés à la présente Convention et demeurent valables, sous réserve des révisions partielles qui peuvent être adoptées aux termes du numéro 52, jusqu'au moment de l'entrée en vigueur des nouveaux règlements élaborés par les conférences administratives mondiales compétentes et destinés à les remplacer en tant qu'annexes à la présente Convention.

ARTICLE 27

Relations avec des Etats non contractants

- 268 1. Tous les Membres et Membres associés se réservent pour eux-mêmes et pour les exploitations privées reconnues, la faculté de fixer les conditions dans lesquelles ils admettent les télécommunications échangées avec un Etat qui n'est pas partie à la présente Convention.
- 269 2. Si une télécommunication originaire d'un Etat non contractant est acceptée par un Membre ou Membre associé, elle doit être transmise et, pour autant qu'elle emprunte les voies d'un Membre ou Membre associé, les dispositions obligatoires de la Convention et des Règlements ainsi que les taxes normales lui sont appliquées.

ARTICLE 28

Règlement des différends

- 270 1. Les Membres et les Membres associés peuvent régler leurs différends sur les questions relatives à l'application de la présente Convention ou des Règlements prévus à l'article 15, par la voie diplomatique, ou suivant les procédures établies

par les traités bilatéraux ou multilatéraux conclus entre eux pour le règlement des différends internationaux, ou par toute autre méthode dont ils pourraient décider d'un commun accord.

- 271 2. Au cas où aucun de ces moyens de règlement ne serait adopté, tout Membre ou Membre associé, partie dans un différend, peut avoir recours à l'arbitrage, conformément à la procédure définie à l'Annexe 3 ou au Protocole additionnel facultatif, selon le cas.

CHAPITRE III

Relations avec les Nations Unies et les organisations internationales

ARTICLE 29

Relations avec les Nations Unies

- 272 1. Les relations entre les Nations Unies et l'Union internationale des télécommunications sont définies dans l'Accord conclu entre ces deux organisations.
- 273 2. Conformément aux dispositions de l'article XVI de l'Accord ci-dessus mentionné, les services d'exploitation des télécommunications des Nations Unies jouissent des droits et sont soumis aux obligations prévus dans cette Convention et dans les Règlements administratifs y annexés. Ils ont, en conséquence, le droit d'assister, à titre consultatif, à toutes les conférences de l'Union, y compris les réunions des Comités consultatifs internationaux.

ARTICLE 30

Relations avec les organisations internationales

- 274 Afin d'aider à la réalisation d'une entière coordination internationale dans le domaine des télécommunications, l'Union collabore avec les organisations internationales qui ont des intérêts et des activités connexes.

CHAPITRE IV

Dispositions générales relatives aux télécommunications

ARTICLE 31

Droit du public à utiliser le service international des télécommunications

- 275 Les Membres et les Membres associés reconnaissent au public le droit de correspondre au moyen du service international de correspondance publique. Les services, les taxes et les garanties sont les mêmes pour tous les usagers, dans chaque catégorie de correspondance, sans priorité ni préférence quelconque.

ARTICLE 32

Arrêt des télécommunications

- 276 1. Les Membres et les Membres associés se réservent le droit d'arrêter la transmission de tout télégramme privé qui paraîtrait dangereux pour la sûreté de l'Etat ou contraire à ses lois, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, à charge d'aviser immédiatement le bureau d'origine de l'arrêt total du télégramme ou d'une partie quelconque de celui-ci, sauf dans le cas où cette notification paraîtrait dangereuse pour la sûreté de l'Etat.
- 277 2. Les Membres et les Membres associés se réservent aussi le droit d'interrompre toute autre télécommunication privée qui peut paraître dangereuse pour la sûreté de l'Etat ou contraire à ses lois, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

ARTICLE 33

Suspension du service

- 278 Chaque Membre et Membre associé se réserve le droit de suspendre le service des télécommunications internationales pour une durée indéterminée, soit d'une manière générale, soit seulement pour certaines relations et/ou pour certaines natures de correspondances de départ, d'arrivée ou de transit, à charge pour lui d'en aviser immédiatement chacun des autres Membres et Membres associés par l'intermédiaire du secrétaire général.

ARTICLE 34

Responsabilité

- 279 Les Membres et les Membres associés n'acceptent aucune responsabilité à l'égard des usagers des services internationaux de télécommunications, notamment en ce qui concerne les réclamations tendant à obtenir des dommages et intérêts.

ARTICLE 35

Secret des télécommunications

- 280 1. Les Membres et les Membres associés s'engagent à prendre toutes les mesures possibles, compatibles avec le système de télécommunications employé, en vue d'assurer le secret des correspondances internationales.
- 281 2. Toutefois, ils se réservent le droit de communiquer ces correspondances aux autorités compétentes afin d'assurer l'application de leur législation intérieure ou l'exécution des conventions internationales auxquelles ils sont parties

ARTICLE 36

Etablissement, exploitation et sauvegarde des installations et des voies de télécommunication-

- 282 1. Les Membres et les Membres associés prennent les mesures utiles en vue d'établir, dans les meilleures conditions techniques, les voies et installations nécessaires pour assurer l'échange rapide et ininterrompu des télécommunications internationales.
- 283 2. Autant que possible, ces voies et installations doivent être exploitées selon les méthodes et procédures que l'expérience pratique de l'exploitation a révélé les meilleures, entretenues en bon état d'utilisation et maintenues au niveau des progrès scientifiques et techniques.
- 284 3. Les Membres et les Membres associés assurent la sauvegarde de ces voies et installations dans les limites de leur juridiction.
- 285 4. A moins d'arrangements particuliers fixant d'autres conditions, tous les Membres et Membres associés prennent les mesures utiles pour assurer la maintenance de celles des sections de circuits internationaux de télécommunications qui sont comprises dans les limites de leur contrôle.

ARTICLE 37.

Notification des contraventions

- 286 Afin de faciliter l'application des dispositions de l'article 22 de la présente Convention, les Membres et les Membres associés s'engagent à se renseigner mutuellement au sujet des contraventions aux dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés.

ARTICLE 38.

Taxes et franchise

- 287 Les dispositions relatives aux taxes des télécommunications et les divers cas dans lesquels la

franchise est accordée sont fixés dans les Règlements annexés à la présente Convention.

ARTICLE 39.

Priorité des télécommunications relatives à la sécurité de la vie humaine.

- 288 Les services internationaux de télécommunications doivent accorder la priorité absolue à toutes les télécommunications relatives à la sécurité de la vie humaine en mer, sur terre, dans les airs et dans l'espace extra atmosphérique, ainsi qu'aux télécommunications épidémiologiques d'urgence exceptionnelle de l'Organisation mondiale de la santé.

ARTICLE 40.

Priorité des télégrammes d'Etat, des appels et des conversations téléphoniques d'Etat.

- 289 Sous réserve des dispositions des articles 39 et 49 de la présente Convention, les télégrammes d'Etat jouissent d'un droit de priorité sur les autres télégrammes, lorsque l'expéditeur en fait la demande. Les appels et conversations téléphoniques, d'Etat peuvent également, sur demande expresse et dans la mesure du possible, bénéficier d'un droit de priorité sur les autres appels et conversations téléphoniques.

ARTICLE 41.

Langage secret.

- 290 1. Les télégrammes d'Etat, ainsi que les télégrammes de service, peuvent être rédigés en langage secret dans toutes les relations.
- 291 2. Les télégrammes privés en langage secret peuvent être admis entre tous les pays à l'exception de ceux qui ont préalablement notifié, par l'intermédiaire du secrétaire général, qu'ils n'admettent pas ce langage pour ces catégories de correspondance.
- 292 3. Les Membres et les Membres associés qui n'admettent pas les télégrammes privés en langage secret en provenance ou à destination de leur propre territoire, doivent les accepter en transit, sauf dans le cas de suspension de service prévu à l'article 33 de la présente Convention.

ARTICLE 42.

Etablissement et reddition des comptes

- 293 1. Les administrations des Membres et Membres associés et les exploitations privées reconnues qui exploitent des services internationaux de télécommunications doivent se mettre d'accord sur le montant de leurs créances et de leurs dettes.
- 294 2. Les comptes afférents aux débits et crédits visés au numéro 293 sont établis conformément aux dispositions des Règlements annexés à la présente Convention, à moins d'arrangements particuliers entre les parties intéressées.
- 295 3. Les règlements de comptes internationaux sont considérés comme transactions courantes et effectués en accord avec les obligations internationales courantes des pays intéressés, lorsque les gouvernements ont conclu des arrangements à ce sujet. En l'absence d'arrangements de ce genre ou d'accords particuliers conclus dans les conditions prévues à l'article 44 de la présente Convention, ces règlements de comptes sont effectués conformément aux dispositions des Règlements.

ARTICLE 43.

Unité monétaire

- 296 L'unité monétaire employée à la composition des tarifs des télécommunications internationales

et à l'établissement des comptes internationaux est le franc-or à 100 centimes, d'un poids de 10/31 de gramme et d'un titre de 0,900.

ARTICLE 44.

Accords particuliers

297 Les Membres et les Membres associés se réservent, pour eux-mêmes, pour les exploitations privées reconnues par eux et pour d'autres exploitations dûment autorisées à cet effet, la faculté de conclure des accords particuliers sur des questions de télécommunications qui n'intéressent pas la généralité des Membres et Membres associés. Toutefois, ces accords ne doivent pas aller à l'encontre des dispositions de la présente Convention ou des Règlements y annexés, en ce qui concerne les brouillages nuisibles que leur mise à exécution serait susceptible de causer aux services de radiocommunications des autres pays.

ARTICLE 45.

Conférences régionales, accords régionaux, organisations régionales.

298 Les Membres et les Membres associés se réservent le droit de tenir des conférences régionales, de conclure des accords régionaux et de créer des organisations régionales, en vue de régler des questions de télécommunications susceptibles d'être traitées sur un plan régional. Les accords régionaux ne doivent pas être en contradiction avec la présente Convention.

CHAPITRE V.

Dispositions spéciales aux radiocommunications

ARTICLE 46.

Utilisation rationnelle du spectre des fréquences radioélectriques.

299 Les Membres et les Membres associés reconnaissent souhaitable que le nombre de fréquences et l'espace du spectre utilisés soient limités au minimum indispensable pour assurer de manière satisfaisante le fonctionnement des services nécessaires. Il est désirable, à cette fin, que les derniers perfectionnements de la technique soient mis en application dans les moindres délais.

ARTICLE 47.

Intercommunication

300 1. Les stations qui assurent les radiocommunications dans le service mobile sont tenues, dans les limites de leur affectation normale, d'échanger réciproquement les radiocommunications sans distinction du système radioélectrique adopté par elles.

301 2. Toutefois, afin de ne pas entraver les progrès scientifiques, les dispositions du numéro 300 n'empêchent pas l'emploi d'un système radioélectrique incapable de communiquer avec d'autres systèmes, pourvu que cette incapacité soit due à la nature spécifique de ce système et qu'elle ne soit pas l'effet de dispositifs adoptés uniquement en vue d'empêcher l'intercommunication.

302 3. Nonobstant les dispositions du numéro 300, une station peut être affectée à un service international restreint de télécommunications, déterminé par le but de ce service ou par d'autres circonstances indépendantes du système employé.

ARTICLE 48.

Brouillages nuisibles.

303 1. Toutes les stations, quel que soit leur objet, doivent être établies et exploitées de manière

à ne pas causer de brouillages nuisibles aux communications ou services radioélectriques des autres Membres ou Membres associés, des exploitations privées reconnues et des autres exploitations dûment autorisées à assurer un service de radiocommunications, et qui fonctionnent en se conformant aux dispositions du Règlement des radiocommunications.

304 2. Chaque Membre ou Membre associé s'engage à exiger, des exploitations privées reconnues par lui et des autres exploitations dûment autorisées à cet effet, l'observation des prescriptions du numéro 303.

305. 3. De plus, les Membres et les Membres associés reconnaissent désirable de prendre les mesures pratiquement possibles pour empêcher que le fonctionnement des appareils et installations électriques de toutes sortes ne cause des brouillages nuisibles aux communications ou services radioélectriques visés au numéro 303.

ARTICLE 49.

Appels et messages de détresse

306 Les stations de radiocommunications sont obligées d'accepter en priorité absolue les appels et messages de détresse quelle qu'en soit la provenance, de répondre de même à ces messages et d'y donner immédiatement la suite qu'ils comportent.

ARTICLE 50.

Signaux de détresse, d'urgence, de sécurité ou d'identification faux ou trompeurs.

307 Les Membres et les Membres associés s'engagent à prendre les mesures utiles pour réprimer la transmission ou la mise en circulation de signaux de détresse, d'urgence, de sécurité ou d'identification faux ou trompeurs, et à collaborer en vue de localiser et d'identifier les stations de leur propre pays qui émettent de tels signaux.

ARTICLE 51.

Installations des services de défense nationale.

308 1. Les Membres et les Membres associés conservent leur entière liberté relativement aux installations radioélectriques militaires de leurs armées et de leurs forces navales et aériennes.

309 2. Toutefois, ces installations doivent, autant que possible, observer les dispositions réglementaires relatives aux secours à prêter en cas de détresse et aux mesures à prendre pour empêcher les brouillages nuisibles, ainsi que les prescriptions des Règlements concernant les types d'émission et les fréquences à utiliser, selon la nature du service qu'elles assurent.

310 3. En outre, lorsque ces installations participent au service de la correspondance publique ou aux autres services régis par les Règlements annexés à la présente Convention, elles doivent se conformer, en général, aux prescriptions réglementaires applicables à ces services.

CHAPITRE VI.

Définitions

ARTICLE 52.

Définitions

311 Dans la présente Convention, à moins de contradiction avec le contexte :

a) les termes qui sont définis dans l'Annexe ont le sens qui leur est assigné ;

- 312 b) les autres termes définis dans les Règlements visés à l'article 15 ont le sens qui leur est assigné dans ces Règlements.

CHAPITRE VII.

Disposition finale.

ARTICLE 53.

Mise en vigueur de la Convention

- 313 La présente Convention entrera en vigueur le premier janvier mil neuf cent soixante-sept entre les pays, territoires ou groupes de territoires pour lesquels les ratifications ou les adhésions auront été déposées avant cette date.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé la Convention en un exemplaire dans chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe, le texte français faisant foi en cas de contestation; cet exemplaire restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

Fait à Montreux, le 12 novembre 1965.

Pour l'Afghanistan :

M.A. GRAN S.N. ALAWI

Pour l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire) :

A. AMRANI S. DOUZIDIA M. HARBI

Pour le Royaume de l'Arabie Saoudite :

A. ZAIDAN M. MIRDAH A.K. BASHAWRI

Pour la République Argentine :

A. LOZANO CONEJERO M. BUCICH
O. GARCÍA PINÉIRO R.A. SALVADOR F. DIACO

Pour le Commonwealth de l'Australie :

C.J. GRIFFITHS R. E. BUTLER

Pour l'Autriche :

B. SCHAGINGER K. VAVRA A. SAPIK

Pour la Belgique :

M.C.E.D. LAMBIOTTE R. ROTHSCCHILD

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie :

P. AFANASSIEV

Pour l'Union de Birmanie :

MIN LWIN PE THAN

Pour la Bolivie :

Sra. M.C. SEJAS SIERRA

Pour le Brésil :

E. MACHADO DE ASSIS E. MARTINS DA SILVA
D.S. FERREIRA C. GOMES DE BARROS
J.A. MARQUES H. DOURADO

Pour la République Populaire de Bulgarie :

V. MAKARSKI

Pour la République Fédérale du Cameroun :

TCHOUTA MOUSSA H. EFFOUDOU

Pour le Canada :

F..G NIXON

Pour la République Centrafricaine :

E. N'ZENGOU L.A. MOZIALLO

Pour Ceylan :

G.E. de S. ELLAWELA

H. CALCAGNI P. Pour le Chili :

E. CLAUDE F. R. HUIDOBRO

Pour la Chine :

Y. SHEN T.C. YÜ T.C. LIU T. V. MIAO

Pour la République de Chypre :

R. MICHAELIDES A.E. EMPEDOKLIS

Pour l'Etat de la Cité du Vatican :

A. STEFANIZZI P.V. GIUDICI

Pour la République de Colombie :

E. ARANGO S. QUIJANO-CABALLERO

O. ROVIRA ARANGO

Pour la République Démocratique du Congo :

J. MULUMBA B. KALONJI F. TUMBA

A. MASAMBA M.G.M'RELA

Pour la République du Congo (Brazzaville) :

M. N'TSIBA J. BALIMA R. RIZET

Pour la République de Corée :

I.Y. CHUNG C.W. PAK

Pour Costa Rica :

C. DI MOTTOLA BALESTRA M. BAGLI

Pour la République de Côte D'Ivoire :

S. CISSOCO T. KONDE B. SAKANOKO

Pour Cuba :

P. W. LUIS TORRES L. SOLÁ VILLA

J.A. VALLADARES TIMONEDA

Pour la République du Dahomey :

T. BOURA-I-MA

Pour le Danemark :

G. PEDERSEN P.F. ERIKSEN

Pour l'ensemble des Territoires Représentés par l'Office Français des Postes et Télécommunications D'outre-Mer :

E. SKINAZI M. CHAPRON J.L.A. CONSTANTIN
G. AUNEVEUX

Pour l'Equateur :

E. PONCE y CARBO

Pour l'Espagne :

J.P. de LOJENDIO e IRURE J.A. GIMÉNEZ-ARNAU
J. GARRIDO

Pour les Etats-Unis d'Amerique :

J.C. HOLMES

Pour l'Ethiopie :

D. NEGASH D. BEYENE

Pour la Finlande :

O.J. SALOILA T.A. PUOLANNE

Pour la France :

I. CABANNE G. TERRAS R. VARGUES

Pour République Gabonaise :

E. MÉFANE J.A. ANGUILEY

Pour le Ghana :

J. A. BROBBEY

Pour la Grèce :

A. MARANGOUDAKIS D. BACALEXIS

Pour le Guatemala :

F. VILLELA JIMÉNEZ

Pour la République de Guinée :

S. DIARRA A.I. DIALLO M. B. CAMARA M. SAADI

Pour la République d'Haiti :

J.D. BAGUIDI

Pour la République de Haute-Volta :

A.M. KAMBIRE

Pour la République Populaire Hongroise

D. HORN

- Pour la République de l'Inde
CHAMAN LAL
C.P. VASUDEVAN
G. D. GOKARN
A. ASRANI
- Pour la République d'Indonesie
A. TAHIR
PRATOMO
T. AWUY
A. BOER
- Pour l'Iran
G. SHAKIBNIA
- Pour la République d'Iraq
W. KARAGOLI
- Pour l'Irlande
L. O'BROIN
P. L. O'COLMAIN
M. O'MALEY
- Pour l'Islande :
B. KRISTJANSSON
- Pour l'Etat d'Israël :
E. RON
M. SHAKKÉD
M. BAVLY
- Pour l'Italie :
F. BABUSCIO—RIZZO
A. BIGI
- Pour la Jamaïque
H. H. HAUGHTON
G. A. GAUNTLETT
- Pour le Japon :
I. HATAKEYAMA
M. TAKASHIMA
M. ITANO
- Pour le Royaume Hachemité de Jordanie
Z. GOUSSOUS
K. SAMAWI
- Pour la Kenya :
F. M. HINAWY
- Pour l'Etat de Koweït
F. HAMZEH
A. M. AL—SABEJ
F. KODSI
- Pour le Royaume du Laos :
I. CABANNE
- Pour le Liban :
N. KAYATA
M. GHAZAL
- Pour la République du Liberia :
J. L. COOPER, Jr.
- Pour la Principauté de Liechtenstein :
A. HILBE
- Pour le Luxembourg :
E. RAUS
J. B. WOLFF
- Pour la Malaisie :
V.T. SAMBANTHAN
K. P. CHEW
MAH SECK WAH
B.A.K. SHAMSUDDIN
- Pour le Malawi :
A.W. LE FEVRE
- Pour la République Malgache :
C. RAMANITRA
R. RAVELOMANATSOA—RATSI'ITAH
J. CHAUVICOURT
- Pour la République du Mali :
M. SIDIBE
- Pour Malte :
I. XUEREB
A. BARBARA
J.V. GALEA
- Pour le Royaume du Maroc :
A. LARAQUI
A. BERRADA
M. BENABDELIAH
- Pour la République Islamique de Mauritanie :
M. N'DIAYE
- Pour le Mexique :
C. NÚÑEZ A.
L. BARAJAS G.
- Pour Monaco :
C.C. SOLAMITO
A.Y. PASSERON
- Pour la République populaire de Mongolie :
D. GOTOV
S. GANDORJE
L. NATSAGDORJE
- Pour le Nepal :
H.P. UPADHYAY
- Pour le Nicaragua :
A.A. MULLHAUPT
- Pour la République du Niger :
B. BOLHO
B. BATOURE
R. MAS
- Pour la République fédérale de Nigeria :
G.C. OKOLI
E.A. ONUOHA
- Pour la Norvege :
L. LARSEN
P. ÖVREGARD
N.J. SOBERG
T.L. NEBELL
- Pour la Nouvelle-Zelande :
E.S. DOAK
A.W. BROCKWAY
- Pour l'Ouganda :
J.W.L. AKOL
G.W. ADAMS
- Pour le Pakistan :
M.S. KARI
R. AHMAD
M. ASLAM
- Pour le Panama :
J.A. TACK
- Pour le Paraguay :
S. GUANES
M. FERREIRA FALCON
- Pour le Royaume des pays-bas :
G.H. BAST
- Pour le Perou :
E. GOMEZ CORNEJO
J. BARREDA
F. SOLARI SWAYNE
A.A. GIESECKE MATTO

- Pour la République des Philippines :
V.A. PACIS
A.G. GAMBOA Jr.
P.F. MARTINEZ
R.D. TANDINGAN
- Pour la République populaire de Pologne :
H. BACZKO
- Pour le Portugal :
J.T.C. CALVET de MAGALHÃES
M.A. VIEIRA
J. da CRUZ FILIPE
R. REZENDE RODRIGUES
M.F. da COSTA JARDIM
- Pour les provinces Espagnoles d'Afrique :
J. SABAU BERGAMIN
- Pour les provinces portugaises d'outre-mer :
J.T.C. CALVET de MAGALHÃES
M.A. VIEIRA
J. da CRUZ FILIPE
R. REZENDE RODRIGUES
M.F. da COSTA JARDIM
- Pour la République Arabe Syrienne :
A.S. ATASSI
A.M. NAFFAKH
- Pour la République Arabe Unie :
I. FOUAD
A. OSMAN
F.I. ALI
- Pour la République fédérale d'Allemagne :
H. BORNEMANN
- Pour la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine :
G. SINTCHENKO
- Pour la République Somalie :
S. I. ABDI
- Pour la RHODESIE :
C. R. DICKENSON
- Pour la République Socialiste de Roumanie :
M. GRIGORE
G. AIRINEI
- Pour le Royaume-uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord :
W.A. WOLVERSON
H.G. LILLIGRAP
C.E. LOVELL
P.W.F. FRYER
H.C. GREENWOOD
- Pour la République Rwandaise :
Z. HABİYAMBERE
L. SIBOMANA
- Pour la République du Senegal :
I. N'DIAYE
M. ROULET
L. DIA
- Pour Sierra Leone :
C.S. DAVIES
- Pour Singapour :
CHONG TONG CHAN
- Pour la République du Soudan :
M.S. SULEIMAN
F.M.F. BARBARY
- Pour la Suede :
H. STERKY
H. WESTERBERG
S. HULTARE
- Pour la confederation Suisse :
G.A. WETTSTEIN
A. LANGENBERGER
F. LOCHER
R. RUTSCHI
G. BUTTEN
- Pour la République Unie de Tanzanie :
C.G. KAHAMA
- Pour la République du Tchad :
M. NGARNIM
G. GOY
- Pour la République Socialiste Tchecoslovaque :
M. LAIPERT
- Pour les territoires des Etats-Unis d'Amerique
F. CORNEIRO
- Pour les territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-uni de la grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord :
A. H. SHEFFIELD
D. SIMPER
- Pour la Thaïlande :
S. PUNYARATABANDHU
S. SUKHANETR
C. VAJRABHAYA
D. CHAROENPHOL
- Pour la République Togolaise :
A. AITHNARD
- Pour la Trinite et Tobago :
W.A. ROSE
T.A. WISLON
- Pour la Tunisie :
Z. CHELLI
M. MILI
A. LADJIMI
- Pour la Turquie :
N. TANAY
A.F. ARPACI
M.D. KARAOGLAN
Mme S. ÇUBUKÇU
- Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques :
A. POUKHALSKI
- Pour la République de Venezuela :
E. TOVAR COVA
- Pour la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie :
P. VASILJEVIC
- Pour la République de ZAMBIE
L. CHANGUFU

ANNEXE 1

(voir numéro 4)

Afganistan
Albanie (République Populaire d')
Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire)
Arabie Saoudite (Royaume de l')
Argentine (République)
Australie (Commonwealth de l')
Autriche
Belgique
Biélorussie (République Socialiste Soviétique de)
Birmanie (Union de)
Bolivie
Brésil
Bulgarie (République Populaire de)
Burundi (Royaume du)

Cambodge (Royaume du)	Ouganda
Cameroun (République Fédérale du)	Pakistan
Canada	Panama
Centrafricaine (République)	Paraguay
Ceylan	Pays-Bas (Royaume des)
Chili	Péron
Chine	Philippines (République des)
Chypre (République de)	Pologne (République Populaire de)
Cité du Vatican (Etat de la)	Portugal
Colombie (République de)	Provinces espagnoles d'Afrique
Congo (République Démocratique du)	Provinces portugaises d'Outre-Mer
Congo (République du) (Brazzaville)	République Arabe Syrienne
Corée (République de)	République Arabe Unie
Costa Rica	République Fédérale d'Allemagne
Côte d'Ivoire (République de)	République Socialiste Soviétique de l'Ukraine
Cuba	République Somalie
Dahomey (République du)	Rhodésie
Danemark	Roumanie (République Socialiste de)
Dominicaine (République)	Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord
El Salvador (République de)	Rwandaise (République)
Ensemble des Territoires représentés par l'Office français des postes et télécommunications d'Outre-Mer	Sénégal (République du)
Equateur	Sierra Leone
Espagne	Singapour
Etats-Unis d'Amérique	Soudan (République du)
Ethiopie	Sudafricaine (République) et Territoire de l'Afrique du Sud-Ouest
Finlande	Suède
France	Suisse (Confédération)
Gabonaise (République)	Tanzanie (République Unie de)
Ghana	Tchad (République du)
Grèce	Tchécoslovaque (République Socialiste)
Guatemala	Territoires des Etats-Unis d'Amérique
Guinée (République de)	Territoires d'Outre-Mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord
Haiti (République d')	Thaïlande
Haute-Volta (République de)	Togolaise (République)
Honduras (République de)	Trinité et Tobago
Hongroise (République Populaire)	Tunisie
Inde (République de l')	Turquie
Indonésie (République d')	Union des Républiques Socialistes Soviétiques
Iran	Uruguay (République Orientale de l')
Iraq (République d')	Venezuela (République de)
Irlande	Viet-Nam (République du)
Islande	Yémen
Israël (Etat d')	Yougoslavie (République Socialiste Fédérative de)
Italie	Zambie (République de)
Jamaïque	
Japon	
Jordanie (Royaume Hachémite de)	
Kenya	
Koweït (Etat de)	
Laos (Royaume du)	
Liban	
Libéria (République du)	
Libye (Royaume de)	
Liechtenstein (Principauté de)	
Luxembourg	
Malaisie	
Malawi	
Malgache (République)	
Mali (République du)	
Malte	
Maroc (Royaume du)	
Mauritanie (République Islamique de)	
Mexique	
Monaco	
Mongolie (République Populaire de)	
Népal	
Nicaragua	
Niger (République du)	
Nigeria (République Fédérale de)	
Norvège	
Nouvelle-Zélande	

ANNEXE 2

(voir article 52)

Définition de certains termes employés dans la Convention internationale des télécommunications et ses annexes

401 Administration: Tout service ou département gouvernemental responsable des mesures à prendre pour exécuter les obligations de la Convention internationale des télécommunications et des Règlements y annexés.

402 Exploitation privée: Tout particulier ou société, autre qu'une institution ou agence gouvernementale, qui exploite une installation de télécommunications destinée à assurer un service de télécommunications international ou qui est susceptible de produire des brouillages nuisibles à un tel service.

403 Exploitation privée reconnue: Toute exploitation privée répondant à la définition ci-dessus, qui exploite un service de correspondance publique ou de radiodiffusion et à laquelle les obligations prévues à l'article 22 sont imposées par le Membre ou le Membre associé sur le territoire duquel

- est installé siège social de cette exploitation ou par le Membre ou Membre associé qui a autorisé cette exploitation à établir et à exploiter un service de télécommunications sur son territoire.
- 404 **Délégué:** Personne envoyée par le gouvernement d'un Membre ou d'un Membre associé de l'Union à une Conférence de plénipotentiaires, ou personne représentant le gouvernement ou l'administration d'un Membre ou d'un Membre associé de l'Union à une conférence administrative ou à une réunion d'un Comité consultatif international.
- 405 **Représentant:** Personne envoyée par une exploitation privée reconnue à une conférence administrative ou à une réunion d'un Comité consultatif international.
- 406 **Expert:** Personne envoyée par un établissement national scientifique ou industriel autorisé par le gouvernement ou l'administration de son pays à assister aux réunions des commissions d'études d'un Comité consultatif international.
- 407 **Observateur:** Personne envoyée par
— les Nations Unies en exécution des dispositions de l'article 29 de la Convention;
— l'une des organisations internationales invitées ou admises conformément aux dispositions du Règlement général à participer aux travaux d'une conférence
— le gouvernement d'un Membre ou Membre associé de l'Union participant sans droit de vote à une conférence administrative régionale tenue conformément aux dispositions de l'article 7 de la Convention.
- 408 **Délégation:** Ensemble des délégués et, éventuellement, des représentants, conseillers, attachés ou interprètes envoyés par un même pays.
Chaque Membre et Membre associé est libre de composer sa délégation à sa convenance. En particulier, il peut y inclure en qualité de délégués, de conseillers ou d'attachés, des personnes appartenant à des exploitations privées reconnues par lui ou des personnes appartenant à d'autres entreprises privées qui s'intéressent aux télécommunications.
- 409 **Télécommunication:** Toute transmission, émission ou réception de signes, de signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de renseignements de toute nature, par fil, radioélectricité, optique ou autres systèmes électromagnétiques.
- 410 **Télégraphie:** Système de télécommunications qui intervient dans toute opération assurant la transmission et la reproduction à distance du contenu de tout document, tel qu'un écrit, un imprimé ou une image fixe, ou bien la reproduction à distance de tous genres d'information sous cette forme. Aux fins du Règlement des radiocommunications, le terme «télégraphie» signifie, sauf avis contraire, «un système de télécommunications assurant la transmission des écrits par l'utilisation d'un code de signaux».
- 411 **Téléphonie:** Système de télécommunications établi en vue de la transmission de la parole, ou, dans certains cas, d'autres sons.
- 412 **Radiocommunication:** Télécommunication réalisée à l'aide des ondes radioélectriques.
- 413 **Radio:** Préfixe s'appliquant à l'emploi des ondes radioélectriques.
- 414 **Brouillage nuisible:** Toute émission, tout rayonnement ou toute induction qui compromet le fonctionnement d'un service de radionavigation ou d'autres services de sécurité (1) ou qui cause une grave détérioration de la qualité d'un service de radiocommunications fonctionnant conformément au Règlement des radiocommunications, le gêne ou l'interrompt de façon répétée.
- 415 **Service international:** Service de télécommunications entre bureaux ou stations de télécommunications de toute nature, situés dans des pays différents ou appartenant à des pays différents.
- 416 **Service mobile:** Service de radiocommunications entre stations mobiles et stations terrestres, ou entre stations mobiles.
- 417 **Service de radiodiffusion:** Service de radiocommunications dont les émissions sont destinées à être reçues directement par le public en général. Ce service peut comprendre des émissions sonores, des émissions de télévision, ou d'autres genres d'émissions.
- 418 **Correspondance publique:** Toute télécommunication que les bureaux et stations, par le fait de leur mise à la disposition du public, doivent accepter aux fins de transmission.
- 419 **Télégramme:** Ecrit destiné à être transmis par télégraphie en vue de sa remise au destinataire. Ce terme comprend aussi le radiotélégramme, sauf spécification contraire.
- 420 **Télégrammes, appels et conversations téléphoniques d'Etat:** Télégrammes et appels et conversations téléphoniques émanant de l'une des autorités ci-après:
— chef d'un Etat;
— chef d'un gouvernement et membres d'un gouvernement;
— chef d'un territoire ou chef d'un territoire compris dans un groupe de territoires Membre ou Membre associé:
— chef d'un territoire sous tutelle ou sous mandat, soit des Nations Unies, soit d'un Membre ou Membre associé:
— commandants en chef des forces militaires, terrestres, navales ou aériennes;
— agents diplomatiques ou consulaires;
— Secrétaire général des Nations Unies; chef des organes principaux des Nations Unies;
— Cour internationale de justice de La Haye.
- 421 Les réponses aux télégrammes d'Etat définis ci-dessus sont également considérées comme des télégrammes d'Etat.
- 422 **Télégrammes de service:** Télégrammes échangés entre
a) les administrations;
b) les exploitations privées reconnues;
c) les administrations et les exploitations privées reconnues;
d) les administrations et les exploitations privées reconnues d'une part, et le secrétaire général de l'Union d'autre part, et relatifs aux télécommunications publiques internationales.
- 423 **Télégrammes privés:** Télégrammes autres que les télégrammes de service ou d'Etat.

ANNEXE 3

(voir article 28)

Arbitrage

- 501 1. La partie qui fait appel entame la procédure en transmettant à l'autre partie une notification de demande d'arbitrage.
- 502 2. Les parties décident d'un commun accord si l'arbitrage doit être confié à des personnes, à des administrations ou à des gouvernements. Au cas où, dans le délai d'un mois à compter du jour

(1) On considère comme service de sécurité tout service radioélectrique exploité de façon permanente ou temporaire pour assurer la sécurité de la vie humaine et la sauvegarde des biens.

de la notification de la demande d'arbitrage, les parties n'ont pas pu tomber d'accord sur ce point, l'arbitrage est confié à des gouvernements.

503 3. Si l'arbitrage est confié à des personnes, les arbitres ne doivent ni être des ressortissants d'un pays partie dans le différend, ni avoir leur domicile dans un de ces pays, ni être à leur service.

504 4. Si l'arbitrage est confié à des gouvernements ou à des administrations de ces gouvernements, ceux-ci doivent être choisis parmi les Membres ou Membres associés qui ne sont pas impliqués dans le différend, mais qui sont parties à l'accord dont l'application a provoqué le différend.

505 5. Dans le délai de trois mois à compter de la date de réception de la notification de la demande d'arbitrage, chacune des deux parties en cause désigne un arbitre.

506 6. Si plus de deux parties sont impliquées dans le différend, chacun des deux groupes de parties-ayant des intérêts communs dans le différend désigne un arbitre conformément à la procédure prévue aux numéros 504 et 505.

507 7. Les deux arbitres ainsi désignés s'entendent pour nommer un troisième arbitre qui, si les deux premiers sont des personnes et non des gouvernements ou des administrations, doit répondre aux conditions fixées au numéro 503 et qui, de plus, doit être d'une nationalité différente de celles des deux autres. À défaut d'accord entre les deux arbitres sur le choix du troisième arbitre, chaque arbitre propose un troisième arbitre n'ayant aucun intérêt dans le différend. Le secrétaire général procède alors à un tirage au sort pour désigner le troisième arbitre.

508 8. Les parties en désaccord peuvent s'entendre pour faire régler leur différend par un arbitre unique désigné d'un commun accord; elles peuvent aussi désigner chacune un arbitre et demander au secrétaire général de procéder à un tirage au sort pour désigner l'arbitre unique.

509 9. Le ou les arbitres décident librement de la procédure à suivre.

510 10. La décision de l'arbitre unique est définitive et lie les parties au différend. Si l'arbitrage est confié à plusieurs arbitres, la décision intervenue à la majorité des votes des arbitres est définitive et lie les parties.

511 11. Chaque partie supporte les dépenses qu'elle a encourues à l'occasion de l'instruction et de l'introduction de l'arbitrage. Les frais d'arbitrage, autres que ceux exposés par les parties elle-mêmes, sont répartis d'une manière égale entre les parties en litige.

512 12. L'Union fournit tous les renseignements se rapportant au différend dont le ou les arbitres peuvent avoir besoin.

ANNEXE 4

Règlement général annexé à la Convention internationale des télécommunications

1re PARTIE

Dispositions générales concernant les conférences

CHAPITRE 1

Invitation et admission aux Conférences de plénipotentiaires lorsqu'il y a un gouvernement invitant

601 1. Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration, fixe la date définitive et le lieu exact de la conférence.

602 2. (1) Un an avant cette date, le gouvernement invitant envoie une invitation au gouvernement de

chaque pays Membre de l'Union et à chaque Membre associé de l'Union.

603 (2) Ces invitations peuvent être adressées soit directement, soit par l'entremise du secrétaire général, soit par l'intermédiaire d'un autre gouvernement.

604 3. Le secrétaire général adresse une invitation aux Nations Unies conformément aux dispositions de l'article 29 de la Convention.

605 4. Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration ou sur proposition de ce dernier, peut inviter les institutions spécialisées des Nations Unies ainsi que l'Agence internationale de l'énergie atomique à envoyer des observateurs pour participer à la conférence avec voix consultative sur la base de la réciprocité.

606 5. Les réponses des Membres et Membres associés doivent parvenir au gouvernement invitant au plus tard un mois avant l'ouverture de la conférence; elles doivent, autant que possible, donner toutes indications sur la composition de la délégation.

607 6. Tout organisme permanent de l'Union a le droit d'être représenté à la conférence à titre consultatif lorsque celle-ci traite des affaires qui relèvent de sa compétence. En cas de besoin, la conférence peut inviter un organisme qui n'aurait pas jugé utile de s'y faire représenter.

608 7. Sont admis aux Conférences de plénipotentiaires :

a) les délégations, telles qu'elles sont définies au numéro 408 de l'Annexe 2 à la Convention;

609 b) les observateurs des Nations Unies

610 c) les observateurs des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, conformément au numéro 605.

CHAPITRE 2

Invitation et admission aux conférences administratives lorsqu'il y a un gouvernement invitant

611 1. (1) Les dispositions des numéros 601 à 606 sont applicables aux conférences administratives.

612 (2) Toutefois, le délai prévu pour l'envoi des invitations peut être réduit à six mois si nécessaire.

613 (3) Les Membres et les Membres associés de l'Union peuvent faire part de l'invitation qui leur a été adressée aux exploitations privées reconnues par eux.

614 2. (1) Le gouvernement invitant, en accord avec le Conseil d'administration ou sur proposition de ce dernier, peut adresser une notification aux organisations internationales qui ont intérêt à envoyer des observateurs pour participer à la conférence avec voix consultative.

615 (2) Les organisations internationales intéressées adressent au gouvernement invitant une demande d'admission dans un délai de deux mois à partir de la date de la notification.

616 (3) Le gouvernement invitant rassemble les demandes et la décision d'admission est prise par la conférence elle-même.

617 3. Sont admis aux conférences administratives :
a) les délégations, telles qu'elles sont définies au numéro 408 de l'Annexe 2 à la Convention ;

618 b) les observateurs des Nations Unies ;

619 c) les observateurs des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, conformément au numéro 605 ;

620 d) les observateurs des organisations internationales agréées conformément aux dispositions des numéros 614 à 616 ;

- 621 e) les représentants des exploitations privées
reconnues, dûment autorisées par le pays Membre
dont elles dépendent ;
- 622 f) les organismes permanents de l'Union, dans
les conditions spécifiées au numéro 607.

CHAPITRE 3

Dispositions particulières aux conférences qui se réunissent sans gouvernement invitant

- 623 Lorsqu' une conférence doit être réunie sans gouvernement invitant, les dispositions des chapitres 1 et 2 sont applicables. Le secrétaire général, après entente avec le Gouvernement de la Confédération Suisse, prend les dispositions nécessaires pour convoquer et organiser la conférence au siège de l' Union.

CHAPITRE 4

Délais et modalités de présentation des propositions aux conférences

- 624 1. Immédiatement après l'envoi des invitations, le secrétaire général prie les Membres et Membres associés de lui faire parvenir dans un délai de quatre mois leurs propositions relatives aux travaux de la conférence.
- 625 2. Toute proposition dont l'adoption entraîne la révision du texte de la Convention ou des Règlements doit contenir des références aux numéros des parties du texte qui requièrent cette révision. Les motifs de la proposition doivent être indiqués dans chaque cas aussi brièvement que possible.
- 626 3. Le secrétaire général communique les propositions à tous les Membres et Membres associés au fur et à mesure de leur réception.
- 627 4. Le secrétaire général réunit et coordonne les propositions reçues des administrations et des assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux et les fait parvenir aux Membres et Membres associés trois mois au moins avant la date d'ouverture de la conférence. Ni le Secrétariat général ni les secrétariats spécialisés ne sont habilités à présenter des propositions.

CHAPITRE 5

Pouvoirs des délégations aux conférences

- 628 1. La délégation envoyée à une conférence par un Membre ou Membre associé de l'Union doit être dûment accréditée conformément aux dispositions des numéros 629 à 636.
- 629 2. (1) Les délégations aux Conférences de plénipotentiaires sont accréditées par des actes signés par le chef de l'Etat, ou par le chef du gouvernement, ou par le ministre des Affaires étrangères.
- 630 (2) Les délégations aux conférences administratives sont accréditées par des actes signés par le chef de l'Etat, ou par le chef du gouvernement, ou par le ministre des Affaires étrangères, ou par le ministre compétent pour les questions traitées au cours de la conférence.
- 631 (3) Sous réserve de confirmation émanant de l'une des autorités citées au numéro 629 ou 630 et reçue avant la signature des Actes finals, une délégation peut être provisoirement accréditée par le chef de la mission diplomatique de son pays auprès du gouvernement du pays où se tient la conférence ou, si ce dernier est celui du siège de l'Union, par le chef de la délégation permanente de son pays auprès de l'Office européen des Nations Unies.
- 632 (4) Une délégation représentant un territoire sous tutelle au nom duquel les Nations Unies ont

adhéré à la Convention conformément à l'article 21, doit être accréditée par un acte signé du Secrétaire général des Nations Unies.

- 633 3. Les pouvoirs sont acceptés s'ils sont signés par l'une des autorités énumérées aux numéros 629 à 632 et s'ils répondent à l'un des critères suivants :

634 — conférer les pleins pouvoirs à la délégation.

635 — autoriser la délégation à représenter son gouvernement sans aucune restriction,

636 — donner à la délégation ou à certains de ses membres le droit de signer les Actes finals.

637 4. (1) Une délégation dont les pouvoirs sont reconnus en règle par la séance plénière est habilitée à exercer le droit de vote du pays Membre intéressé et à signer les Actes finals.

638 (2) Une délégation dont les pouvoirs ne sont pas reconnus en règle par la séance plénière n'est pas habilitée à exercer le droit de vote ni à signer les Actes finals tant qu'il n'a pas été remédié à cet état de choses.

639 5. Les pouvoirs doivent être déposés au secrétariat de la conférence dès que possible. Une commission spéciale est chargée de les vérifier; elle présente à la séance plénière un rapport sur ses conclusions dans le délai fixé par celle-ci. En attendant la décision de la séance plénière à ce sujet, la délégation d'un Membre de l'Union est habilitée à participer aux travaux et à exercer le droit de vote du Membre intéressé.

640 6. En règle générale, les Membres de l'Union doivent s'efforcer d'envoyer aux conférences de l'Union leurs propres délégations. Toutefois, si pour des raisons exceptionnelles un Membre ne peut pas envoyer sa propre délégation, il peut donner à la délégation d'un autre Membre le pouvoir de voter et de signer en son nom. Ce transfert de pouvoir doit faire l'objet d'un acte signé par l'une des autorités citées au numéro 629 ou 630 selon le cas.

641 7. Une délégation ayant le droit de vote peut donner mandat à une autre délégation ayant le droit de vote d'exercer ce droit au cours d'une ou de plusieurs séances auxquelles il ne lui est pas possible d'assister. En pareil cas, elle doit en informer le président de la conférence en temps utile et par écrit.

642 8. Une délégation ne peut exercer plus d'un vote par procuration en l'un des cas prévus aux numéros 640 et 641.

643 9. Les pouvoirs et procurations adressés par télégramme ne sont pas acceptables. En revanche, sont acceptés les télégrammes répondant à une demande d'information du président ou du secrétariat de la conférence, relativement à une question de pouvoirs.

CHAPITRE 6

Procédure pour la convocation de conférences administratives mondiales à la demande de Membres et Membres associés de l'Union ou sur proposition du Conseil d'administration

644 1. Les Membres et Membres associés de l'Union qui désirent qu'une conférence administrative mondiale soit convoquée en informent le secrétaire général en indiquant l'ordre du jour, le lieu et la date proposés pour la conférence.

645 2. Le secrétaire général, au reçu de requêtes concordantes provenant d'au moins un quart des Membres et Membres associés de l'Union,

transmet la communication par télégramme à tous les Membres et Membres associés en priant les Membres de lui indiquer, dans un délai de six semaines, s'ils acceptent ou non la proposition formulée.

646 3. Si la majorité des Membres, déterminée selon les dispositions du numéro 76, se prononce en faveur de l'ensemble de la proposition, c'est-à-dire accepte à la fois l'ordre du jour, la date et le lieu de réunion proposés, le secrétaire général en informe tous les Membres et Membres associés de l'Union par télégramme-circulaire.

647 4. (1) Si la proposition acceptée tend à réunir la conférence ailleurs qu'au siège de l'Union, le secrétaire général demande au gouvernement du pays intéressé s'il accepte de devenir gouvernement invitant.

648 (2) Dans l'affirmative, le secrétaire général, en accord avec ce gouvernement, prend les dispositions nécessaires pour la réunion de la conférence.

649 (3) Dans la négative, le secrétaire général invite les Membres et Membres associés qui ont demandé la convocation de la conférence à formuler de nouvelles propositions quant au lieu de la réunion.

650 5. Lorsque la proposition acceptée tend à réunir la conférence au siège de l'Union, les dispositions du chapitre 3 sont applicables.

665 6. (1) Si l'ensemble de la proposition (ordre du jour, lieu et date) n'est pas accepté par la majorité des Membres, déterminée selon les dispositions du numéro 76, le secrétaire général communique les réponses reçues aux Membres et Membres associés de l'Union, en invitant les Membres à se prononcer de façon définitive, dans un délai de six semaines, sur le ou les points controversés.

652 (2) Ces points sont considérés comme adoptés lorsqu'ils ont été approuvés par la majorité des Membres, déterminée selon les dispositions du numéro 76.

653 7. La procédure indiquée ci-dessus est également applicable lorsque la proposition de convocation d'une conférence administrative mondiale est présentée par le Conseil d'administration.

CHAPITRE 7

Procédure pour la convocation de conférences administratives régionales à la demande de Membres et Membres associés de l'Union ou sur proposition du Conseil d'administration

654 Dans le cas des conférences administratives régionales, la procédure décrite au chapitre 6 s'applique aux seuls Membres et Membres associés de la région intéressée. Si la convocation doit se faire sur l'initiative des Membres et Membres associés de la région, il suffit que le secrétaire général reçoive des demandes concordantes émanant du quart des Membres et Membres associés de cette région.

CHAPITRE 8

Dispositions communes à toutes les conférences Changement de la date ou du lieu d'une conférence

655 1. Les dispositions des chapitres 6 et 7 s'appliquent par analogie lorsqu'il s'agit, à la demande de Membres et Membres associés de l'Union ou sur proposition du Conseil d'administration, de changer la date et le lieu d'une conférence, ou l'un

des deux seulement. Toutefois, de tels changements ne peuvent être opérés que si la majorité des Membres intéressés, déterminée selon les dispositions du numéro 76, s'est prononcée en leur faveur.

656 2. Tout Membre ou Membre associé qui propose de changer la date ou le lieu d'une conférence est tenu d'obtenir l'appui du nombre requis d'autres Membres et Membres associés.

657 3. Le cas échéant, le secrétaire général fait connaître dans la communication prévue au numéro 645, les conséquences financières probables qui résultent du changement de lieu ou du changement de date, par exemple lorsque des dépenses ont été engagées pour préparer la réunion de la conférence au lieu prévu initialement.

CHAPITRE 9

Règlement intérieur des conférences

ARTICLE 1

Ordre des places

658 Aux séances de la conférence, les délégations sont rangées dans l'ordre alphabétique des noms en français des pays représentés

ARTICLE 2

Inauguration de la conférence

659 1. (1) La séance inaugurale de la conférence est précédée d'une réunion des chefs de délégation au cours de laquelle est préparé l'ordre du jour de la première séance plénière

660 (2) Le président de la réunion des chefs de délégation est désigné conformément aux dispositions des numéros 661 et 662.

661 2. (1) La conférence est inaugurée par une personnalité désignée par le gouvernement invitant.

662 (2) S'il n'y a pas de gouvernement invitant, elle est inaugurée par le chef de délégation le plus âgé.

663 3. (1) A la première séance plénière, il est procédé à l'élection du président qui, généralement, est une personnalité désignée par le gouvernement invitant.

664 (2) S'il n'y a pas de gouvernement invitant, le président est choisi compte tenu de la proposition faite par les chefs de délégation au cours de la réunion visée au numéro 659.

665 4. La première séance plénière procède également :

a) à l'élection des vice-présidents de la conférence ;

666 b) à la constitution des commissions de la conférence et à l'élection des présidents et vice-présidents respectifs ;

667 c) à la constitution du secrétariat de la conférence, lequel est composé de personnel du Secrétariat général de l'Union et, le cas échéant, de personnel fourni par l'administration du gouvernement invitant.

ARTICLE 3

Prérogatives du président de la conférence

668 1. En plus de l'exercice de toutes les autres prérogatives qui lui sont conférées dans le présent règlement, le président prononce l'ouverture et la clôture de chaque séance plénière, dirige les débats, veille à l'application du règlement intérieur, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions adoptées.

669 2. Il a la direction générale des travaux de la conférence et veille au maintien de l'ordre au cours des séances plénières. Il statue sur les motions et points d'ordre et a, en particulier, le pouvoir de proposer l'ajournement ou la clôture du débat, la levée ou la suspension d'une séance. Il peut aussi décider d'ajourner la convocation d'une séance plénière, s'il le juge nécessaire.

670 3. Il protège le droit de toutes les délégations d'exprimer librement et pleinement leur avis sur le sujet en discussion.

671 4. Il veille à ce que les débats soient limités au sujet en discussion et il peut interrompre tout orateur qui s'écarterait de la question traitée, pour lui rappeler la nécessité de s'en tenir à cette question.

ARTICLE 4

Institution des commissions

672 1. La séance plénière peut instituer des commissions pour examiner les questions soumises aux délibérations de la conférence. Ces commissions peuvent instituer des sous-commissions. Les commissions et sous-commissions peuvent également constituer des groupes de travail.

673 2. Il n'est institué de sous-commissions et groupes de travail que si cela est absolument nécessaire.

ARTICLE 5

Commission de contrôle budgétaire

674 1. A l'ouverture de chaque conférence ou réunion, la séance plénière nomme une commission de contrôle budgétaire chargée d'apprécier l'organisation et les moyens d'action mis à la disposition des délégués, d'examiner et d'approuver les comptes des dépenses encourues pendant toute la durée de la conférence ou réunion. Cette commission comprend, indépendamment des membres des délégations qui désirent y participer, un représentant du secrétaire général et, s'il y a un gouvernement invitant, un représentant de celui-ci.

675 2. Avant l'épuisement du budget approuvé par le Conseil d'administration pour la conférence ou réunion, la commission de contrôle budgétaire, en collaboration avec le secrétariat de la conférence ou réunion, présente à la séance plénière un état provisoire des dépenses. La séance plénière en tient compte, afin de décider si les progrès réalisés justifient une prolongation au-delà de la date à laquelle le budget approuvé sera épuisé.

676 3. A la fin de chaque conférence ou réunion, la commission de contrôle budgétaire présente à la séance plénière un rapport indiquant, aussi exactement que possible, le montant estimé des dépenses de la conférence ou réunion.

677 4. Après avoir examiné et approuvé ce rapport, la séance plénière le transmet au secrétaire général, avec ses observations, afin qu'il en saisisse le Conseil d'administration lors de sa prochaine session annuelle.

ARTICLE 6

Composition des commissions

678 1. Conférences de plénipotentiaires
Les commissions sont composées des délégués des pays Membres et Membres associés et des observateurs prévus aux numéros 609 et 610, qui en ont fait la demande ou qui ont été désignés par la séance plénière.

679 2. Conférences administratives.

Les commissions sont composées des délégués des pays Membres et Membres associés, des observateurs et des représentants prévus aux numéros 618 à 621, qui en ont fait la demande ou qui ont été désignés par la séance plénière.

ARTICLE 7

Présidents et vice-présidents des sous-commissions

680 Le président de chaque commission propose à celle-ci le choix des présidents et vice-présidents des sous-commissions qu'elle institue.

ARTICLE 8

Convocation aux séances

681 Les séances plénières et celles des commissions, sous-commissions et groupes de travail sont annoncées suffisamment à l'avance au lieu et réunion de la conférence.

ARTICLE 9

Propositions présentées avant l'ouverture de la conférence

682 Les propositions présentées avant l'ouverture de la conférence sont réparties par la séance plénière entre les commissions compétentes instituées conformément aux dispositions de l'article 4 du présent chapitre. Toutefois, la séance plénière peut traiter directement n'importe quelle proposition.

ARTICLE 10

Propositions ou amendements présentés au cours de la conférence

683 1. Les propositions ou amendements présentés après l'ouverture de la conférence sont remis, selon le cas, au président de la conférence ou au président de la commission compétente ou bien au secrétariat de la conférence aux fins de publication et de distribution comme document de conférence.

684 2. Aucune proposition ou amendement écrit ne peut être présenté s'il n'est signé par le chef de la délégation intéressée ou par son suppléant.

685 3. Le président d'une conférence ou d'une commission peut présenter en tout temps des propositions susceptibles d'accélérer le cours des débats.

686 4. Toute proposition ou amendement doit contenir en termes concrets et précis le texte à examiner.

687 5. (1) Le président de la conférence ou le président de la commission compétente décide dans chaque cas si une proposition ou un amendement présenté en cours de séance peut faire l'objet d'une communication verbale ou s'il doit être remis par écrit aux fins de publication et de distribution dans les conditions prévues au numéro 683.

688 (2) En général, le texte de toute proposition importante qui doit faire l'objet d'un vote doit être distribué dans les langues de travail de la conférence suffisamment tôt pour permettre son étude avant la discussion.

689 (3) En outre, le président de la conférence, qui reçoit les propositions ou amendements visés au numéro 683, les aiguille, selon le cas, vers les commissions compétentes ou la séance plénière.

690 6. Toute personne autorisée peut lire ou demander que soient lus en séance plénière toute

proposition ou amendement présentés par elle au cours de la conférence et peut en exposer les motifs.

ARTICLE 11

Conditions requises pour l'examen et le vote d'une proposition ou d'un amendement

691 1. Aucune proposition ou amendement présenté avant l'ouverture de la conférence, ou par une délégation durant la conférence, ne peut être mis en discussion si, au moment de son examen, il n'est pas appuyé par au moins une autre délégation.

692 2. Toute proposition ou amendement dûment appuyé doit être, après discussion, mis aux voix.

ARTICLE 12

Propositions ou amendements omis ou différés

693 Quand une proposition ou un amendement a été omis ou lorsque son examen a été différé, il appartient à la délégation sous les auspices de laquelle il a été présenté de veiller à ce que cette proposition ou cet amendement ne soit pas perdu de vue par la suite.

ARTICLE 13

Conduite des débats en séance plénière

694 1. Quorum

Pour qu'un vote soit valablement pris au cours d'une séance plénière, plus de la moitié des délégations accréditées à la conférence et ayant droit de vote doivent être présentes ou représentées à la séance.

695 2. Ordre de discussion

(1) Les personnes qui désirent prendre la parole ne peuvent le faire qu'après avoir obtenu le consentement du président. En règle générale, elles commencent par indiquer à quel titre elles parlent.

696 (2) Toute personne qui a la parole doit s'exprimer lentement et distinctement, en séparant bien les mots et en marquant les temps d'arrêt nécessaires pour permettre à tous de bien comprendre sa pensée.

697 3. Motions d'ordre et points d'ordre

(1) Au cours des débats, une délégation peut, au moment qu'elle juge opportun, présenter toute motion d'ordre ou soulever tout point d'ordre, lesquels donnent immédiatement lieu à une décision prise par le président conformément au présent règlement. Toute délégation peut en appeler de la décision du président, mais celle-ci reste valable en son intégrité si la majorité des délégations présentes et votant ne s'y oppose pas.

698 (2) La délégation qui présente une motion d'ordre ne peut pas, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion.

699 4. Ordre de priorité des motions et points d'ordre

L'ordre de priorité à assigner aux motions et points d'ordre dont il est question aux numéros 697 et 698 est le suivant :

a) tout point d'ordre relatif à l'application du présent règlement;

700 b) suspension de la séance;

701 c) levée de la séance;

702 d) ajournement du débat sur la question en discussion;

703 e) clôture du débat sur la question en discussion;

704 f) toutes autres motions ou points d'ordre qui pourraient être présentés et dont la priorité relative est fixée par le président.

705 5. Motion de suspension ou de levée de la séance

Pendant la discussion d'une question, une délégation peut proposer de suspendre ou de lever la séance, en indiquant les motifs de sa proposition. Si cette proposition est appuyée, la parole est donnée à deux orateurs s'exprimant contre la clôture et uniquement sur ce sujet, après quoi la motion est mise aux voix.

706 6. Motion d'ajournement du débat

Pendant la discussion de toute question, une délégation peut proposer l'ajournement du débat pour une période déterminée. Au cas où une telle motion fait l'objet d'une discussion, seuls trois orateurs, en plus de l'auteur de la motion, peuvent y prendre part, un en faveur de la motion et deux contre.

707 7. Motion de clôture du débat

A tout moment, une délégation peut proposer que le débat sur la question en discussion soit clos. En ce cas, la parole n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à la clôture, après quoi la motion est mise aux voix.

708 8. Limitation des interventions

(1) La séance plénière peut éventuellement limiter la durée et le nombre des interventions d'une même délégation sur un sujet déterminé.

709 (2) Toutefois, sur les questions de procédure, le président limite la durée de chaque intervention à cinq minutes au maximum.

710 (3) Quant un orateur dépasse le temps de parole qui lui a été accordé, le président en avise l'assemblée et prie l'orateur de vouloir bien conclure son exposé à bref délai.

711 9. Clôture de la liste des orateurs

(1) Au cours d'un débat, le président peut donner lecture de la liste des orateurs inscrits ; il y ajoute le nom des délégations qui manifestent le désir de prendre la parole et, avec l'assentiment de l'assemblée, peut déclarer la liste close. Cependant, s'il le juge opportun, le président peut accorder, à titre exceptionnel, le droit de répondre à toute intervention antérieure, même après la clôture de la liste.

712 (2) Lorsque la liste des orateurs est épuisée, le président prononce la clôture du débat.

713 10. Question de compétence

Les questions de compétence qui peuvent se présenter doivent être réglées avant qu'il soit voté sur le fond de la question en discussion.

714 11. Retrait et nouvelle présentation d'une motion

L'auteur d'une motion peut la retirer avant qu'elle soit mise aux voix. Toute motion, amendée ou non, qui serait ainsi retirée, peut être présentée à nouveau ou reprise, soit par la délégation auteur de l'amendement, soit par toute autre délégation.

ARTICLE 14

Droit de vote

715 1. A toutes les séances de la conférence, la délégation d'un Membre de l'Union, dûment accréditée par ce dernier pour participer à la conférence, a droit à une voix, conformément à l'article 2 de la Convention.

716 2. La délégation d'un Membre de l'Union exerce son droit de vote dans les conditions précisées au chapitre 5 du Règlement général.

ARTICLE 15

Vote

717 1. Definition de la majorité

(1) La majorité est constituée par plus de la moitié des délégations présentes et votant.

718 (2) Les abstentions ne sont pas prises en considération dans le décompte des voix nécessaires pour constituer la majorité.

719 (3) En cas d'égalité des voix, la proposition ou l'amendement est considéré comme rejeté.

720 (4) Aux fins du présent règlement, est considérée comme «délégation présente et votant» toute délégation qui se prononce pour ou contre une proposition.

721 2. Non-participation au vote

Les délégations présentes qui ne participent pas à un vote déterminé ou qui déclarent expressément ne pas vouloir y participer, ne sont pas considérées comme absentes du point de vue de la détermination du quorum au sens du numéro 694, ni comme s'étant abstenues du point de vue de l'application des dispositions du numéro 723.

722 3. Majorité spéciale

En ce qui concerne l'admission des Membres de l'Union, la majorité requise est fixée à l'article 1 de la Convention.

723 4. Plus de cinquante pour cent d'abstentions

Lorsque le nombre des abstentions dépasse la moitié du nombre des suffrages exprimés (pour contre, abstentions), l'examen de la question en discussion est renvoyé à une séance ultérieure au cours de laquelle les abstentions n'entreront plus en ligne de compte.

724 5. Procédures de vote

(1) Sauf dans le cas prévu au numéro

727, les procédures de vote sont les suivantes :

a) à main levée, en règle générale ;

725 b) par appel nominal, si une majorité ne se dégage pas clairement d'un vote selon la procédure précédente ou si au moins deux délégations le demandent.

726 (2) Il est procédé au vote par appel nominal dans l'ordre alphabétique des noms en français des Membres représentés.

727 6. Vote au scrutin secret

Il est procédé à un vote secret lorsque cinq au moins des délégations présentes et ayant qualité pour voter le demandent. Dans ce cas, le secrétariat prend immédiatement les mesures nécessaires pour assurer le secret du scrutin.

728 7. Interdiction d'interrompre le vote

Quand le scrutin est commencé, aucune délégation ne peut l'interrompre, sauf s'il s'agit d'un point d'ordre relatif à la manière dont s'effectue le scrutin.

729 8. Explications de vote

Le président donne la parole aux délégations qui désirent expliquer leur vote postérieurement au vote lui-même.

730 9. Vote d'une proposition par parties

(1) Lorsque l'auteur d'une proposition le demande, ou lorsque l'assemblée le juge opportun, ou lorsque le président, avec l'approbation de l'auteur, le propose, cette proposition est subdivisée et ses différentes parties sont mises aux voix séparément. Les parties de la proposition qui ont été adoptées sont ensuite mises aux voix comme un tout.

731 (2) Si toutes les parties d'une proposition sont rejetées, la proposition elle-même est considérée comme rejetée.

732 10. Ordre de vote des propositions relatives à une même question

(1) Si la même question fait l'objet de plusieurs propositions, celles-ci sont mises aux voix dans l'ordre où elles ont été présentées, à moins que l'assemblée n'en décide autrement.

733 (2) Après chaque vote, l'assemblée décide s'il y a lieu ou non de mettre aux voix la proposition suivante.

734 11. Amendements.

(1) Est considérée comme amendement toute proposition de modification qui comporte uniquement une suppression, une adjonction à une partie de la proposition originale ou la révision d'une partie de cette proposition.

735 (2) Tout amendement à une proposition qui est accepté par la délégation qui présente cette proposition est aussitôt incorporé au texte primitif de la proposition.

736 (3) Aucune proposition de modification n'est considérée comme un amendement si l'assemblée est d'avis qu'elle est incompatible avec la proposition initiale

737 12. Vote sur les amendements

(1) Si une proposition est l'objet d'un amendement, c'est cet amendement qui est mis aux voix en premier lieu

738 (2) Si une proposition est l'objet de plusieurs amendements, est mis aux voix en premier lieu celui des amendements qui s'écarte le plus du texte original ; est ensuite mis aux voix celui des amendements, parmi ceux qui restent, qui s'écarte encore le plus du texte original, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été examinés.

739 (3) Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, la proposition ainsi modifiée est ensuite elle-même mise aux voix.

740 (4) Si aucun amendement n'est adopté, la proposition initiale est mise aux voix.

ARTICLE 16

Commissions et sous-commissions. Conduite des débats et procédure de vote

741 1. Les présidents des commissions et sous-commissions ont des attributions analogues à celles devolues selon l'article 3 au président de la conférence

742 2. Les dispositions fixées à l'article 13 pour la conduite des débats en séance plénière sont applicables aux débats des commissions ou sous-commissions, sauf en matière de quorum.

743 3. Les dispositions fixées à l'article 15 sont applicables aux votes dans les commissions ou sous-commissions, sauf dans le cas prévu au numéro 722.

ARTICLE 17.

Réserves

744 1. En règle générale, les délégations qui ne peuvent pas faire partager leur point de vue par les autres délégations doivent s'efforcer, dans la mesure du possible, de se rallier à l'opinion de la majorité.

745 2. Toutefois, s'il apparaît à une délégation qu'une décision quelconque est de nature à empêcher son gouvernement de ratifier la Convention ou d'approuver la révision d'un Règlement, cette délégation peut faire des réserves à titre provisoire ou définitif au sujet de cette décision.

ARTICLE 18.

Procès-verbaux des séances plénières

746 1. Les procès-verbaux des séances plénières sont établis par le secrétariat de la conférence, qui

s'efforce d'en assurer la distribution aux délégations le plus tôt possible avant la date à laquelle ces procès-verbaux doivent être examinés.

747 2. Lorsque les procès-verbaux ont été distribués, les délégations peuvent déposer par écrit au secrétariat de la conférence, et ceci dans le plus bref délai possible, les corrections qu'elles estiment justifiées, ce qui ne les empêche pas de présenter oralement des modifications à la séance au cours de laquelle les procès-verbaux sont approuvés.

748 3. (1) En règle générale, les procès-verbaux ne contiennent que les propositions et les conclusions, avec les arguments sur lesquels elles sont fondées, dans une rédaction aussi concise que possible.

749 (2) Néanmoins, toute délégation a le droit de demander l'insertion analytique ou in extenso de toute déclaration formulée par elle au cours des débats. Dans ce cas, elle doit, en règle générale, l'annoncer au début de son intervention, en vue de faciliter la tâche des rapporteurs. Elle doit, en outre, en fournir elle-même le texte au secrétariat de la conférence, dans les deux heures qui suivent la fin de la séance.

750 4. Il ne doit, en tout cas, être usé qu'avec discrétion de la faculté accordée au numéro 749, en ce qui concerne l'insertion des déclarations.

ARTICLE 19

Comptes rendus et rapports des commissions et souscommissions

751 1. (1) Les débats des commissions et sous-commissions sont résumés séance par séance, dans des comptes rendus, établis par le secrétariat de la conférence, où se trouvent mis en relief les points essentiels des discussions, les diverses opinions qu'il convient de noter, ainsi que les propositions et conclusions qui se dégagent de l'ensemble.

752 (2) Néanmoins, toute délégation a également le droit d'user de la faculté prévue au numéro 749.

753 (3) Il ne doit être recouru qu'avec discrétion à la faculté à laquelle se réfère l'alinéa ci-dessus.

754 2. Les commissions et sous-commissions peuvent établir les rapports partiels qu'elles estiment nécessaires et, éventuellement, à la fin de leurs travaux, elles peuvent présenter un rapport final dans lequel elles récapitulent sous une forme concise les propositions et les conclusions qui résultent des études qui leur ont été confiées.

ARTICLE 20

Approbation des procès-verbaux, comptes rendus et rapports

755 1. (1) En règle générale, au commencement de chaque séance plénière ou de chaque séance de commission ou de sous-commission, le président demande si les délégations ont des observations à formuler quant au procès-verbal ou au compte rendu de la séance précédente. Ceux-ci sont considérés comme approuvés si aucune correction n'a été communiquée au secrétariat ou si aucune opposition ne se manifeste verbalement. Dans les cas contraire, les corrections nécessaires sont apportées au procès-verbal ou au compte rendu.

756 (2) Tout rapport partiel ou final doit être approuvé par la commission ou la sous-commission intéressée.

757 2. (1) Le procès-verbal de la dernière séance plénière est examiné et approuvé par le président de cette séance.

758 (2) Le compte rendu de la dernière séance d'une commission ou d'une sous-commission est examiné et approuvé par le président de cette commission ou sous-commission.

ARTICLE 21

Commission de rédaction

759 1. Les textes de la Convention, des Règlements et des autres Actes finals de la conférence, établis autant que possible dans leur forme définitive par les diverses commissions en tenant compte des avis exprimés, sont soumis à la commission de rédaction, laquelle est chargée d'en perfectionner la forme sans en altérer le sens et de les assembler avec les textes antérieurs non amendés.

760 2. Ces textes sont soumis par la commission de rédaction à la séance plénière, laquelle les approuve ou les renvoie, aux fins de nouvel examen, à la commission compétente.

ARTICLE 22

Numérotage

761 1. Les numéros des chapitres, articles et paragraphes des textes soumis à révision sont conservés jusqu'à la première lecture en séance plénière. Les textes ajoutés portent provisoirement le numéro du dernier paragraphe précédent du texte primitif, auquel on ajoute «A», «B», etc.

762 2. Le numérotage définitif des chapitres, articles et paragraphes est confié à la commission de rédaction, après leur adoption en première lecture.

ARTICLE 23.

Approbation définitive

763 Les textes de la Convention, des Règlements et des autres Actes finals sont considérés comme définitifs lorsqu'ils ont été approuvés en seconde lecture par la séance plénière.

ARTICLE 24.

Signature

764 Les textes définitifs approuvés par la conférence sont soumis à la signature des délégués munis des pouvoirs définis au chapitre 5 du Règlement général, en suivant l'ordre alphabétique des noms en français des pays représentés.

ARTICLE 25.

Communiqués de presse.

765 Des communiqués officiels sur les travaux de la conférence ne peuvent être transmis à la presse qu'avec l'autorisation du président ou de l'un des vice-présidents de la conférence.

ARTICLE 26.

Franchise

766 Pendant la durée de la conférence, les membres des délégations, les membres du Conseil d'administration, les hauts fonctionnaires des organismes permanents de l'Union qui assistent à la conférence et le personnel du secrétariat de l'Union détaché à la conférence ont droit à la franchise postale, télégraphique et téléphonique dans la mesure où le gouvernement du pays où se tient la conférence a pu s'entendre à ce sujet avec les autres gouvernements et les exploitations privées reconnues concernées.

2e PARTIE

Comités consultatifs internationaux

CHAPITRE 10.

Dispositions générales

- 767 Les dispositions de la deuxième partie du Règlement général complètent l'article 14 de la Convention où sont définies les attributions et la structure des Comités consultatifs internationaux.

CHAPITRE 11.

Conditions de participation

- 768 1. (1) Les membres de chaque Comité consultatif international sont :

a) de droit, les administrations de tous les Membres et Membres associés de l'Union ;

- 769 b) toute exploitation privée reconnue qui, avec l'approbation du Membre ou Membre associé qui l'a reconnue et sous réserve de l'application de la procédure ci-dessous, demande à participer aux travaux de ce Comité ; cette exploitation privée ne peut cependant intervenir au nom du Membre ou Membre associé qui l'a reconnue, que si ce dernier, dans chaque cas particulier, fait savoir au Comité consultatif intéressé qu'il l'a autorisée à cet effet.

- 770 (2) La première demande de participation aux travaux d'un Comité consultatif émanant d'une exploitation privée reconnue est adressée au secrétaire général, qui la porte à la connaissance de tous les Membres et Membres associés et du directeur de ce Comité consultatif. La demande émanant d'une exploitation privée reconnue doit être approuvée par le Membre ou Membre associé qui l'a reconnue.

- 771 2. (1) Les organisations internationales qui coordonnent leurs travaux avec ceux de l'Union internationale des télécommunications et qui ont des activités connexes, peuvent être admises à participer, à titre consultatif, aux travaux des Comités consultatifs.

- 772 (2) La première demande de participation aux travaux d'un Comité consultatif émanant d'une organisation internationale est adressée au secrétaire général, qui la porte par la voie télégraphique à la connaissance de tous les Membres et Membres associés et invite les Membres à se prononcer sur l'acceptation de cette demande ; la demande est acceptée si la majorité des réponses des Membres parvenues dans le délai d'un mois est favorable. Le secrétaire général porte le résultat de cette consultation à la connaissance de tous les Membres et les Membres associés et du directeur du Comité consultatif intéressé.

- 773 3. (1) Les organismes scientifiques ou industriels qui se consacrent à l'étude de problèmes de télécommunications ou à l'étude ou la fabrication de matériel destiné aux services de télécommunications, peuvent être admis à participer, à titre consultatif, aux réunions des commissions d'études des Comités consultatifs, sous réserve de l'approbation des administrations des pays intéressés.

- 774 (2) La première demande d'admission aux réunions des commissions d'études d'un Comité consultatif émanant d'un organisme scientifique ou industriel est adressée au directeur de ce Comité consultatif. Cette demande doit être approuvée par l'administration du pays intéressé.

- 775 4. Toute exploitation privée reconnue, toute organisation internationale ou tout organisme scien-

tifique ou industriel qui a été admis à participer aux travaux d'un Comité consultatif a le droit de dénoncer cette participation par une notification adressée au secrétaire général. Cette dénonciation prend effet à l'expiration d'une période d'une année à partir du jour de réception de la notification par le secrétaire général.

CHAPITRE 12

Rôles de l'assemblée plénière

- 776 L'assemblée plénière :
- a) examine les rapports des commissions d'études et approuve, modifie ou rejette les projets d'avis que contiennent ces rapports ;
 - 777 b) arrête la liste des questions nouvelles à mettre à l'étude, conformément aux dispositions du numéro 190 et, si besoin est, établit un programme d'études ;
 - 778 c) selon les nécessités, maintient les commissions d'études existantes et en crée de nouvelles ;
 - 779 d) attribue aux commissions d'études les questions à étudier ;
 - 780 e) examine et approuve le rapport du directeur sur les travaux du Comité depuis la dernière réunion de l'assemblée plénière ;
 - 781 f) approuve une estimation des besoins financiers du Comité jusqu'à la prochaine assemblée plénière, estimation qui sera soumise au Conseil d'administration ;
 - 782 g) examine les autres questions jugées nécessaires dans le cadre des dispositions de l'article 14 de la Convention et de la deuxième partie du Règlement général.

CHAPITRE 13

Réunions de l'assemblée plénière

- 783 1. L'assemblée plénière se réunit normalement tous les trois ans à la date et au lieu fixés par l'assemblée plénière précédente.
- 784 2. La date et le lieu d'une réunion de l'assemblée plénière, ou l'un des deux seulement, peuvent être modifiés avec l'approbation de la majorité des Membres de l'Union qui ont répondu à une demande du secrétaire général sollicitant leur avis.
- 785 3. A chacune de ces réunions, l'assemblée plénière d'un Comité consultatif est présidée par le chef de la délégation du pays dans lequel la réunion a lieu ou, lorsque cette réunion se tient au siège de l'Union, par une personne élue par l'assemblée plénière elle-même ; le président est assisté de vice-présidents élus par l'assemblée plénière.
- 786 4. Le secrétariat de l'assemblée plénière d'un Comité consultatif est assuré par le secrétariat spécialisé de ce Comité, avec, si cela est nécessaire, le concours de l'administration du gouvernement invitant et du personnel du secrétariat général.

CHAPITRE 14.

Langues et droit de vote aux assemblées plénières

- 787 1. (1) Les langues utilisées au cours des assemblées plénières sont celles qui sont prévues à l'article 17 de la Convention.
- 788 (2) Les documents préparatoires des commissions d'études, les documents et les procès-verbaux des assemblées plénières et les documents publiés à la suite de celles-ci par les Comités consultatifs internationaux sont rédigés dans les trois langues de travail de l'Union.
- 789 2. Les Membres qui sont autorisés à voter aux séances des assemblées plénières des Comités consultatifs sont ceux qui sont visés aux numé-

ros 13 et 250. Toutefois, lorsque'un pays Membre de l'Union n'est pas représenté par une administration, les représentants des exploitations privées reconnues de ce pays ont, ensemble et quel que soit leur nombre, droit à une seule voix, sous réserve des dispositions du numéro 769.

CHAPITRE 15

Commissions d'études

- 790 1. L'assemblée plénière constitue les commissions d'études nécessaires pour traiter les questions qu'elle a mises à l'étude. Les administrations, les exploitations privées reconnues et les organisations internationales admises conformément aux dispositions des numéros 771 et 772, désireuses de prendre part aux travaux de commissions d'études, se font connaître soit au cours de l'assemblée plénière, soit, ultérieurement, au directeur du Comité consultatif intéressé.
- 791 2. En outre, et sous réserve des dispositions des numéros 773 et 774, les experts des organismes scientifiques ou industriels peuvent être admis à participer, à titre consultatif, à toute réunion de l'une quelconque des commissions d'études.
- 792 3. L'assemblée plénière nomme les rapporteurs principaux qui doivent présider chacune de ces commissions d'études ainsi que les vice-rapporteurs principaux. Si dans l'intervalle de deux réunions de l'assemblée plénière, un rapporteur principal vient à être empêché d'exercer ses fonctions, le vice-rapporteur principal prend sa place, et la commission d'études élit, au cours de sa réunion suivante, parmi ses membres, un nouveau vice-rapporteur principal. Elle élit de même un nouveau vice-rapporteur principal si, au cours de cette même période, le vice-rapporteur principal n'est plus en mesure d'exercer ses fonctions.

CHAPITRE 16.

Traitement des affaires des commissions d'études.

- 793 1. Les questions confiées aux commissions d'études sont, dans la mesure du possible, traitées par correspondance.
- 794 2. (1) Cependant, l'assemblée plénière peut utilement donner des directives au sujet des réunions de commissions d'études qui apparaissent nécessaires pour traiter des groupes importants de questions.
- 795 (2) En outre, s'il apparaît à un rapporteur principal, après l'assemblée plénière, qu'une ou plusieurs réunions de sa commission d'études non prévues par l'assemblée plénière sont nécessaires pour discuter verbalement des questions qui n'ont pas pu être traitées par correspondance, il peut, avec l'autorisation de son administration et après consultation du directeur intéressé et des membres de sa commission, proposer une réunion à un endroit convenable, en tenant compte de la nécessité de réduire les dépenses au minimum.
- 796 3. Toutefois, pour éviter des voyages inutiles et des absences prolongées, le directeur d'un Comité consultatif, d'accord avec les rapporteurs principaux des diverses commissions d'études intéressées, établit le plan général des réunions du groupe des commissions d'études qui doivent siéger en un même lieu pendant la même période.
- 797 4. Le directeur envoie les rapports finals des commissions d'études aux administrations participantes, aux exploitations privées reconnues du Comité consultatif et, éventuellement, aux orga-

nisations internationales qui y ont participé. Ces rapports sont envoyés aussitôt que possible et, en tout cas, assez tôt pour qu'ils parviennent à leurs destinataires au moins un mois avant la date de la prochaine assemblée plénière. Il peut seulement être dérogé à cette clause lorsque des réunions des commissions d'études ont lieu immédiatement avant celle de l'assemblée plénière. Les questions qui n'ont pas fait l'objet d'un rapport parvenu dans les conditions ci-dessus ne peuvent pas être inscrites à l'ordre du jour de l'assemblée plénière.

CHAPITRE 17.

Fonctions du directeur. Secrétariat spécialisé

- 798 1. (1) Le directeur d'un Comité consultatif coordonne les travaux de l'assemblée plénière et des commissions d'études; il est responsable de l'organisation des travaux du Comité.
- 799 (2) Il a la responsabilité des documents du Comité.
- 800 (3) Le directeur est assisté par un secrétariat formé de personnel spécialisé qui travaille sous son autorité directe à l'organisation des travaux du Comité.
- 801 (4) Le personnel des secrétariats spécialisés, laboratoires et installations techniques d'un Comité consultatif relève, du point de vue administratif, de l'autorité du secrétaire général.
- 802 2. Le directeur choisit le personnel technique et administratif de ce secrétariat dans le cadre du budget approuvé par la Conférence de plénipotentiaires ou par le Conseil d'administration. La nomination de ce personnel technique et administratif est arrêtée par le secrétaire général, en accord avec le directeur. La décision définitive de nomination ou de licenciement appartient au secrétaire général.
- 803 3. Le directeur participe de plein droit à titre consultatif aux délibérations de l'assemblée plénière et des commissions d'études. Il prend toutes mesures concernant la préparation des réunions de l'assemblée plénière et des commissions d'études.
- 804 4. Le directeur rend compte, dans un rapport présenté à l'assemblée plénière, de l'activité du Comité consultatif depuis la dernière réunion de l'assemblée plénière. Ce rapport, après approbation, est envoyé au secrétaire général pour être transmis au Conseil d'administration.
- 805 5. Le directeur présente au Conseil d'administration, à sa session annuelle, un rapport sur les activités du Comité pendant l'année précédente, aux fins d'information du Conseil et des Membres et Membres associés de l'Union.
- 806 6. Le directeur soumet à l'approbation de l'assemblée plénière une estimation des besoins financiers du Comité consultatif jusqu'à la prochaine assemblée plénière. Cette estimation, après approbation, est envoyée au secrétaire général pour être soumise au Conseil d'administration.
- 807 7. Le directeur établit, afin que le secrétaire général les incorpore aux prévisions budgétaires annuelles de l'Union, les prévisions de dépenses du Comité pour l'année suivante, en se fondant sur l'estimation des besoins financiers du Comité approuvée par l'assemblée plénière.
- 808 8. Le directeur participe dans toute la mesure nécessaire aux activités de coopération technique de l'Union dans le cadre des dispositions de la Convention.

CHAPITRE 18.

Propositions pour les conférences administratives

- 809 1. Conformément au numéro 191, les assemblées plénières des Comités consultatifs peuvent formuler des propositions de modification aux Règlements visés au numéro 203.
- 810 2. Ces propositions sont adressées en temps utile au secrétaire général en vue d'être rassemblées, coordonnées et communiquées dans les conditions prévues au numéro 627.

CHAPITRE 19

Relations des Comités consultatifs entre eux et avec d'autres organisations internationales.

- 811 1. (1) Les assemblées plénières des Comités consultatifs peuvent constituer des commissions mixtes pour effectuer des études et émettre des avis sur des questions d'intérêt commun.
- 812 (2) Les directeurs des Comités consultatifs peuvent, en collaboration avec les rapporteurs principaux, organiser des réunions mixtes de commissions d'études des deux Comités consultatifs, en vue d'étudier et de préparer des projets d'avis sur des questions d'intérêt commun. Ces projets d'avis sont soumis à la prochaine réunion de l'assemblée plénière de chacun des Comités consultatifs.
- 813 2. Lorsque l'un des Comités consultatifs est invité à se faire représenter à une réunion de l'autre Comité consultatif ou d'une organisation internationale, son assemblée plénière ou son directeur est autorisé, en tenant compte du numéro 156, à prendre des dispositions pour assurer cette représentation avec voix consultative.
- 814 3. Le secrétaire général, le vice-secrétaire général, le président du Comité international d'enregistrement des fréquences et le directeur de l'autre Comité consultatif, ou leurs représentants, peuvent assister à titre consultatif aux réunions d'un Comité consultatif. En cas de besoin, un Comité peut inviter à ses réunions, à titre consultatif des représentants de tout organisme permanent de l'Union qui n'a pas jugé nécessaire de se faire représenter.

PROTOCOLE FINAL

à la

Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965)

Au moment de signer la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), les plénipotentiaires soussignés prennent acte des déclarations suivantes qui font partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires (Montreux, 1965) :

I

Pour l'Afghanistan :

La délégation du Gouvernement royal d'Afghanistan à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Montreux, 1965) réserve à son Gouvernement le droit de n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation de sa part contributive à l'Union, et de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses services de télécommunications au cas où des pays Membres ou Membres associés n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965).

II

Pour l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire) :

La délégation de la République Algérienne Démocratique et Populaire déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts, au cas où certains Membres ou Membres associés n'observeraient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), ou si les réserves formulées par les Membres ou Membres associés devaient compromettre ses services de télécommunications ou entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

III

Pour l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire), le Royaume de l'Arabie Saoudite, la République d'Iraq, le Royaume Hachémite de Jordanie, l'Etat de Koweït, le Liban, le Royaume du Maroc, la République Arabe Syrienne, la République Arabe Unie, la République du Soudan et la Tunisie :

Les délégations des pays ci-dessus déclarent que leur signature de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), ainsi que la ratification éventuelle ultérieure de cet Acte par leurs Gouvernements respectifs, ne sont pas valables vis-à-vis du Membre inscrit à l'Annexe 1 à ladite Convention sous le nom d'Israël et n'impliquent aucunement sa reconnaissance.

IV

Pour l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire), la République Fédérale du Cameroun, la République Centrafricaine, la République Démocratique du Congo, la République du Congo (Brazzaville), la République de Côte d'Ivoire, la République du Dahomey, l'Ethiopie, la République Gabonaise, le Ghana, la République de Guinée, la République de Haute-Volta, le Kenya, la République du Libéria, le Malawi, la République Malgache, la République du Mali, le Royaume du Maroc, la République Islamique de Mauritanie, la République du Niger, la République Fédérale de Nigéria, l'Ouganda, la République Arabe Unie, la République Somalie, la République Rwandaise, la République du Sénégal, la Sierra Leone, la République du Soudan, la République Unie de Tanzanie, la République du Tchad, la République Togolaise, la Tunisie et la République de Zambie :

Les délégations des pays ci-dessus déclarent que leur signature de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) ainsi que la ratification ultérieure de cet Acte par leurs Gouvernements respectifs n'impliquent en aucun cas la reconnaissance du Gouvernement actuel de la République Sudafricaine par ces Etats et ne comportent aucune obligation vis-à-vis de ce Gouvernement.

V

Pour la République Argentine :

La délégation argentine déclare :

La Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) dispose au numéro 4 qu'est Membre de l'Union tout pays ou groupe de territoires énumérés dans l'Annexe 1. Cette

Annexe 1 mentionne, à cet effet, les «Territoires d'Outre-Mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord».

Le Gouvernement précité a coutume d'inclure dans cet ensemble le territoire qu'il dénomme les «Iles Falkland et leurs dépendances» et les «Territoires antarctiques britanniques».

La délégation argentine déclare formellement que ce fait ne porte aucunement atteinte à la souveraineté de l'Argentine sur les Iles Malouines, les Iles Sandwich du Sud et les Iles de la Géorgie du Sud. Le Royaume-Uni occupe ces îles en vertu d'un acte de force que n'a jamais accepté le Gouvernement argentin, lequel réaffirme les droits imprescriptibles de la République argentine et déclare que ces territoires et les terres comprises dans le secteur antarctique argentin ne sont ni colonie, ni possession d'aucune nation et qu'elles font partie intégrante du territoire argentin.

En ce qui concerne la dénomination utilisée dans ledit document pour désigner les îles Malouines, la délégation argentine juge opportun de rappeler la décision du Comité spécial des Nations Unies chargé d'étudier l'application de la déclaration relative à l'octroi de l'indépendance aux pays coloniaux et à leurs peuples; ce Comité, ayant accepté par approbation générale le rapport du sous-comité III sur les Iles Malouines, en date du 13 novembre 1964, a décidé à la majorité des voix que le mot Malouines figurerait joint au nom de Falkland dans tous les documents du Comité spécial, la proposition ayant été faite que cette solution de compromis soit adoptée pour tous les documents des Nations-Unies.

La déclaration ci-dessus doit être considérée comme s'appliquant à toute autre citation du même ordre qui serait incluse dans la Convention ou ses annexes.

VI

Pour la République Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la République de Colombie, Costa Rica, l'Equateur, le Guatemala, le Mexique, le Nicaragua, Panama, le Paraguay, le Pérou et la République de Venezuela :

Les délégations des pays ci-dessus déclarent ne pas accepter le principe de la participation aux conférences et réunions régionales, avec droit de vote, de Membres de l'Union n'appartenant pas à la région intéressée.

Pour le Commonwealth de l'Australie, le Malawi, Malte, la Nouvelle-Zélande, le Royaume des Pays-Bas, la République des Philippines, le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, et Trinité et Tobago :

Les délégations des pays ci-dessus réservent à leurs Gouvernements respectifs le droit de prendre toutes mesures qu'ils pourront estimer nécessaires pour protéger leurs intérêts au cas où certains Membres ou Membres associés de l'Union ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de leurs services de télécommunications.

VIII

Pour l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Principauté de Liechtenstein, le Luxembourg, la Norvège, le Royaume des Pays-Bas, la République Fédérale d'Allemagne, la Suède et la Confédération Suisse :

En ce qui concerne l'article 15 de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), les délégations des pays susmentionnés déclarent formellement maintenir les réserves qu'elles ont formulées au nom de leurs Administrations lors de la signature des Règlements mentionnés dans l'article 15.

IX

Pour la Belgique :

En signant la présente Convention, la délégation du Royaume de Belgique déclare, au nom de son Gouvernement, qu'elle n'accepte aucune conséquence des réserves qui entraîneraient une augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

X

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie, la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques :

Les délégations des pays ci-dessus déclarent, au nom de leurs Gouvernements respectifs :

1. que la décision prise par la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Montreux, 1965) de reconnaître les pouvoirs des représentants de Tchang-Kai-Chek de participer à la Conférence et de signer ses Actes finals au nom de la Chine est illégale, car les représentants légitimes de la Chine à l'Union internationale des télécommunications, comme dans d'autres organisations internationales, ne peuvent être que ceux nommés par le Gouvernement de la République Populaire de Chine;

2. que les autorités de Saïgon ne représentent pas en fait le Viet-Nam du Sud; elles ne peuvent donc parler en son nom à l'Union internationale des télécommunications. En conséquence, la signature des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires par les représentants de ces autorités, ou leur adhésion à ces Actes au nom du Viet-Nam du Sud est dépourvue de toute légalité;

3. qu'en signant la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), la République Socialiste Soviétique de Biélorussie, la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques déclarent laisser ouverte la question de l'acceptation du Règlement des radiocommunications (Genève, 1959).

XI

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie, la République Populaire de Bulgarie, Cuba, la République Populaire Hongroise, la République Populaire de Mongolie, la République Populaire de Pologne, la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine, la République Socialiste de Roumanie, la République Socialiste Tchèque et l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques :

Les délégations des pays ci-dessus déclarent au nom de leurs Gouvernements respectifs, qu'ils considèrent comme absolument injustifiée et dépourvue de toute valeur juridique la préten-

tion des représentants de la Corée du Sud de parler au sein de l'Union internationale des télécommunications au nom de la Corée toute entière, car le régime fantoche de la Corée du Sud ne représente pas et ne peut pas représenter le peuple coréen.

XII

Pour l'Union de Birmanie :

En signant la présente Convention, la délégation de l'Union de Birmanie déclare qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts si les réserves formulées par d'autres pays devaient conduire à une augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

XIII

Pour la République Populaire de Bulgarie, Cuba, la République Populaire Hongroise, la République Populaire de Mongolie, la République Populaire de Pologne, la République Socialiste de Roumanie et la République Socialiste Tchécoslovaque :

Les délégations des pays ci-dessus déclarent qu'elles réservent à leurs Gouvernements le droit d'accepter ou de ne pas accepter le Règlement des radiocommunications, soit dans son ensemble, soit en partie.

XIV

Pour la République Populaire de Bulgarie, Cuba, la République Populaire Hongroise, la République Populaire de Mongolie, la République Populaire de Pologne, la République Socialiste de Roumanie et la République Socialiste Tchécoslovaque :

Les délégations des pays ci-dessus considèrent comme illégale et sans droit la signature au nom de la Chine par les représentants de Tchang-Kaï-Chek de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), car les seuls représentants légaux de la Chine ayant le droit de signer les arrangements internationaux au nom de la Chine sont les représentants désignés par le Gouvernement central de la République Populaire de Chine.

En même temps, les délégations des pays ci-dessus déclarent que, vu la présente situation sur le territoire du Viet-Nam du Sud et des Accords de Genève, leurs Gouvernements ne peuvent pas considérer le Gouvernement de Saïgon comme représentant les intérêts du peuple du Viet-Nam du Sud.

XV

Pour la République Fédérale du Cameroun :

La délégation de la République Fédérale du Cameroun à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Montreux, 1965), déclare au nom de son Gouvernement que celui-ci se réserve le droit de prendre toutes mesures utiles à la sauvegarde de ses intérêts si les réserves émises par d'autres délégations au nom de leurs Gouvernements ou le non-respect de la Convention tendaient à compromettre la bonne marche de son service de télécommunications.

Le Gouvernement de la République Fédérale du Cameroun n'accepte en outre aucune conséquence des réserves faites par d'autres Gouverne-

ments à la présente Conférence ayant pour conséquence l'augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

XVI

Pour le Canada :

La signature de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) par le Canada est sujette à la réserve que ce pays n'accepte pas d'être lié par le Règlement téléphonique; il accepte cependant d'être lié par les autres Règlements administratifs, sauf dans les cas où des réserves expresses y sont formulées.

XVII

Pour le Chili :

La délégation du Chili tient à signaler que chaque fois qu'apparaissent dans la Convention internationale des télécommunications, dans ses annexes, dans les Règlements, ou dans des documents de quelque nature que ce soit, des mentions ou des références à des «territoires antarctiques» comme dépendances d'un Etat quelconque, ces mentions ou références ne s'appliquent pas, et ne peuvent pas s'appliquer, au secteur antarctique chilien, qui fait partie intégrante du territoire national de la République du Chili et sur lequel cette République possède des droits imprescriptibles

XVIII

Pour la Chine :

La délégation de la République de Chine à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Montreux, 1965) de même qu'à Atlantic City, à Buenos Aires et à Genève, est la seule représentation légitime de la Chine à cette Conférence et elle a été reconnue comme telle par ladite Conférence. Toutes les déclarations ou réserves présentées par des Membres de l'Union à l'occasion de la présente Convention ou jointes à cette Convention, et qui sont incompatibles avec la position de la République de Chine exposée plus haut, sont illégales et, par conséquent, nulles et non avenues. En signant la présente convention, la République de Chine n'accepte, vis-à-vis de ces Membres de l'Union, aucune obligation provenant de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), ni d'aucun protocole s'y rapportant.

XIX

Pour la République de Chypre :

La délégation de Chypre déclare que le Gouvernement de la République de Chypre ne peut accepter aucune incidence financière qui pourrait éventuellement résulter des réserves faites par d'autres Gouvernements participant à la Conférence de plénipotentiaires (Montreux, 1965).

XX

Pour la République de Colombie et l'Espagne :

Les délégations de la République de Colombie et de l'Espagne déclarent, au nom de leurs Gouvernements respectifs, qu'elles n'acceptent aucune conséquence des réserves qui pourraient avoir pour effet d'augmenter leurs quotes-parts contributives aux dépenses de l'Union.

XXI

Pour la République de Corée :

La délégation de la République de Corée déclare que, tout comme aux conférences tenues de puis que la Corée a adhéré à l'Union, elle est la

seule représentation légitime pour toute la Corée et qu'elle a été reconnue comme telle par la Conférence. Toutes les déclarations ou réserves présentées par des Membres de l'Union à l'occasion de la présente Convention, ou jointes à cette Convention, et qui sont incompatibles avec la position de la République de Corée exposée plus haut sont illégales et, par conséquent, nulles et non avenues.

XXII

Pour Costa Rica:

La délégation de la République de Costa Rica déclare qu'elle réserve pour son Gouvernement le droit d'accepter ou de refuser les conséquences des réserves faites par d'autres gouvernements, qui pourraient entraîner une augmentation de sa part de contribution aux dépenses de l'Union, ou qui pourraient compromettre ses services de télécommunications.

XXIII

Pour la République de Côte d'Ivoire:

La délégation de la République de Côte d'Ivoire déclare qu'elle réserve pour son Gouvernement le droit d'accepter ou de refuser les conséquences des réserves faites par d'autres gouvernements et qui pourraient entraîner une augmentation de sa part de contribution aux dépenses de l'Union.

XXIV

Pour Cuba:

En signant la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) au nom du Gouvernement de la République de Cuba, la délégation de Cuba fait une réserve formelle au sujet de l'acceptation du Règlement télégraphique, du Règlement téléphonique et du Règlement additionnel des radiocommunications cités aux numéros 293 et suivants (article 15) de ladite Convention.

XXV

Pour Cuba, la République Populaire Hongroise, la République populaire de Mongolie et la République populaire de Pologne:

Les délégations des pays ci-dessus réservent à leurs Gouvernements respectifs le droit de prendre toutes mesures qu'ils pourront juger nécessaires à la sauvegarde de leurs intérêts si des réserves formulées par d'autres pays doivent conduire à augmenter leurs parts de contributions aux dépenses de l'Union, ou si certains Membres de l'Union ne prennent pas leur part des dépenses de l'Union.

XXVI

Pour la République du Dahomey:

La délégation de la République du Dahomey réserve à son Gouvernement le droit:

1. de n'accepter aucune mesure financière pouvant entraîner une augmentation de sa part contributive à l'Union;

2. de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses services de télécommunications au cas où des pays Membres ou Membres associés n'observeraient pas les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965).

XXVII

Pour le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède:

Les délégations des pays ci-dessus déclarent, au nom de leurs Gouvernements respectifs, qu'elles n'acceptent aucune conséquence des réserves

qui entraîneraient une augmentation de leur quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

XXVIII

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Les Etats-Unis d'Amérique déclarent formellement que, par la signature de la présente Convention en leur nom, les Etats-Unis d'Amérique n'acceptent aucune obligation concernant le Règlement téléphonique ou le Règlement additionnel des radiocommunications, visés à l'article 15 de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965).

XXIX

Pour l'Ethiopie:

La délégation de l'Ethiopie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ou Membres associés manqueraient, de quelque façon que ce soit, de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunications.

XXX

Pour la Grèce:

La délégation hellénique déclare, au nom de son Gouvernement, qu'elle n'accepte aucune conséquence des réserves faites par d'autres Gouvernements, qui entraîneraient une augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

Elle réserve aussi le droit à son Gouvernement de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ou Membres associés de l'Union ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses propres services de télécommunications.

XXXI

Pour la République de Guinée et la République du Mali:

Les délégations des pays ci-dessus réservent le droit à leurs Gouvernements respectifs de prendre toutes mesures qu'ils jugeront nécessaires pour garantir la sauvegarde de leurs intérêts, si certains Membres ou Membres associés n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), ou si les réserves de ces pays peuvent compromettre leurs services de télécommunications.

XXXII

Pour la République de l'Inde:

1. En signant les Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Montreux, 1965), la République de l'Inde n'accepte aucune conséquence financière des réserves qui ont pu être faites au sujet des finances de l'Union par quelque délégation ayant participé à ladite Conférence.

2. La délégation de la République de l'Inde déclare que la signature de la Convention par ladite délégation est également sujette à la réserve que la République de l'Inde pourra ou non se trouver en mesure d'accepter certaines dispositions du Règlement télégraphique et du Règlement téléphonique (Genève, 1958) mentionnés à l'article 15 de la Convention.

3. De plus, la délégation de la République de l'Inde réserve à son Gouvernement le droit de prendre éventuellement des mesures appropriées pour assurer le bon fonctionnement de l'Union et de ses organismes permanents, ainsi que l'application des Règlements cités à l'article 15 de la Convention si un pays quelconque fait des réserves et/ou n'accepte pas les dispositions de la Convention et des Règlements précités.

XXXIII

Pour la République d'Indonésie :

1. La délégation de la République d'Indonésie déclare que la signature, par ladite délégation, de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) et l'éventuelle ratification ultérieure de cette Convention par son Gouvernement ne doivent pas être interprétées comme une reconnaissance par la République d'Indonésie du Gouvernement de la «Fédération de Malaisie», de la «Chine» et d'autres pays non reconnus par la République d'Indonésie.

2. La délégation de la République d'Indonésie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres ou des Membres associés n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), ou si des réserves formulées par d'autres pays compromettent le bon fonctionnement de ses services de télécommunications.

XXXIV

Pour l'Iran :

La délégation de l'Iran réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres ou des Membres associés n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) ou si les réserves de ces pays peuvent compromettre ses services de télécommunications.

XXXV

Pour l'Etat d'Israël :

Les déclarations faites par les Gouvernements de l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire), du Royaume de l'Arabie Saoudite, de la République d'Iraq, du Royaume Hachémite de Jordanie, de l'Etat de Koweït, du Liban, du Royaume du Maroc, de la République Arabe Syrienne, de la République Arabe Unie, de la République du Soudan et de la Tunisie étant en contradiction flagrante avec les principes et les objectifs de l'Union internationale des télécommunications et, par conséquent, dénuées de toute valeur juridique, le Gouvernement d'Israël tient à faire savoir officiellement qu'il rejette ces déclarations purement et simplement et qu'il considère qu'elles ne peuvent avoir aucune valeur pour ce qui est des droits et des obligations des

Etats Membres de l'Union internationale des télécommunications.

De toute façon, le Gouvernement d'Israël se prévaut des droits qui sont les siens pour sauvegarder ses intérêts au cas où les Gouvernements de l'Algérie (République Algérienne Démocratique et Populaire), du Royaume de l'Arabie Saoudite, de la République d'Iraq, du Royaume Hachémite de Jordanie, de l'Etat de Koweït, du Liban, du Royaume du Maroc, de la République Arabe Syrienne, de la République Arabe Unie, de la République du Soudan et de la Tunisie violeraient de quelque manière que ce soit l'un quelconque des articles de la Convention internationale des télécommunications.

XXXVI

Pour l'Italie :

La délégation de l'Italie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts au cas où certains Membres ou Membres associés de l'Union ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses propres services de télécommunications.

XXXVII

Pour la Jamaïque :

La délégation de la Jamaïque réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ou Membres associés ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union, ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunications de la Jamaïque.

XXXVIII

Pour le Kenya :

La délégation du Kenya réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ou Membres associés n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) ou des annexes et Règlements qui y sont annexés, ou si les réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunications.

XXXIX

Pour la République du Libéria :

La délégation de la République du Libéria réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres ou des Membres associés n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) ou si les réserves de ces pays peuvent compromettre ses services de télécommunications.

XL

Pour la Malaisie :

La délégation du Gouvernement de la Malaisie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où des Membres associés manqueraient, de quelque façon que ce soit, de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965).

XLI

Pour la République Islamique de Mauritanie :

La délégation de la République Islamique de Mauritanie, en signant la présente Convention, réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures nécessaires pour protéger les intérêts de ses télécommunications si certains Membres ou Membres associés n'observent pas les dispositions de la présente Convention et de n'accepter aucune réserve faite par d'autres gouvernements tendant à augmenter le montant de la quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

XLII

Pour le Népal :

La délégation du Royaume du Népal réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où des réserves formulées par d'autres pays compromettraient le bon fonctionnement de ses services de télécommunications.

XLIII

Pour la République Fédérale de Nigeria :

En signant la présente Convention, la délégation de la République Fédérale de Nigeria déclare que son Gouvernement se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ou Membres associés de l'Union ne prendraient pas leur part des dépenses de l'Union ou manqueraient de quelque autre façon de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement des services de télécommunications de la République Fédérale de Nigeria.

XLIV

Pour l'Ouganda :

La délégation de l'Ouganda réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres ou des Membres associés n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) ou des annexes et Règlements qui y sont attachés, ou si les réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunications.

XLV

Pour le Pakistan :

Le Gouvernement du Pakistan déclare que, lors de la signature de la présente Convention en son nom, il se réserve le droit d'adhérer à tout ou partie des dispositions du Règlement téléphonique et du Règlement des radiocommunications.

Le Gouvernement du Pakistan déclare de plus qu'il se réserve le droit d'accepter ou non les conséquences, que pourrait entraîner la non-

adhésion d'un autre pays Membre de l'Union aux dispositions de la présente Convention ou des Règlements y annexés.

XLVI

Pour Panama :

La délégation de la République de Panama à la Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Montreux, 1965) déclare que le Gouvernement de la République de Panama n'accepte aucune incidence financière qui pourrait éventuellement découler des réserves formulées par d'autres gouvernements participant à la présente Conférence, sur toute question relative aux finances de l'Union.

XLVII

Pour le Pérou :

La délégation du Pérou réserve à son Gouvernement le droit :

1. de prendre les mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ou Membres associés manqueraient, de quelque façon que ce soit, de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), de ses annexes ou des protocoles qui y sont attachés, ou encore si des réserves formulées par ces Membres ou Membres associés entraînaient une augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union ou compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunications ;

2. d'accepter ou de ne pas accepter, en totalité ou en partie, les dispositions des Règlements administratifs visés à l'article 15 de la Convention.

XLVIII

Pour la République des Philippines :

Etant donné que les réserves faites par certains pays sont de nature à compromettre le bon fonctionnement des services de télécommunications de la République des Philippines, la délégation de la République des Philippines se réserve formellement le droit, en signant la présente Convention au nom de son Gouvernement, d'accepter ou de refuser, en partie ou en totalité, les dispositions des Règlements télégraphique et téléphonique et du Règlement additionnel des radiocommunications, qui sont cités, dans la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) et qui la complètent.

XLIX

Pour le Portugal :

La délégation portugaise à la Conférence de plénipotentiaires de l'U.I.T. (Montreux, 1965), considérant

a) que la résolution No 46 adoptée par la Conférence a trait à des questions de caractère exclusivement politique et entièrement en dehors du cadre de l'Union ;

b) que cette résolution a été adoptée sans que la Conférence se soit prononcée, aux termes du numéro 611 du Règlement général annexé à la Convention de Genève (1959) sur la question de compétence soulevée par écrit par la délégation portugaise (procès-verbal de la 7e séance plénière, du 21 septembre 1965, document No 158) ;

déclare

au nom de son Gouvernement, que, en signant la Convention, elle considère la Résolution No 46 comme illégale et, par conséquent, non existante.

L

Pour le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord :

La délégation du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord déclare qu'elle n'accepte pas la déclaration faite par la délégation argentine pour autant que cette déclaration conteste la souveraineté du Gouvernement de Sa Majesté sur les Iles Falkland et leurs dépendances, ainsi que sur le Territoire antarctique britannique et elle désire formellement réserver les droits du Gouvernement de Sa Majesté sur cette question. Les Iles Falkland et leurs dépendances ainsi que le Territoire antarctique britannique sont, et continuent à être, partie intégrante des territoires dont l'ensemble constitue le Membre de l'Union connu sous le nom de «Territoires d'Outre-Mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord», au nom duquel le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord a adhéré à la Convention internationale des télécommunications de Genève (1959), le 9 décembre 1961 et qui est désigné de la même manière dans l'annexe 1 à la Convention internationale des télécommunications de Montreux (1965).

La délégation du Royaume-Uni ne peut pas accepter non plus l'avis exprimé par la délégation argentine, selon lequel il convient d'associer le terme «(Malouines)» à la désignation des Iles Falkland et de leurs dépendances. La décision de faire suivre cette dernière désignation du terme «(Malouines)» ne concerne que les documents du Comité spécial des Nations Unies chargé d'étudier l'application de la déclaration relative à l'octroi de l'indépendance aux pays coloniaux et à leurs peuples et elle n'a pas été adoptée par les Nations Unies pour tous leurs documents. Cette décision ne concerne donc nullement la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) ni ses annexes ou tous autres documents publiés par l'Union internationale des télécommunications.

Pour ce qui est de la déclaration de la délégation argentine au sujet de la souveraineté sur le Territoire antarctique britannique, la délégation du Royaume-Uni désire appeler l'attention du Gouvernement argentin sur l'Article IV du Traité de l'Antarctique, auquel le Gouvernement argentin et le Gouvernement du Royaume-Uni sont parties l'un et l'autre.

LI

Pour la République Rwandaise :

La délégation de la République Rwandaise réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ou Membres associés n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), ou des annexes et Règlements qui y sont annexés, ou si les réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunications.

LII

Pour la République du Sénégal :

La délégation de la République du Sénégal déclare au nom de son Gouvernement qu'elle n'accepte aucune conséquence des réserves faites par d'autres Gouvernements à la présente Confé-

rence ayant pour effet l'augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

Par ailleurs, la République du Sénégal se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera utiles à la sauvegarde de ses intérêts si les réserves émises par d'autres pays ou le nonrespect de la Convention tendaient à compromettre la bonne marche de son service des télécommunications.

LIII

Pour la Sierra Leone :

La délégation de la Sierra Leone déclare qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il jugera nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts au cas où des Membres ou Membres associés de l'Union n'observeraient pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), ou si les réserves formulées par d'autres pays Membres devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunications.

LIV

Pour Singapour :

En signant la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), la délégation du Gouvernement de Singapour réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures, qu'il pourra juger nécessaires pour protéger ses intérêts si des pays n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de cette Convention, ou si les réserves de ces pays peuvent compromettre ses services de télécommunications ou entraîner une augmentation de sa part contributive aux dépenses de l'Union.

LV

pour la République Somalie

La délégation de la République Somalie réserve à son Gouvernement le droit de prendre les mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où certains Membres ou Membres associés manqueraient, de quelque façon que ce soit, de se conformer aux dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) de ses annexes ou des Règlements qui y sont annexés, ou encore si des réserves formulées par d'autres pays compromettaient le bon fonctionnement de ses services de télécommunications.

LVI

Pour la République du Soudan :

La délégation de la République du Soudan réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où un pays n'observerait pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), ou si les réserves formulées par un pays quelconque devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunications ou conduire à une augmentation de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union.

LVII

Pour la Confédération Suisse :

Le respect du droit étant un principe constant de la politique suivie par la Confédération Suisse, sa délégation déclare ne pouvoir accepter les réso-

lutions Nos 44, 45 et 46 qui lui paraissent contraires aux articles 2 et 4 de la Convention.

Par cette prise de position, la délégation suisse ne se prononce pas sur le fond des résolutions en question, mais elle estime que les différends d'ordre politique devraient, par principe, être tenus strictement à l'écart des institutions techniques.

LXIII

Pour la République Unie de Tanzanie :

La délégation de la République Unie de Tanzanie réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si certains Membres ou Membres associés n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) ou des annexes et Règlements qui y sont annexés, ou si les réserves formulées par d'autres pays devaient compromettre le bon fonctionnement de ses services de télécommunications.

LXIV

Pour les Territoires des Etats-Unis d'Amérique :

Les Territoires des Etats-Unis d'Amérique déclarent formellement que, par la signature de la présente Convention en leur nom, les Territoires des Etats-Unis d'Amérique n'acceptent aucune obligation concernant le Règlement téléphonique ou le Règlement additionnel des radiocommunications, visés à l'article 15 de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965).

LXV

Pour la Thaïlande :

La Thaïlande se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'elle peut considérer comme nécessaires pour protéger ses intérêts si des réserves formulées par d'autres pays doivent conduire à augmenter sa part de contribution aux dépenses de l'Union.

LXVI

Pour la République Togolaise :

La délégation de la République Togolaise réserve à son Gouvernement le droit de prendre les mesures qu'il jugerait opportunes si un pays ne respectait pas les dispositions de la présente Convention ou si des réserves émises pendant la Conférence ou à la signature par certains Membres ou Membres associés entraînaient des situations contrariantes pour ses services de télécommunications ou une augmentation estimée trop importante de sa part de contribution aux dépenses de l'Union.

LXVII

Pour la Turquie :

La Turquie se réserve le droit de prendre toutes mesures qu'elle peut considérer comme nécessaires pour protéger ses intérêts si des réserves formulées par d'autres pays doivent conduire à augmenter sa part de contribution aux dépenses de l'Union.

LXVIII

Pour la République de Venezuela :

1. La délégation de la République de Venezuela réserve à son Gouvernement le droit d'accepter ou de ne pas accepter les dispositions du numéro 204 de la présente Convention, en ce qui concerne les Règlements administratifs.

2. La délégation de la République de Venezuela réserve à son Gouvernement le droit de prendre les mesures qu'il jugera nécessaires pour protéger ses intérêts au cas où un autre pays n'observe-

rait pas les dispositions de la présente Convention.

3. La République de Venezuela n'accepte aucune conséquence des réserves formulées au sujet de la présente Convention ou de ses annexes, qui pourraient conduire à une augmentation directe ou indirecte de sa quote-part contributive aux dépenses de l'Union internationale des télécommunications.

LXIX

Pour la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie :

La délégation de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie déclare, au nom de son Gouvernement, qu'elle considère :

a) que les représentants de Taiwan n'ont pas le droit de signer la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) au nom de la Chine ;

b) que les représentants du Viet-Nam du Sud n'ont pas le droit de signer ladite Convention au nom du Viet-Nam entier ;

c) que les représentants de la Corée du Sud n'ont pas le droit de signer ladite Convention au nom de la Corée entière.

LXX

Pour la République de Zambie :

La délégation de la République de Zambie déclare qu'elle réserve à son Gouvernement le droit de prendre toutes mesures qu'il estimera nécessaires pour protéger ses intérêts si des Membres ou Membres associés n'observent pas, de quelque manière que ce soit, les dispositions de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965) ou si les réserves de ces pays peuvent compromettre ses services de télécommunications.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé ce Protocole final en un exemplaire et en chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe. Ce Protocole restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

Fait à Montreux, le 12 novembre 1965.
Suivent les mêmes signatures que pour la Convention.

PROTOCOLES ADDITIONNELS

à la

Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965)

Les plénipotentiaires soussignés ont signé les Protocoles additionnels suivants qui font partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires (Montreux, 1965) :

PROTOCOLE ADDITIONNEL I

Dépenses de l'Union pour la période de 1966 à 1971

1. Le Conseil d'administration est autorisé à établir le budget annuel de l'Union de telle sorte que les dépenses annuelles.

— du Conseil d'administration.

— du Secrétariat général.

— du Comité international d'enregistrement des fréquences,

— des secrétariats des Comités consultatifs internationaux,

—des laboratoires et installations techniques de l'Union

ne dépassent pas les sommes ci-après pour les années 1966 et suivantes, jusqu'à la prochaine Conférence de plénipotentiaires :

17.900.000 francs suisses pour l'année 1966
 18.125.000 francs suisses pour l'année 1967
 18.610.000 francs suisses pour l'année 1968
 19.185.000 francs suisses pour l'année 1969
 19.955.000 francs suisses pour l'année 1970
 20.400.000 francs suisses pour l'année 1971.

Pour les années postérieures à 1971, les budgets annuels ne devront pas dépasser de plus de 3 o/o chaque année la somme fixée pour l'année précédente.

2. Les limites fixées pour les années 1966 et 1967 comprennent chacune une somme de 500.000 francs suisses au titre de paiements qui pourraient se révéler nécessaires aux termes de la résolution No 3 de la présente Conférence. Toute économie réalisée au titre de ces paiements ne pourra être utilisée à d'autres fins.

3. Le Conseil d'administration est autorisé à dépasser les limites fixées au paragraphe 1 ci-dessus pour couvrir les dépenses relatives à l'établissement d'un projet de Charte constitutionnelle de l'Union (voir la résolution No 35 de la présente Conférence).

4. Le Conseil d'administration peut autoriser les dépenses relatives aux conférences et réunions visées aux numéros 208 et 209 de la Convention.

4.1. Durant les années 1966 à 1971, le Conseil d'administration, compte tenu éventuellement des dispositions de l'alinéa 4.3 ci-dessous, maintiendra ces dépenses dans la limite des montants suivants :

4.185.000 francs suisses pour l'année 1966
 2.815.000 francs suisses pour l'année 1967
 4.985.000 francs suisses pour l'année 1968
 5.035.000 francs suisses pour l'année 1969
 1.555.000 francs suisses pour l'année 1970
 5.310.000 francs suisses pour l'année 1971.

4.2 Si la Conférence de plénipotentiaires, une conférence administrative mondiale traitant de questions de télégraphie ou de téléphonie ou une conférence administrative mondiale traitant de questions de radiocommunications ne devaient pas se réunir au cours des années 1968 à 1971, le total des montants autorisés pour ces années serait réduit de 2.500.000 francs suisses au titre de la Conférence de plénipotentiaires, 1.500.000 francs suisses au titre d'une conférence administrative mondiale traitant de questions de télégraphie ou de téléphonie et 2.000.000 francs suisses au titre d'une conférence administrative mondiale traitant de questions de radiocommunications.

Si la Conférence de plénipotentiaires ne se réunit pas en 1971, le Conseil d'administration autorisera, année par année, pour les années postérieures à 1971, les crédits qu'il jugera opportun d'affecter au titre des dépenses relatives aux conférences et réunions visées aux numéros 208 et 209 de la Convention.

4.3 Le Conseil d'administration peut autoriser un dépassement des limites annuelles fixées à l'alinéa 4.1 ci-dessus, si ce dépassement peut être compensé par des crédits :

—demeurés disponibles sur une année précédente,

—ou à prélever sur une année future.

5. Le Conseil d'administration est autorisé à dépasser les limites fixées aux paragraphes 1 et 4 ci-dessus pour tenir compte :

5.1 des augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonctions à Genève ;

5.2 des fluctuations du cours du change entre le franc suisse et le dollar U.S. qui entraîneraient pour l'Union des dépenses supplémentaires.

6. Le Conseil d'administration a mission de réaliser toutes les économies possibles. A cette fin, il se doit de fixer chaque année les dépenses autorisées au niveau le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union, dans les limites fixées aux paragraphes 1 et 4 ci-dessus, en tenant compte, le cas échéant, des dispositions du paragraphe 5.

7. Si les crédits que le Conseil d'administration peut autoriser en application des dispositions des paragraphes 1 à 5 ci-dessus se révèlent insuffisants pour assurer le bon fonctionnement de l'Union, le Conseil ne peut dépasser ces crédits qu'avec l'approbation de la majorité des Membres de l'Union dûment consultés. Toute consultation des Membres de l'Union doit comporter un exposé complet des faits justifiant une telle demande.

8. Avant d'examiner des propositions susceptibles d'avoir des répercussions financières, les conférences administratives mondiales et les assemblées plénières des Comités consultatifs internationaux devront disposer d'une estimation des dépenses supplémentaires y afférentes.

9. Il ne sera donné suite à aucune décision d'une conférence administrative ou d'une assemblée plénière d'un Comité consultatif international ayant pour conséquence une augmentation directe ou indirecte des dépenses au-delà des crédits dont le Conseil d'administration peut disposer aux termes des paragraphes 1 à 5 ci-dessus ou dans les conditions prévues au paragraphe 7.

PROTOCOLE ADDITIONNEL II

Procédure à suivre par les Membres et Membres associés en vue du choix de leur classe de contribution

1. Tout Membre et Membre associé devra, avant le 1er juillet 1966, notifier au secrétaire général la classe de contribution choisie par lui dans le tableau des classes de contribution figurant au numéro 212 de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965).

2. Les Membres et Membres associés qui auront omis de faire connaître leur décision avant le 1er juillet 1966, en application des stipulations du paragraphe 1 ci-dessus, seront tenus de contribuer conformément au nombre d'unités souscrit par eux sous le régime de la Convention de Genève.

PROTOCOLE ADDITIONNEL III

Date d'entrée en fonctions du secrétaire général et du vice-secrétaire général

Le secrétaire général et le vice-secrétaire général élus par la Conférence de plénipotentiaires de Montreux (1965) dans les conditions prévues par cette Conférence entreront en fonctions le 1er janvier 1966.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé ces Protocoles additionnels en un exemplaire et en chacune des langues anglaise

chinoise, espagnole, française et russe. Ces Protocoles resteront déposés aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

Fait à Montreux, le 12 novembre 1965.

Les signatures qui suivent les Protocoles additionnels I-III sont les mêmes que celles qui suivent la Convention.

PROTOCOLE ADDITIONNEL IV

Arrangements transitoires

La Conférence de plénipotentiaires de l'Union internationale des télécommunications (Montreux, 1965) a décidé des dispositions suivantes qui seront appliquées à titre provisoire jusqu'à l'entrée en vigueur de la Convention internationale des télécommunications de Montreux (1965).

1. (1) Le Conseil d'administration sera composé de vingt-neuf Membres qui seront élus par la Conférence selon la procédure fixée par ladite Convention. Le Conseil pourra se réunir aussitôt après son élection et exécuter les tâches que la Convention lui confie.

(2) Le président et le vice-président que le Conseil d'administration élira au cours de sa première session resteront en fonctions jusqu'à l'élection de leurs successeurs, qui aura lieu à l'ouverture de la session annuelle de 1967 du Conseil.

2. Le Comité international d'enregistrement des fréquences sera composé de cinq membres qui seront élus par la présente Conférence, selon des modalités fixées par elle. Les membres du Comité entreront en fonctions le 1er janvier 1967.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé ce Protocole additionnel en un exemplaire et en chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe. Ce Protocole restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

Fait à Montreux, le 21 octobre 1965.

PROTOCOLE ADDITIONNEL FACULTATIF

à la

Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965)

Règlement obligatoire des différends

Au moment de procéder à la signature de la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965), les plénipotentiaires soussignés ont signé le Protocole additionnel facultatif suivant relatif au règlement obligatoire des différends et faisant partie des Actes finals de la Conférence de plénipotentiaires (Montreux, 1965).

Les Membres et les Membres associés de l'Union, parties au présent Protocole additionnel facultatif à la Convention internationale des télécommunications (Montreux, 1965).

exprimant le désir de recourir, pour ce qui les concerne, à l'arbitrage obligatoire pour la solution de tous différends relatifs à l'application de la Convention ou des Règlements prévus à l'article 15 de celle-ci, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER

A moins qu'un des modes de règlement énumérés à l'article 28 de la Convention n'ait été choisi d'un commun accord, les différends relatifs

à l'application de la Convention ou des Règlements prévus à l'article 15 de celle-ci sont, à la demande d'une des parties, soumis à un arbitrage obligatoire. La procédure est celle de l'Annexe 3 à la Convention, dont le paragraphe 5 est modifié comme suit :

«5. Dans le délai de trois mois à compter de la date de réception de la notification de la demande d'arbitrage, chacune des deux parties en cause désigne un arbitre. Si, à l'échéance de ce délai, l'une des parties n'a pas désigné son arbitre, cette désignation est faite, à la demande de l'autre partie, par le secrétaire général qui procède conformément aux dispositions des paragraphes 3 et 4 de l'Annexe 3 à la Convention».

ARTICLE 2

Le présent Protocole sera ouvert à la signature des Membres et Membres associés qui signeront la Convention. Il sera ratifié selon la procédure prévue pour la Convention et restera ouvert à l'adhésion des Etats qui deviendront Membres ou Membres associés de l'Union.

ARTICLE 3

Le présent Protocole entrera en vigueur le même jour que la Convention, ou le trentième jour suivant la date de dépôt du second instrument de ratification ou d'adhésion mais au plus tôt lors de l'entrée en vigueur de la Convention.

Pour chaque Membre ou Membre associé qui ratifiera le présent Protocole ou y adhérera après son entrée en vigueur, ce Protocole entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE 4

Le secrétaire général notifiera à tous les Membres et Membres associés :

a) les signatures apposées au présent Protocole et le dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion ;

b) la date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole en un exemplaire dans chacune des langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe, le texte français faisant foi en cas de contestation ; cet exemplaire restera déposé aux archives de l'Union internationale des télécommunications, laquelle en remettra une copie à chacun des pays signataires.

Fait à Montreux, le 12 novembre 1965.

Pour l'Afghanistan :

M.A. GRAN S.N. ALAWI

Pour le Commonwealth de l'Australie :

C.J. GRIFFITHS R. E. BUTLER

Pour l'Autriche :

B. B. SCHAGINGER K. VAVRA A. SAPIK

Pour la Belgique :

M.C.E.D. LAMBIOTTE R. ROTHCHILD

Pour l'Union de Birmanie :

MIN LWIN PE THAN

Pour la Bolivie :

Sra. M.C. SEJAS SIERRA

Pour le Bresil :
E. MACHADO DE ASSIS
D.S. FERREIRA C. GOMES DE BARROS
J.A. MARQUES H. DOURADO

Pour le Canada :
F.L.G. NIXON

Pour la République Centrafricaine :
E. NZENGOU L.A. MOZIALLO

Pour la République de Chypre :
R. MICHAELIDES A.E. EMPEDOKLIS

Pour l'Etat de la Cité du Vatican :
A. STEFANIZZI P.V. GIUDICI

Pour la République Démocratique du Congo :
J. MULUMBA B. KALONJI F. TUMBA
A. MASAMBA M.G.M'BELA

Pour la République du Congo (Brazzaville) :
M. N'TSIBA J. BALIMA R. RIZET

Pour la République de Corée :
I.Y. CHUNG C.W. PAK

Pour Costa Rica :
G. DI MOTTOLA BALESTRA M. BAGLI

Pour la République de Côte D'Ivoire :
S. CISSOKO T. KONDE B. SAKANOKO

Pour l'ensemble des Territoires Représentés par l'
Office Français des Postes et Télécommunications
D'outre-Mer :
E. SKINAZI M. CHAPRON J.L.A. CONSTANTIN
G. AUNEVEUX

Pour la Finlande :
O.J. SALOILA T.A. PUOLANNE

Pour République Gabonaise :
E. MÉFANE J.A. ANGUILEY

Pour le Ghana :
J. A. BROBBEY

Pour la Grèce :
A. MARANGOUDAKIS D. BACALEXIS

Pour le Guatemala :
F. VILLELA JIMÉNEZ

Pour la République d'Haiti :
J.D. BAGUIDI

Pour le Japon :
I. HATAKEYAMA
M. TAKASHIMA
M. ITANO

Pour la Principauté de Liechtenstein :
A. HILBE

Pour le Luxembourg :
E. RAUS
J. B. WOLFF

Pour la République Malgache :
C. RAMANITRA
R. RAVELOMANANTSOA—RATSIMIHAN
J. CHAUVICOURT

Pour Malte :
I. XUEREB
A. BARBARA
J.V. GALEA

Pour la République Islamique de Mauritanie :
M. N'DIAYE

Pour le Mexique :
C. NÚÑEZ A.
L. BARAJAS G.
Pour Monaco :
C.C. SOLAMITO
A.Y. PASSERON

Pour la République populaire de Mongolie :
D. GOTOV

S. GANDORJE
L. NATSAGDORJE

Pour le Nicaragua :
A.A. MULLHAUPT

Pour le Panama :
J.A. TACK

Pour le Paraguay :
S. GUANES
M. FERREIRA FALCON

Pour le Royaume des pays-bas :
G.H. BAST

Pour la République des Philippines :
V.A. PACIS
A.G. GAMBOA Jr.

P.F. MARTINEZ
R. D. TANDINGAN

Pour le Rhodesie :
C. R. DICKENSON

Pour le Royaume-uni de la Grande-Bretagne et de l'
Irlande du Nord :

W.A. WOLVERSON H.G. LILLIGRAP
C.E. LOVELL
P.W.F. FRYER
H.C. GREENWOOD

Pour la République Rwandaise :
Z. HABIYAMBERE
L. SIBOMANA

Pour la République du Sénégal :
I. N'DIAYE
M. ROULET
L. DIA

Pour la Confédération Suisse :
G.A. WETTSTEIN
A. LANGENBERGER
F. LOCHER
R. RUTSCHI
G. RUTTEN

Pour la République du Tchad :
M. NGARNIM
G. GUY

Pour les territoires d'outre-mer dont les relations inter-
nationales sont assurées par le Gouvernement du Royau-
me-uni de la grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord :

A. H. SHEFFIELD
D. SIMPER

Pour la Thaïlande :
S. PUNYARATABANDHU
S. SUKHANETR
C. VAJRABHAYA
D. CHAROENPHOL

Pour la République Togolaise :
A. AITHNARD

Pour la Trinité et Tobago :
W.A. ROSE
T. A. WILSON

Pour la République de Zambie :
L. CHANGUFU

**ΔΙΕΘΝΗΣ
ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΤΗΛΕΠΙΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
ΠΡΟΛΟΓΟΣ**

Οἱ πληρεξούσιοι τῶν συμβαλλομένων Χωρῶν, ἀναγνωρίζοντες πλήρως εἰς ἐκάστην Χώραν τὸ κυριαρχικὸν δικαίωμα τῆς ρυθμίσεως τῶν τηλεπικοινωνιῶν τῆς, ἀπεφάσισαν κοινῇ συμφωνίᾳ, τὴν σύνταξιν τῆς ἀκολούθου Συμβάσεως ἐπὶ σκοπῷ προαγωγῆς τῶν μεταξὺ τῶν λαῶν σχέσεων καὶ συνεργασίας διὰ τῆς καλῆς λειτουργίας τῶν τηλεπικοινωνιῶν.

Αἱ Χῶραι καὶ αἱ ομάδες ἐδαφῶν, αἵτινες καθίστανται Μέρη τῆς παρούσης Συμβάσεως, συνιστῶσι τὴν Διεθνῇ Ἐνωσιν Τηλεπικοινωνιῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ I.

Σύνθεσις, ἀντικείμενον καὶ διάρθρωσις τῆς Ἐνώσεως.

"Ἀρθρον 1.

Σύνθεσις τῇ Ἐνώσεως

- 3 1. Ἡ Διεθνὴς Ἐνωσις Τηλεπικοινωνιῶν περιλαμβάνει Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη.
- 4 2. Μέλος τῆς Ἐνώσεως εἶναι:
 - α) Πᾶσα χώρα ἢ ομάδα ἐδαφῶν ἀναγραφομένη εἰς τὸ Παράρτημα 1. μετὰ τὴν υπογραφήν καὶ ἐπικύρωσιν τῆς Συμβάσεως ἢ μετὰ τὴν προσχώρησιν εἰς ταύτην τῆς ἐν λόγῳ χώρας ἢ τῆς ομάδος ἐδαφῶν ἢ Μέλους τινὸς τῆς Ἐνώσεως διὰ λογαριασμὸν τούτων.
 - 5 β) Πᾶσα χώρα μὴ ἀναγραφομένη εἰς τὸ Παράρτημα I, ἢ ὁποία καθίσταται Μέλος τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ προσχωρεῖ εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθρου 19.
 - 6 γ) Πᾶσα κυρίαρχος χώρα μὴ περιλαμβανομένη εἰς τὸ Παράρτημα 1. καὶ μὴ τυγχάνουσα Μέλους τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, ἢ ὁποία προσχωρεῖ εἰς τὴν Σύμβασιν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθρου 19 μετὰ τὴν ἀποδοχὴν τῆς αἰτήσεώς της ὅπως γίνῃ Μέλος τῆς Ἐνώσεως, ὑπὸ τῶν δύο τρίτων τῶν Μελῶν τῆς Ἐνώσεως.
- 7 3. Συνεργαζόμενον Μέλος τῆς Ἐνώσεως εἶναι:
 - α) Πᾶσα χώρα μὴ τυγχάνουσα Μέλους τῆς Ἐνώσεως κατὰ τὰς διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 4 ἕως 6, τῆς ὁποίας ἢ αἰτήσεις περὶ εἰσδοχῆς της εἰς τὴν Ἐνωσιν ὡς συνεργαζομένου Μέλους γίνεται ἀποδεκτή ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἐνώσεως καὶ ἥτις προσχωρεῖ εἰς τὴν Σύμβασιν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθρου 19.
 - 8 β) Πᾶν ἔδαφος ἢ ομάδα ἐδαφῶν μὴ ἔχουσα ἐξ ὀλοκλήρου τὴν εὐθύνην τῶν διεθνῶν τῆς σχέσεων, διὰ λογαριασμὸν τῆς ὁποίας ἐν Μέλος τῆς Ἐνώσεως υπέγραψε καὶ ἐπικύρωσε τὴν παρούσαν Σύμβασιν ἢ προσχώρησεν εἰς αὐτήν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἀρθρων 19 ἢ 20, ἐφ' ὅσον ἡ σχετικὴ αἰτήσις εἰσδοχῆς της ὡς συνεργαζομένου Μέλους, ὑποβληθεῖσα ὑπὸ τοῦ ὑπευθύνου Μέλους τῆς Ἐνώσεως, ἐνεκρίθη ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἐνώσεως.
 - 9 γ) Πᾶν ἔδαφος ὑπο κηδεμονίαν, τοῦ ὁποίου ἢ αἰτήσεις ὅπως γίνῃ δεκτὸν ὡς συνεργαζόμενον Μέλος, ὑπεβλήθη ὑπὸ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ ὀνόματι τοῦ ὁποίου τὰ Ἡνωμένα Ἐθνη προσεχώρησαν εἰς τὴν Σύμβασιν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθρου 21.
- 10 4. Ἐὰν ἔδαφος τι ἢ ομάδα ἐδαφῶν, ἀποτελοῦσα μέρος ομάδος ἐδαφῶν, ἥτις τυγχάνει Μέλος τῆς Ἐνώ-

σεως, κατὰ τῇ ἢ ἔχει κατὰ τῇ συνεργαζόμενον Μέλος τῆς Ἐνώσεως συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 8 δὲν ἔχει πλέον εἰμὴ τὰ δικαιώματα καὶ τὰς ὑποχρεώσεις τοῦ συνεργαζομένου Μέλους.

- 11 5. Ἐν τῇ ἐφαρμογῇ τῶν διατάξεων τῶν ἀριθμῶν 6, 7 καὶ 8, ἐὰν μία αἰτήσις προσχωρήσεως ὡς Μέλους ἢ συνεργαζομένου Μέλους ὑποβληθῇ κατὰ τὸ μεσολαμβάνον μεταξὺ δύο διασκέψεων πληρεξουσίων χρονικῶν διάστημα, διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ καὶ τῇ μεσολαμβάνει τῆς χώρας ἐνθα ἐδράσει ἡ Ἐνωσις, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς συμβουλευτέται σχετικῶς τὰ Μέλη τῆς Ἐνώσεως. Ἐὰν Μέλος τι δὲν ἀπαντήσῃ ἐντὸς τετραμήνου, ὑπολογιζόμενον ἀπὸ τῆς ἡμέρας καθ' ἣν ἐξηγήθῃ ἡ γνώμη του, θεωρεῖται ὅτι ἀπέσχετο.

"Ἀρθρον 2.

Δικαιώματα καὶ ὑποχρεώσεις τῶν Μελῶν καὶ τῶν συνεργαζομένων Μελῶν.

- 12 1. (1) Πάντα τὰ Μέλη ἔχουσι τὸ δικαίωμα νὰ μετέχωσιν εἰς τὰς διασκέψεις τῆς Ἐνώσεως καὶ νὰ ἐκλέγωνται εἰς πάντας τοὺς ὀργανισμούς της.
- 13 (2) Ἐκαστον Μέλος ἔχει δικαίωμα μιᾶς ψήφου εἰς ὅλας τὰς διασκέψεις τῆς Ἐνώσεως, εἰς ὅλας τὰς συνελεύσεις τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν εἰς τὰς ὁποίας μετέχει καὶ, ἐὰν ἀποτελῇ Μέλος τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, εἰς ἀπάσας τὰς συνόδους τοῦ Συμβουλίου τούτου.
- 14 (3) Ἐκαστον Μέλος ἔχει ἐπίσης δικαίωμα μιᾶς ψήφου εἰς ἀπάσας τὰς δι' ἀλληλογραφίας διενεργουμένας ψηφοφορίας.
- 15 2. Τὰ συνεργαζόμενα Μέλη ἔχουσι τὰ αὐτὰ δικαιώματα καὶ τὰς αὐτὰς ὑποχρεώσεις ὡς καὶ τὰ Μέλη τῆς Ἐνώσεως. Ἐν ταύταις δὲν ἔχουσι δικαίωμα ψήφου εἰς τὰς διασκέψεις καὶ λοιποὺς ὀργανισμούς τῆς Ἐνώσεως, οὔτε δικαίωμα νὰ ὑποβάλλωσιν ὑποψηφιότητας εἰς τὴν Διεθνῇ Ἐπιτροπὴν κατ'ἐκτελεστικῶν τῶν συνηγοτήτων. Δὲν εἶναι ἐκλέξιμα εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον.

"Ἀρθρον 3.

Ἐδρα τῆς Ἐνώσεως.

- 16 Ἐδρα τῆς Ἐνώσεως ὀρίζεται ἡ Γενεύη.

"Ἀρθρον 4.

Ἀντικείμενον τῆς Ἐνώσεως.

- 17 1. Σκοποὶ τῆς Ἐνώσεως εἶναι:
 - α) Νὰ διατηρῇ καὶ ἐπεκτείνῃ τὴν διεθνῇ συνεργασίαν πρὸς βελτίωσιν καὶ ὀρθολογικὴν χρῆσιν τῶν τηλεπικοινωνιῶν παντὸς εἶδους.
 - 18 β) Νὰ εὖνοῃ τὴν ἀνάπτυξιν τῶν τεχνικῶν μέσων καὶ τὴν ἀποτελεσματικωτέραν ἐκμετάλλευσιν αὐτῶν, ἐπὶ σκοπῷ αὐξήσεως τῆς ἀποδόσεως τῶν ὑπηρεσιῶν τηλεπικοινωνίας, ἐπεκτάσεως τῆς χρήσεως αὐτῶν καὶ τῆς κατὰ τὸ δυνατόν γενικεύσεως τῆς χρησιμοποίησεως αὐτῶν ὑπὸ τοῦ κοινοῦ.
 - 19 γ) Νὰ ἐναρμονίζῃ τὰς προσπάθειας τῶν ἐθνῶν ἐν τῇ ἐπιδιώξει τῶν κοινῶν τούτων σκοπῶν.
- 20 2. Πρὸς τοῦτο ἡ Ἐνωσις εἰδικώτερον:
 - α) Ἐνεργεῖ τὴν κατανομήν τῶν συνηγοτήτων τοῦ φάσματος καὶ τὴν καταγραφὴν τῶν ἐκχωρουμένων συνηγοτήτων εἰς τρόπον ὥστε νὰ ἀποφεύγονται ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις μεταξὺ τῶν σταθμῶν ραδιοεπικοινωνίας τῶν διαφόρων χωρῶν.
 - 21 β) Συντονίζει τὰς προσπάθειας διὰ τὴν ἐξάλειψιν τῶν ἐπιβλαβῶν παρενοχλήσεων μεταξὺ τῶν σταθμῶν ραδιοεπικοινωνίας τῶν διαφόρων χωρῶν καὶ τὴν βελτίωσιν τῆς χρησιμοποίησεως τοῦ φάσματος τῶν συνηγοτήτων.

22 γ) Εύνοει τήν συνεργασίαν μεταξύ τῶν Μελῶν τῆς ὡς καὶ τῶν συνεργαζομένων Μελῶν διὰ τὴν καθιέρωσιν χαμηλῶν κατὰ τὸ δυνατόν τιμολογίων, ἐναρμονιζομένων μὲ παροχὴν ὑπηρεσίας καλῆς ποιότητος καὶ ἀνεξάρτητον οἰκονομικὴν διαχείρισιν τῶν τηλεπικοινωνιῶν ἐπὶ ὑγιoῦς βάσεως.

23 δ) Ἐνθαρρύνει τὴν δημιουργίαν, τὴν ἀνάπτυξιν καὶ τὴν τελειοποίησιν τῶν ἐγκαταστάσεων καὶ τῶν τηλεπικοινωνιακῶν δικτύων εἰς τὰς νέας ἢ εἰς τὰς εἰς τὸ σῳτάδιον τῆς ἀναπτύξεως εὐρισκομένας χώρας, δι' ὧν τῶν εἰς τὴν διάθεσιν αὐτῆς μέσων, ἰδιαιτέρως διὰ τῆς συμμετοχῆς τῆς εἰς τὰ οἰκεία προγράμματα τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν.

24 ε) Προκαλεῖ τὴν υἱοθέτησιν μέτρων ἐξασφαλιζόντων τὴν ὀνθρωπίνην ζωὴν διὰ τῆς συνεργασίας τῶν ὑπηρεσιῶν τηλεπικοινωνίας.

25 Προβαίνει εἰς μελέτας, ἐκδίδει κανονισμούς, υἱοθετεῖ ἀποφάσεις, διατυπώνει συστάσεις καὶ εὐχάς, συλλέγει καὶ δημοσιεύει πληροφορίας ἀφορώσας τὰς τηλεπικοινωνίας, ἐπ' ὠφελείᾳ πάντων τῶν Μελῶν καὶ τῶν συνεργαζομένων Μελῶν.

Ἄρθρον 5.

Διάρθρωσις τῆς Ἐνώσεως.

26 Η ὀργάνωσις τῆς Ἐνώσεως ἐδράζεται ἐπὶ:

1. Τῆς διασκέψεως τῶν πληρεξουσίων, ἀνωτάτου ὀργάνου τῆς Ἐνώσεως.

27 2. Τῶν Διοικητικῶν Διασκέψεων.

28 3. Τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

29 4. Τῶν κάτωθι μόνιμων ὁργανισμῶν:

α) Τῆς Γενικῆς Γραμματείας.

30 β) Τῆς Διεθνoῦς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνότητων (I.F.R.B.).

31 γ) Τῆς Διεθνoῦς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς Ραδιοεπικοινωνιῶν (C.C.I.R.).

32 δ) Τῆς Διεθνoῦς Συμβουλευτικῆς Τηλεγραφικῆς καὶ Τηλεφωνικῆς Ἐπιτροπῆς (C.C.I.T.T.).

Ἄρθρον 6.

Διάσκεψις πληρεξουσίων.

33 Ἡ διάσκεψις πληρεξουσίων, ἀνώτατον ὄργανον τῆς Ἐνώσεως, ἀπαρτίζεται ἀπὸ ἀντιπροσωπείας ἐκπροσωποῦσας τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη.

34 1. Ἡ Διάσκεψις τῶν Πληρεξουσίων:

α) Προσδιορίζει τὰς γενικὰς ἀρχὰς τὰς ὁποίας ὀφείλει νὰ ἀκολουθῇ ἡ Ἐνωσις πρὸς ἐπίτευξιν τῶν εἰς τὸ ἄρθρον 4 τῆς παρούσης Συμβάσεως ἀναφερομένων ἀντικειμενικῶν σκοπῶν.

35 β) Ἐξετάζει τὴν ἐκθεσιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἐπὶ τῆς δράσεώς του καὶ ἐπὶ τῆς τοιαύτης τῆς Ἐνώσεως κατὰ τὸ ἀπὸ τῆς τελευταίας Διασκέψεως πληρεξουσίων χρονικὸν διάστημα.

36 γ) Ῥέτει τὰς βάσεις τοῦ προϋπολογισμοῦ τῆς Ἐνώσεως ὡς καὶ τὸ ὕψος τῶν δαπανῶν αὐτῆς διὰ τὴν περίοδον τὴν ἐξικνουμένην μέχρι τῆς προσεχοῦς διασκέψεως πληρεξουσίων.

37 δ) Καθορίζει τὰς βασικὰς ἀποδοχὰς, τὰς βασικὰς μισθολογικὰς βαθμίδας καὶ τὸ καθεστὸς τῶν ἀποζημιώσεων καὶ συντάξεων, ἀπάντων τῶν ὑπαλλήλων τῆς Ἐνώσεως.

38 ε) Ἐγκρίνει τελικῶς τοὺς λογαριασμοὺς τῆς Ἐνώσεως.

39 στ) Ἐκλέγει τὰ Μέλη τῆς Ἐνώσεως, ὅτινα θὰ ἀποτελέσωσι τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον.

40 ζ) Ἐκλέγει τὸν Γενικὸν Γραμματέα καὶ τὸν ἀναπληρωτὴν Γενικὸν Γραμματέα καὶ καθορίζει τὴν χρονολογίαν ἀναλήψεως τῶν καθηκόντων των.

41 η) Ἀναθεωρεῖ τὴν Σύμβασιν, ἂν κρίνῃ τοῦτο ἀναγκαῖον.

42 θ) Συνάπτει ἢ ἀναθεωρεῖ, περιπτώσεως τυχούσης, τὰς μεταξύ τῆς Ἐνώσεως καὶ τῶν λοιπῶν διεθνῶν ὁργανισμῶν συμφωνίας, ἐξετάζει πᾶσαν προσωρινὴν συμφωνίαν συναπτομένην ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἐν ὀνόματι τῆς Ἐνώσεως, μετὰ τῶν ἰδίων τούτων ὁργανισμῶν καὶ δίδει εἰς αὐτὴν τὴν ἣν κρίνει κατάλληλον συνέχειαν.

43 ι) Ἀσχολεῖται μὲ ὅλα τὰ ὑπ' αὐτῆς κρινόμενα ὡς ἀναγκαῖα ζητήματα Τηλεπικοινωνιῶν.

44 2. Ἡ Διάσκεψις τῶν πληρεξουσίων συνέρχεται κανονικῶς εἰς τόπον καὶ ἡμερομηνίαν καθοριζόμενα ὑπὸ τῆς προηγουμένης Διασκέψεως. πληρεξουσίων.

45 3. (1) Ὁ τόπος καὶ ἡ ἡμερομηνία τῆς προσεχοῦς Διασκέψεως πληρεξουσίων, ἡ καὶ μόνον τὸ ἐν ἑκ τῶν δύο, δύναται νὰ μεταβληθῇ:

46 α) Τῇ αἰτήσῃ τοῦ ἐνὸς τετάρτου τοῦλάχιστον τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς ἐνώσεως, ἀπευθυνομένης κατ' ἰδίαν παρ' ἐκάστου τούτων πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.

47 β) Προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

48 2. Εἰς ἀμφοτέρας τὰς περιπτώσεις, ὀρίζονται, μετὰ σύμφωνον γνώμην τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἐνώσεως, νέα ἡμερομηνία καὶ νέος τόπος ἢ τὸ ἐν μόνον ἐκ τῶν δύο.

Ἄρθρον 7.

Διοικητικαὶ Διασκέψεις.

49 1. Αἱ Διοικητικαὶ διασκέψεις τῆς Ἐνώσεως περιλαμβάνουν:

α) Τὰς παγκοσμίους διοικητικὰς διασκέψεις.

50 β) Τὰς περιοχικὰς διοικητικὰς διασκέψεις.

51 2. Αἱ διοικητικαὶ διασκέψεις συγκαλοῦνται κανονικῶς διὰ νὰ πραγματευθῶσι ἰδιάζοντα θέματα τηλεπικοινωνιῶν.

Μόνον τὰ ἐν τῇ ἡμερησίᾳ διατάξει αὐτῶν ἀναγραφόμενα θέματα, δύναται νὰ συζητῶνται κατὰ τὰς Διασκέψεις ταύτας.

Αἱ ἀποφάσεις τῶν διασκέψεων τούτων δέον, εἰς πᾶσας τὰς περιπτώσεις, νὰ εἶναι σύμφωνοι πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως.

52 3. (1) Ἡ ἡμερησία διάταξις μιᾶς παγκοσμίου διοικητικῆς διασκέψεως δύναται νὰ περιλαμβάνῃ:

α) τὴν μερικὴν ἀναθεώρησιν τῶν διοικητικῶν Κανονισμῶν οἵτινες ἀπαριθμοῦνται εἰς τὸν ἀριθμὸν 203.

53 β) Ἐξαιρετικῶς, τὴν πλήρη ἀναθεώρησιν ἐνὸς ἢ περισσοτέρων ἐκ τῶν Κανονισμῶν αὐτῶν.

54 γ) Οἰονδήποτε ἕτερον θέμα παγκοσμίου χαρακτῆρος ἐξαρκώμενον ἐκ τῆς ἀρμοδιότητος τῆς διασκέψεως.

55 (2) Ἡ ἡμερησία διάταξις μιᾶς περιοχικῆς διοικητικῆς διασκέψεως, δύναται νὰ ἀναφέρεται μόνον ἐπὶ εἰδικῶν τηλεπικοινωνιακῶν θεμάτων περιοχικοῦ χαρακτῆρος, περιλαμβανομένων κατευθύνσεων προοριζομένων διὰ τὴν Διεθνῇ Ἐπιτροπῇ καταγραφῆς συχνότητων εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὰς δραστηριότητάς της τὰς ἐνδιαφερούσας τὴν περὶ ἧς πρόκειται περιοχὴν ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως αἱ κατευθύνσεις αὗται μὴ εἶναι ἀντίθετοι εἰς τὰ συμφέροντα ἄλλων περιοχῶν. Ἐκτὸς τούτου, αἱ ἀποφάσεις μιᾶς τοιαύτης διασκέψεως δέον, ἐν πάσῃ περιπτώσει, νὰ εἶναι σύμφωνοι πρὸς τὰς διατάξεις τῶν Διοικητικῶν Κανονισμῶν.

56 4. (1) Ἡ ἡμερησία διάταξις μιᾶς διοικητικῆς διασκέψεως καθορίζεται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου κατόπιν συμφωνίας τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἐνώσεως ἐὰν πρόκειται διὰ μίαν παγκόσμιον διοικητικὴν διάσκεψιν ἢ τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς θεωρουμένης περιοχῆς ἐὰν πρόκειται διὰ μίαν περιοχικὴν διοικητικὴν διάσκεψιν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 76.

- 57 (2) Περιπτώσεως δοθείσης ή ήμερησία αυτή διάταξις περιλαμβάνει πᾶν θέμα τὸ ὁποῖον ἀπεφασίσθη νὰ περιληφθῇ ὑπὸ μιᾶς Διασκέψεως πληρεξουσίων.
- 58 (3) Ἡ ήμερησία διάταξις μιᾶς παγκοσμίου διοικητικῆς διασκέψεως ἥτις πραγματεύεται ραδιοεπικοινωνίας δύναται ἐπίσης νὰ περιλαμβάνη:
- α) Τὴν ἐκλογὴν τῶν μελῶν τῆς διεθνoῦς ἐπιτροπῆς καταγραφῆς συχνότητων, κατ' ἐφαρμογὴν τῶν ἀριθμῶν 172 ἕως 174.
- 59 β) Τὰς κατευθύνσεις αἰτινες δέον νὰ δοθοῦν εἰς τὴν ἐπιτροπὴν ταύτην ἀναφορικῶς μετὰ τὰς δραστηριότητάς της, καὶ τὴν ἐξέτασιν τῶν δραστηριοτήτων τούτων.
- 60 (5) (1) Μία παγκόσμιος διοικητικὴ διάσκεψις συγκαλεῖται:
- α) Τῇ ἀποφάσει μιᾶς διασκέψεως πληρεξουσίων ἥτις δύναται νὰ ὀρίσῃ τὴν ήμερομηνίαν καὶ τὸν τόπον τῆς συγκλήσεώς της.
- 61 β) Τῇ συστάσει μιᾶς προηγουμένης παγκοσμίου διοικητικῆς διασκέψεως.
- 62 γ) Τῇ αἰτήσει τοῦλάχιστον τοῦ ἐνὸς τετάρτου τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἐνώσεως, ἀπευθυνομένη κατ' ἰδίαν παρ' ἐκάστου τούτων πρὸς τὸν γενικὸν γραμματέα.
- 63 δ) Τῇ προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.
- 64 (2) Εἰς τὰς ἐν τοῖς ἀριθμοῖς 61, 62, 63 καὶ ἐνδεχομένως 60 ἀναφερομένας περιπτώσεις ἡ ήμερομηνία καὶ ὁ τόπος τῆς διασκέψεως ὀρίζονται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου κατόπιν συμφωνίας τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἐνώσεως, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 76.
- 65 6. (1) Μία περιοχικὴ διοικητικὴ διάσκεψις συγκαλεῖται:
- α) Τῇ ἀποφάσει μιᾶς διασκέψεως πληρεξουσίων.
- 66 β) Τῇ συστάσει μιᾶς προηγουμένης παγκοσμίου ἢ περιοχικῆς διοικητικῆς διασκέψεως.
- 67 γ) Τῇ αἰτήσει τοῦλάχιστον τοῦ ἐνὸς τετάρτου τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἐνώσεως ἀνήκοντος εἰς τὴν ἐνδιαφερομένην περιοχὴν, ἀπευθυνομένην παρ' ἐκάστου τούτων κατ' ἰδίαν πρὸς τὸν γενικὸν γραμματέα.
- 68 δ) Τῇ προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.
- 69 (2) Εἰς τὰς ἐν τοῖς ἀριθμοῖς 66, 67, 68 καὶ ἐνδεχομένως 65 ἀναφερομένας περιπτώσεις ἡ ήμερομηνία καὶ ὁ τόπος τῆς διασκέψεως ὀρίζονται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου κατόπιν συμφωνίας τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἐνώσεως τῶν ἀνηκόντων εἰς τὴν θεωρουμένην περιοχὴν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 76.
- 70 7. (1) Ἡ ήμερησία διάταξις, ἡ ήμερομηνία καὶ ὁ τόπος μιᾶς διοικητικῆς διασκέψεως δύνανται νὰ τροποποιηθοῦν.
- α) Τῇ αἰτήσει τοῦλάχιστον τοῦ ἐνὸς τετάρτου τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἐνώσεως, ἐὰν πρόκειται διὰ μίαν παγκόσμιον διοικητικὴν διάσκεψιν, ἐνὸς τετάρτου τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἐνώσεως ἀνήκοντος εἰς τὴν θεωρουμένην περιοχὴν, ἐὰν πρόκειται διὰ μίαν περιοχικὴν διοικητικὴν διάσκεψιν.
- Αἱ αἰτήσεις ἀπευθύνονται ἀτομικῶς ὑφ' ἐκάστου πρὸς τὸν γενικὸν γραμματέα ὁ ὁποῖος μεριμνᾷ διὰ τὴν ἔγκρισιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.
- 71 β) Τῇ προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.
- 72 (2) Εἰς τὰς ἐν τοῖς ἀριθμοῖς 70 καὶ 71 ἀναφερομένας περιπτώσεις, αἱ προτεινόμεναι τροποποιήσεις υἱοθετοῦνται ὀριστικῶς μόνον κατόπιν συμφωνίας τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἐνώσεως, ἐὰν πρόκειται διὰ παγκόσμιον Διοικητικὴν Διάσκεψιν, ἢ τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἐνώσεως τῶν ἀνηκόντων εἰς τὴν θεωρουμένην περιοχὴν, ἐὰν πρόκειται διὰ περιοχικὴν Διοικητικὴν Διάσκεψιν ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 76.
- 73 8. (1) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον δύναται νὰ θεωρήσῃ χρήσιμον ὅπως τῆς κυρίας συνόδου μιᾶς διοικητικῆς διασκέψεως προηγηθῇ προπαρασκευαστικὴ σύνοδος ἐπιφορτισμένη νὰ καταρτίσῃ προτάσεις ἀφορώσας τὰς τεχνικὰς βάσεις τῶν ἐργασιῶν τῆς διασκέψεως.
- 74 (2) Ἡ σύγκλησις τῆς προπαρασκευαστικῆς ταύτης συνόδου καὶ ἡ ήμερησία της διάταξις δέον νὰ ἔγκριθῃ ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἐνώσεως ἐὰν πρόκειται διὰ παγκόσμιον Διοικητικὴν Διάσκεψιν ἢ ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἐνώσεως τῶν ἀνηκόντων εἰς τὴν ἐνδιαφερομένην περιοχὴν, ἐὰν πρόκειται διὰ περιοχικὴν Διοικητικὴν Διάσκεψιν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 76.
- 75 (3) Ἐὰν ἡ προπαρασκευαστικὴ σύνοδος μιᾶς διοικητικῆς διασκέψεως δὲν ἀπεφασίσῃ διαφοροτρόπως τὰ κείμενα τὰ ὁποῖα τελικῶς ἐνέκρινε αὕτη συγκεντρῶνται ὑπὸ μορφήν ἐκθέσεως ἥτις ἐγκρίνεται ὑπὸ τῆς συνόδου ταύτης καὶ υπογράφεται ὑπὸ τοῦ Προέδρου της.
- 76 Εἰς τὰς ἐν τοῖς ἀριθμοῖς 56, 64, 69, 72 καὶ 74 ἀναφερομένας συμβουλὰς τὰ Μέλη τῆς Ἐνώσεως τὰ ὁποῖα δὲν ἀπῆντησαν ἐντὸς τῆς ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ὀριζομένης προθεσμίας, θεωροῦνται ὡς μὴ μετέχοντα τῶν συμβουλῶν τούτων καὶ δὲν λαμβάνονται κατὰ συνέπειαν ὑπ' ὅψιν διὰ τὸν ὑπολογισμόν τῆς πλειοψηφίας. Ἐὰν ὁ ἀριθμὸς τῶν ληρωσιῶν ἀπαντήσεων, δὲν ὑπερβαίνει τὸ ἡμισυ τοῦ ἀριθμοῦ τῶν ἐρωτωμένων Μελῶν τῆς Ἐνώσεως ἐρωτῶνται ἐκ νέου τὰ Μέλη.
- Ἄρθρον 8.
- Ἐσωτερικὸς Κανονισμὸς τῶν Διασκέψεων καὶ Συνελεύσεων.
- 77 Διὰ τὴν ὀργάνωσιν τῶν ἐργασιῶν των καὶ τὴν διεύθυνσιν τῶν συζητήσεων των αἱ διασκέψεις καὶ συνελεύσεις ἐφαρμόζουν τὸν ἐσωτερικὸν κανονισμόν τὸν περιλαμβανόμενον εἰς τὸν προσηρτημένον ἐν τῇ Συμβάσει Γενικὸν Κανονισμόν.
- Ἐν τούτοις ἐκάστη Διάσκεψις ἢ Συνέλευσις δύναται νὰ υἱοθετήσῃ τοὺς κανόνες τοὺς ὁποῖους κρίνει ἀπαραιτήτους πρὸς συμπλήρωσιν ἐκείνων τοῦ ἐδαφίου 9 τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι οἱ συμπληρωματικοὶ οὗτοι κανόνες θὰ συμφωνοῦν μετὰ τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως καὶ τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ.
- Ἄρθρον 9.
- Διοικητικὸν Συμβούλιον.
- 78 1.(1) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἀποτελεῖται ἐξ εἴκοσι ἐννέα Μελῶν τῆς Ἐνώσεως ἐκλεγόμενων ὑπὸ τῆς διασκέψεως πληρεξουσίων λαμβανομένης ὑπ' ὅψιν τῆς ἀνάγκης δικαίας ἐκπροσώπησεν ὅλων τῶν μερῶν τοῦ κόσμου.
- Τὰ εἰς τὸ Συμβούλιον ἐκλεγόμενα Μέλη τῆς Ἐνώσεως ἐκπληροῦν τὴν ἐντολήν των μέχρι τῆς ήμερομηνίας καθ' ἣν ἡ Διάσκεψις τῶν πληρεξουσίων προβαίνει εἰς τὴν ἐκλογὴν νέου Συμβουλίου.
- Τὰ αὐτὰ Μέλη δύνανται νὰ ἐπανακλέγονται.
- 79 (2) Ἐὰν κατὰ τὸ μετὰξὺ δύο Διασκέψεων πληρεξουσίων χρονικὸν διάστημα χηρέσῃ μία ἔδρα εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον αὕτη αὐτοδικαίως καταλαμβάνεται ὑπὸ τοῦ Μέλους τῆς Ἐνώσεως, τὸ ὁποῖον κατὰ τὴν τελευταίαν ψηφοφορίαν ἔλαβε τὸν μεγαλύτερον ἀριθμὸν ψήφων μετὰξὺ τῶν εἰς τὴν αὐτὴν περιοχὴν ἀνηκόντων καὶ μὴ ἐκλεγέντων Μελῶν.
- 80 (3) Μία ἔδρα εἰς τὸ Συμβούλιον λογίζεται κενή.
- α) Ὅταν ἐν Μέλος τοῦ Συμβουλίου δὲν ἀνταπεσθῇ εἰς δύο συνεχεῖς ἐτησίαις συνεδριάσεις τοῦ Συμβουλίου.
- 81 β) Ὅταν μία χώρα Μέλος τῆς Ἐνώσεως παραιτεῖται τῶν καθηκόντων της ὡς μέλους τοῦ Συμβουλίου.

82. 2. "Εκαστον Μέλος τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ὁρίζει διὰ τὴν ἐν τῷ Συμβουλίῳ ἔδραν του, πρόσωπον τὸ ὁποῖον κατὰ τὸ δυνατόν νὰ εἶναι λειτουργὸς τῆς Διανομῆς τῶν τηλεπικοινωνιῶν του ἢ ἀμέσως ὑπεύθυνον ἐναντι τῆς Διευθύνσεως αὐτῆς ἢ ἐν ὀνόματί του. Τὸ πρόσωπον αὐτὸ δέον νὰ κέκτηται ἐμπειρίαν περὶ τὰ τηλεπικοινωνιακά ζητήματα.
83. 3. "Εκαστὸν Μέλος τοῦ Συμβουλίου διαθέτει μίαν ψήφον.
84. 4. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον καταρτίζει τὸν ἴδιον αὐτοῦ ἐσωτερικὸν κανονισμόν.
85. 5. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον κατὰ τὴν ἐναρξιν ἐκάστης ἐτησίης συνόδου ἐκλέγει τὸν Πρόεδρον καὶ τὸν ἀντιπρόεδρον αὐτοῦ. Οὗτοι ἐκπληροῦν τὰ καθήκοντά των μέχρι τῆς ἐναρξέως τῆς ἐπομένης ἐτησίης συνόδου εἶναι δὲ ἐπικυαλλέσιμοι. Ἀπουσιάζοντος τοῦ Προέδρου, τοῦτον ἀναπληροῖ ὁ ἀντιπρόεδρος.
86. 6. (1) Τὸ Συμβούλιον συνέρχεται εἰς ἐτησίαν σύνοδον, ἐν τῇ ἔδρᾳ τῆς Ἑνώσεως.
87. (2) Κατὰ τὴν σύνοδον ταύτην, τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ ἀποφασίσῃ ὅπως συγκαλέσῃ ἐκτάκτως μίαν συμπληρωματικὴν σύνοδον.
88. (3) Κατὰ τὸ μεταξὺ τῶν τακτικῶν συνόδων διάστημα, τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ συγκαλήσῃ κατ' ἄρχην ἐν τῇ ἔδρᾳ τῆς Ἑνώσεως, ὑπὸ τοῦ Προέδρου αὐτοῦ, τῇ αἰτήσεϊ τῆς πλειοψηφίας τῶν μελῶν αὐτοῦ.
89. 7. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς καὶ ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεὺς, ὁ Πρόεδρος καὶ ἀντιπρόεδρος τῆς Διευθύνσεως Ἐπιτροπῆς καταγραφῆς συγχοτήτων καὶ οἱ Διευθυνταὶ τῶν Διευθύνων Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν, μετέχουσιν αὐτοδικαίως εἰς τὰς συζητήσεις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, χωρὶς ὅμως νὰ λαμβάνουσι μέρος εἰς τὰς ψηφοφορίας. Ἐν τούτοις τὸ Συμβούλιον δύναται νὰ πραγματοποιῇ συνεδριάσεις μόνον ἐκ τῶν μελῶν του.
90. 8. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῆς Ἑνώσεως ἐκτελεῖ καθήκοντα Γραμματέως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.
91. 9. (1) Κατὰ τὸ μεσολαβεῖν χρονικὸν διάστημα μεταξὺ τῶν Διασκέψεων πληρεξουσίων, τὸ Διοικ. Συμβούλιον ἐνεργεῖ ὡς ἐντολοδόχος τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων, ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῶν ἐκχωρηθέντων αὐτῷ ὑπ' αὐτῆς δικαιωμάτων.
92. (2) Τὸ Συμβούλιον ἐνεργεῖ μόνον ὁσάκις εὐρίσκεται ἐν ἐπισήμῳ συνόδῳ.
93. 10. Ὁ ἀντιπρόσωπος ἐκάστου τῶν μελῶν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ παρίσταται ὡς παρατηρητῆς, εἰς πάσας τὰς συνόδους τῶν μονίμων ὁργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως, τῶν καθοριζομένων εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 30, 31 καὶ 32.
94. 11. Μόνον τὰ ἔξοδα μετακινήσεως καὶ διαμονῆς τοῦ ἀντιπροσώπου ἐκάστου τῶν μελῶν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου διὰ τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν καθηκόντων του κατὰ τὰς συνόδους τοῦ Συμβουλίου, βαρύνουν τὴν Ἑνωσιν.
- Β. Ἀρμοδιότητες**
95. 12. (1) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐπιφορτίζεται νὰ λαμβάνῃ πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς διευκλύνσιν τῆς ἐφαρμογῆς, ὑπὸ τῶν μελῶν καὶ τῶν συνεργαζομένων μελῶν, τῶν διατάξεων τῆς Συμβάσεως, τῶν Κανονισμῶν, τῶν ἀποφάσεων τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων καὶ περιπτώσεως τυχούσης, τῶν ἀποφάσεων τῶν λοιπῶν Διασκέψεων καὶ Συνελεύσεων τῆς Ἑνώσεως.
96. 2. Ἐξασφαλίζει ἀποτελεσματικὸν συντονισμόν τῶν ἐργασιῶν τῆς Ἑνώσεως.
97. 13. Εἰδικώτερον, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον:
- α) Ἐκτελεῖ πᾶν ἔργον τὸ ὁποῖον ἀνατίθεται εἰς αὐτὸ ὑπὸ τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων.
98. β) Ἐπιφορτίζεται ὅπως ἐξασφαλίσῃ τὸν συντονισμόν μεθ' ὧν τῶν διεθνῶν ὁργανώσεων, αἵτινες προβλέπονται ὑπὸ τῶν ἄρθρων 29 καὶ 30, κατὰ τὸ μεσολαβεῖν μεταξὺ τῶν Διασκέψεων Πληρεξουσίων χρονικὸν διάστημα. Πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον συνάπτει ἐξ ὀνόματος τῆς Ἑνώσεως προσωρινὰς συμφωνίας μετὰ τῶν ἐν ἄρθρῳ 30 ἀναφερομένων διεθνῶν ὁργανώσεων καὶ μετὰ τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ Συμφώνου μεταξὺ τοῦ Ὁργανισμοῦ Ἑνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῆς Διευθύνσεως Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν. Αἱ προσωριναὶ αὗται συμφωνίαι δέον νὰ ὑποβάλλονται εἰς τὴν προσεχῇ Διάσκεψιν Πληρεξουσίων συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 42.
99. γ) Ὅρίζει, τὸν ἀριθμὸν καὶ τὴν ἱεραρχίαν τοῦ προσωπικοῦ τῆς Γενικῆς Γραμματείας καὶ τῶν εἰδικῶν γραμματειῶν τῶν μονίμων ὁργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως, λαμβάνον ὑπ' ὄψιν τὰς ὑπὸ τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων δοθείσας γενικὰς κατευθυντηρίους γραμμάς.
100. δ) Καταρτίζει πάντας τοὺς κανονισμοὺς οὓς κρίνει ἀναγκαίους διὰ τὰς διοικητικὰς καὶ οἰκονομικὰς δραστηριότητας τῆς Ἑνώσεως καθὼς καὶ τοὺς διοικητικοὺς κανονισμοὺς λαμβάνον ὑπ' ὄψιν τὴν τρέχουσαν πρακτικὴν τοῦ Ὁργανισμοῦ Ἑνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῶν εἰδικευμένων Ὁργανισμῶν οἵτινες ἐφαρμόζουσι τὸ κοινὸν καθεστὼς τῶν ἀποδοχῶν, ἀποζημιώσεων καὶ συντάξεων.
101. ε) Ἐλέγχει τὴν διοικητικὴν λειτουργίαν τῆς Ἑνώσεως.
102. στ) Ἐξετάζει καὶ ἐγκρίνει τὸν ἐτήσιον προϋπολογισμόν τῆς Ἑνώσεως πραγματοποιοῦν πάσας τὰς δυνατὰς οικονομίας.
103. ζ) Λαμβάνει ὅλα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὸν ἐτήσιον ἔλεγχον τῶν ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως καταρτιζομένων λογαριασμῶν καὶ ἐγκρίνει τοὺς λογαριασμοὺς τούτους πρὸς ὑποβολὴν εἰς τὴν ἐπομένην Διάσκεψιν πληρεξουσίων.
104. η) Ἀναπροσαρμόζει ἐὰν εἶναι ἀναγκαῖον :
1. Τὰς βασικὰς μισθολογικὰς βαθμίδας ἀποδοχῶν τοῦ προσωπικοῦ τῶν κατηγοριῶν διοικητικῶν ὑπαλλήλων καὶ διευθυντῶν, ἐξαιρέσει τῶν ἀποδοχῶν τῶν θέσεων αἵτινες πληροῦνται δι' ἐκλογῆς, διὰ νὰ τὰς προσαρμόσῃ πρὸς τὰς βασικὰς μισθολογικὰς βαθμίδας ἀποδοχῶν, τὰς καθοριζομένας ὑπὸ τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὰς ἀντιστοίχους κοινὰς κατηγορίας.
105. 2. Τὰς βασικὰς μισθολογικὰς βαθμίδας ἀποδοχῶν τοῦ προσωπικοῦ τῆς κατηγορίας τῶν γενικῶν ὑπηρεσιῶν, διὰ νὰ τὰς προσαρμόσῃ πρὸς τὰς ἀποδοχὰς, αἵτινες ἐφαρμόζονται ὑπὸ τοῦ Ο.Η.Ε. καὶ τῶν παρὰ τῇ ἔδρᾳ τῆς Ἑνώσεως εἰδικευμένων ὁργανισμῶν.
106. 3. Τὰς ἀποζημιώσεις θέσεως τῆς κατηγορίας τῶν διοικητικῶν ὑπαλλήλων καὶ τῶν ἀνωτέρων κατηγοριῶν περιλαμβανομένων καὶ τῶν θέσεων, αἵτινες πληροῦνται δι' ἐκλογῆς, συμφώνως πρὸς τὰς ἀποφάσεις τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν τὰς ἰσχυροῦσας διὰ τὴν ἔδραν τῆς Ἑνώσεως.
107. 4. Τὰς ἀποζημιώσεις τὰς ὁποίας δικαιούται ἅπαν τὸ προσωπικὸν τῆς Ἑνώσεως, ἐν ἁρμονίᾳ μὲ τὰς υλοθετουμένας τροποποιήσεις εἰς τὸ κοινὸν καθεστὼς τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν.
108. 5. Τὴν συμβολὴν τῆς Ἑνώσεως καὶ τοῦ προσωπικοῦ εἰς τὸ Κοινὸν Ταμεῖον συντάξεων τοῦ προσωπικοῦ τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν, συμφώνως πρὸς τὰς ἀποφάσεις τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Ταμεῖου τούτου.
109. 6. Τὰς ἀποζημιώσεις ἀκριβείας ζωῆς τὰς παρεχόμενας εἰς τοὺς δικαιούχους τοῦ Ταμεῖου ἀσφαλίσεως Προσωπικοῦ τῆς Ἑνώσεως, συμφώνως μὲ τὴν ἀκολουθουμένην ὑπὸ τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν Πρακτικὴν.
110. θ) Φροντίζει διὰ τὴν σύγκλησιν τῶν διασκέψεων Πληρεξουσίων καὶ τῶν διοικητικῶν διασκέψεων τῆς Ἑνώσεως κατ' ἐφαρμογὴν τῶν ἄρθρων 6 καὶ 7.
111. ι) Ὑποβάλλει εἰς τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων τὰς γνωματεύσεις τὰς ὁποίας κρίνει χρήσιμους.
112. ια) Συντονίζει τὰς ἐργασίας τῶν μονίμων ὁργανισμῶν τῆς Ἑνώσεως, λαμβάνει τὰ ἐνδεικνύμενα μέτρα διὰ νὰ δίδῃ συνέχειαν εἰς τὰς ὑπὸ τῶν ὁργανισμῶν

- δικτύων. Ἐφιστάται ἐπίσης ἡ προσοχή τῶν χωρῶν τούτων ἐπὶ τῶν δυνατοτήτων, αἵτινες παρέχονται παρὰ τῶν διεθνῶν προγραμμάτων, τῶν τελούντων ὑπὸ τὴν αἰγίδα τῶν Ἰνωμένων Ἐθνῶν.
- 143 ιζ) Συνκεντρώνει καὶ δημοσιεύει πάσας τὰς ἀφορώσας τὴν χρησιμοποίησιν τεχνικῶν μέσων πληροφορίας, αἵτινες δύνανται νὰ εἶναι ὀφέλιμοι εἰς τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη, πρὸς βελτίωσιν τῆς ἀποδόσεως τῶν ὑπηρεσιῶν τηλεπικοινωνίας καὶ ἰδία πρὸς καλύτεραν, κατὰ τὸ δυνατόν, χρησιμοποίησιν τῶν ραδιοηλεκτρικῶν συχνοτήτων πρὸς μείωσιν τῶν παρενοχλήσεων.
- 144 ιη) Δημοσιεύει περιοδικῶς, τῇ βοήθειᾳ τῶν συγκεντρωμένων ἢ τιθεμένων εἰς τὴν διάθεσιν του πληροφοριῶν, συμπεριλαμβανομένων καὶ ἐκείνων, τὰς ὁποίας δύναται νὰ λάβῃ, ἀπὸ ἄλλους διεθνεῖς ὁργανισμοὺς, ἐφημερίδα πληροφοριοδοτήσεως καὶ γενικῆς ἐνημερώσεως ἐπὶ τῶν Τηλεπικοινωνιῶν.
- 145 ιθ) Προπαρascευάζει καὶ ὑποβάλλει εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον σχέδιον ἐτησίου προϋπολογισμοῦ, ὅστις ἐγκρινόμενος ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου, διαβιβάζεται, ὑπὸ τύπον πληροφοριακόν, εἰς ὅλα τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη.
- 146 κ) Καταρτίζει ἐκθεσιν οἰκονομικῆς διαχειρίσεως, ὑποβαλλομένην κατ' ἔτος εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον καὶ ἀντικεφαλαιωτικὸν λογαριασμόν, πρὸ ἐκάστης Διασκέψεως Πληρεξουσίων. Αἱ ἐκθέσεις αὐτὰς ἀφοῦ ἐλεγχθῶσι ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἀνακοινοῦνται εἰς τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη καὶ ὑποβάλλονται εἰς τὴν ἐπομένην Διάσκεψιν Πληρεξουσίων πρὸς ἐξέτασιν καὶ τελικὴν ἐγκρίσιν.
- 147 κα) Καταρτίζει ἐτησίαν ἐκθεσιν ἐπὶ τῆς δράσεως τῆς Ἐνώσεως, ἥτις ἐγκρινόμενη ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, διαβιβάζεται εἰς ὅλα τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη.
- 148 κβ) Διασφαλίζει πάσας τὰς λοιπὰς λειτουργίας τῆς Γενικῆς Γραμματείας.
- 149 κγ) Ἐνεργεῖ ὑπὸ τὴν ιδιότητα νομίμου ἐκπροσώπου τῆς Ἐνώσεως.
- 150 3. Ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεὺς συντρέχει τὸν Γενικὸν Γραμματέα ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν καθηκόντων του καὶ ἐκτελεῖ τὰς εἰδικὰς ἐργασίας τὰς ὁποίας ἐμπιστεύεται εἰς αὐτὸν ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς. Ἐκτελεῖ τὰ καθήκοντα τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως ἐν περιπτώσει ἀπουσίας τοῦ τελευταίου τούτου.
- 151 4. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἢ ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεὺς δύναται νὰ παρίσταται, ὑπὸ τύπον συμβουλευτικὸν εἰς τὰς γενικὰς συνελεύσεις τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν καὶ εἰς πάσας τὰς Διασκέψεις τῆς Ἐνώσεως. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἢ ὁ ἐκπρόσωπός τοις δύναται νὰ συμμετέχῃ ὑπὸ τύπον συμβουλευτικὸν εἰς ὅσας τὰς λοιπὰς συνελεύσεις τῆς Ἐνώσεως. Ἡ συμμετοχή των εἰς τὰς συνελεύσεις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου διέπεται ὑπὸ τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 89.
- Ἄρθρον 11.
- Συντονιστικὴ Ἐπιτροπὴ.
- 152 1 (1) Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἐπικουρεῖται ὑπὸ μιᾶς συντονιστικῆς ἐπιτροπῆς ἢ ὑποὶ τῆς παρέχει γνωματεύσεις ἐπὶ ζητημάτων διοικητικῶν, οἰκονομικῶν καὶ τεχνικῆς συνεργασίας, ἐνδιαφερόντων περισσοτέρους μόνιμους ὁργανισμοὺς καὶ ἐπὶ ζητημάτων τῶν τομέων ἐξωτερικῶν Σχέσεων καὶ Δημοσίας Ἐνημερώσεως.
- 153 (2) Ἡ ἐπιτροπὴ ἐξετάζει ἐπίσης πάντα τὰ σημαντικὰ θέματα τὰ ὁποῖα τῇ ὑποβάλλονται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.
- Μετὰ μελέτην τῶν θεμάτων τούτων ἡ ἐπιτροπὴ ὑποβάλλει εἰς τὸ Συμβούλιον μίαν ἐκθεσιν ἐπὶ τοῦ ἀντικειμένου των μέσῳ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.
- 154 (3) Ἡ ἐπιτροπὴ παρέχει ἰδιαίτερώς τὴν συνδρομὴν τῆς πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα κατὰ τὴν ἐκπλή-
- ρωσιν καθηκόντων τὰ ὁποῖα τῷ ἀνετέθησαν δυνάμει τῶν ἀριθμῶν 143, 144, 145 καὶ 146.
- 155 (4) Ἡ ἐπιτροπὴ ἐξετάζει τὰ ἀποτελέσματα τῶν δραστηριοτήτων τῆς Ἐνώσεως εἰς τὸν τομέα τῆς Τεχνικῆς συνεργασίας καὶ παρέχει συστάσεις εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον διὰ μέσου τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.
- 156 (5) Ἡ Ἐπιτροπὴ εἶναι ἐπιφορτισμένη νὰ ἐξασφαλίσῃ τὸν συντονισμόν μετὰ ὅλους τοὺς διεθνεῖς Ὀργανισμοὺς τοὺς μνημονευμένους εἰς τὰ ἄρθρα 29 καὶ 30 ἀναφορικῶς μετὰ τὴν ἐκπροσώπησιν τῶν μόνιμων Ὀργανισμῶν τῆς Ἐνώσεως εἰς τὰς διασκέψεις τῶν Ὀργανισμῶν τούτων.
- 157 2. Ἡ Ἐπιτροπὴ πρέπει νὰ προσπαθῇ νὰ διατυπώσῃ τὰ συμπεράσματά της κατ' ὁμόφωνον γνώμην.
- Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἐν τούτοις δύναται νὰ λαμβάνῃ ἀποφάσεις ἀκόμη καὶ ἄνευ τῆς ὑποστηρίξεως δύο ἢ περισσοτέρων Μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς, ἐὰν κρίνῃ ὅτι τὰ προκείμενα ζητήματα ἔχουν χαρακτῆρα ἐπείγοντα.
- Εἰς αὐτὰς τὰς περιπτώσεις καὶ ἐὰν τοῦ τὸ ζητήσῃ ἡ ἐπιτροπὴ, συντάσσει ἐκθεσιν πρὸς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐπ' αὐτῶν τῶν ζητημάτων, ἐντὸς προθεσμίων ἐγκρινόμενων ὑφ' ἀπόντων τῶν Μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς.
- Ἐάν, ὑπὸ αὐτὰς τὰς ἰδίαις περιστάσεις τὰ ζητήματα δὲν εἶναι ἐπείγοντα ἀλλὰ παρὰ ταῦτα σπουδαῖα, παραπέμπονται εἰς τὴν ἐπομένην συνεδρίασιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου πρὸς ἐξέτασιν.
- 158 3. Ἡ Ἐπιτροπὴ προεδρεύεται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως καὶ συντίθεται ὑπὸ τοῦ ἀναπληρωτοῦ Γενικοῦ Γραμματέως, τῶν διευθυντῶν τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν καὶ τοῦ προέδρου τῆς διεθνούς ἐπιτροπῆς καταγραφῆς τῶν συχνοτήτων.
- 159 4. Ἡ Ἐπιτροπὴ συνέρχεται τῇ προσκλήσει τοῦ Προέδρου τῆς, γενικῶς τοῦλάχιστον ἑπταεὶς κατὰ μῆνα.
- Ἄρθρον 12.
- Οἱ ἐκλεγόμενοι ἀνώτεροι ὑπάλληλοι καὶ τὸ προσωπικὸν τῆς Ἐνώσεως.
- 160 1. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς, ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεὺς καὶ οἱ διευθυνταὶ τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν δεόντες ἅπαντες νὰ προέρχωνται ἐκ διαφόρων Χωρῶν, Μελῶν τῆς Ἐνώσεως.
- Κατὰ τὴν ἐκλογὴν των, πρέπει δεόντως νὰ λαμβάνονται ὑπ' ὄψιν αἱ εἰς τὸν ἀριθμὸν 164 ἐκτιθέμεναι ἀρχαὶ καὶ μία κατάλληλος γεωγραφικὴ ἐκπροσώπησις ὅλων τῶν περιοχῶν τοῦ κόσμου.
- 161 2. (1) Ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν καθηκόντων των, οἱ ἐκλεγέντες λειτουργοί, ὡς καὶ τὸ προσωπικὸν τῆς Ἐνώσεως δὲν δύνανται νὰ ζητήσωσι οὔτε νὰ δέχωνται ἀσκήσας Κυβερνήσεώς τινος ἢ ἄλλης ἀρχῆς ξένης πρὸ τῆς Ἐνώσεως.
- Ὁφείλουν νὰ ἀπέχωνται πάσης πράξεως ἀσυμβιβαστοῦ πρὸς τὴν θέσιν των ὡς διεθνῶν λειτουργῶν.
- 162 (2) Ἐκαστὸν Μέλος καὶ Συνεργαζόμενον Μέλος ὀφείλει νὰ σέβεται τὸν ἀποκλειστικῶς διεθνή χαρακτῆρα τῶν ὑπηρεσιῶν τῶν ἐκλεγέντων λειτουργῶν καὶ τοῦ προσωπικοῦ τῆς Ἐνώσεως καὶ νὰ μὴ ἐπιδιώκῃ νὰ ἐπηρεάσῃ αὐτοὺς κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ ἔργου των.
- 163 (3) Οἱ ἐκλεγόμενοι λειτουργοί, καθὼς καὶ τὸ προσωπικὸν τῆς Ἐνώσεως δὲν ἐπιτρέπεται νὰ ἔχωσιν ἔξω τῶν καθηκόντων των συμμετοχὴν οὔτε οἰκονομικὰ συμφέροντα οἷα σὴν ποτε φύσεως εἰς οἷανδήποτε ἐπιχείρησιν ἀσχολουμένην μετὰ τηλεπικοινωνίας.
- Ὁὐχ ἥττον ἡ ἔκφρασις «οἰκονομικὰ συμφέροντα» δὲν πρέπει νὰ ἐρμηνευθῇ ὡς ἀντιβαίνουσα εἰς τὴν συνέχισιν καταβολῆς χρημάτων πρὸς συνταξιοδότησιν λόγῳ προγενεστέρως ὑπαλλήλικῆς σχέσεως ἢ ὑπηρεσιῶν.
- 164 3. Ἡ κυριαρχοῦσα σκέψις εἰς τὴν πρόσληψιν καὶ τὸν καθορισμὸν τῶν ὁρῶν χρησιμοποίησεως τοῦ προσω-

πικου δέον να είναι ή ανάγκη όπως εξασφαλισθώσιν εις την Ένωσιν αι υπηρεσίαι προσώπων κατεχόντων τὰ ανώτερα προσόντα ικανότητος, καταλληλότητος και άκεραιότητος. Δέον να λαμβάνηται δεόντως ύπ' όψιν ή σπουδαιότης προσλήψεως προσωπικού γενομένης επί ευρυτέρας, κατά τὸ δυνατόν, γεωγραφικῆς βάσεως.

Άρθρον 13.

Διεθνής Έπιτροπή Καταγραφῆς Συχνότητων.

165 1. Τὰ κυριώτερα καθήκοντα τῆς Έπιτροπῆς καταγραφῆς συχνότητων είναι :

α). Να ενεργῇ μεθοδικήν καταγραφὴν τῶν ὑπὸ τῶν διαφόρων χωρῶν παραχωρουμένων συχνότητων κατὰ τρόπον, ὥστε να καθορίζωνται, συμφώνως πρὸς τὴν ὑπὸ τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν και, περιπτώσεως τυχούσης, ὑπὸ τῶν αποφάσεων τῶν ἀρμοδίων Διασκέψεων τῆς Ένώσεως, προβλεπομένην διαδικασίαν, ή χρονολογία, ὁ σκοπὸς και τὰ τεχνικά χαρακτηριστικά ἐκάστης παραχωρουμένης συχνότητος, ίνα εξασφαλίζεται ή επίσημος διεθνὴς ἀναγνώρισις ταύτης.

166 β). Να παρέχῃ συμβουλὰς εἰς τὰ Μέλη και τὰ συνεργαζόμενα Μέλη, διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν ὅσον τὸ δυνατόν περισσοτέρων ραδιοηλεκτρικῶν ὁδῶν εἰς τὰς περιοχὰς τοῦ φάσματος τῶν συχνότητων ὅπου δύνανται να παράγονται ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις.

167 γ). Να ἐκτελῇ πάσας τὰς σχετικὰς μετὴν παραχώρησιν και τὴν χρησιμοποίησιν τῶν συχνότητων ἐργασίας, τὰς διαγραφόμενας ὑπὸ ἀρμοδίας Διασκέψεως τῆς Ένώσεως ή ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, τῇ συγκαταθέσει τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ένώσεως ἐν ὅφει προπαρασκευῆς μιᾶς τοιαύτης Διασκέψεως ή εἰς ἐκτέλεσιν τῶν αποφάσεων αὐτῆς.

168 δ). Να τηρῇ ἐνημερωμένους τοὺς ἀπαραιτήτους φακέλους τοὺς ἔχοντας σχέσιν μετὴν ἀσκήσιν τῶν καθηκόντων αὐτῆς.

169 2. (1) Ἡ Διεθνὴς Έπιτροπή καταγραφῆς συχνότητων εἶναι εἰς ὀργανισμὸς αποτελούμενος ἐκ πέντε ἀνεξαρτήτων μελῶν, ὀριζομένων συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 172 ἕως 180.

170 (2). Τὰ μέλη τῆς ἐπιτροπῆς δέον να εἶναι τελείως κατὰλληλα, ὡς πρὸς τὴν τεχνικὴν ἀρμοδιότητα αὐτῶν ἐν τῷ πεδίῳ τῶν ραδιοεπικοινωνιῶν και να κατέχωσι πρακτικὴν πεῖραν εἰς τὰ ζητήματα τῆς παραχωρήσεως και χρησιμοποίησεως τῶν συχνότητων.

171 (3). Πλὴν τούτου, πρὸς καλυτέραν κατανόησιν τῶν προβλημάτων τὰ ὁποῖα τίθενται εἰς τὴν Έπιτροπὴν δυνάμει τοῦ ἀριθμοῦ 154, ἕκαστον μέλος δέον να εἶναι ἐνημερον τῶν γεωγραφικῶν, οἰκονομικῶν και δημογραφικῶν συνθηκῶν μιᾶς ἰδιαιτέρας περιοχῆς τῆς ὕδρου γείου.

172 3. (1) Τὰ πέντε Μέλη τῆς Έπιτροπῆς ἐκλέγονται κατὰ διαστήματα τοῦλάχιστον πέντε ἐτῶν ὑπὸ μιᾶς παγκοσμίου διοικητικῆς διασκέψεως ἐπιφορτισμένης να πραγματεύεται γενικὰ ζητήματα ἐνδιαφέροντα τὰς ραδιοεπικοινωνίας.

Τὰ Μέλη ταῦτα ἐπιλέγονται μεταξύ τῶν προτεινομένων ὑποψηφίων ἀπὸ τὰς χώρας Μέλη τῆς Ένώσεως.

Έκαστον Μέλος τῆς Ένώσεως δύναται να προτείνῃ ἓνα μόνον ὑποψήφιον, προερχόμενον ἐκ τῆς χώρας του.

Έκαστος ὑποψήφιος δέον να κέκτηται τὰ εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 170 και 171 ἀναφερόμενα προσόντα.

173 (2). Ἡ διαδικασία τῆς ἐκλογῆς ταύτης καθορίζεται ὑπ' αὐτῆς τῆς Διασκέψεως κατὰ τρόπον ὥστε να διασφαλίζεται ἀντιπροσώπευσις δικαία τῶν διαφόρων περιοχῶν τοῦ κόσμου.

174 (3). Εἰς ἐκάστην ἐκλογὴν δύναται να προταθῇ ἐκ νέου ὡς ὑποψήφιος ὑπὸ τῆς Χώρας ἐξ ἧς προέρχεται πᾶν ἐν ἐνεργείᾳ Μέλος τῆς Έπιτροπῆς.

175 (4). Τὰ Μέλη τῆς Έπιτροπῆς ἀναλαμβάνουν ὑπηρεσίαν κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τὴν ὀριζομένην ὑπὸ τῆς παγκοσμίου διοικητικῆς διασκέψεως ή ὁποῖα τὰ ἐξέλεξε.

Παραμένουν κανονικῶς ἐν ὑπηρεσίᾳ μέχρι τῆς ἡμερομηνίας, τῆς ὀριζομένης ὑπὸ τῆς Διασκέψεως ἧτις ἐκλέγει τοὺς διαδόχους του.

176 (5). Έὰν κατὰ τὸ μεσολαβοῦν χρονικὸν διάστημα μεταξύ δύο παγκοσμίων διοικητικῶν διασκέψεων ἐπιφορτισμένων μετὴν ἐκλογὴν τῶν Μελῶν τῆς Έπιτροπῆς, ἐκλεγῇ μέλος τῆς Έπιτροπῆς παραιτηθῇ ή ἐγκαταλείψῃ τὰ καθήκοντά του ἄνευ εὐλόγου αἰτίας ἐπὶ χρονικὸν διάστημα, μετῶν τῶν τριάντα ἡμερῶν, ή ἀποθάνῃ, ή χώρα Μέλος τῆς Ένώσεως ἐξ ἧς προέρχεται τοῦτο προσκαλεῖται ὑπὸ τοῦ Προέδρου τῆς Έπιτροπῆς ὥπως ὑποδείξῃ τὸ ταχύτερον δυνατόν, διάδοχό του προερχόμενον ἐκ τῆς αὐτῆς χώρας.

177 (6). Έὰν ή ἐν λόγῳ Χώρα Μέλος τῆς Ένώσεως δὲν ὑποδείξῃ ἀντικαταστάτην ἐντὸς διαστήματος τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς προσκλήσεως ταύτης, χάνει τὸ δικαίωμα της, ὥπως ὑποδείξῃ πρόσωπον διὰ να μετάρχη τῆς Έπιτροπῆς κατὰ τὸ ὑπόλοιπον τοῦ χρόνου τῆς θητείας τῆς Έπιτροπῆς.

178 (7). Έὰν κατὰ τὸ μεσολαβοῦν χρονικὸν διάστημα μεταξύ δύο παγκοσμίων διοικητικῶν διασκέψεων ἐπιφορτισμένων μετὴν ἐκλογὴν τῶν Μελῶν τῆς Έπιτροπῆς, εἰς ἀντικαταστάτης μετὴν σιερὰν του παραιτηθῇ ή ἐγκαταλείψῃ τὰ καθήκοντά του ἄνευ εὐλόγου αἰτίας ἐπὶ χρονικὸν διάστημα μετῶν τῶν τριάντα ἡμερῶν, ή ἀποθάνῃ, ή Χώρα Μέλος τῆς Ένώσεως ἐκ τῆς ὁποίας προέρχεται δὲν ἔχει τὸ δικαίωμα να ὑποδείξῃ ἓνα δεύτερον ἀντικαταστάτην.

179 Εἰς τὰς προβλεπομένας εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 177 και 178 περιπτώσεις ὁ Πρόεδρος τῆς Έπιτροπῆς ζητεῖ ἀπὸ τὸν Γενικὸν Γραμματέα να καλέσῃ τὰς χώρας Μέλη τῆς Ένώσεως αἱ ὁποῖαι ἀποτελοῦν μέρος τῆς ἐνδιαφερομένης περιοχῆς να προτείνουν ὑποψηφίους διὰ τὴν ἐκλογὴν ἐνὸς ἀντικαταστάτου ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου κατὰ τὴν ἐπομένην ἐτησίαν σύνοδόν του.

180 (9). Πρὸς ἐξασφάλισιν ἀποτελεσματικῆς λειτουργίας τῆς Έπιτροπῆς, πᾶσα χώρα ἐξ ἧς προέρχεται ἐκλεγέ- Μέλος τῆς Έπιτροπῆς, ὀφείλει ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, να ἀποφύγῃ να ἀνακαλέσῃ τοῦτο κατὰ τὸ μεσο- λαβοῦν χρονικὸν διάστημα μεταξύ δύο παγκοσμίων διοικητικῶν διασκέψεων ἐπιφορτισμένων να ἐκλέξουν τὰ Μέλη τῆς Έπιτροπῆς.

181 4. (1) Αἱ μέθοδοι ἐργασίας τῆς Έπιτροπῆς καθορίζονται ὑπὸ τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν.

182 (2) Τὰ Μέλη τῆς Έπιτροπῆς ἐκλέγουν μεταξύ των ἓνα Πρόεδρον και ἓναν Ἀντιπρόεδρον, ὅτινας ἀσχοῦσι τὰ καθήκοντά των ἐπὶ ἓν ἔτος. Ἐν συνεχείᾳ ὁ Ἀντιπρόεδρος διαδέχεται κατ' ἔτος τὸν Πρόεδρον και ἐκλέγεται νέος Ἀντιπρόεδρος.

183 (3). Ἡ Έπιτροπή διαθέτει εἰδικευμένην Γραμματεῖαν.

184 5. (1) Τὰ Μέλη τῆς Έπιτροπῆς ἐκτελοῦσι τὰ καθήκοντά των, οὐχὶ ὡς ἀντιπρόσωποι τῶν οἰκείων Χωρῶν των ή περιοχῆς τινος, ἀλλ' ὡς ἀμερόληπτοι παράγοντες παρὶβλημένοι μετὴν διεθνῇ ἐντολήν.

185 (2). Οὐδὲν Μέλος τῆς Έπιτροπῆς ἐπιτρέπεται, ἐν σχέσει μετὴν ἐκτέλεσιν τῶν καθηκόντων του, να ζητῇ ή να δέχεται ὁδηγίας Κυβερνήσεως τινος εἴτε μέλους οἰασδήποτε Κυβερνήσεως, εἴτε οἰασδήποτε ὀργανώσεως, ὡς και οἰουδήποτε προσώπου, ἀσχετῶς ἀν τοῦτο ἔχῃ ἐπίσημον ιδιότητα ή εἶναι ιδιώτης. Ἐπὶ πλείον ἕκαστον Μέλος ή Συνεργαζόμενον Μέλος, ὀφείλει να σέβηται τὸν διεθνῇ χαρακτῆρα τῆς Έπιτροπῆς και τῶν καθηκόντων τῶν Μελῶν της και ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει ἐπιτρέπεται προσπάθεια ἐπηρεασμοῦ οἰουδήποτε Μέλους τῆς Έπιτροπῆς ἐν τῇ ἐκτελέσει τῶν καθηκόντων του.

Άρθρον 14.

Διεθνεῖς Συμβουλευτικαὶ Έπιτροπαί.

186. 1. (1) Ἡ Διεθνὴς Συμβουλευτικὴ Έπιτροπὴ Ραδιοεπικοινωνιῶν (C.C.I.R.) ἐπιφορτίζεται μετὴν

- ἐνέργειαν μελετῶν καὶ τὴν ἐκδοσὶν γνωμοδοτήσεων ἐπὶ θεμάτων τεχνικῶν καὶ ἐκμεταλλεύσεως εἰδικῶς ἀναφερομένων εἰς τὰς ραδιοεπικοινωνίας.
187. (2) Ἡ Διεθνὴς Συμβουλευτικὴ τηλεγραφικὴ καὶ τηλεφωνικὴ Ἐπιτροπὴ ἐπιφορτίζεται μετὰ τὴν ἐνέργειαν μελετῶν καὶ ἐκδοσὶν γνωμοδοτήσεων ἐπὶ θεμάτων τεχνικῶν, ἐκμεταλλεύσεως καὶ τιμολογήσεως, ἀφορώντων τὴν τηλεγραφίαν καὶ τὴν τηλεφωνίαν.
188. (3) Ἐν τῇ ἐκπληρώσει τῶν καθηκόντων της, ἐκάστη Ἐπιτροπὴ δέον νὰ διδῇ τὴν δέουσαν προσοχὴν εἰς τὴν μελέτην θεμάτων καὶ τὴν ἐπεξεργασίαν γνωμοδοτήσεων συνδεδεμένων ἀπ' εὐθείας μετὰ τὴν δημιουργίαν, τὴν ἀνάπτυξιν καὶ τὴν τελειοποίησιν τῶν Τηλεπικοινωνιῶν εἰς τὰς νέας ἢ ὑπὸ ἀνάπτυξιν Χώρας ἐπὶ περιοχικοῦ καὶ ἐπὶ διεθνοῦς ἐπιπέδου.
189. (4) Τῇ αἰτῇσι τῶν ἐνδιαφερομένων χωρῶν, δύναται ἐπίσης ἐκάστη Συμβουλευτικὴ Ἐπιτροπὴ νὰ ἐνεργῇ μελέτας καὶ νὰ παρέχῃ συμβουλὰς ἐπὶ προβλημάτων σχετικῶν μετὰ τὰς ἐθνικὰς τηλεπικοινωνίας τῶν χωρῶν τούτων.
- Ἡ μελέτη αὐτῶν τῶν ζητημάτων πρέπει νὰ πραγματοποιηθῇ συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 190.
190. 2. (1) Τὰ ὑφ' ἐκάστης Διεθνούς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς μελετώμενα ζητήματα καὶ διὰ τὰ ὅποια ἐπιφορτίζεται νὰ ἐκδίδῃ γνωματεύσεις, τίθενται εἰς αὐτὴν ὑπὸ τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων, ὑπὸ Διοικητικῆς Διασκέψεως, ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ὑπὸ τῆς ἐτέρας Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς ἢ ὑπὸ τῆς Διεθνούς Ἐπιτροπῆς Καταγραφῆς Συχνότητων. Τὰ ζητήματα ταῦτα προστίθενται εἰς ἐκεῖνα τὰ ὅποια αὐτῇ ἢ Γενικῇ Συνέλευσις τῆς ἐνδιαφερομένης Ἐπιτροπῆς ἀπεφάσισε νὰ διατηρήσῃ, ἢ εἰς ἐκεῖνα τῶν ὁποίων ἡ ἐγγραφὴ ἐζητήθη ἢ ἐγένετο δεκτὴ δι' ἀλληλογραφίας ὑπὸ εἴκοσι τοῦλάχιστον μελῶν καὶ συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἑνώσεως κατὰ τὸ μεσολαβοῦν μεταξὺ Γενικῶν Συνελεύσεων διάστημα.
191. (2) Αἱ Γενικαὶ Συνελεύσεις τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν ἐξουσιοδοτοῦνται νὰ ὑποβάλωσιν εἰς τὰς Διοικητικὰς Διασκέψεις προτάσεις ἀπ' εὐθείας ἀπορρεούσας ἐκ τῶν γνωμοδοτήσεων των ἢ ἐκ συμπερασμάτων τῶν τρεχουσῶν μελετῶν των.
192. (3) Αἱ Διεθνεῖς Συμβουλευτικαὶ Ἐπιτροπαὶ ἔχουσιν ὡς Μέλη :
- α) Αὐτοδικαίως, τὰς Διευθύνσεις πάντων τῶν Μελῶν καὶ συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἑνώσεως.
- 193 β) Πᾶσαν ἀνεγνωρισμένην ἰδιωτικὴν ἐπιχείρησιν, ἥτις τῇ συγκαταθέσει τοῦ Μέλους ἢ τοῦ Συνεργαζομένου Μέλους ὅπου ἔχει ἀναγνωρίσει αὐτήν, ζητεῖ ὅπως μετάσχῃ τῶν ἐργασιῶν τῶν ἐπιτροπῶν τούτων.
- 194 (4) Ἡ λειτουργία ἐκάστης Διεθνούς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς διασφαλίζεται διὰ :
- α) Τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, συνεργαζομένης κανονικῶς ἀνὰ τρία ἔτη. Ἐὰν συνεκλήθῃ ἀντίστοιχος Τακτικὴ Διοικητικὴ Διάσκεψις, ἢ σύνοδος τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως καλεῖται, κατὰ τὸ δυνατόν, ὀκτὼ τοῦλάχιστον μῆνας πρὸ τῆς Διασκέψεως ταύτης.
- 195 β) Τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν, συνιστωμένων ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως διὰ τὴν ἔρευναν τῶν ὑπὸ μελέτην ζητημάτων.
- 196 γ) Ἐνὸς διευθυντοῦ ἐκλεγομένου ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, ἀρχικῶς διὰ μίαν περίοδον ἴσην πρὸς δύο φορές τὴν διάρκειαν τὴν χωρίζουσαν δύο ἀλλεπαλλήλους Γενικὰς Συνελεύσεις, κανονικῶς δι' ἑξ ἑτη. Εἶναι ἐπανεκλέξιμος εἰς ἐκάστην τῶν ἐπομένων Γενικῶν Συνελεύσεων καὶ ἐὰν ἐπανεκλεγῇ, παραμένει ἐν ἐνεργείᾳ ἕως τὴν ἐπομένην Γενικὴν Συνέλευσιν κανονικῶς διὰ τρία ἔτη. Ἐὰν ἡ θέσις εὐρεθῇ ἀπροόπτως κενή, ἡ ἐπομένη γενικὴ συνέλευσις ἐκλέγει τὸν νέον Διευθυντήν.
- 197 δ) Μίας εἰδικευμένης Γραμματείας ἥτις βοηθεῖ τὸν Διευθυντήν.
- 198 ε) Τεχνικῶν ἐργαστηρίων ἢ ἐγκαταστάσεων δημιουργουμένων ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως.
- 199 5. Ἰδρύεται μία παγκόσμιος Ἐπιτροπὴ προγραμματισμοῦ ὡς καὶ περιοχικαὶ Ἐπιτροπαὶ προγραμματισμοῦ, συμφώνως πρὸς συνημμένας ἀποφάσεις τῶν Γενικῶν Συνελεύσεων τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.
- Αἱ Ἐπιτροπαὶ αὗται ἐπεξεργάζονται ἐν γενικῶν Σχέδιον διὰ τὸ διεθνὲς δίκτυον τηλεπικοινωνιῶν, διὰ νὰ διευκολύνουν τὴν σχεδίασιν τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιακῶν Ὑπηρεσιῶν. Αὗται ὑποβάλλουν εἰς τὰς Διεθνεῖς συμβουλευτικὰς ἐπιτροπὰς θέματα τῶν ὑποίων ἢ μελέτη παρουνιστῶν ἰδιαίτερον ἐνδιαφέρον διὰ τὰς νέας ἢ τὰς εἰς τὴν ὁδὸν ἀναπτύξεως εὐρισκομένας Χώρας καὶ ἅτινα ὑπάγονται εἰς τὴν ἀρμοδιότητα τῶν ἐπιτροπῶν τούτων.
- 200 6. Αἱ Γενικαὶ Συνελεύσεις καὶ αἱ ἐπιτροπαὶ μελετῶν τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν τηροῦν ἐπίσης, κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν συνόδων των, τὸν ἐσωτερικὸν κανονισμὸν τὸν περιλαμβανόμενον εἰς τὸν προσηρτημένον τῇ παρούσῃ Συμβάσει Γενικὸν Κανονισμὸν.
- Αὗται δύνανται ἐπίσης νὰ υἱοθετῶσι ἕνα ἐσωτερικὸν συμπληρωματικὸν Κανονισμὸν συμφώνως τῷ ἀριθμῷ 77.
- Ὁ συμπληρωματικὸς αὐτὸς Κανονισμὸς δημοσιεύεται ὑπὸ τὴν μορφήν μιᾶς ἀποφάσεως εἰς τὰ ἔγγραφα τῶν Γενικῶν Συνελεύσεων.
- 201 7. Αἱ μέθοδοι ἐργασίας τῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν καθορίζονται εἰς τὸ δεύτερον μέρος τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ, ὅστις εἶναι προσηρτημένος εἰς τὴν Σύμβασιν.
- Ἄρθρον 15.
Κανονισμοὶ
- 202 1. Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἁρθροῦ 8, ὁ Γενικὸς Κανονισμὸς ὅστις ἀποτελεῖ ἀντικείμενον τοῦ ὑπ' ἀριθμ. 4 Παραρτήματος τῆς παρούσης Συμβάσεως ἔχει τὴν αὐτὴν ἰσχὺν καὶ τὴν αὐτὴν διάρκειαν μετὰ ταύτην.
- 203 2. (1) Αἱ διατάξεις τῆς Συμβάσεως συμπληροῦνται ὑπὸ τῶν ἀκολουθῶν διοικητικῶν Κανονισμῶν :
- Τοῦ τηλεγραφικοῦ Κανονισμοῦ
Τοῦ τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ
Τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν
Τοῦ Προσθέτου Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν
- 204 (2) Ἡ ἐπικύρωσις τῆς παρούσης συμβάσεως συμφώνως τῷ ἁρθρῷ 18, ἢ ἡ προσχώρησις εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν συμφώνως τῷ ἁρθρῷ 19, περιλαμβάνει τὴν ἀποδοχὴν τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ καὶ τῶν διοικητικῶν κανονισμῶν οἱ ὅποιοι ἰσχύουν κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως ταύτης.
- 205 (3) Τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη ὀφείλουσι νὰ γνωστοποιῶσιν εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τὴν ὑπ' αὐτῶν ἀποδοχὴν πάσης ἀναθεωρήσεως τῶν κανονισμῶν τούτων, γενομένης ὑπὸ ἀρμοδίων Διοικητικῶν Διασκέψεων.
- Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἀνακοινοῖ πᾶσαν τοιαύτην ἀποδοχὴν, κατὰ τὴν σειρὰν λήψεως αὐτῆς, εἰς τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη.
- 206 3. Εἰς περίπτωσιν ἀσυμφωνίας μεταξὺ διατάξεως τινος τῆς Συμβάσεως καὶ διατάξεώς τινος ἐνὸς Κανονισμοῦ, ἡ Σύμβασις εἶναι ἐπικρατεστέρα.
- Ἄρθρον 16.
Οἰκονομικά τῆς Ἑνώσεως.
- 207 1. Αἱ δαπάναι τῆς Ἑνώσεως περιλαμβάνουν τὰ ἔξοδα τὰ ἀφορῶντα :
- α) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον, τὴν Γενικὴν Γραμματείαν, τὴν Διεθνῇ Ἐπιτροπὴν καταγραφῆς συχνότητων, τὰς Γραμματείας τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν, τὰ ὑπὸ τῆς Ἑνώσεως δημιουργούμενα ἐργαστήρια καὶ τεχνικὰς ἐγκαταστάσεις.

- 208 β) Τὰς Διασκέψεις τῶν Πληρεξουσίων καὶ τὰς παγκοσμίους διοικητικὰς διασκέψεις.
- 209 γ) Ἀπὸ τὰς Συνόδους τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.
- 210 2. Αἱ δαπάναι τῶν περιοχικῶν διοικητικῶν διασκέψεων αἵτινες προβλέπονται εἰς τὸν ἀριθμὸν 50 βαρύνουσι πάντα τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη τῆς ἐνδιαφερομένης περιοχῆς, ἀναλόγως τῆς τάξεως συμμετοχῆς τούτων καὶ ἐπὶ τῆς αὐτῆς βάσεως τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη ἄλλων περιοχῶν, ἅτινα ἐνδεχομένως μετέσχον τῶν τοιούτων Διασκέψεων.
- 211 3. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐξετάζει καὶ ἐγκρίνει τὸν ἐτήσιον προϋπολογισμὸν τῆς Ἐνώσεως, λαμβανόμενον ὑπ' ὄψιν τῶν ὁρίων ἅτινα καθωρίσθησαν διὰ τὰς δαπάνας ὑπὸ τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων.
- 212 4. Αἱ δαπάναι τῆς Ἐνώσεως καλύπτονται ὑπὸ τῶν συνδρομῶν τῶν Μελῶν καὶ συνεργαζομένων Μελῶν αὐτῆς, καθοριζομένων συναρτήσας τοῦ ἀριθμοῦ τῶν μονάδων αἵτινες ἀντιστοιχοῦσιν εἰς τὴν τάξιν συμμετοχῆς ἣν ἐξέλεξεν ἕκαστον Μέλος καὶ συνεργαζόμενον Μέλος, κατὰ τὸν ἐπόμενον πίνακα :
- | Τάξις 30 μονάδων | Τάξις 8 μονάδων |
|------------------|-----------------|
| » 25 » | » 5 » |
| » 20 » | » 4 » |
| » 18 » | » 3 » |
| » 15 » | » 2 » |
| » 13 » | » 1 μονάδος |
| » 10 » | » 1)2 » |
- 213 5. Τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη ἐκλέγουσιν ἐλευθέρως τὴν τάξιν συμμετοχῆς συμφώνως πρὸς τὴν ὁποίαν ἐπιθυμοῦσι νὰ μετέχωσι τῶν δαπανῶν τῆς Ἐνώσεως.
- 214 6. (1) Ἐκαστον Μέλος ἢ συνεργαζόμενον Μέλος γνωρίζει εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ἐξ μῆνας τοῦλάχιστον πρὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς Συμβάσεως, τὴν τάξιν συμμετοχῆς τὴν ὁποίαν ἐξέλεξε τοῦτο.
- 215 (2) Ἡ ἀπόφασις αὕτη ἀνακοινῶνται εἰς τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.
- 216 (3) Τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη τὰ ὁποῖα δὲν ᾔθελον ἀνακοινῶσαι τὴν ἀπόφασίν των πρὸ τῆς εἰς τὸν ἀριθμὸν 214 ὁριζομένης χρονολογίας, διατηροῦν τὴν τάξιν συμμετοχῆς τὴν ὁποίαν ἔχουσι ἀνακοινῶσαι προγενεστέρως εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.
- 217 (4) Τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη δύνανται ἀνὰ πᾶσαν στιγμήν νὰ ἐκλέξωσι τάξιν συμμετοχῆς ἀνωτέραν ἐκείνης τὴν ὁποίαν εἶχον πρότερον ἀποδεχθῇ.
- 218 (5) Οὐδεμία μείωσις τοῦ ἀριθμοῦ τῶν μονάδων συμμετοχῆς τῶν καθορισθεισῶν συμφώνως πρὸς τοὺς ἀριθμοὺς 214 ἕως 216 δύναται νὰ γίνῃ κατὰ τὴν διάρκειαν ἰσχύος τῆς Συμβάσεως.
- 219 7. Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη προπληρώνουσι τὴν ἐτήσιαν συνδρομὴν αὐτῶν, ὑπολογιζομένην κατὰ τὸν ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καταρτιζόμενον προϋπολογισμὸν.
- 220 8. (1) Ἐκαστον νέον Μέλος ἢ συνεργαζόμενον Μέλος καταβάλλει, διὰ τὸ ἔτος τῆς προσχωρήσεώς του, εἰσφορὰν ὑπολογιζομένην ἀπὸ τῆς πρώτης ἡμέρας τοῦ μηνὸς τῆς προσχωρήσεως.
- 221 (2) Εἰς περίπτωσιν καταγγελίας τῆς Συμβάσεως ὑπὸ ἐνὸς Μέλους ἢ συνεργαζομένου Μέλους, ἡ εἰσφορὰ δέον νὰ καταβληθῇ μέχρι τῆς τελευταίας ἡμέρας τοῦ μηνὸς κατὰ τὴν ὁποίαν γίνεται ἡ καταγγελία.
- 222 9. Τὰ ὀφειλόμενα ποσὰ ὑπόκεινται εἰς τόκον ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως ἕκαστου οἰκονομικοῦ ἔτους τῆς Ἐνώσεως. Ὁ τόκος οὗτος ὀρίζεται εἰς 3 ο/ο (τρία τοῖς ἑκατὸν) ἐτησίως κατὰ τοὺς πρώτους ἑξ μῆνας καὶ εἰς 6 ο/ο (ἕξ τοῖς ἑκατὸν) ἐτησίως ἀπὸ τοῦ ἑβδόμου μηνός.
- 223 10 Αἱ ἐπόμεναι διατάξεις ἐφαρμόζονται διὰ τὰς εἰσφοράς τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων, τῶν ἐπιστημονικῶν ἢ βιομηχανικῶν ὁργανισμῶν καὶ τῶν διεθνῶν ὁργανισμῶν.
- 224 α) Αἱ ἀνεγνωρισμέναι ἰδιωτικαὶ ἐπιχειρήσεις καὶ οἱ Ἐπιστημονικοὶ ἢ βιομηχανικοὶ ὁργανισμοὶ μετέχουσιν τῶν δαπανῶν τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν εἰς τὰς ἐργασίας τῶν ὁποίων συνεφώνησαν νὰ συμμετάσχουν. Κατὰ τὸν ἴδιον τρόπον, αἱ ἀνεγνωρισμέναι ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις, μετέχουν εἰς τὰς δαπάνας τῶν διοικητικῶν διασκέψεων εἰς τὰς ὁποίας συνεφώνησαν νὰ συμμετάσχουν ἢ συμμετέσχον κατὰ τοὺς ὅρους τοῦ ἀριθμοῦ 621 τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ.
- 225 β) Οἱ Διεθνεῖς ὁργανισμοὶ μετέχουσιν ἐπίσης τῶν δαπανῶν τῶν Διασκέψεων ἢ Συνόδων εἰς τὰς ὁποίας ἐγένοντο δεκτοὶ πρὸς συμμετοχὴν, πλην ἂν, ὑπὸ τὸν ὅρον τῆς ἀμοιβαιότητος ἀπηλλάγησαν ὑπὸ τῶν Διοικητικῶν Συμβουλίων.
- 226 γ) Αἱ ἀνεγνωρισμέναι ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις, οἱ ἐπιστημονικοὶ ἢ βιομηχανικοὶ ὁργανισμοὶ καὶ οἱ διεθνεῖς ὁργανισμοὶ, οἱ ὁποῖοι μετέχουν εἰς τὰς δαπάνας τῶν Διασκέψεων ἢ συνόδων κατὰ τοὺς ἀριθμοὺς 224 καὶ 225 ἐπιλέγουσιν ἐλευθέρως ἐκ τοῦ πίνακος, ὅστις ἐμφαίνεται εἰς τὸν ἀριθμὸν 212 τὴν κλάσιν συμμετοχῆς βάσει τῆς ὁποίας ἐπιθυμοῦν νὰ μετέχουν τῶν δαπανῶν καὶ εἰδοποιοῦν τὸν Γενικὸν Γραμματέα περὶ τῆς ἐκλογεῖσθαι κλάσεως.
- 227 δ) Αἱ ἀνεγνωρισμέναι ἰδιωτικαὶ Ἐπιχειρήσεις, οἱ ἐπιστημονικοὶ ἢ βιομηχανικοὶ ὁργανισμοὶ καὶ οἱ διεθνεῖς ὁργανισμοὶ οἱ ὁποῖοι μετέχουν εἰς τὰς δαπάνας τῶν Διασκέψεων ἢ συνόδων δύνανται ἀνὰ πᾶσαν στιγμήν νὰ ἐπιλέξουν μίαν τάξιν συμμετοχῆς ἀνωτέραν ἐκείνης τὴν ὁποίαν εἶχον υἱοθετήσῃ πρότερον.
- 228 ε) Οὐδεμία μείωσις τοῦ ἀριθμοῦ τῶν μονάδων συμμετοχῆς δύναται νὰ λάβῃ χώραν κατὰ τὴν διάρκειαν ἰσχύος τῆς Συμβάσεως.
- 229 ζ) Εἰς περίπτωσιν καταγγελίας τῆς συμμετοχῆς εἰς τὰς ἐργασίας μιᾶς διεθνούς συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς, ἡ εἰσφορὰ δέον νὰ καταβληθῇ, μέχρι τῆς τελευταίας ἡμέρας τοῦ μηνὸς καθ' ὃν ἡ καταγγελία λομβάνει χώραν.
- 230 η) Τὸ ποσὸν τῆς μονάδος συμμετοχῆς τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν Ἐπιχειρήσεων, τῶν ἐπιστημονικῶν ἢ βιομηχανικῶν ὁργανισμῶν τῶν διεθνῶν ὁργανισμῶν εἰς τὰς δαπάνας τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν, εἰς τὰς ἐργασίας τῶν ὁποίων συνεφώνησαν νὰ συμμετέχουν, καθορίζεται κατ' ἔτος ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. Αἱ εἰσφοραὶ θεωροῦνται ὡς ἐν ἔσοδον τῆς Ἐνώσεως. Ὑπόκεινται εἰς τόκον συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 222.
- 231 θ) Τὸ ποσὸν τῆς μονάδος συμμετοχῆς εἰς τὰς δαπάνας μιᾶς διοικητικῆς Διασκέψεως τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν Ἐπιχειρήσεων αἵτινες μετέχουν εἰς ταύτην κατὰ τοὺς ὅρους τοῦ ἀριθμοῦ 621 τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ καὶ τῶν συμμετεχόντων διεθνῶν ὁργανισμῶν καθορίζεται διὰ τῆς διαιρέσεως τοῦ ὅλου ποσοῦ τοῦ προϋπολογισμοῦ τῆς ἐν λόγω διασκέψεως διὰ τοῦ ὁλικοῦ ἀριθμοῦ τῶν καταβληθεισῶν μονάδων ὑπὸ τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν κατὰ τὸν τρόπον τῆς συμμετοχῆς των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἐνώσεως. Αἱ εἰσφοραὶ θεωροῦνται ὡς ἐν ἔσοδον τῆς Ἐνώσεως. Ὑπόκεινται εἰς τόκον ἀπὸ τῆς ἐξηκοστῆς ἡμέρας ἢ ὁποία ἐπεται τῆς ἀποστολῆς τῶν τιμολογίων, κατὰ τὰ ἐπιτόκια τὰ ὀριζόμενα εἰς τὸν ἀριθμὸν 222.
- 232 11. Αἱ δαπάναι αἵτινες προκαλοῦνται εἰς τὰ ἐργαστήρια καὶ τεχνικὰς ἐγκαταστάσεις τῆς Ἐνώσεως, διὰ μετρήσεις, δοκιμὰς ἢ εἰδικὰς ἐρεῦνας διὰ λογαριασμὸν ὀρισμένων Μελῶν ἢ συνεργαζομένων Μελῶν, ὁμάδος ὀρισμένων Μελῶν ἢ συνεργαζομένων Μελῶν, περιοχικῶν ὁργανισμῶν ἢ ἄλλων, βαρύνουσι τὰ Μέλη ταῦτα ἢ συνεργαζόμενα Μέλη, τὰς ὁμάδας, τοὺς ὁργανισμοὺς ἢ τοὺς ἄλλους.
- 233 Ἡ τιμὴ πωλήσεως τῶν ἐκδόσεων εἰς τὰς Διευθύνσεις, εἰς τὰς ἀνεγνωρισμένας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις ἢ εἰς ἰδιώτας, ὀρίζεται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, με

ἀριθμοῦ 256 ἀπευθύνεται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῆς Ἑνώσεως, ὁ ὁποῖος τὴν κοινοποιεῖ εἰς τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη.

- 258 Αἱ διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 256 καὶ 257 δὲν εἶναι ὑποχρεωτικαὶ διὰ τὰς χώρας, τὰ ἐδάφη ἢ ομάδας ἐδαφῶν τὰς ἀναγραφόμενας εἰς τὸ Παράρτημα Ι τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 21.

Ἐφαρμογὴ τῆς Συμβάσεως εἰς ἐδάφη τελοῦντα ὑπὸ τὴν κηδεμονίαν τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν.

- 259 Τὰ Ἑνωμένα Ἐθνη δύνανται νὰ προσχωρήσωσι εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἐν ὀνόματι ἐδαφους ἢ ομάδος ἐδαφῶν ἐμπειστευμένων εἰς τὴν διοίκησιν των δυνάμει συμφωνίας περὶ κηδεμονίας συναφθείσης συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 75 τοῦ Χάρτου τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν.

Ἄρθρον 22.

Ἐκτέλεισις τῆς Συμβάσεως καὶ τῶν Κανονισμῶν.

- 260 1. Τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη ὀφείλουσι νὰ συμμορφῶνται πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τῶν προσηρτημένων ταύτῃ Κανονισμῶν εἰς πάντα τὰ γραφεῖα καὶ εἰς πάντας τοὺς σταθμούς Τηλεπικοινωνιών τοὺς ἐγκατεστημένους ὑπ' αὐτῶν ἢ τῶν ὁποίων ἡ ἐκμετάλλευσις ἀσκεῖται ὑπ' αὐτῶν ἐφ' ὅσον διεξάγουσι διεθνεῖς ὑπηρεσίας ἢ δύνανται νὰ προκαλέσωσι ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις εἰς τὰς ὑπηρεσίας ραδιοεπικοινωνιών ἄλλων χωρῶν, πλὴν ἂν πρόκειται περὶ ὑπηρεσιῶν, αἵτινες ἀπαλλάσσονται τῆς ὑπόχρεώσεως ταύτης, δυνάμει τοῦ ἄρθρου 51 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

- 261 2. Ὅφείλουσι, πρὸς τοῦτοις, νὰ λαμβάνωσι τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ νὰ ἐπιβάλλωσι τὴν τήρησιν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τῶν προσηρτημένων ταύτῃ κανονισμῶν εἰς τὰς ἀνεγνωρισμένας διοικητικὰς καὶ τὰς λοιπὰς ἐπιχειρήσεις τὰς ἐξουσιοδοτούμενας νὰ ἐγκαθιστῶσι καὶ ἐκμεταλλεύωνται διεθνεῖς τηλεπικοινωνίας ἢ ἐκμεταλλεύονται σταθμούς δυνάμενους νὰ προκαλέσωσι ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις, εἰς ὑπηρεσίας ραδιοεπικοινωνιών ἄλλων χωρῶν.

Ἄρθρον 23.

Καταγγελία τῆς Συμβάσεως.

- 262 1. Πᾶν Μέλος ἢ Συνεργαζόμενον Μέλος, τὸ ὁποῖον ἐπεκύρωσε τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἢ προσεχώρησε εἰς ταύτην, ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ καταγγεῖλῃ ταύτην διὰ γνωστοποιήσεως ἀπευθυνομένης εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῆς Ἑνώσεως διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ καὶ μέσω τῆς Κυβερνήσεως τῆς Χώρας εἰς ἣν εὐρίσκεται ἡ ἑδρα τῆς Ἑνώσεως. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς εἰδοποιεῖ περὶ τοῦτου τὰ λοιπὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη.

- 263 2. Ἡ καταγγελία αὕτη ἄρχεται ἰσχύουσα μετὰ πάροδον ἐνὸς ἔτους, ἀπὸ τῆς ἡμέρας λήξεως τῆς γνωστοποιήσεως ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

Ἄρθρον 24.

Καταγγελία τῆς Συμβάσεως ὑπὸ χωρῶν ἢ ἐδαφῶν τῶν ὁποίων οἱ διεθνεῖς σχέσεις διεξάγονται ὑπὸ Μελῶν τῆς Ἑνώσεως.

- 264 1. Ἡ ἐφαρμογὴ τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τινὰ χώραν, ἑδάφος ἢ ομάδα ἐδαφῶν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 20, δύνανται νὰ τερματισθῇ ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν. Ἐὰν ἡ χώρα αὕτη, τὸ ἑδάφος ἢ ἡ ομάδα ἐδαφῶν εἶναι συνεργαζόμενον Μέλος παύει αὐτοστιγμὴ νὰ ἔχῃ τὸν ιδιότητα ταύτην.

- 265 2. Ἡ διὰ τῆς προηγούμενης παραγράφου προβλεπόμενη καταγγελία γνωστοποιεῖται κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 262 καὶ ἄρχεται ἰσχύουσα κατὰ τὰς διατάξεις τὰς προβλεπομένας εἰς τὸν ἀριθμὸν 263.

Ἄρθρον 25.

Κατάργησις τῆς προηγούμενης Συμβάσεως.

- 266 Ἡ παροῦσα Σύμβασις καταργεῖ καὶ ἀντικαθιστᾷ τὴν Διεθνή Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν τῆς Γενεύης

(1959) εἰς τὰς μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων Κυβερνήσεων Σχέσεις.

Ἄρθρον 26.

Ἐγκυρότης τῶν ἰσχυόντων Διοικητικῶν Κανονισμῶν.

- 267 Οἱ ἐν τῷ ἀριθμῷ 203 προβλεπόμενοι διοικητικοὶ κανονισμοὶ εἶναι ἐκτελεστικοὶ οἱ ὁποῖοι τελοῦν ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως. Οὗτοι θεωροῦνται ὡς προσηρτημένοι εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν καὶ παραμένουν ἰσχύοντες, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν μερικῶν ἀναθεωρήσεων αἱ ὁποῖαι δύνανται νὰ υἱοθετηθῶν κατὰ τοὺς ὅρους τοῦ ἀριθμοῦ 52, μέχρι τῆς σ.γ.μ.τῆς τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῶν νέων Κανονισμῶν τῶν συνταχθησομένων ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων Παγκοσμίων Διοικητικῶν Διασκέψεων καὶ προορισμένων νὰ τοὺς ἀντικαταστήσουν ὡς παραρτήματα τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 27.

Σχέσεις μετὰ μὴ Συμβαλλομένων Χωρῶν.

- 268 1. Πάντα τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη διατηροῦσι δι' ἑαυτὰ καὶ διὰ τὰς ὑπ' αὐτῶν ἀνεγνωρισμένας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις, τὸ δικαίωμα νὰ καθορίζωσι τοὺς ὅρους ὑφ' οὗς δέχονται τὴν ἀνταλλαγὴν τηλεπικοινωνιῶν μετὰ Κράτους μὴ μετέχοντος τῆς παρούσης Συμβάσεως.

- 269 2. Ἐὰν τηλεπικοινωνία τις, καταγομένη ἐκ Κράτους μὴ συμβληθέντος γίνῃ δεκτὴ ὑπὸ Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους, αὕτη πρέπει νὰ μεταβιβασθῇ, ἐφ' ὅσον δὲ γίνεταί χρεῖς ὁδῶν Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους ἔχουσι ἐφαρμογὴν αἱ ὑποχρεωτικαὶ διατάξεις τῆς Συμβάσεως καὶ τῶν Κανονισμῶν, ὡς καὶ τὰ κανονικὰ τέλη.

Ἄρθρον 28.

Διακανονισμὸς τῶν διαφορῶν.

- 270 Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη δύνανται νὰ διευθετῶσι τὰς διαφορὰς των ἐπὶ ζητημάτων σχετικῶν μὲ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ τῶν ἐν ἄρθρῳ 15 προβλεπομένων Κανονισμῶν διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ ἢ συμφώνως πρὸς τὰς διὰ διμερῶν ἢ πολυμερῶν συνθηκῶν συνομολογηθεῖσιν μεταξύ των πρὸς διακανονισμὸν διεθνῶν διαφορῶν καθορισθείσας διαδικασίας, ἢ καθ' οἷανδήποτε ἄλλην μέθοδον ἣν ἤθελον υἱοθετήσῃ κοινῇ συμφωνίᾳ.

- 271 2. Ἐν ἡ περιπτώσει οὐδὲν ἐξ αὐτῶν τῶν μέσων διακανονισμοῦ ἤθελε υἱοθετηθῇ πᾶν Μέλος ἢ Συνεργαζόμενον Μέλος δύναται πρὸς λύσιν ὑπαρχούσης διαφορᾶς νὰ καταφύγῃ εἰς διαιτησίαν, συμφώνως πρὸς τὴν ὀριζομένην εἰς τὸ παράρτημα 3 διαδικασίαν ἢ εἰς τὸ πρόσθετον προαιρετικὸν Πρωτόκολλον, ἀναλόγως μὲ τὴν περίπτωσιν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ

Σχέσεις μετὰ τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῶν Διεθνῶν Ὁργανώσεων.

Ἄρθρον 29.

Σχέσεις μετὰ τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν.

- 272 1. Αἱ σχέσεις μεταξύ τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν καὶ τῆς Διεθνούς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν καθορίζονται ἐν τῇ συναφθείσῃ Συμφωνίᾳ μεταξύ τῶν δύο τούτων Ὁργανισμῶν.

- 273 2. Συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου XVI τῆς ἀνωτέρω μνημονευομένης Συμφωνίας, αἱ ὑπηρεσίαι ἐκμεταλλεύσεως τῶν Τηλεπικοινωνιῶν τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν ἀπολαύουσι τῶν δικαιωμάτων καὶ ὑπόκεινται εἰς τὰς ὑποχρεώσεις τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τῆς Συμβάσεως ταύτης καὶ τῶν προσηρτημένων εἰς αὐτὴν Κανονισμῶν.

Αὗται ἔχουσι, κατὰ συνέπειαν, τὸ δικαίωμα νὰ παρίστανται ὑπὸ συμβουλευτικὴν ιδιότητα, εἰς ὅλας τὰς Διασκέψεις τῆς Ἑνώσεως, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν συνελεύσεων τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.

Ἄρθρον 30.

Σχέσεις μετὰ Διεθνῶν Ὑποκειμένων.

- 274 Πρὸς ὑποβοήθησιν τῆς πραγματοποιήσεως πλήρους διεθνούς συντονισμοῦ εἰς τὴν σφαῖραν τῶν Τηλεπικοινωνιῶν, ἡ Ἑνωσις συνεργάζεται μετὰ τῶν διεθνῶν ὁργανώσεων, αἵτινες ἔχουσι συναφὲς ἐνδιαφέρον καὶ δραστηριότητα.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV.

Γενικαὶ διατάξεις σχετικαὶ μετὰ τὰς Τηλεπικοινωνίας.

Ἄρθρον 31.

Δικαίωμα τοῦ κοινοῦ νὰ χρησιμοποιοῖ τὴν ὑπηρεσίαν Τηλεπικοινωνιῶν.

- 275 Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη, ἀναγνωρίζουσιν εἰς τὸ κοινὸν τὸ δικαίωμα νὰ ἀνταποκρίνεται μέσῳ τῆς διεθνούς ὑπηρεσίας ἰδιωτικῆς ἀνταποκρίσεως.

Ἡ ὑπηρεσία, τὰ τέλη καὶ αἱ ἐγγυήσεις, ἐφαρμόζονται ὁμοιόμορφως δι' ὅλους τοὺς πελάτας εἰς ἐκάστην κατηγορίαν ἀνταποκρίσεων, ἀνεὺ οἰασθήποτε προτεραιότητος προτιμήσεως.

Ἄρθρον 32.

Κατακράτησις τῶν Τηλεπικοινωνιῶν.

- 276 1. Τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη διατηροῦσι τὸ δικαίωμα νὰ ἀναστέλλωσι τὴν μεταβίβασιν παντὸς ἰδιωτικοῦ τηλεγραφήματος τὸ ὁποῖον ἤθελε θεωρηθῇ ἐπικίνδυνον διὰ τὴν ἀσφάλειαν τοῦ Κράτους ἢ ἀντίθετον πρὸς τοὺς νόμους αὐτοῦ, πρὸς τὴν δημοσίαν τάξιν, ἢ τὰ χρηστὰ ἔθνη, ὑπὸ τὸν ὅρον νὰ εἰδοποιῶσι ἀμέσως τὸ γραφεῖον καταγωγῆς περὶ τῆς μὴ μεταβίβασεως τοῦ τηλεγραφήματος ὁλικῆς ἢ μερικῆς, πλην ἂν ἡ εἰδοποίησις αὕτη κρίνεται ἐπικίνδυνος διὰ τὴν ἀσφάλειαν τοῦ Κράτους.

- 277 2. Τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη διατηροῦσι ἐπίσης τὸ δικαίωμα νὰ διακόπτωσι πᾶσαν ἰδιωτικὴν τηλεγραφικὴν ἢ τηλεφωνικὴν συκοινωνίαν, ἢ ὁποία ἤθελε θεωρηθῇ ἐπικίνδυνος διὰ τὴν ἀσφάλειαν τοῦ Κράτους ἢ ἀντίθετος πρὸς τοὺς Νόμους αὐτοῦ, πρὸς τὴν δημοσίαν τάξιν ἢ τὰ χρηστὰ ἔθνη.

Ἄρθρον 33.

Ἀναστολὴ τῆς ὑπηρεσίας.

- 278 Ἐκαστον Μέλος ἢ Συνεργαζόμενον Μέλος, διατηρεῖ τὸ δικαίωμα ν' ἀναστέλλῃ τὴν ὑπηρεσίαν τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιῶν ἐπὶ ἀπροσδιόριστον χρόνον, εἴτε γενικῶς, εἴτε εἰς τινὰς μόνον σχέσεις καὶ ἢ διὰ τινὰς κατηγορίας ἀνταποκρίσεων ἐξερχομένων, εἰσερχομένων ἢ διαβατικῶν, ὑπὸ τὸν ὅρον νὰ εἰδοποιῇ περὶ τούτου ἀμέσως ἕκαστον τῶν λοιπῶν Μελῶν ἢ Συνεργαζομένων Μελῶν μέσῳ τῆς Γενικῆς Γραμματείας.

Ἄρθρον 34.

Εὐθύνη.

- 279 Τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη οὐδεμίαν εὐθύνην ἀναλαμβάνουσιν ἐναντι τῶν πελατῶν, τῶν διεθνῶν ὑπηρεσιῶν Τηλεπικοινωνίας, κυρίως ὅσον ἀφορᾷ αἰτήσεις πρὸς ἀποζημίωσιν.

Ἄρθρον 35.

Ἀπόρρητον τῶν Τηλεπικοινωνιῶν.

- 280 1. Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη ὑποχρεοῦνται νὰ λαμβάνωσι ὅλα τὰ δυνατὰ μέτρα, ἀναλόγως τοῦ χρησιμοποιουμένου συστήματος τηλεπικοινωνίας πρὸς προστασίαν τοῦ ἀπορρήτου τῶν διεθνῶν ἀνταποκρίσεων.

- 281 2. Ἐν τούτοις διατηροῦσι τὸ δικαίωμα νὰ ἀνακοινῶσι τὰς ἀνταποκρίσεις ταύτας εἰς τὰς ἀρμοδίας ἀρχὰς κατ' ἐφαρμογὴν τῆς ἐσωτερικῆς τῶν νομοθεσίας ἢ ἐκτέλεσιν διεθνῶν Συμβάσεων, εἰς ἃς ἔχουσι προσχωρήσει.

Ἄρθρον 36.

Ἐγκατάστασις, ἐκμετάλλευσις καὶ προστασία τῶν Μηχανημάτων καὶ ὁδῶν Τηλεπικοινωνίας.

- 282 1. Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη λαμβάνουσιν τὰ κατάλληλα μέτρα διὰ τὴν ὁργάνωσιν ὑπὸ τοὺς καλύτερους τεχνικοὺς ὁρους τῶν ἀναγκαίων συκοινωνιῶν καὶ ἐγκαταστάσεων πρὸς ἐξασφάλισιν τῆς ταχείας καὶ ἀπροσκόπτου διαμοιβῆς τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιῶν.

- 283 2. Ἡ ἐκμετάλλευσις τῶν συκοινωνιῶν τούτων καὶ ἐγκαταστάσεων, δέον κατὰ τὸ δυνατόν, νὰ ἀσκῆται κατὰ τὰς καλλιτέρας μεθόδους τὰς καθιερωμένας βάσει τῆς ἐκ τῆς πράξεως κεκτημένης πείρας δέον δὲ αἱ συκοινωνίαι αὗται καὶ ἐγκαταστάσεις νὰ διατηρῶνται εἰς καλὴν κατάστασιν λειτουργίας καὶ νὰ εὐρίσκωνται εἰς τὸ ἐπίπεδον τῶν ἐπιστημονικῶν καὶ τεχνικῶν προόδων.

- 284 3. Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη ἐξασφαλίζουν τὴν προστασίαν τῶν ὁδῶν καὶ ἐγκαταστάσεων τούτων ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς δικαιοδοσίας των.

- 285 4. Πάντα τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη λαμβάνουσιν τὰ ἐπωφελῆ μέτρα διὰ τὴν διατήρησιν εἰς καλὴν κατάστασιν τῶν τμημάτων τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιακῶν κυκλωμάτων, ἅτινα περιλαμβάνονται ἐντὸς τῶν ὁρίων τοῦ ἐλέγχου των, πλην ἂν ὑπάρχουσι ἰδιαίτεροι συμφωνίαι καθορίζουσαι ἄλλους ὁρους.

Ἄρθρον 37.

Ἀνακοίνωσις τῶν παραβάσεων.

- 286 Πρὸς διευκόλυνσιν τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 22 τῆς παρούσης Συμβάσεως τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη ὑποχρεοῦνται εἰς ἀμοιβαίαν ἀνακοίνωσιν τῶν παραβάσεων τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ τῶν προσηρτημένων εἰς ταύτην Κανονισμῶν.

Ἄρθρον 38.

Τέλη καὶ ἀτέλειαι.

- 287 Αἱ διατάξεις περὶ τελῶν τῶν τηλεπικοινωνιῶν καὶ αἱ διάφοροι περιστάσεις καθ' ἃς χορηγεῖται ἀτέλεια ὁρίζονται διὰ τῶν προσηρτημένων εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν Κανονισμῶν.

Ἄρθρον 39.

Προτεραιότης τῶν Τηλεπικοινωνιῶν τῶν ἀφορώσων τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς.

- 288 Αἱ διεθνεῖς ὑπηρεσίαι τηλεπικοινωνιῶν ὀφείλουν νὰ παραχωρῶσιν ἀπόλυτον προτεραιότητα εἰς τὰς τηλεπικοινωνίας τὰς ἀφορώσας τὴν ἀσφάλειαν τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς, ἐν τῇ θαλάσῃ, εἰς τὴν ξηράν, εἰς τὸν ἀέρα καὶ εἰς τὸν ἐξωατμοσφαιρικὸν χῶρον καθὼς καὶ εἰς τὰς ἐχούσας χαρακτῆρα ἐξαιρετικῶς ἐπείγοντα ἐπιδημιολογικὰς τηλεπικοινωνίας τῆς Παγκοσμίου Ὁργάνωσεως Ὑγείας.

Ἄρθρον 40.

Προτεραιότης τῶν ἐπισήμων Τηλεγραφημάτων καὶ Τηλεφωνικῶν Συνδιαλέξεων.

- 289 Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 39 καὶ 49 τῆς παρούσης Συμβάσεως τὰ Κρατικὰ τηλεγραφήματα ἀπολαμβάνουσιν προτεραιότητος, ἐπὶ τῶν λοιπῶν τηλεγραφημάτων, ὅταν ὁ ἀποστολεὺς ζητήσῃ τοῦτο. Αἱ Κρατικαὶ τηλεφωνικαὶ συνδιαλέξεις δύνανται ἐπίσης, ἐφ' ὅσον ρητῶς ζητηθῇ καὶ ὑπάρχει δυνατότης, νὰ τύχωσιν προτεραιότητος ἐπὶ τῶν λοιπῶν τηλεφωνικῶν συνδιαλέξεων.

Ἄρθρον 41.

Μυστικὴ γλῶσσα.

- 290 1. Τὰ Κρατικὰ καὶ τὰ ὑπηρεσιακὰ τηλεγραφήματα δύνανται νὰ συντάσσωνται εἰς μυστικὴν γλῶσσαν εἰς πάσας τὰς σχέσεις.

- 291 2. Τὰ ἰδιωτικὰ τηλεγραφήματα εἰς μυστικὴν γλῶσσαν δύνανται νὰ γίνωνται δεκτὰ μεταξὺ πασῶν τῶν χωρῶν πλην ἐκείνων, αἵτινες ἀνεκοίνωσαν προηγουμένως μέσῳ τῆς Γενικῆς Γραμματείας, ὅτι δὲν δέχονται τὴν γλῶσσαν ταύτην δι' αὐτὰς τὰς κατηγορίας τῶν ἀνταποκρίσεων.

- 292 3. Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη τὰ ὁποῖα δὲν δέχονται ἰδιωτικὰ τηλεγραφήματα εἰς μυστικὴν γλῶσσαν καταγόμενα ἢ προοριζόμενα διὰ τὸ ἐδαφὸς των ὀφείλουν νὰ δέχωνται αὐτὰ ὡς διαβατικά πλην, τῆς περιπτώσεως ἀναστολῆς τῆς ὑπηρεσίας, προβλεπομένης ἐν ἄρθρῳ 33 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

"Άρθρον 42.

Κατάρτισις και εξόφλησις τῶν λογαριασμῶν.

- 293 1. Αἱ διευθύνσεις τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν καὶ αἱ ἀνεγνωρισμένοι ιδιωτικαὶ ἐπιχειρήσεις αἱ ὁποῖαι ἐκμεταλλεύονται ὑπηρεσίας διεθνῶν τηλεπικοινωνιῶν, ὀφείλουσι νὰ ἔρχονται εἰς συμφωνίαν ἐπὶ τοῦ ποσοῦ τῶν πιστώσεων καὶ τῶν χρεῶν τῶν.
- 294 2. Οἱ λογαριασμοὶ χρεώσεων καὶ πιστώσεων οἱ προβλεπόμενοι εἰς τὸν ἀριθμὸν 293, καταρτίζονται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν προσηρτημένων εἰς τὴν παρούσαν Σύμβασιν Κανονισμῶν, ἐκτὸς ἐὰν ὑπάρχωσιν ἰδιαίτεροι συμφωνίαι μεταξὺ τῶν ἐνδιαφερομένων Μερῶν.
- 295 3. Οἱ διακανονισμοὶ τῶν διεθνῶν λογαριασμῶν χαρακτηρίζονται ὡς τρεχούμενοι συναλλαγῇ καὶ ἐνεργοῦνται συμφώνως πρὸς τὰς τρεχούσας διεθνεῖς ὑποχρεώσεις τῶν ἐνδιαφερομένων χωρῶν, ἐφ' ὅσον ὑπάρχουσι σχετικαὶ συμφωνίαι, μεταξὺ τῶν οἰκείων Κυβερνήσεων.

Ἐλλείψει τοιούτων συμφωνιῶν ἢ ἰδιαιτέρων συμφωνιῶν συναφθεῖσιν κατὰ τὰς εἰς τὸ ἄρθρον 44 τῆς παρούσης Συμβάσεως προβλεπομένης διατάξεις, οἱ διακανονισμοὶ οὗτοι τῶν λογαριασμῶν γίνονται συμφώνως πρὸς τοὺς Κανονισμοὺς.

"Άρθρον 43.

Νομισματικὴ Μονάς.

- 296 Νομισματικὴ μονάς διὰ τὴν σύνθεσιν τῶν τιμολογίων τῶν διεθνῶν τηλεπικοινωνιῶν καὶ τὴν κατάρτισιν τῶν διεθνῶν λογαριασμῶν εἶναι τὸ χρυσοῦν φράγκον ἐξ ἑκατὸν ἑκατοστῶν, βάρους 10/31 τοῦ γραμμαρίου καὶ τίτλου 0,900.

"Άρθρον 44.

Ἰδιαίτεροι Συμφωνίαι.

- 297 Τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη ἐπιφυλάσσουν εἰς ἑαυτὰ εἰς τὰς παρ' αὐτῶν ἀνεγνωρισμένας ιδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις καὶ εἰς ἄλλας ἐπιχειρήσεις δεόντως πρὸς τοῦτο ἐξουσιοδοτημένας, τὴν εὐχέρειαν νὰ συνάπτωσιν ἰδιαίτερας συμφωνίας ἐπὶ ζητημάτων τηλεπικοινωνιῶν τὰ ὁποῖα δὲν ἐνδιαφέρουσι τὸ σύνολον τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν.

Ἐν τούτοις αἱ συμφωνίαι αὗται δὲν πρέπει ν' ἀντίκεινται εἰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ τῶν εἰς ταύτην προσηρτημένων Κανονισμῶν, ὅσον ἀφορᾷ τὰς ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις, τὰς ὁποίας θὰ ἦδύνατο νὰ προκαλέσῃ ἡ ἐφαρμογὴ αὐτῶν ἐπὶ ὑπηρεσιῶν ραδιοεπικοινωνιῶν τῶν ἄλλων χωρῶν.

"Άρθρον 45.

Περιοχικαὶ Διασκέψεις, Περιοχικαὶ Συμφωνίαι καὶ Περιοχικαὶ Ὁργανώσεις.

- 298 Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη ἐπιφυλάσσουν εἰς ἑαυτὰ τὸ δικαίωμα νὰ πραγματοποιῶσι Περιοχικὰς Διασκέψεις, νὰ συνάπτουσιν περιοχικὰς Συμφωνίας καὶ νὰ δημιουργῶσι περιοχικὰς ὀργανώσεις, ἐπὶ σκοπῷ διακανονισμοῦ τηλεπικοινωνιακῶν ζητημάτων ἐπιδεκτικῶν ρυθμίσεως ἐπὶ περιοχικοῦ ἐπιπέδου.

Ἐν τούτοις περιοχικαὶ συμφωνίαι δὲν πρέπει νὰ εὐρίσκονται εἰς ἀντίφασιν πρὸς τὴν παρούσαν Σύμβασιν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V.

Εἰδικαὶ Διατάξεις διὰ τὰς Ραδιοεπικοινωνίας

"Άρθρον 46.

Ὁρθολογιστικὴ χρησιμοποίησις τοῦ φάσματος ραδιοηλεκτρικῶν συχνοτήτων.

- 299 Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη, κρίνουν εὐκαταῖον ὅπως ὁ χρησιμοποιούμενος ἀριθμὸς συχνοτήτων καὶ ἡ χρησιμοποιούμενη περιοχή τοῦ φάσματος περιορίζονται εἰς τὸ ἐλάχιστον δυνατόν ὅριον τὸ ἀπαραίτητον διὰ τὴν ἐξασφάλισιν καθ' ἰκανοποιητικὸν τρόπον τῆς λειτουργίας τῶν ἀναγκαιουσῶν ὑπηρεσιῶν. Εἶναι ἐπιθυμητὸν διὰ τὸν σκοπὸν αὐτόν, ὅπως αἱ τελευταῖαι τελειοποιήσεις τῆς τεχνικῆς τεθοῦν εἰς ἐφαρμογὴν ἐντὸς τῶν ἐλαχίστων προθεσμιῶν.

"Άρθρον 47.

Ἀλληλεπικοινωνία

- 300 1. Οἱ σταθμοὶ οὔτινες ἐκτελοῦσι ραδιοεπικοινωνίας εἰς τὴν κινήτην ὑπηρεσίαν ὑποχρεοῦνται ἐντὸς τῶν ὁρίων τῆς κανονικῆς τῶν χρησιμοποιήσεως, νὰ ἀνταλλάσσωσιν ἀμοιβαίως τὰς ραδιοεπικοινωνίας ἄνευ διακρίσεως τοῦ υἱοθετηθέντος ὑπ' αὐτῶν ραδιοηλεκτρικοῦ συστήματος.
- 301 2. Οὐχ' ἤττον, διὰ νὰ μὴ παρακαλύωνται αἱ ἐπιστημονικαὶ πρόοδοι, αἱ διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 300 δὲν ἐμποδίζουν τὴν χρῆσιν ραδιοηλεκτρικοῦ συστήματος, μὴ ἱκανοῦ νὰ ἐπικοινωνῇ μετ' ἄλλων συστημάτων, ἐφ' ὅσον ἡ ἀνικανότης αὕτη ὀφείλεται εἰς τὴν εἰδικὴν φύσιν τοῦ συστήματος καὶ δὲν εἶναι ἀποτέλεσμα υἱοθετήσεως συστημάτων ἐχόντων ὡς ἀποκλειστικὸν σκοπὸν τὴν παρεμπόδισιν τῆς ἀλληλεπικοινωνίας.
- 302 3. Παρὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 300, σταθμοὶ τις δύνανται νὰ διατίθεται εἰς ἐκτέλεσιν περιορισμένης διεθνούς ὑπηρεσίας τηλεπικοινωνίας, καθοριζομένης ὑπὸ τοῦ σκοποῦ ταύτης ἢ ἄλλων συνθηκῶν ἀνεξαρτήτων τοῦ χρησιμοποιουμένου συστήματος.

"Άρθρον 48.

Ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις.

- 303 1. Πάντες οἱ σταθμοί, οἳδήποτε καὶ ἂν εἶναι τὸ ἀντικείμενόν των, πρέπει νὰ ἐγκαθίστανται καὶ νὰ ὑπόκεινται εἰς ἐκμετάλλευσιν κατὰ τρόπον ὥστε νὰ μὴ προκαλῶσι ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις εἰς τὰς ραδιοηλεκτρικὰς ἐπικοινωνίας ἢ ὑπηρεσίας τῶν ἄλλων Μελῶν ἢ Συνεργαζομένων Μελῶν, τῶν ἀνεγνωρισμένων ιδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων καὶ τῶν ἄλλων ἐπιχειρήσεων τῶν δεόντως ἐξουσιοδοτημένων διὰ τὴν διεξαγωγὴν ραδιοεπικοινωνίας καὶ αἱ ὁποῖαι λειτουργοῦσι συμμορφούμεναι πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Κανονισμοῦ Ραδιοεπικοινωνιῶν.
- 304 2. Ἐκαστον Μέλος ἢ Συνεργαζόμενον Μέλος ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἀπαιτῇ ἀπὸ τὰς ἀνεγνωρισμένας ὑπ' αὐτοῦ ιδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις καὶ ἀπὸ τὰς ἄλλας ἐπιχειρήσεις τὰς δεόντως ἐξουσιοδοτημένας πρὸς τοῦτο τὴν τήρησιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 303.
- 305 3. Ἐτι πλέον, τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη ἀναγνωρίζουσι ὡς ἐπιθυμητὴν τὴν λήψιν τῶν πρακτικῶς δυνατῶν μέτρων, ἵνα ἡ λειτουργία ἡλεκτρικῶν μηχανημάτων καὶ ἐγκαταστάσεων πάσης φύσεως, μὴ προκαλῇ ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις εἰς τὰς ἐν ἀριθμῷ 303 ἀναφερομένας ραδιοηλεκτρικὰς ἐπικοινωνίας ἢ ὑπηρεσίας.

"Άρθρον 49.

Κλήσεις καὶ μηνύματα κινδύνου.

- 306 Οἱ σταθμοὶ ραδιοεπικοινωνίας ὑποχρεοῦνται νὰ δέχονται κατ' ἀπόλυτον προτεραιότητα τὰς κλήσεις καὶ τὰ μηνύματα κινδύνου, οἳδήποτε καὶ ἂν εἶναι ἡ προέλευσις των, νὰ ἀπαντῶσιν ὁμοίως εἰς τὰ μηνύματα ταῦτα καὶ νὰ δίδωσιν ἀμέσως εἰς αὐτὰ τὴν ἐπιβαλλομένην συνέχειαν.

"Άρθρον 50.

Ψευδῇ ἢ ἀπατηλὰ σήματα κινδύνου ἐπείγοντος, ἀσφαλείας ἢ ταυτότητος.

- 307 Τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη ὑποχρεοῦνται νὰ λαμβάνωσι τὰ κατάλληλα μέτρα πρὸς παρεμπόδισιν τῆς μεταβιβάσεως ἢ θέσεως εἰς κυκλοφορίαν σημάτων κινδύνου, ἐπειγούσης ἀνάγκης, ἀσφαλείας ἢ ταυτότητος ψευδῶν ἢ ἀπατηλῶν, καὶ νὰ συνεργάζονται διὰ τὸν ἐντοπισμὸν καὶ ἀναγνώρισιν τῶν σταθμῶν τῆς ἰδίας αὐτῶν χώρας οὔτινες ἐκπέμπουσιν τὰ σήματα ταῦτα.

"Άρθρον 51.

Ἐγκαταστάσεις τῶν Ὑπηρεσιῶν Ἐθνικῆς Ἀμύνης.

- 308 1. Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη διατηροῦσι πλήρη ἐλευθερίαν εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὰς ραδιοηλεκτρικὰς ἐγκαταστάσεις τῶν Στρατιωτικῶν, Ναυτικῶν καὶ

Ἀεροπορικῶν Δυνάμεων αὐτῶν.

- 309 2. Ἐν τούτοις, αἱ ἐγκαταστάσεις αὗται πρέπει, ὥσον εἶναι δυνατόν, νὰ τηρῶσιν τὰς κανονιστικὰς διατάξεις τὰς σχετικὰς μετὰ τὴν παροχὴν βοήθειας ἐν περιπτώσει κινδύνου, τὴν λήψιν μέτρων πρὸς παρεμπόδισιν ἐπιβλαβῶν παρενοχλήσεων ὡς καὶ τὰς διατάξεις τῶν Κανονισμῶν τὰς ἀφορώσας τοὺς τύπους ἐκπομπῆς καὶ τὰς χρησιμοποιοιτέας συχνότητας, ἀναλόγως τῆς φύσεως τῆς ὑπηρεσίας τὴν ὁποίαν ἐκτελοῦσιν.
- 310 3. Πλὴν τούτου, ὅταν αἱ ἐγκαταστάσεις αὗται μετέχουσι τῆς ὑπηρεσίας τῆς ἰδιωτικῆς ἀνταποκρίσεως ἢ ἄλλων ὑπηρεσιῶν διεπομένων ὑπὸ τῶν προσηρτημένων εἰς τὴν παροῦσαν σύμβασιν Κανονισμῶν, ὀφείλουσι νὰ συμμορφῶνται γενικῶς πρὸς τὰς κανονιστικὰς διατάξεις ἐκτελέσεως τῶν ὑπηρεσιῶν τούτων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VI.

Ὅρισμοί.

Ἄρθρον 52.

Ὅρισμοί.

- 311 Εἰς τὴν Σύμβασιν ταύτην, πλὴν ἀντιφάσεως μετὰ τὸ κείμενον :
- α) Οἱ ὅροι, οἵτινες καθορίζονται ἐν τῷ Παραρτήματι 2 ἔχουσι τὴν ἔννοιαν ἢ ὁποία ἀποδίδεται εἰς αὐτούς.
- 312 β) Οἱ λοιποὶ ὅροι, οἵτινες καθορίζονται διὰ τῶν ἐν ἄρθρῳ 15 προβλεπομένων Κανονισμῶν, ἔχουσι τὴν ἔννοιαν ἢ ὁποία ἀποδίδεται εἰς αὐτοὺς εἰς τοὺς Κανονισμοὺς τούτους.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VII.

Τελικὴ διάταξις.

Ἄρθρον 53.

Ἐναρξίς ἰσχύος τῆς Συμβάσεως.

- 313 Ἡ παρούσα Σύμβασις θὰ ἀρχίσῃ ἰσχύουσα τὴν πρῶτην Ἰανουαρίου χίλια ἐννεακόσια ἐξήκοντα ἐπτὰ μετὰ τῶν χωρῶν, ἑδαφῶν ἢ ομάδων ἑδαφῶν διὰ τὰς ὁποίας αἱ ἐπικυρώσεις ἢ αἱ προσχωρήσεις θὰ ἔχωσι κατατεθῇ πρὸ τῆς χρονολογίας ταύτης.

Εἰς τὴν πίστῳ τούτου, οἱ οἰκεῖοι πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὴν Σύμβασιν εἰς ἓν ἀντίτυπον, συντεταγμένον εἰς ἑκάστην τῶν γλωσσῶν ἀγγλικήν, κινεζικήν, ἰσπανικήν, γαλλικὴν καὶ ρωσσικὴν τοῦ γαλλικοῦ κειμένου ὄντος ἐπικρατεστέρου, ἐν περιπτώσει ἀμφισβήτησεως τὸ ἀντίτυπον τοῦτο θὰ παραμείνῃ κατατεθειμένον εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Διεθνοῦς Ἐνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν ἥτις θὰ ἐπιδώσῃ ἐν ἀντίγραφον εἰς ἑκάστην τῶν ὑπογραψασῶν Χωρῶν.

Ἐγένετο ἐν Μοντρὲ, τὴν 20ην Νοεμβρίου 1965

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ I

Ἀφγανιστάν

Ἀλβανία (Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς)

Ἀλγερία (Ἀλγερινὴ Δημοκρατία Δημοκρατικὴ καὶ Λαϊκὴ)

Σαουδικὴ Ἀραβία (Βασίλειον τῆς)

Ἀργεντινὴ (Δημοκρατία)

Αὐστραλία (Ὁμοσπονδία τῆς)

Αὐστρία

Βέλγιον

Λευκορωσσία (Σοβιετικὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς)

Βιρμανία (Ἐνωσις τῆς)

Βολιβία

Βραζιλία

Βουλγαρία (Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς)

Μπουρούντι (Βασίλειον τῆς)

Καμβότζη (Βασίλειον τῆς)

Καμερόν (Ὁμοσπονδιακὴ Δημοκρατία τοῦ)

Καναδᾶς

Κεντροαφρικανικὴ (Δημοκρατία)

Κεϊλάνη

Χιλή

Κίνα

Κύπρος (Δημοκρατία τῆς)

Πόλις τοῦ Βατικανοῦ (Κράτος τῆς)

Κολομβία (Δημοκρατία τῆς)

Κογκό (Δημοκρατία τοῦ)

Κογκό (Δημοκρατία τοῦ) (Μπράζαβιλ)

Κορέα (Δημοκρατία τῆς)

Κόστα-Ρίκα

Ἀκτή τοῦ Ἐλεφαντοστοῦ (Δημοκρατία τῆς)

Κούβα

Δαχομέη (Δημοκρατία τῆς)

Δανία

Δομινικανή (Δημοκρατία)

Ἑλ Σαλβαντώρ (Δημοκρατία τῆς)

Σύνολον ἑδαφῶν ἐκπροσωπούμενων ὑπὸ τοῦ Γαλλικοῦ Γραφείου Ταχυδρομείων καὶ Τηλεπικοινωνιῶν ὑπερποντίων ἑδαφῶν.

Ἰσημερινός

Ἰσπανία

Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι Ἀμερικῆς

Αἰθιοπία

Φιλανδία

Γαλλία

Καμπονεζικὴ (Δημοκρατία)

Γκάνα

Ἑλλὰς

Γουατεμάλα

Γουινέα (Δημοκρατία τῆς)

Χαϊτή (Δημοκρατία τῆς)

ΟΤ-Βόλτα (Δημοκρατία τῆς)

Ὀνδούρα (Δημοκρατία τῆς)

Ούγγαρία (Λαϊκὴ Δημοκρατία)

Ἰνδία (Δημοκρατία τῆς)

Ἰνδονησία (Δημοκρατία τῆς)

Ἰράν

Ἰράκ (Δημοκρατία τοῦ)

Ἰρλανδία

Ἰσλανδία

Ἰσραήλ (Κράτος τοῦ)

Ἰταλία

Ἰαμαϊκὴ

Ἰαπωνία

Ἰορδανία (Χασεμιτικὸν Βασίλειον τῆς)

Κένυα

Κουβέιτ (Κράτος τοῦ)

Λάος (Βασίλειον τοῦ)

Λίβανος

Λιβερία (Δημοκρατία τῆς)

Λιβύη (Βασίλειον τῆς)

Λιχτενστάιν (Πριγκιπάτον τοῦ)

Λουξεμβούργον

Μαλαισία

Μαλάουι

Μαλγκάς (Δημοκρατία)

Μαλί (Δημοκρατία τοῦ)

Μάλτα

Μαρόκον (Βασίλειον τοῦ)

Μαυριτανία (Ἰσλαμικὴ Δημοκρατία τῆς)

Μεξικόν

Μοναχὸ

Μογγολία (Λαϊκὴ Δημοκρατία τῆς)

Νεπάλ

Νικαράγουα

Νιγέρ (Δημοκρατία τῆς)

Νιγηρία (Ὁμοσπονδιακὴ Δημοκρατία τῆς)

Νορβηγία

Νέα Ζηλανδία

Ούγκάντα

Πακιστάν

Παναμᾶς

Παραγουάη

Κάτω Χώραι (Βασίλειον τῶν)
Περσῶν
Φιλιππῖνοι (Δημοκρατία τῶν)
Πολωνία (Αὐτὴ Δημοκρατία τῆς)
Πορτογαλία
Ἰσπανικὴ ἀποικία Ἀφρικῆς
ὑπερπόντιοι Πορτογαλικοὶ ἀποικιοῦ
Ἀραβικὴ Δημοκρατία τῆς Συρίας
Ἡνωμένη Ἀραβικὴ Δημοκρατία
Ὁμοσπονδιακὴ Δημοκρατία τῆς Γερμανίας
Ὁμοσπονδιακὴ Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς Οὐκρανίας
Δημοκρατία τῆς Σομαλίας
Ροδεσία
Ρουμανία (Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς)
Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς Μεγάλης Βρετανίας καὶ Β. Ἰρλανδίας.
Ρουάντα (Δημοκρατία)
Σενεγάλη (Δημοκρατία τῆς)
Σιέρα Λεόνε
Σιγκαπούρη
Σουδάν (Δημοκρατία τοῦ)
Νοτιοαφρικανικὴ (Δημοκρατία) καὶ ἑδάφος τῆς Νοτιοδυτικῆς Ἀφρικῆς.
Σουηδία
Ἑλβατία (Ὁμοσπονδία)
Τανζανία (Ἡνωμένη Δημοκρατία τῆς)
Τσάντ (Δημοκρατία τοῦ)
Τσεχοσλοβακία (Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία)
Ἑδάφη τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς.
Ἑδάφη ὑπερπόντιοι τῶν ὁποίων αἱ διεθνεῖς σχέσεις ἐξασφαλίζονται ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρετανίας καὶ Βασιλείου Ἰρλανδίας.
Ταϊλάνδη
Τογκολέζ (Δημοκρατία)
Τρινιτέ καὶ Τομπάγκο
Τυνησία
Τουρκία
Ἑνωσις Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν
Οὐραγουάη (Ἀνατολικὴ Δημοκρατία τῆς)
Βενεζουέλα (Δημοκρατία τῆς)
Βιέτ-Νάμ (Δημοκρατία τοῦ)
Ἰεμένη
Γιουγκοσλαβία (Ὁμόσπονδος Σοσιαλιστικὴ Δημοκρατία τῆς)
Ζάμπια (Δημοκρατία τῆς)

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 2 (Βλέπε ἄρθρον 52)

Καθορισμὸς ὁρῶν χρησιμοποιουμένων εἰς τὴν Διεθνή Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν καὶ τὰ παραρτήματα αὐτῆς.

401. Διεύθυνσις: Πᾶσα Κυβερνητικὴ ὑπηρεσία, ὑπεύθυνος διὰ τὴν λήψιν μέτρων πρὸς ἐκτέλεσιν τῶν υποχρεώσεων τῶν ἀναληφθεισῶν διὰ τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν καὶ τῶν προσηρημένων αὐτῇ Κανονισμῶν.
402. Ἰδιωτικὴ Ἐπιχειρήσις: Πᾶς ἰδιώτης ἢ ἑταιρία μὴ κρατικὴ, ἥτις ἐκμεταλλεῖται ἐγκατάστασιν Τηλεπικοινωνίας, προοριζομένην νὰ ἐκτελῇ ὑπηρεσίαν διεθνούς Τηλεπικοινωνίας ἥτις ἐνδεχόμενον νὰ προκαλέσῃ ἐπιβλαβεῖς παρενοχλήσεις εἰς τοιαύτην ὑπηρεσίαν.
403. Ἀνεγνωρισμένη ἰδιωτικὴ ἐπιχειρήσις: Πᾶσα ἰδιωτικὴ ἐπιχειρήσις, ὡς ὀρίζεται ἀνωτέρω, ἢ ὁποία ἐκμεταλλεῖται ὑπηρεσίαν ἰδιωτικῆς ἀνταποκρίσεως ἢ Ραδιοφωνίας καὶ εἰς τὴν ὁποίαν αἱ ἐν ἄρθρῳ 22 προβλεπόμεναι υποχρεώσεις ἐπιβάλλονται ὑπὸ τοῦ Μέλους ἢ συνεργαζομένου Μέλους, ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου εἶναι ἐγκατεστημένη ἢ ἔδρα τῆς ἐπιχειρήσεως ταύτης ἢ ὑπὸ τοῦ Μέλους ἢ συνεργαζομένου Μέλους, τὸ ὁποῖον ἔχει ἐξουσιοδοτήσει τὴν ἐπιχειρήσιν

ταύτην νὰ ἐγκαθιστᾷ καὶ νὰ ἐκμεταλλεῖται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὑπηρεσίαν τηλεπικοινωνίας.

404. Πληρεξούσιος: Πρόσωπον ἀποστελλόμενον ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους τῆς ἑνώσεως εἰς Διάσκεψιν πληρεξουσίων ἢ Πρόσωπον ἀντιπροσωπεῖον τὴν Κυβέρνησιν ἢ τὴν Διεύθυνσιν Μέλους τινος ἢ Συνεργαζομένου Μέλους τῆς ἑνώσεως εἰς Διοικητικὴν Διάσκεψιν ἢ εἰς συνέλευσιν Διεθνούς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς.
405. Ἀντιπρόσωπος: Πρόσωπον ἀποστελλόμενον ὑπὸ ἀνεγνωρισμένης ἰδιωτικῆς ἐπιχειρήσεως εἰς Διοικητικὴν Διάσκεψιν ἢ εἰς συνέλευσιν Διεθνούς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς.
406. Ἐμπειρογόνων: Πρόσωπον ἀποστελλόμενον ὑπὸ ἐπιστημονικοῦ ἢ βιομηχανικοῦ Ἑθνικοῦ Ἰδρύματος, ἐξουσιοδοτούμενον ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως ἢ τῆς Διεύθυνσεως τῆς Χώρας του, ὥπως παραστῇ εἰς τὰς συνελεύσεις τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν Διεθνούς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς.
407. Παρατηρητής: Πρόσωπον ἀποστελλόμενον ὑπὸ τῶν Ἡνωμένων Ἑθνῶν, εἰς ἐκτέλεσιν τῶν Διατάξεων τοῦ ἄρθρου 29 τῆς Συμβάσεως. Μία τῶν Διεθνῶν Ὁργανώσεων τῶν προσκαλουμένων ἢ τῶν γενομένων δεκτῶν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ, ὅπως μετὰσχῶσιν τῶν ἐργασιῶν Διασκέψεως τινος.
- Τῆς Κυβερνήσεως Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους τῆς ἑνώσεως μετέχοντος ἄνευ δικαιώματος ψήφου εἰς μίαν Διοικητικὴν Διάσκεψιν περιφερειακοῦ χαρακτῆρος συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 7 τῆς Συμβάσεως.
408. Ἀντιπροσωπεῖα: Τὸ σύνολον τῶν Πληρεξουσίων καὶ ἐνδεχομένως, τῶν ἀντιπροσώπων, Συμβούλων, ἀκολούθων ἢ διερμηνέων τῶν ἀποστελλομένων ὑπὸ μίας καὶ τῆς αὐτῆς χώρας. Ἐκαστον Μέλος καὶ Συνεργαζόμενον Μέλος εἶναι ἐλεύθερον ὅπως καταρτίξῃ τὴν ἀντιπροσωπεῖαν τοῦ κατὰ βούλησιν. Ἰδιαιτέρως, δύναται νὰ περιλαμβάνῃ εἰς αὐτὴν ὑπὸ τὴν ἰδιότητα πληρεξουσίων συμβούλων ἢ ἀκολούθων, πρόσωπα ἀνήκοντα εἰς ἀνεγνωρισμένας ὑπ' αὐτοῦ ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις ἢ πρόσωπα ἀνήκοντα εἰς ἄλλας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις ἐνδιαφερομένας διὰ τὰς Τηλεπικοινωνίας.
409. Τηλεπικοινωνία: Πᾶσα μεταβίβασις, ἐκπομπὴ ἢ λήψις σημείων, σημάτων, κεμένων εἰκόνων, ἤχων ἢ πληροφοριῶν πάσης φύσεως διὰ σύρματος, διὰ ραδιοηλεκτρισμοῦ, ὁπτικῶς ἢ δι' ἄλλων ἡλεκτρομαγνητικῶν συστημάτων.
410. Τηλεγραφία: Σύστημα Τηλεπικοινωνίας ἐξασφαλίζον τὴν μεταβίβασιν καὶ τὴν ἀναπαραγωγὴν εἰς ἀπόστασιν τοῦ περιεχομένου παντὸς ἐγγράφου, ὅπως χειρογράφου, ἐντύπου ἢ εἰκόνος, ἢ ἀκόμη ἀναπαραγωγὴν εἰς ἀπόστασιν παντὸς εἶδους πληροφοριῶν ὑπὸ τὴν μορφήν ταύτην. Εἰς τὸν κανονισμὸν Ραδιοεπικοινωνιῶν, ὁ ὅρος «Τηλεγραφία» σημαίνει, πλὴν ἀντιθέτου μνείας σύστημα Τηλεπικοινωνίας ἐξασφαλίζον τὴν μεταβίβασιν γραπτῶν διὰ τῆς χρησιμοποιήσεως κώδικος σημείων.
411. Τηλεφωνία: Σύστημα τηλεπικοινωνίας ἐγκαθιστάμενον διὰ τὴν μεταβίβασιν τοῦ λόγου, εἰς τινὰς δὲ περιπτώσεις καὶ ἄλλων ἤχων.
412. Ραδιοεπικοινωνία: Τηλεπικοινωνία πραγματοποιουμένη τῇ βοήθειᾳ τῶν ραδιοηλεκτρικῶν κυμάτων.
413. Ράδιον: Πρόθεμα χρησιμοποιούμενον εἰς τὴν χρῆσιν τῶν ραδιοηλεκτρικῶν κυμάτων.
414. Ἐπιβλαβὴς παρενόχλησις: Πᾶσα ἐκπομπή, πᾶσα ἀκτινοβολία, ἢ πᾶσα ἐπαγωγὴ, ἥτις διακυβεύει τὴν λειτουργίαν ὑπηρεσίας ραδιοπλοῦτος ἢ ἄλλων ὑπηρεσιῶν ἀσφαλείας. (*) Ὑπηρεσία ἀσφαλείας θεωρεῖται πᾶσα ραδιοηλεκτρικὴ ὑπηρεσία λειτουργοῦσα μονίμως ἢ προσωρικαίως πρὸς ἐξυπηρέτησιν τῆς ἀσφαλείας τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς καὶ τῆς προστασίας τῶν ἀγαθῶν, ἢ πρὸς

(*) Ὑπηρεσία ἀσφαλείας θεωρεῖται πᾶσα ραδιοηλεκτρικὴ ὑπηρεσία λειτουργοῦσα μονίμως ἢ προσωρικαίως πρὸς ἐξυπηρέτησιν τῆς ἀσφαλείας τῆς ἀνθρωπίνης ζωῆς καὶ τῆς προστασίας τῶν ἀγαθῶν.

- νεῖ σοβαρὰν βλάβην τῆς ποιότητος ὑπηρεσίας ραδιο-
επικοινωνίας λειτουργούσης συμφώνως τῷ Κανονι-
σμῷ Ραδιοεπικοινωνιῶν, τὴν παρεμποδίζει ἢ τὴν δια-
κόπτει κατὰ τὴν ἐπὶ παραπομπῆς ἀναφερόμενον.
- 415 Διεθνὴς ὑπηρεσία : Ὑπηρεσία τηλεπικοινωνίας με-
ταξὺ Γραφείων ἢ σταθμῶν Τηλεπικοινωνίας πάσης
φύσεως, κειμένων εἰς διαφόρους χώρους ἢ ἀντηκόντων
εἰς διαφόρους χώρους.
- 416 Κινητὴ Ὑπηρεσία : Ὑπηρεσία Ραδιοεπικοινωνίας
μεταξὺ κινητῶν σταθμῶν καὶ σταθμῶν ξηρᾶς, ἢ μετα-
ξὺ κινητῶν σταθμῶν.
- 417 Ραδιοφωνικὴ Ὑπηρεσία : Ὑπηρεσία Ραδιοεπικοι-
νωνίας τῆς ὁποίας αἱ ἐκπομπαὶ προορίζονται διὰ τὴν
λήψιν ἀπ' εὐθείας ὑπὸ τοῦ κοινοῦ ἐν γένει. Ἡ Ὑπηρε-
σία αὕτη δύναται νὰ περιλαμβάνῃ, ἡχητικὰς ἐκπο-
μπάς, ἐκπομπὰς τηλεγράφων, ἢ ἄλλων εἰδῶν ἐκπο-
μπᾶς.
- 418 Ἰδιωτικὴ ἀνταπόκρισις : Πᾶσα τηλεπικοινωνία ἥς
τὰ γραφεῖα καὶ οἱ σταθμοὶ ὡς ἐκ τοῦ γεγονότος ὅτι
ἔχουν τεθεῖ εἰς τὴν διάθεσιν τοῦ κοινοῦ ὀφείλουσιν νὰ
δέχωνται πρὸς μεταβίβασιν.
- 419 Τηλεγράφημα : Κείμενον προοριζόμενον διὰ τηλε-
γραφικὴν μεταβίβασιν μὲ σκοπὸν νὰ ἐπιδοθῇ εἰς τὸν
παραλήπτην. Εἰς τὸν ὅρον τοῦτον περιλαμβάνεται καὶ
τὸ ραδιοτηλεγράφημα πλὴν ἀντιθέτου ὁρισμοῦ.
- 420 Κρατικὰ τηλεγραφήματα καὶ τηλεφωνικὰ συνδια-
λέξεις.
Τηλεγραφήματα καὶ τηλεφωνικὰ συνδιαλέξεις ἀ-
ποσπελλόμενα ὑπὸ μιᾶς τῶν κάτωθι ἀρχῶν :
— Ἀρχηγοῦ Κράτους
— Προέδρου Κυβερνήσεως καὶ Μελῶν Κυβερνήσεως.
— Ἀρχηγοῦ ἐδάφους ἢ Ἀρχηγοῦ ἐδάφους περι-
λαμβανομένου εἰς ὁμάδα ἐδαφῶν Μέλους ἢ Συνεργα-
ζομένου Μέλους.
— Ἀρχηγοῦ ἐδάφους ὑπὸ κηδεμονίαν ἢ ὑπὸ ἐντολὴν
εἴτε τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν εἴτε Μέλους ἢ Συνεργα-
ζομένου Μέλους.
— Ἀρχηγῶν Στρατιωτικῶν δυνάμεων ξηρᾶς, θα-
λάσσης ἢ ἀέρος.
— Διπλωματικῶν ἢ Προξενικῶν Ἀρχῶν.
— Γενικοῦ Γραμματέως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν,
Ἀρχηγοῦ τῶν κυρίων ὀργάνων τῶν Ἡνωμένων Ἐ-
θνῶν.
— Διεθνοῦς Δικαστηρίου τῆς Χάγης.
- 421 Αἱ ἀπαντήσεις εἰς τὰ κρατικὰ τηλεγραφήματα, ὡς
ταῦτα ὀρίζονται ἀνωτέρω, θεωροῦνται ἐπίσης ὡς Κρα-
τικὰ τηλεγραφήματα.
- 422 Ὑπηρεσιακὰ Τηλεγραφήματα : Τηλεγραφήματα δια-
μεμβόμενα μεταξὺ :
α) Τῶν Διευθύνσεων
β) Τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων
γ) Τῶν Διευθύνσεων καὶ τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰ-
διωτικῶν ἐπιχειρήσεων.
δ) Τῶν Διευθύνσεων καὶ ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν
ἐπιχειρήσεων ἀφ' ἐνὸς καὶ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως
ἀφ' ἑτέρου, καὶ τὰ ὅποια εἶναι σχετικὰ μὲ τὰς διεθνεῖς
τηλεπικοινωνίας.
- 423 Ἰδιωτικὰ Τηλεγραφήματα : Πάντα τὰ λοιπὰ τη-
λεγραφήματα, πλὴν τῶν ὑπηρεσιακῶν καὶ Κρατικῶν.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 3

(βλέπε ἄρθρον 28)

Διαιτησία

- 501 1. Τὸ μέρος τὸ ὁποῖον ἐγκαλεῖ ἀρχίζει τὴν σχετικὴν
διαδικασίαν διαβιβάζον εἰς τὸ ἕτερον μέρος ἀνακοίνω-
σιν περὶ αἰτήσεως διαιτησίας.
- 502 2. Τὰ μέρη ἀποφασίζουσι κοινῇ συμφωνίᾳ ἐὰν θὰ
ἀναθέσωσι τὴν διαιτησίαν εἰς πρόσωπα, Διευθύνσεις
ἢ Κυβερνήσεις. Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν παρελθούσης
προθεσμίας ἐνὸς μηνὸς ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ἀνακοινώ-
σεως αἰτήσεως περὶ διαιτησίας τὰ ἐνδιαφερόμενα μέρη
δὲν συνεφωνήσαν ἐπὶ τοῦ σημείου τούτου, ἡ διαιτησία

ἀνατίθεται εἰς Κυβερνήσεις.

- 503 3. Ἐὰν ἡ διαιτησία ἀνατίθεται εἰς πρόσωπα, οἱ διαι-
τηταὶ δὲν πρέπει νὰ εἶναι ὑπῆκοοι τῶν ἐνδιαφερομέ-
νων χωρῶν, οὔτε νὰ κατοικῶσιν εἰς ταύτας, οὔτε νὰ
χρησιμοποιῶνται εἰς τὴν ὑπηρεσίαν των.
- 504 4. Ἐὰν ἡ διαιτησία ἀνατίθεται εἰς Κυβερνήσεις ἢ
εἰς Διευθύνσεις τῶν Κυβερνήσεων τούτων, αὗται πρέ-
πει νὰ ἐκλέγωνται μεταξὺ Μελῶν ἢ Συνεργαζομένων
Μελῶν ξένων πρὸς τὴν διαφορὰν, ἀλλὰ μετεχόντων
τῆς συμφωνίας ἢ ἐφαρμογῇ τῆς ὁποίας προσεκάλεσε
τὴν διαφορὰν.
- 505 5. Ἐντὸς τῆς προθεσμίας τριῶν μηνῶν ὑπολογιζο-
μένης ἀπὸ τῆς χρονολογίας λήψεως τῆς ἀνακοινώσεως
δι' ἧς αἰτεῖται διαιτησία, ἕκαστον τῶν δύο μερῶν ὀ-
ρίζει ἓνα διαιτητὴν.
- 506 6. Ἐὰν περισσότερα τῶν δύο μερῶν ἔχουσιν ἐμπλα-
κὴ εἰς τὴν διαφορὰν, ἕκαστη ὁμάς ἔχουσα κοινὰ συμ-
φέροντα εἰς τὴν διαφορὰν, ὀρίζει ἓνα διαιτητὴν συμ-
φώνως πρὸς τὴν ἐν ἀριθμοῖς 504 - 505 προβλεπομένην
διαδικασίαν.
- 507 7. Οἱ δύο οὗτοι ὀριζόμενοι διαιτηταὶ συνεννοοῦνται
διὰ τὸν διορισμὸν τρίτου διαιτητοῦ, ὅστις, ἐὰν οἱ δύο
πρῶτοι εἶναι πρόσωπα καὶ ὅχι Κυβερνήσεις ἢ Διευ-
θύνσεις πρέπει νὰ πληροῖ τοὺς ὅρους τοῦ ἀνωτέρω ἀ-
ριθμοῦ 503 καὶ ἐπὶ πλέον νὰ ἔχῃ ἐθνικότητα διάφορον
τῶν δύο ἄλλων. Εἰς περίπτωσιν ἀσυμφωνίας μεταξὺ
τῶν δύο διαιτητῶν ἐν τῇ ἐκλογῇ τρίτου ἕκαστος τού-
των προτείνει τρίτον διαιτητὴν, οὐδὲν συμφέρον ἔ-
χοντα εἰς τὴν διαφορὰν. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῆς
Ἐνώσεως προβαίνει τότε εἰς κλήρωσιν διὰ τὴν ἀνά-
δειξιν τοῦ ἐνὸς ἐκ τῶν δύο προταθέντων ὡς τρίτου διαι-
τητοῦ.
- 508 8. Τὰ διαφωνοῦντα μέρη δύνανται νὰ συνεννοοῦνται
πρὸς λύσιν τῆς διαφορᾶς των ὑπ' ἐνὸς μόνον διαιτητοῦ,
ὀριζομένου κοινῇ συμφωνίᾳ. Ἐπίσης δύνανται νὰ ὀ-
ρίζωσιν, ἕκαστον, ἓνα διαιτητὴν καὶ νὰ ζητῶσιν ἀπὸ τὸν
Γενικὸν Γραμματέα τῆς Ἐνώσεως, ὅπως, ἐκ τῶν δύο
ἐκλέξῃ ἓνα διὰ κλήρωσεως.
- 509 9. Ὁ διαιτητὴς ἢ οἱ διαιτηταὶ ἀποφασίζουσιν ἐλευθέ-
ρως ἐπὶ τῆς ἀκολουθητέας διαδικασίας.
- 510 10. Ἡ ἀπόφασις τοῦ μοναδικοῦ διαιτητοῦ εἶναι τε-
λεσιδίκως καὶ δεσμεύει τοὺς διαδίκους. Ἐὰν ἡ διαιτησία
ἀνατίθεται εἰς περισσότερους διαιτητάς, ἡ διὰ πλειοψη-
φίας τῶν διαιτητῶν λαμβανομένη ἀπόφασις εἶναι τελε-
σιδίκως καὶ δεσμεύει τὰ Μέρη.
- 511 11. Ἐκαστον μέρος βαρύνεται μὲ τὰς δαπάνας, τὰς
ὁποίας τὸ ἴδιον προσεκάλεσεν ἐν τῇ προπαρασκευῇ τῆς
διαιτησίας. Αἱ ὑπόλοιποι δαπάναι τῆς διαιτησίας κατα-
νέμονται ἐξ ἴσου μεταξὺ τῶν διαδίκων.
- 512 12. Ἡ Ἐνωσις παρέχει πάσας τὰς σχετικὰς πρὸς τὴν
διαφορὰν πληροφορίας ὧν ὁ διαιτητὴς ἢ οἱ διαιτηταὶ
θὰ ἤδυναντο νὰ ἔχουσιν ἀνάγκην.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 4.

Γενικὸς Κανονισμὸς προσηρτημένος εἰς τὴν Διεθνῇ
Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν.

ΜΕΡΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

Γενικὰ Διατάξεις ἀφορῶσαι τὰς Διασκέψεις

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 1.

Πρόσκλησις καὶ ἀποδοχὴ εἰς τὰς Διασκέψεις Πλη-
ρεξουσίων, ἐν περιπτώσει συμμεταχῆς προσκαλοῦσης
Κυβερνήσεως.

- 601 1. Ἡ καλοῦσα Κυβερνήσις, ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τοῦ
Διοικητικοῦ Συμβουλίου ὀρίζει, τὴν ὀριστικὴν ἡμερομη-
νίαν καὶ τὸν ἀκριβῆ τόπον τῆς Διασκέψεως.
- 602 2. (1) Ἐν ἔτος πρὸ τῆς ἡμερομηνίας ταύτης, ἡ κα-
λοῦσα Κυβερνήσις ἀποστέλλει πρόσκλησιν εἰς τὴν Κυβέ-
ρνησιν ἕκαστης χώρας Μέλους τῆς Ἐνώσεως καὶ εἰς ἕ-
καστον Συνεργαζόμενον Μέλος τῆς Ἐνώσεως.

- 603 (2) Αί προσκλήσεις αὗται δύνανται νὰ ἀπευθύνωνται εἴτε ἀπ'εὐθείας, εἴτε μέσω τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως, εἴτε μέσω ἄλλης Κυβερνήσεως.
- 604 3. Ὁ Γενικός Γραμματεὺς ἀπευθύνει πρόσκλησιν εἰς τὰ Ἑνωμένα Ἐθνη συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 29 τῆς Συμβάσεως.
- 605 4. Ἡ καλοῦσα Κυβέρνησις ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἤτοι προτάσει τούτου, δύναται νὰ καλέσῃ τὰς εἰδικευμένας ὁργανώσεις τοῦ Ὁργανισμοῦ Ἑνωμένων Ἐθνῶν ὡς καὶ τῆς Διεθνoῦς Ἐπιτροπῆς Ἀτομικῆς Ἑνεργείας, ὅπως ἀποστείλῃσι παρατηρητὰς ἵνα μετὰσχῶσι τῶν Διασκέψεων μετὰ Συμβουλευτικῆς ψήφου ἐπὶ τῆς βάρους τῆς ἀριετιότητος.
- 606 5. Αἱ ἀπαντήσεις τῶν Μελῶν καὶ συνεργαζομένων Μελῶν πρέπει νὰ περιέχωνται εἰς τὴν καλοῦσαν Κυβέρνησιν ἕνα μῆνα, τὸ βραδύτερον, πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς Διασκέψεως. Αὗται δέον νὰ περιέχωσιν κατὰ τὸ δυνατόν πᾶσας τὰς πληροφορίας τὰς σχετικὰς μετὰ τὴν σύνοψιν τῆς ἀντιπροσωπείας.
- 607 6. Πᾶς μόνιμος Ὁργανισμὸς τῆς Ἑνώσεως ἔχει τὸ δικαίωμα ὅπως ἀντιπροσωπευθῇ εἰς τὴν Διάσκεψιν ὑπὲρ Συμβουλευτικὴν ἰδιότητα ὡς αὐτὴ συζητεῖ ὑποθέσεις ἀναγομένας εἰς τὴν ἀρμοδιότητά του. Ἐν ἀνάγκῃ ἡ Διάσκεψις δύναται νὰ καλέσῃ καὶ Ὁργανισμὸν ὅστις δὲν ἔκρινε ἀναγκαῖον νὰ ἀντιπροσωπευθῇ εἰς αὐτήν.
- 608 7. Γίνονται δεκτοὶ εἰς τὰς Διασκέψεις Πληρεξουσίων.
- 609 α) Αἱ ἀντιπροσωπεῖται, ὡς αὗται ὀρίζονται ἐν τῷ ἀριθμῷ 408 τοῦ Παραρτήματος 2 τῆς Συμβάσεως.
- 610 β) Οἱ παρατηρηταὶ τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν
- γ) Οἱ παρατηρηταὶ τῶν εἰδικευμένων ὁργανώσεων καὶ τῆς Διεθνoῦς Ἐπιτροπῆς ἀτομικῆς ἐνεργείας συμφώνως τῷ ἀριθμῷ 605.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 2.

Πρόσκλησις καὶ ἀποδοχὴ εἰς τὰς Διοικητικὰς Διασκέψεις ἐν περιπτώσει συμμετοχῆς προσκαλούσας Κυβερνήσεως.

- 611 1. (1) Αἱ διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 601 ἕως 606 ἐφαρμόζονται εἰς τὰς Διοικητικὰς Διασκέψεις.
- 612 (2) Ἐν τούτοις ἡ προθεσμία διὰ τὴν ἀποστολὴν τῶν προσκλήσεων δύναται νὰ περιορισθῇ εἰς ἑξ ἡμέρας ἐν ἀνάγκῃ.
- 613 (3) Τὰ Μῆλη καὶ Συνεργαζόμενα Μῆλη τῆς Ἑνώσεως δύνανται νὰ ἀνακοινῶσι τὴν πρόσκλησιν, ἥτις ἀπευθύνθη εἰς αὐτά, εἰς τὰς ὑπ' αὐτῶν ἀνεγνωρισμένους ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις.
- 614 2. (1) Ἡ καλοῦσα Κυβέρνησις ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἢ τῇ προτάσει τούτου, δύναται νὰ ἀπευθύνῃ ἀνακοίνωσιν εἰς τὰς διεθνεῖς ὁργανώσεις, αἵτινες ἐνδιαφέρονται ὅπως ἀποστέλλωσι παρατηρητὰς ἵνα μετὰσχῶσι τῶν ἐργασιῶν τῆς Διασκέψεως ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα.
- 615 (2) Αἱ ἐνδιαφερόμεναι διεθνεῖς ὁργανώσεις ἀπευθύνουσιν εἰς τὴν καλοῦσαν Κυβέρνησιν αἴτησιν συμμετοχῆς ἐντὸς προθεσμίας δύο μηνῶν ἀρχομένης ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἀνακοινώσεως.
- 616 (3) Ἡ καλοῦσα Κυβέρνησις συγκεντρώνει τὰς αἰτήσεις ἢ δὲ ἀπόφασιν περὶ ἀποδοχῆς τῆς αἰτήσεως λαμβάνεται ὑπ' αὐτῆς ταύτης τῆς Διασκέψεως.
- 617 3. (1) Γίνονται δεκτοὶ εἰς τὰς Διοικητικὰς Διασκέψεις :
- α) Αἱ ἀντιπροσωπεῖται, ὡς αὗται ὀρίζονται ἐν τῷ ἀριθμῷ 408 τοῦ Παραρτήματος 2 τῆς Συμβάσεως.
- 618 β) Οἱ παρατηρηταὶ τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν.
- 619 γ) Οἱ παρατηρηταὶ τῶν εἰδικευμένων ὁργανώσεων καὶ τῆς ἐπιτροπῆς ἀτομικῆς ἐνεργείας συμφώνως τῷ ἀριθμῷ 605.
- 620 δ) Οἱ παρατηρηταὶ τῶν διεθνῶν ὁργανώσεων τῶν γινομένων δεκτῶν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 614 ἕως 616.

- 621 ε) Οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων, τῶν δεόντως ἐξουσιοδοτημένων ὑπὸ τῆς Χώρας Μέλους ἐξ ἧς ἐξαρτῶνται.
- 622 στ) Οἱ μόνιμοι ὁργανισμοὶ τῆς Ἑνώσεως ὑπὸ τῶν ἐν ἀριθ. 607 προβλεπομένων ὅρων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 3.

Εἰδικὰ διατάξεις διὰ τὰς Διασκέψεις αἵτινες συνέρχονται ἄνευ συμμετοχῆς προσκαλούσας Κυβερνήσεως.

- 623 (1) Ὅσας πρὸκειται νὰ συνέλθῃ διάσκεψις ἄνευ προσκαλούσας Κυβερνήσεως, ἐφαρμόζονται αἱ διατάξεις τῶν Κεφαλαίων 1 καὶ 2. Ὁ Γενικός Γραμματεὺς κατόπιν συνεννόησεως μετὰ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσπονδίας, λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν σύγκλησιν καὶ ὁργάνωσιν τῆς Διασκέψεως εἰς τὴν ἑδρὰν τῆς Ἑνώσεως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 4.

Προθεσμία καὶ τρόπος ὑποβολῆς προτάσεων εἰς τὰς Διασκέψεις.

- 624 1. Εὐθὺς μετὰ τὴν ἀποστολὴν τῶν προσκλήσεων ὁ Γενικός Γραμματεὺς παρακαλεῖ τὰ Μῆλη καὶ Συνεργαζόμενα Μῆλη ὅπως τῷ ἀποστείλωσι ἐντὸς προθεσμίας τισσάρων μηνῶν τὰς προτάσεις τῶν τὰς σχετικὰς μετὰ τὰς ἐργασίας τῆς Διασκέψεως.
- 625 2. Πᾶσα ὑποβαλλομένη πρότασις ἥς ἡ ἀποδοχὴ συνεπάγεται τὴν ἀναθεώρησιν τοῦ κειμένου τῆς Συμβάσεως ἢ τῶν Κανονισμῶν δέον νὰ περιέχῃ παραπομπὰς ἐπιτροπῶν τῶν εὐχερῇ ἀνεύρεσιν, κατ' ἀριθμὸν τῶν μερῶν τοῦ κειμένου ἅτινα χρήζουσι τῆς ἀναθεωρήσεως ταύτης. Ἡ αἰτιολογία τῆς προτάσεως δέον νὰ ἐμφανίζηται εἰς ἐκάστην περίπτωσιν ὅσον εἶναι δυνατόν συνοπτικῶς.
- 626 3. Ὁ Γενικός Γραμματεὺς ἀνακοινεῖ τὰς προτάσεις εἰς ἅπαντα τὰ Μῆλη καὶ Συνεργαζόμενα Μῆλη κατὰ τὴν σειράν τῆς λήψεώς των.
- 627 4. Ὁ Γενικός Γραμματεὺς συγκεντρώνει καὶ συντονίζει τὰς ληφθεῖσας προτάσεις τῶν Διευθύνσεων καὶ τῶν Διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν καὶ ἀνακοινεῖ αὐτάς τρεῖς τοῦλάχιστον μηνῶν πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς Διασκέψεως εἰς πάντα τὰ Μῆλη καὶ Συνεργαζόμενα μέλη. Οὔτε ἡ Γενικὴ Γραμματεία οὔτε αἱ εἰδικευμέναι Γραμματεῖαι ἔχουν τὴν δυνατότητα νὰ ὑποβάλλουν προτάσεις.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 5.

Διαπιστευτήρια τῶν ἀντιπροσωπειῶν εἰς τὰς Διασκέψεις.

- 628 1. Ἡ ὑπὸ Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους ἀποστελλομένη ἀντιπροσωπεῖα διὰ νὰ μετὰσχῃ Διασκέψεως δέον νὰ εἶναι δεόντως ἐξουσιοδοτημένη συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 629 ἕως 636.
- 629 2. (1) Αἱ ἀντιπροσωπεῖται πληρεξουσίων εἰς τὰς Διασκέψεις διαπιστεύονται διὰ πράξεων ὑπογεγραμμένων ὑπὸ τοῦ Ἀρχηγοῦ τοῦ Κράτους ἢ ὑπὸ τοῦ Πρωθυπουργοῦ ἢ ὑπὸ τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Ἐξωτερικῶν.
- 630 (2) Αἱ ἀντιπροσωπεῖται εἰς τὰς Διοικητικὰς Διασκέψεις διαπιστεύονται διὰ πράξεων ὑπογεγραμμένων ὑπὸ τοῦ Ἀρχηγοῦ τοῦ Κράτους, ἢ ὑπὸ τοῦ Πρωθυπουργοῦ ἢ ὑπὸ τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Ἐξωτερικῶν ἢ ὑπὸ τοῦ Ὑπουργοῦ τοῦ ἀρμοδίου διὰ τὰ ἐξεταζόμενα ὑπὸ τῆς Διασκέψεως θέματα.
- 631 (3) Μετὰ τὴν ἐπιφύλαξιν ἐπικυρώσεως προερχομένης ἐκ μιᾶς τῶν ἀναφερομένων ἐν ἀρθρῷ 629 ἢ 630 ἀρχῶν καὶ λαμβανομένης πρὸ τῆς ὑπογραφῆς τῶν τελικῶν πράξεων, μία ἀντιπροσωπεῖα δύναται προσωρινῶς νὰ διαπιστευεῖται ὑπὸ τοῦ Ἀρχηγοῦ τῆς διπλωματικῆς ἀποστολῆς τῆς χώρας του παρὰ τῇ Κυβερνήσει τῆς Χώρας ὅπου γίνονται ἡ Διάσκεψις ἢ ἂν ὁ τόπος τῆς Διασκέψεως εἶναι ἐκεῖνος τῆς ἑδρας τῆς Ἑνώσεως, ὑπὸ τοῦ Ἀρχηγοῦ τῆς μονίμου ἀντιπροσωπείας τῆς χώρας του παρὰ τῷ Εὐρωπαϊκῷ γραφείῳ τῶν Ἑνωμένων Ἐθνῶν.
- 632 (4) Πᾶσα ἀντιπροσωπεῖα ἐκπροσωποῦσα ἑδαφος

- ὕπὸ ἐντολήν, ἐπ' ὀνόματι τοῦ ὁποίου ἔχουσι προσχωρήσει τὰ Ἡνωμένα Ἔθνη εἰς τὴν Σύμβασιν, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 21 δέον νὰ εἶναι ἐξουσιοδοτημένη διὰ πράξεως ὑπογεγραμμένης ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.
- 633 3. Τὰ διαπιστευτήρια γίνονται δεκτὰ ἐὰν εἶναι ὑπογεγραμμένα ὑπὸ μιᾶς τῶν ἀπαιθουμένων ἐν ταῖς ἀριθμοῖς 629 ἕως 632 ἀρχῶν καὶ ἐὰν ἀνταποκρίνονται εἰς ἐν τῶν ἐπομένων κριτηρίων.
- 634 Νὰ ἀπονέμουν τὰ πλήρη διαπιστευτήρια εἰς τὴν ἀντιπροσωπείαν.
- 635 Νὰ ἐξουσιοδοτοῦν τὴν ἀντιπροσωπείαν νὰ ἐκπροσωπῇ τὴν Κυβέρνησιν τῆς ἀνευ οὐδενὸς περιορισμοῦ.
- 636 Νὰ δίδουν εἰς τὴν ἀντιπροσωπείαν ἢ εἰς μερικὰ τῶν Μελῶν τῆς τὸ δικαίωμα τῆς ὑπογραφῆς τῶν ὀριστικῶν πράξεων.
- 637 4. (1) Μία ἀντιπροσωπεία τῆς ὁποίας τὰ διαπιστευτήρια ἀναγνωρίζονται ὡς καλῶς ἔχοντα ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως ἔχει τὴν δυνατότητα νὰ ἀσκήσῃ τὸ δικαίωμα ψήφου τῆς ἐνδιαφερομένης χώρας Μέλους καὶ νὰ ὑπογράψῃ τὰς τελικὰς Πράξεις.
- 638 (2) Μία ἀντιπροσωπεία τῆς ὁποίας τὰ διαπιστευτήρια δὲν ἀναγνωρίζονται ὡς καλῶς ἔχοντα ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως δὲν δύναται νὰ ἀσκήσῃ τὸ δικαίωμα ψήφου οὔτε νὰ ὑπογράψῃ τὰς τελικὰς πράξεις ἐφ' ὅσον χρόνον δὲν ἤβελον τακτοποιηθῇ ταῦτα.
- 639 5. Τὰ διαπιστευτήρια δέον νὰ κατατίθενται εἰς τὴν Γραμματεῖαν τῆς Διασκέψεως μόλις εἶναι δυνατὸν. Εἰδικῇ Ἐπιτροπῇ εἶναι ἐπιφορτισμένη νὰ τὰ ἐλέγξῃ παρουσιάσει εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν ἔκθεσιν μετὰ συμπεράσματά της ἐντὸς τῆς καθοριζομένης ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως προθεσμίας. Ἐν ἀναμονῇ τῆς ἀποφάσεως τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως ἐπὶ τοῦ ἐν λόγῳ θεμάτων, ἡ ἀντιπροσωπεία ἐνὸς Μέλους τῆς Ἐνώσεως δύναται νὰ μετὰσχῇ εἰς τὰς ἐργασίας καὶ ν' ἀσκήσῃ τὸ δικαίωμα ψήφου τοῦ ἐνδιαφερομένου Μέλους.
- 640 6. Κατὰ γενικὸν κανόνα τὰ Μέλη τῆς Ἐνώσεως δέον νὰ προσπαθῶσι νὰ ἀποστέλλωσι εἰς τὰς Διασκέψεις τῆς Ἐνώσεως ἰδικὰς τῶν ἀντιπροσωπειᾶς. Ἐν τούτοις ἐὰν δι' ἐξαιρετικὸν λόγον Μέλος τι δὲν δύναται νὰ ἀποστείλῃ ἰδικὴν τοῦ ἀντιπροσωπείαν, δύναται νὰ διαπιστευθῇ ἀντιπροσωπείαν ἐτέρου Μέλους τῆς Ἐνώσεως καὶ νὰ δώσῃ εἰς αὐτὴν τὴν πληρεξουσιότητα νὰ ἐνεργῇ καὶ νὰ ὑπογράψῃ ἐπ' ὀνόματί της.
- Αὕτῃ ἡ μεταφορὰ διαπιστεύσεως δέον νὰ ἀποτελέσῃ ἀντικείμενον πράξεως ὑπογεγραμμένης ὑπὸ μιᾶς τῶν ἀναφερομένων ἀρχῶν ἐν τῷ ἀριθμῷ 629 ἢ 630 ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως.
- 641 7. Ἀντιπροσωπεία ἔχουσα τὸ δικαίωμα ψήφου δύναται νὰ δώσῃ ἐντολήν εἰς ἐτέραν ἀντιπροσωπείαν ἔχουσαν δικαίωμα ψήφου νὰ ἀσκήσῃ αὐτὸ τὸ δικαίωμα κατὰ τὴν διάρκειαν μιᾶς ἢ περισσοτέρων συνόδων εἰς τὰς ὁποίας δὲν τῆς εἶναι δυνατὸν νὰ παρίσταται.
- Εἰς μίαν τοιαύτην περίπτωσιν, δέον νὰ εἰδοποιῇ τὸν Πρόεδρον τῆς Διασκέψεως ἐν καταλλήλῳ χρόνῳ καὶ γραπτῶς.
- 642 8. Μία ἀντιπροσωπεία δὲν δύναται ν' ἀσκήσῃ πλεόν τῆς μιᾶς ψήφου κατ' ἐξουσιοδότησιν καθ' ἐκάστην τῶν προβλεπομένων εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 640 καὶ 641 περιπτώσεων.
- 643 9. Τὰ διαπιστευτήρια καὶ αἱ ἐξουσιοδοτήσεις ἀπευθυνόμενα τηλεγραφικῶς δὲν εἶναι δεκτὰ. Τοῦναντίον γίνονται δεκτὰ τὰ τηλεγραφήματα δι' ὧν δίδεται ἀπάντησις εἰς αἰτήσιν πληροφοριῶν τοῦ προέδρου ἢ τῆς γραμματείας τῆς Διασκέψεως, ἀναφορικῶς μετ' ἐν ζήτημα διαπιστευτηρίων.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 6.

Διαδικασία διὰ τὴν σύγκλησιν παγκοσμίων διοικητικῶν Διασκέψεων, τῇ αἰτήσῃ Μελῶν ἢ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἐνώσεως ἢ τῇ προτάσει τοῦ Διοικητι-

κοῦ Συμβουλίου.

- 644 1. Τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη τῆς Ἐνώσεως ἄτινα ἐπιθυμοῦσι τὴν σύγκλησιν μιᾶς παγκοσμίου Διοικητικῆς Διασκέψεως, πληροφοροῦσι περὶ τούτου τὸν Γενικὸν Γραμματέα, καθορίζοντα τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τὸν τόπον καὶ τὴν ἡμερομηνίαν, τὰ ὅποια προτείνουν διὰ τὴν διάσκεψιν.
- 645 2. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἅμα τῇ λήψει τῶν ταυτοσήμων αἰτήσεων τῶν προερχομένων τοῦλάχιστον παρὰ τοῦ ἐνὸς τετάρτου τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἐνώσεως, διαβιβάζει τὴν ἀνακοίνωσιν τηλεγραφικῶς πρὸς ὅλα τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη, Παρκαλιῶν τὰ Μέλη νὰ τοῦ γνωστοποιήσουν ἐντὸς προθεσμίας ἑξ ἑβδομάδων, ἐὰν ἀποδέχωνται ἢ ὅχι τὴν διατυπωθεῖσαν πρότασιν.
- 646 3. Ἐὰν ἡ πλειοψηφία τῶν Μελῶν ἢ προσδιοριζομένη συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 76 ἀποφανθῇ ὑπὲρ τοῦ συνόλου τῆς προτάσεως, ἐὰν δηλαδὴ ἀποδεχθῇ τὸσον τὴν ἡμερησίαν διάταξιν, ὅσον καὶ τὴν προτεινομένην χρονολογίαν καὶ τόπον συνόδου, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς πληροφορεῖ περὶ τούτου πάντα τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα μέλη τῆς Ἐνώσεως, διὰ τηλεγραφικῆς ἐγκυκλίου.
- 647 4. (1) Ἐὰν ἡ γενομένη ἀποδεκτή πρότασις τείνει διὰ τὴν σύγκλησιν τῆς Διασκέψεως εἰς ἄλλο μέρος καὶ οὐχὶ εἰς τὴν ἑδρὰν τῆς Ἐνώσεως, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἐρωτᾷ τὴν Κυβέρνησιν τῆς ἐνδιαφερομένης χώρας ἂν δέχεται νὰ γίνῃ προσκαλοῦσα Κυβέρνησις.
- 648 (2) Ἐν καταφατικῇ περιπτώσει ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἀπὸ συμφώνου μετὰ τῆς Κυβερνήσεως, λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν σύγκλησιν τῆς Διασκέψεως.
- 649 (3) Ἐν ἀποφατικῇ περιπτώσει ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς καλεῖ τὰ Μέλη καὶ τὰ Συνεργαζόμενα Μέλη τὰ ὅποια ἐζήτησαν τὴν σύγκλησιν τῆς Διασκέψεως νὰ διατυπώσουν νέας προτάσεις ὅσον ἀφορᾷ τὸν τόπον τῆς συνόδου.
- 650 5. Ὅταν ἡ γενομένη δεκτὴ πρότασις συγκλίνει ἐπὶ τὴν σύγκλησιν τῆς Διασκέψεως εἰς τὴν ἑδρὰν τῆς Ἐνώσεως ἐφαρμόζονται αἱ διατάξεις τοῦ Κεφαλαίου 3.
- 651 6. (1) Ἐὰν δὲν ἐγκριθῇ τὸ σύνολον τῆς προτάσεως (ἡμερησίᾳ διάταξις, τόπος καὶ χρονολογία) ὑπὸ τῆς προσδιοριζομένης, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 76, πλειοψηφίας ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς κοινοποιεῖ τὰς ληρωθείσας ἀπαντήσεις εἰς τὰ Μέλη καὶ τὰ συνεργαζόμενα Μέλη τῆς Ἐνώσεως, καλῶν τὰ Μέλη νὰ ἀποφασίσουν κατὰ τρόπον ὀριστικόν, ἐντὸς προθεσμίας ἑξ ἑβδομάδων, ἐπὶ τοῦ ἢ τῶν ἀμφισβητηθέντων σημείων.
- 652 (2) Τὰ σημεῖα ταῦτα θεωροῦνται ὡς γενομένα ἀποδεκτὰ ὅταν ἐγκριθοῦν ἀπὸ τήν, κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 76, προσδιοριζομένην πλειοψηφίαν τῶν Μελῶν.
- 653 7. Ἡ ἀνωτέρω ἀναφερομένη διαδικασία ἐφαρμόζεται ἐπίσης ὅταν ἡ πρότασις περὶ σύγκλησεως μιᾶς παγκοσμίου διοικητικῆς διασκέψεως γίνεται ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 7

Διαδικασία διὰ τὴν σύγκλησιν περιοχικῶν Διοικητικῶν Διασκέψεων τῇ αἰτήσῃ Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἐνώσεως ἢ τῇ προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

- 654 Ἐν περιπτώσει περιοχικῶν Διοικητικῶν Διασκέψεων, ἡ ἐν τῷ Κεφαλαίῳ 6 προβλεπομένη διαδικασία ἐφαρμόζεται μόνον εἰς τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη τῆς ἐνδιαφερομένης περιοχῆς.
- Ἐὰν ἡ σύγκλησις δέον νὰ γίνῃ τῇ πρωτοβουλίᾳ Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς περιοχῆς, εἶναι ἀρκετὸν νὰ λάβῃ ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ταυτοσήμους αἰτήσεις προερχομένας ἀπὸ τὸ τέταρτον τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς περιοχῆς.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 8

Κοινὰ διατάξεις δι' ὅλας τὰς Διασκέψεις.

Ἀλλαγὴ τῆς χρονολογίας ἢ τοῦ τόπου Διασκέψεως.

- 655 1. Αἱ διατάξεις τῶν Κεφαλαίων 6 καὶ 7 ἐφαρμό-

ζονται κατ' αναλογία, όταν πρόκειται τῇ αἰτήσῃ Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἢ τῇ προτάσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, περὶ ἀλλαγῆς τῆς χρονολογίας καὶ τοῦ τόπου μιᾶς Διασκέψεως, ἢ τοῦ ἐνὸς ἐκ τῶν δύο μόνων.

Ἐν τοῦτοις τοιαῦται ἀλλαγὰὶ δὲν δύνανται νὰ πραγματοποιῶνται εἰ μὴ μόνον ἐὰν ἡ πλειοψηφία τῶν ἐνδιαφερομένων Μελῶν, προσδιοριζομένη συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 76 ἀποφαίνεται ὑπὲρ αὐτῶν.

656 2. Πᾶν Μέλος ἢ Συνεργαζόμενον Μέλος τὸ ὁποῖον προτείνει ἀλλαγὴν τῆς χρονολογίας ἢ τοῦ τόπου Διασκέψεως ὑποχρεοῦται νὰ ἐπιτύχῃ τὴν ὑποστήριξιν τοῦ ἀπαιτουμένου ἀριθμοῦ ἄλλων Μελῶν ἢ Συνεργαζομένων Μελῶν.

657 3. Περιπτώσεως τυχοῦσης, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἀναφέρει κατὰ τὰς ἐν ἀριθμῷ 645 προβλεπομένας γνωστοποιήσεις τὰς πιθανὰς οἰκονομικὰς συνεπείας τὰς προκύπτουσας ἐκ τῆς ἀλλαγῆς τοῦ τόπου ἢ ἐκ τῆς ἀλλαγῆς τῆς χρονολογίας, ὅπως ἐπὶ παραδείγματι ὅταν ἔχουσι γίνεαι δαπάναι διὰ τὴν προπαρασκευὴν συγκλήσεως τῆς Διασκέψεως εἰς τὸν ἀρχικῶς προβλεφθέντα τόπον.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 9

Ἑσωτερικὸς Κανονισμὸς τῶν Διασκέψεων.

Ἄρθρον 1

Σειρὰ τῶν θέσεων.

658 Κατὰ τὰς συνεδριάσεις τῆς Διασκέψεως, αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τάσσονται κατὰ τὴν εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν ἀλφαβητικὴν σειρὰν τῶν ὀνομάτων τῶν ἀντιπροσωπευομένων χωρῶν.

Ἄρθρον 2

Κήρυξις ἐνάρξεως τῆς Διασκέψεως.

659 1 (1) Τῆς ἐναρκτηρίου Συνεδριάσεως τῆς Διασκέψεως προηγεῖται συνέλευσις τῶν ἀρχηγῶν τῶν ἀντιπροσωπειῶν κατὰ τὴν ὁποίαν προπαρασκευάζεται ἡ ἡμερησία διάταξις τῆς πρώτης συνεδριάσεως τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

660 (2) Ὁ Πρόεδρος τῆς Συνελεύσεως τῶν ἀρχηγῶν τῶν ἀντιπροσωπειῶν ὀρίζεται συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 661 καὶ 662.

661 2 (1) Ἡ ἐναρξίς τῆς Διασκέψεως κηρύσσεται ὑπὸ προσωπικότητος ὀριζομένης ὑπὸ τῆς προσκαλοῦσης Κυβερνήσεως.

662 (2) Ἐὰν δὲν ὑπάρχει προσκαλοῦσα Κυβέρνησις, ἡ ἐναρξίς κηρύσσεται ὑπὸ τοῦ πρεσβυτέρου καθ' ἡλικίαν ἀρχηγοῦ ἀντιπροσωπείας.

663 3 (1) Κατὰ τὴν πρώτην συνεδρίαν τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως γίνεται ἡ ἐκλογὴ τοῦ Προέδρου ὁ ὁποῖος γενικῶς εἶναι προσωπικότητος ὀριζομένη ὑπὸ τῆς προσκαλοῦσης Κυβερνήσεως.

664 (2) Ἐὰν δὲν ὑπάρχῃ προσκαλοῦσα Κυβέρνησις, ὁ Πρόεδρος ἐκλέγεται βάσει προτάσεως τῶν ἀρχηγῶν τῶν ἀντιπροσωπειῶν, διατυπωμένης κατὰ τὴν ἐν ἀριθμῷ 659 προβλεπομένην συνέλευσιν.

665 4. Ἡ πρώτη Γενικὴ Συνέλευσις προβαίνει ὁμοίως :

666 α) Εἰς τὴν ἐκλογὴν τῶν ἀντιπροέδρων τῆς Διασκέψεως.

667 β) Εἰς τὴν σύστασιν τῶν Ἐπιτροπῶν τῆς Διασκέψεως καὶ εἰς τὴν ἐκλογὴν τῶν ἀντιστοίχων Προέδρων καὶ Ἀντιπροέδρων.

668 γ) Εἰς τὴν συγκρότησιν τῆς Γραμματείας τῆς Διασκέψεως ἥτις συντίθεται ἐκ προσωπικοῦ τῆς Γενικῆς Γραμματείας τῆς Ἑνώσεως καὶ περιπτώσεως τυχοῦσης ἐκ προσωπικοῦ τῆς Διευθύνσεως τῆς προσκαλοῦσης Κυβερνήσεως.

Ἄρθρον 3.

Προνομία τοῦ Προέδρου τῆς Διασκέψεως

668 1. Πλὴν τῆς ἀσκήσεως πασῶν τῶν λοιπῶν προνομιῶν αἱτινες ἐκχωροῦνται εἰς τὸν πρόεδρον διὰ τοῦ παρόντος

Κανονισμοῦ, οὗτος κηρύσσει τὴν ἐναρξιν καὶ τὸ πέρας ἐκάστης συνεδριάσεως τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως διευθύνει τὰς συζητήσεις, μεριμνᾷ διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ ἐσωτερικοῦ κανονισμοῦ, δίδει τὸν λόγον, θέτει τὰ ζητήματα εἰς ψηφοφορίαν καὶ ἀναγιγνώσκει τὰς γενομένας δεκτὰς ἀποφάσεις.

669 2. Ἐχει τὴν γενικὴν διευθύνσιν τῶν ἐργασιῶν τῆς Διασκέψεως καὶ μεριμνᾷ διὰ τὴν τήρησιν τῆς Τάξεως κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν συνεδριάσεων τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως. Ἀποφασίζει ἐπὶ προβαλλομένων ζητημάτων κανονισμοῦ καὶ ἔχει ἰδιαιτέρως, τὸ δικαίωμα νὰ προτείνῃ τὴν ἀναβολὴν ἢ τὴν διακοπὴν τῆς συζητήσεως, τὴν ἀναβολὴν ἢ τὴν διακοπὴν τῆς συνεδριάσεως τινός. Δύναται ἐπίσης ν' ἀποφασίσῃ τὴν ἀναβολὴν τῆς συγκλήσεως γενικῆς συνελεύσεως ἢ ὁλομελείας, ἐὰν κρίνῃ τοῦτο ἀναγκαῖον.

670 3. Προστατεύει τὸ δικαίωμα ὅλων τῶν ἀντιπροσωπειῶν ὅπως ἐκφράζωσι ἐλευθέρως καὶ πλήρως τὴν γνώμην των ἐπὶ τοῦ συζητουμένου θέματος.

671 4. Μεριμνᾷ ὅπως αἱ συζητήσεις περιορίζονται εἰς τὸ συζητούμενον θέμα καὶ δύναται νὰ διακόπῃ πάντα ῥήτορα ὅστις ἤθελε παρεκκλίνει τοῦ συζητουμένου θέματος, ἵνα ὑπομνήσῃ εἰς αὐτὸν ὅπως περιορισθῇ εἰς τὸ θέμα τοῦτο.

Ἄρθρον 4.

Σύστασις Ἐπιτροπῶν.

672 1. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις δύναται νὰ συστήσῃ ἐπιτροπὰς πρὸς μελέτην τῶν ζητημάτων ἅτινα ἄγονται πρὸς συζήτησιν εἰς τὴν Διάσκεψιν. Αἱ ἐπιτροπαὶ αὗται δύνανται νὰ συνιστῶσιν ὑποεπιτροπὰς. Αἱ ἐπιτροπαὶ καὶ αἱ ὑποεπιτροπαὶ αὗται δύνανται νὰ συνιστῶσιν ὡσαύτως ὁμάδας ἐργασίας.

673 2. Αἱ ἐπιτροπαὶ καὶ ὑποεπιτροπαὶ συνιστῶσιν ὑποεπιτροπὰς καὶ ὁμάδας ἐργασίας, μόνον ὅταν εἶναι τοῦτο ἀπολύτως ἀναγκαῖον.

Ἄρθρον 5.

Ἐπιτροπὴ ἐλέγχου προϋπολογισμοῦ

674 Κατὰ τὴν ἐναρξιν ἐκάστης Διασκέψεως ἡ συνόδου ἢ Γενικὴ Συνέλευσις συνιστᾷ μίαν Ἐπιτροπὴν Ἐλέγχου προϋπολογισμοῦ, ἐπιφορτισμένην νὰ παρακολουθῇ τὴν ὁργάνωσιν καὶ τὰ μέσα δράσεως ἅτινα τίθενται εἰς τὴν διάθεσιν τῶν ἀντιπροσώπων, νὰ ἐξετάζῃ καὶ νὰ ἐγκρίνῃ τοὺς λογαριασμοὺς τῶν γενομένων καθ' ὅλην τὴν διάρκειαν τῆς Διασκέψεως ἢ συνόδου δαπανῶν. Ἡ ἐπιτροπὴ αὕτη περιλαμβάνει, ἀνεξαρτήτως τῶν Μελῶν τῶν ἀντιπροσωπειῶν αἱτινες ἐπιθυμοῦσιν νὰ μετὰσχωσιν αὐτῆς ἀντιπρόσωπον τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως καὶ ἐν περιπτώσει συμμετοχῆς προσκαλοῦσης Κυβερνήσεως ἀντιπρόσωπον ταύτης.

675 2. Πρὸ τῆς ἐξαντλήσεως τοῦ ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἐγκριθέντος προϋπολογισμοῦ, διὰ τὴν Διάσκεψιν ἢ σύνοδον, ἡ Ἐπιτροπὴ ἐλέγχου προϋπολογισμοῦ, ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τῆς Γραμματείας τῆς Διασκέψεως ἢ συνόδου ὑποβάλλει εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν προσωρινὴν κατάστασιν τῶν δαπανῶν. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις λαμβάνει τοῦτο ὑπ' ὄψιν, προκειμένου νὰ ἀποφασίσῃ ἐὰν αἱ γενόμεναι πρόοδοι δικαιολογοῦν παράτασιν πέραν τῆς χρονολογίας, καθ' ἣν θὰ ἐξαντληθῇ ὁ ἐγκεκριμένος προϋπολογισμός.

676 3. Εἰς τὸ τέλος ἐκάστης Διασκέψεως ἢ συνόδου, ἡ Ἐπιτροπὴ Ἐλέγχου προϋπολογισμοῦ, ὑποβάλλει εἰς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν ἐκθεσιν, ἐμφαίνουσαν, ἐν πάσει δυνατῇ ἀκριβείᾳ, τὸ ὑπολογιζόμενον ποσὸν τῶν δαπανῶν τῆς Διασκέψεως ἢ τῆς συνόδου.

677 4. Ἡ ἐκθεσις αὕτη μετὰ τὴν ἐρευναν καὶ ἐγκρίσιν τῆς ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, διαβιβάζεται μετὰ τῶν παρατηρήσεων τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ἵνα τεθῇ ὑπ' ὄψιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου κατὰ τὴν προσεχῇ ἐτήσιαν σύνοδον αὐτοῦ.

"Αρθρον 6.

Σύνθεσις τῶν Ἐπιτροπῶν.

678 1. Διασκέψεις Πληρεξουσίων

Αἱ Ἐπιτροπαὶ συγκροτοῦνται ἐκ τῶν πληρεξουσίων τῶν Μελῶν καὶ συνεργαζομένων Μελῶν καὶ ἐκ τῶν εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 609 καὶ 510 ἀναφερομένων παρατηρητῶν οἵτινες ἐζήτησαν τοῦτο ἢ ὑπεδείχθησαν ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

679 2. Διοικητικαὶ Διασκέψεις.

Αἱ ἐπιτροπαὶ συγκροτοῦνται ἐκ τῶν πληρεξουσίων τῶν Μελῶν καὶ συνεργαζομένων Μελῶν καὶ ἐκ τῶν εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 618 ἕως 621 ἀναφερομένων παρατηρητῶν καὶ ἀντιπροσώπων, οἵτινες ἐζήτησαν τοῦτο ἢ ὑπεδείχθησαν ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

"Αρθρον 7.

Πρόεδροι καὶ ἀντιπρόεδροι τῶν Ὑποεπιτροπῶν.

680 Ὁ Πρόεδρος ἐκάστης Ἐπιτροπῆς προτείνει εἰς ταύτην τὴν ἐκλογὴν τῶν Προέδρων καὶ Ἀντιπροέδρων ὑποεπιτροπῶν τὰς ὁποίας αὕτη συνιστᾷ.

"Αρθρον 8.

Σύγκλησις τῶν συνεδριάσεων.

681 Αἱ συνεδριάσεις τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τῶν Ἐπιτροπῶν ὑποεπιτροπῶν καὶ ομάδων ἐργασίας, ἀναγγέλλονται ἀρκούντως προηγουμένως εἰς τὴν ἔδραν τῆς Διασκέψεως.

"Αρθρον 9.

Προτάσεις ὑποβαλλόμεναι πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς Διασκέψεως.

682 Αἱ ὑποβαλλόμεναι πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς Διασκέψεως προτάσεις κατανέμονται ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως μεταξὺ τῶν ἀρμοδίων Ἐπιτροπῶν τῶν συνιστωμένων συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 4 τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ. Ἐν τούτοις, ἡ Γενικὴ Συνέλευσις δύναται νὰ συζητήσῃ ἀπ' εὐθείας οἰανδήποτε πρότασιν.

"Αρθρον 10.

Προτάσεις ἢ τροπολογίαι ὑποβαλλόμεναι κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Διασκέψεως.

683 1. Αἱ προτάσεις ἢ αἱ τροπολογίαι αἱ ὑποβαλλόμεναι μετὰ τὴν ἐναρξιν τῆς Διασκέψεως θὰ ἐπιδίδωνται εἰς τὸν Πρόεδρον τῆς Διασκέψεως ἢ εἰς τὸν Πρόεδρον τῆς ἀρμοδίας Ἐπιτροπῆς κατὰ τὴν περίπτωσιν, ἢ εἰς τὴν Γραμματεῖαν τῆς Διασκέψεως πρὸς δημοσίευσιν καὶ διανομὴν ὡς Ὑπηρεσιακοῦ στοιχείου τῆς Διασκέψεως.

684 2. Οὐδεμία πρότασις ἢ τροπολογία δύναται νὰ ὑποβληθῇ γραπτῶς, ἐὰν δὲν ὑπογράφεται ὑπὸ τοῦ Ἀρχηγοῦ τῆς ἐνδιαφερομένης ἀντιπροσωπείας ἢ τοῦ ἀναπληρωτοῦ του.

685 3. Ὁ Πρόεδρος Διασκέψεως ἢ Ἐπιτροπῆς δύναται νὰ ὑποβάλῃ ὑποτεδήποτε προτάσεις προοριζόμενας νὰ ἐπιταχύνωσιν τὸν ρυθμὸν τῶν συζητήσεων.

686 4. Πᾶσα πρότασις ἢ τροπολογία δέον νὰ περιλαμβάνῃ κατὰ τρόπον συγκεκριμένον καὶ σαφῆ τὸ πρὸς ἐξέτασιν θέμα.

687 5. (1) Ὁ Πρόεδρος τῆς Διασκέψεως ἢ ὁ Πρόεδρος τῆς ἀρμοδίας Ἐπιτροπῆς ἀποφασίζει εἰς ἐκάστην περίπτωσιν, ἐὰν ὑποβαλλομένη, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς συνεδριάσεως πρότασις ἢ τροπολογία δύναται νὰ ἀποτελέσῃ ἀντικείμενον προφορικῆς ἀνακοινώσεως ἢ ἂν πρέπει νὰ κατατεθῇ γραπτῶς πρὸς δημοσίευσιν καὶ διανομὴν κατὰ τοὺς ἐν ἀριθμῷ 683 προβλεπομένους ὅρους.

688 (2). Τὸ κείμενον πάσης σημαντικῆς προτάσεως ἐν γένει, ἥτις πρόκειται νὰ ἀποτελέσῃ ἀντικείμενον ψηφοφορίας τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως δέον νὰ διανέμῃται εἰς τὰς γλώσσας ἐργασίας τῆς Διασκέψεως ἀρκούντως ἐγκαίρως ὥστε νὰ εἶναι δυνατὴ ἡ μελέτη αὐτοῦ πρὸ τῆς συζητήσεως.

689 (3) Ἐξ ἄλλου ὁ Πρόεδρος τῆς Διασκέψεως, ὅστις λαμβάνει τὰς ἐν ἀριθμ. 683 ἀναφερομένας προτάσεις ἢ τροπολογίας, ὀφείλει νὰ κατευθύνῃ αὐτὰς κατὰ τὴν περίπτωσιν πρὸς τὰς ἀρμοδίας Ἐπιτροπὰς ἢ πρὸς τὴν Γενικὴν Συνέλευσιν.

690 6. Πᾶν πρόσωπον ἐξουσιοδοτημένον δύναται νὰ ἀναγνώσῃ ἢ νὰ ζητήσῃ ὅπως ἀναγνωσθῇ ἐν ὁλομελείᾳ πᾶσα πρότασις ἢ τροπολογία ὑποβληθεῖσα ὑπ' αὐτοῦ κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Διασκέψεως, καὶ δύναται νὰ ἐκθέσῃ τοὺς λόγους ὑποβολῆς τούτων.

"Αρθρον 11.

Προϋποθέσεις ἀπαιτούμεναι διὰ τὴν ἐξέτασιν καὶ τὴν ψήφισιν προτάσεως ἢ τροπολογίας.

691 1. Οὐδεμία πρότασις ἢ τροπολογία ὑποβληθεῖσα πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς Διασκέψεως ἢ ὑποβαλλομένη ὑπὸ τινος ἀντιπροσωπείας κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Διασκέψεως, δύναται νὰ τεθῇ ὑπὸ συζήτησιν ἐὰν, κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ἐξετάσεώς της, δὲν ὑποστηρίχῃ, ὑπὸ μιᾶς τοῦλάχιστον ἀντιπροσωπείας.

692 2. Πᾶσα πρότασις ἢ τροπολογία δεόντως ὑποστηριχθεῖσα δέον νὰ τίθεται, κατόπιν συζητήσεως, εἰς ψηφοφορίαν.

"Αρθρον 12.

Προτάσεις ἢ τροπολογίαι παραληφθεῖσαι ἢ ἀνακληθεῖσαι.

693 Ὅσάν τις πρότασις ἢ τροπολογία παραλείπεται ἢ ὁσάν τις ἀναβάλλεται ἢ ἐξετάσις της, ἡ ἀντιπροσωπεία, ὑπὸ τὴν αἰγίδα τῆς ὁποίας ὑπεβλήθη ὀφείλει νὰ παρακολουθῇ ἵνα μὴ ἡ πρότασις ἢ ἡ τροπολογία αὕτη διαφύγῃ τὴν ἐξέτασιν.

"Αρθρον 13.

Διεξαγωγὴ τῶν συζητήσεων ἐν τῇ Γενικῇ Συνελεύσει.

694 1. Ἀπαρτία.

Διὰ νὰ διεκχθῇ ἐγκύρως ψηφοφορία κατὰ τὴν διάρκειαν συνεδριάσεως τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, ἀπαιτεῖται ὅπως πλεόν τοῦ ἡμίσεος τῶν διαπεπιστευμένων παρὰ τῇ Διασκέψει καὶ ἐχουσῶν δικαίωμα ψήφου ἀντιπροσωπειῶν παρίστανται ἢ ἀντιπροσωπεύονται εἰς τὴν Συνέλευσιν.

695 2. Σειρὰ συζητήσεων.

(1) Τὰ πρόσωπα τὰ ὅποια ἐπιθυμοῦσι νὰ λάβωσιν τὸν λόγον δὲν δύναται νὰ ὁμιλήσωσιν, ἐὰν δὲν λάβωσιν τὴν συγκατάθεσιν τοῦ Προέδρου. Κατὰ γενικὸν κανόνα ἀρχίζουσιν ἀναφέροντες ὑπὸ ποίαν ιδιότητα ὁμιλοῦσι.

696 (2) Πᾶν πρόσωπον λαμβάνον τὸν λόγον ὀφείλει νὰ ἐκφράζεται βραδέως καὶ σαφῶς νὰ χωρίζῃ καλῶς τὰς λέξεις καὶ νὰ σταματᾷ ἀναλόγως κατὰ περιόδους, ἵνα ἐπιτρέπῃ εἰς πάντας νὰ ἐννοῶσι καλῶς τὴν σκέψιν του.

697 3. Προτάσεις ἐπὶ ζητημάτων ἐσωτερικοῦ Κανονισμοῦ καὶ ζητήματα Κανονισμοῦ. Κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν συζητήσεων ἀντιπροσωπεία τις δύναται νὰ ὑποβάλῃ πᾶσαν πρότασιν ἐπὶ ζητήματος κανονισμοῦ ἢ νὰ ἐγείρῃ πᾶν ζήτημα κανονισμοῦ, καθ' οἷον οἰανδήποτε στιγμὴν κρίνει κατόλληλον.

Τὰ ζητήματα ταῦτα ἐπιλύονται ὁμέσως δι' ἀποφάσεως τοῦ Προέδρου, συμφώνως πρὸς τὸν παρόντα Κανονισμόν.

Πᾶσα ἀντιπροσωπεία δύναται νὰ προσφύγῃ κατὰ τῆς ἀποφάσεως τοῦ Προέδρου, αὕτη ὅμως παρσμένει ἰσχυρὰ ἐφ' ὅσον δὲν ἀκυροῦται ὑπὸ τῆς πλειοψηφίας τῶν παρουσῶν ψηφίζουσῶν ἀντιπροσωπειῶν.

698 (2) Ἡ ἀντιπροσωπεία, ἥτις ὑποβάλλει πρότασιν ἐπὶ ζητήματος κανονισμοῦ δὲν δύναται, ἐν τῇ παρεμβάσει της, νὰ θέλῃ ἐν τῇ οὐσίᾳ τοῦ τὸ συζητούμενον θέμα.

699 4. Σειρὰ προτεραιότητος τῶν προτάσεων ἐπὶ ζητημάτων κανονισμοῦ.

Ἡ τηρητέα σειρὰ προτεραιότητος ἐπὶ τῶν προτάσεων ἐπὶ ζητημάτων κανονισμοῦ, περὶ ὧν οἱ ἀριθμοὶ 697 καὶ 698 εἶναι ἡ ἀκόλουθος:

- α) Πάν ζήτημα σχετικόν με την εφαρμογήν του παρόντος Κανονισμού
- 700 β) Αναβολή της Συνεδριάσεως
- 701 γ) Διακοπή της Συνεδριάσεως.
- 702 δ) Αναβολή της συζητήσεως ἐπὶ τοῦ συζητουμένου θέματος.
- 703 ε) Περαιώσις της συζητήσεως ἐπὶ τοῦ συζητουμένου θέματος.
- 704 στ) Οἱ αἰδήποτε ἄλλαι προτάσεις ἐπὶ ζητημάτων κανονισμοῦ αἰτίνες θὰ ἠδύνατο νὰ υποβληθῶσι καὶ τῶν ὁποίων ἡ σχετικὴ προτεραιότης ὁρίζεται ὑπὸ τοῦ Προέδρου.
- 705 5. Πρότασις ἀναβολῆς ἢ διακοπῆς τῆς συνεδριάσεως. Κατὰ τὴν συζήτησιν ἐνὸς θέματος ἀντιπροσωπεῖα τις δύναται νὰ προτείνῃ τὴν ἀναβολὴν ἢ τὴν διακοπὴν τῆς συνεδριάσεως ἐκθέτουσα τοὺς λόγους ἐπὶ τῶν ὁποίων στηρίζει τὴν πρότασίν της. Ἐὰν ἡ πρότασις αὕτη ὑποστηριχθῇ, ὁ λόγος δίδεται εἰς δύο ρήτορας, ἐκ τῶν ἀποκρουόντων τὴν διακοπὴν, καὶ ἀποκλειστικῶς ἐπὶ τοῦ θέματος τούτου, μετὰ ταῦτα δὲ ἡ πρότασις τίθεται εἰς ψηφοφορίαν.
- 706 6. Πρότασις ἀναβολῆς τῆς συζητήσεως. Κατὰ τὴν συζήτησιν παντὸς θέματος ἀντιπροσωπεῖα τις δύναται νὰ προτείνῃ τὴν ἀναβολὴν τῆς συζητήσεως ἐπὶ ὀρισμένον χρονικὸν διάστημα. Ἐν τῇ περιπτώσει μίαν τοιαύτην πρότασιν ἐπακολουθήσῃ συζητήσις τρεῖς μόνον ρήτορες, ἐπὶ πλεόν τοῦ ὑποβάλλοντος τὴν πρότασιν, δύναται νὰ μετὰσχῶσιν αὐτῆς, ὁ εἰς ὑπὲρ τῆς προτάσεως καὶ οἱ δύο κατ' αὐτῆς.
- 707 7. Πρότασις περαιώσεως τῆς συζητήσεως. Ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν ἀντιπροσωπεῖα τις δύναται νὰ προτείνῃ ὅπως ἡ συζήτησις ἐπὶ τοῦ συζητουμένου θέματος περαιωθῇ. Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ, ὁ λόγος δίδεται εἰς δύο μόνον ρήτορας ἀντιτιθεμένους πρὸς τὴν περαιώσιν καὶ μετὰ ταῦτα ἡ πρότασις τίθεται εἰς ψηφοφορίαν.
- 708 8. Περιορισμὸς τῶν παρεμβάσεων. (1) Ἡ γενικὴ Συνέλευσις δύναται ἐνδεχομένως νὰ περιορίσῃ τὴν διάρκειαν καὶ τὸν ἀριθμὸν τῶν παρεμβάσεων μίᾳς καὶ τῆς αὐτῆς ἀντιπροσωπείας ἐπὶ ἐνὸς καθωρισμένου θέματος.
- 709 (2) Οὐχ' ἔττον, ἐπὶ ζητημάτων διαδικασίας, ὁ πρόεδρος περιορίζει τὴν διάρκειαν ἐκάστης παρεμβάσεως εἰς πέντε λεπτὰ κατ' ἀνώτατον ἕριον.
- 710 (3) Ὅσάκις ρήτωρ ὑπερβῇ τὸ χρονικὸν διάστημα δι' ὃ ἐδόθη εἰς αὐτὸν ὁ λόγος, ὁ πρόεδρος πληροφορεῖ περὶ τούτου τὴν συνέλευσιν καὶ παρακαλεῖ τὸν ρήτορα ὅπως εὐαρεστηθῇ νὰ περαιώσῃ τὸν λόγον του συντόμως.
- 711 9. Κλείσιμον τοῦ καταλόγου τῶν ρητόρων. (1) Κατὰ τὴν διάρκειαν συζητήσεώς τινος, ὁ πρόεδρος δύναται νὰ προβῇ εἰς τὴν ἐκφώνησιν τοῦ καταλόγου τῶν ἐγγεγραμμένων ρητόρων. Προσθέτει εἰς αὐτὸν τὰ ὀνόματα τῶν ἀντιπροσωπειῶν, αἰτίνες ἐκδηλώνουν σχετικὴν ἐπιθυμίαν καὶ τῇ συγκαταθέσει τῆς συνελεύσεως, δύναται νὰ κηρύξῃ τὸν κατάλογον κλεισμένον. Ἐν ταῦτοις ὁ πρόεδρος δύναται, ἐὰν κρίνῃ τοῦτο σκόπιμον, νὰ παραχωρήσῃ κατ' ἐξάρεσιν, τὸ δικαίωμα τῆς ἀπαντήσεως εἰς πάντα ἐκφωνηθέντα λόγον, ἔστω καὶ μετὰ τὸ κλείσιμον τοῦ καταλόγου.
- 712 (2) Ὅταν ὁ κατάλογος τῶν ρητόρων ἐξαντληθῇ ὁ πρόεδρος κηρύσσει τὸ πέρας τῆς συζητήσεως
- 713 10. Ζητήματα ἀρμοδιότητος. Τὰ ἀναφύμενα ζητήματα ἀρμοδιότητος δεόν νὰ ρυθμίζωνται πρὶν ἢ διεξαχθῇ ψηφοφορία ἐπὶ τῆς οὐσίας τοῦ ὑπὸ συζήτησιν θέματος.
- 714 11. Ἀνάκλησις καὶ ἐκ νέου ὑποβολὴ προτάσεως. Ὁ ὑποβαλὼν πρότασιν τινα δύναται νὰ ἀποσύρῃ αὐτὴν πρὶν ἢ αὕτη τεθῇ εἰς ψηφοφορίαν. Πᾶσα πρότασις ὑποστᾶσα τροπολογίαν ἢ οὐ, ἥτις οὕτω ἀποσύρεται, δύναται νὰ υποβληθῇ ἐκ νέου ἢ νὰ ἀναληφθῇ εἴτε ὑπὸ τῆς ἀντιπροσωπείας ἥτις προέτεινε τὴν τροπολογίαν εἴτε ὑπὸ πάσης ἄλλης ἀντιπροσωπείας.

Ἄρθρον 14.

Δικαίωμα ψήφου

- 715 1. Εἰς πάσας τὰς συνεδριάσεις τῆς Διασκέψεως, ἢ ἀντιπροσωπεῖα Μέλους τῆς Ἐνώσεως, δεόντως διαπεπιστευμένη ὑπ' αὐτοῦ ἢνα μετὰσχῇ τῶν ἐργασιῶν τῆς Διασκέψεως, ἔχει δικαίωμα μίᾳς ψήφου, συμφῶνως τῷ ἄρθρῳ 2 τῆς Συμβάσεως.
- 716 2. Ἡ ἀντιπροσωπεῖα Μέλους τῆς Ἐνώσεως ἀσχεῖ τὸ δικαίωμα ψήφου αὐτῆς κατὰ τοὺς ὅρους τοὺς καθοριζομένους ἐν τῷ Κεφαλαίῳ 5 τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ.
- Ἄρθρον 15.
Ψηφοφορία.
- 717 1. Ὅρισμός τῆς πλειψηφίας. (1) Ἡ πλειψηφία σχηματίζεται ἐκ τοῦ ἡμίσεος πλέον μίᾳς τῶν παρουσῶν καὶ ψηφίζουσῶν ἀντιπροσωπειῶν.
- 718 (2). Αἱ ἀποχαὶ δὲν λαμβάνονται ὑπ' ὄψιν κατὰ τὸν ὑπολογισμὸν τῶν ψήφων τῶν ἀναγκαιουσῶν διὰ τὴν ἐπίτευξιν πλειψηφίας.
- 719 (3) Ἐν περιπτώσει ἰσοψηφίας, ἡ πρότασις ἢ ἡ τροπολογία θεωρεῖται ὡς ἀπορριφθεῖσα.
- 720 (4) Ἐν τῇ ἐφαρμογῇ τοῦ παρόντος Κανονισμοῦ, θεωρεῖται ὡς «παρούσα καὶ ψηφίζουσα ἀντιπροσωπεῖα» πᾶσα ἀντιπροσωπεῖα ἥτις κηρύσσεται ὑπὲρ ἢ κατὰ πρότάσεώς τινος.
- 721 2. Μὴ συμμετογὴ εἰς τὴν ψηφοφορίαν. Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι αἰτίνες εἶναι παρούσαι καὶ δὲν μετέχουσι μίᾳς ὀρισμένης ψηφοφορίας ἢ δηλοῦσι ρητῶς ὅτι δὲν θέλουσιν νὰ μετὰσχῶσιν αὐτῆς, δὲν θεωροῦνται ὡς ἀποῦσαι, προκειμένου νὰ ἐξακριβωθῇ ἡ ὑπαρξὶς ἀπαρτίας ἐν τῇ ἐννοίᾳ τοῦ ἀριθμοῦ 694 οὗτε ὡς ἀποσχῶσαι, προκειμένης τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 723 τοῦ παρόντος ἁρθρου.
- 722 3. Εἰδικὴ Πλειψηφία. Εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν εἰσδογὴν Μελῶν τῆς Ἐνώσεως, ἢ ἀπαιτούμενη πλειψηφία ὁρίζεται ὑπὸ τοῦ 1ου ἁρθρου τῆς συμβάσεως.
- 723 4. Ἀποχαὶ ὑπερβαίνουσαι τὸ πεντήκοντα τοῖς ἐκατόν. Ὅσάκις ὁ ἀριθμὸς τῶν ἀποχῶν ὑπερβαίνει τὸ ἡμῖς τοῦ ἀριθμοῦ τῶν δοθεισῶν ψήφων (ὑπὲρ, κατὰ, ἀποχαὶ) ἢ ἐξέτασις τοῦ ὑπὸ συζήτησιν θέματος, παραπέμπεται εἰς μεταγενεστέραν συνεδρίαν καὶ ἢν αἱ ἀποχαὶ δὲν ὑπολογίζονται πλέον.
- 724 5. Διαδικασίαι ψηφοφορίας. (1) Πλὴν τῆς ἐν ἀριθμῷ 727 προβλεπομένης περιπτώσεως αἱ διαδικασίαι ψηφοφορίας εἶναι αἱ ἀκόλουθοι:
- α) Δι' ἀνατάσεως τῆς χειρὸς, κατὰ γενικὸν κανόνα.
- 725 β) Δι' ὀνομαστικῆς κλήσεως. ἐὰν δὲν ἐξάγεται σαφῶς ἡ πλειψηφία ψηφοφορίας γενομένης κατὰ τὴν προηγουμένην διαδικασίαν ἢ ἐὰν ζητήσωσιν τοῦτο δύο τοῦλάχιστον ἀντιπροσωπεῖαι.
- 726 (2) Ἡ δι' ὀνομαστικῆς κλήσεως ψηφοφορία γίνεται κατὰ τὴν εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν ἀλφαβητικὴν σειράν τῶν ὀνομάτων τῶν ἀντιπροσωπευομένων Μελῶν.
- 727 6. Μυστικὴ ψηφοφορία. Διεξάγεται μυστικὴ ψηφοφορία ὁσάκις ζητήσωσιν τοῦτο πέντε τοῦλάχιστον ἐκ τῶν παρουσῶν καὶ ἔχουσιν δικαίωμα ψήφου ἀντιπροσωπειῶν Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ ἡ Γραμματεία λαμβάνει ἀμέσως τὰ ἀναγκαζοῦντα μέτρα διὰ τὴν ἐξασφάλισιν τῆς μυστικότητος τῆς ψηφοφορίας.
- 728 7. Ἀπαγόρευσις διακοπῆς τῆς ψηφοφορίας. Ὅταν ἡ ψηφοφορία ἔχει ἀρχίσει, οὐδεμία ἀντιπροσωπεῖα δύναται νὰ διακόψῃ αὐτήν, ἐκτὸς ἐὰν πρόκειται περὶ ζητήματος κανονισμοῦ ἀφορῶντος τὸν τρόπον διεξαγωγῆς τῆς ψηφοφορίας.
- 729 8. Ἐπεξηγήσεις ἐπὶ τῆς ψηφοφορίας. Ὁ πρόεδρος δίδει τὸν λόγον εἰς τὰς ἀντιπροσωπείας αἰτίνες ἐπιθυμοῦσιν νὰ δικαιολογήσωσιν τὴν ψήφον των κατόπιν τῆς ψηφοφορίας.

730 9. Ψηφοφορία ἐπὶ προτάσεως τινὸς κατὰ μέρος.,
(1) Ὅταν ὁ ὑποβαλὼν πρότασιν τινὰ ζητήσῃ τοῦτο ἢ ὅταν ἡ συνέλευσις κρίνῃ τοῦτο σκόπιμον, ἢ ὅταν ὁ πρόεδρος κατόπιν συγκαταθέσεως τοῦ ὑποβαλόντος τὴν πρότασιν ζητήσῃ τοῦτο ἢ πρότασις αὕτη κατατέμενεται, τὰ δὲ διάφορα μέρη αὐτῆς τίθενται εἰς ψηφοφορίαν κεχωρισμένως. Τὰ ἐκ τῆς προτάσεως ψηφισθέντα μέρη, τίθενται ἀκολουθῶς εἰς ψηφοφορίαν ἐν τῷ συνόλῳ των.

731 (2) Ἐὰν ἅπαντα τὰ μέρη προτάσεώς τινος καταψηφισθῶσιν ἡ πρότασις θεωρεῖται καὶ αὕτη αὕτη ὡς ἀπορριφθεῖσα.

732 10. Σειρὰ ψηφοφορίας προτάσεων σχετικῶν πρὸς ἓν καὶ τὸ αὐτὸ θέμα.

(1) Ἐὰν τὸ αὐτὸ θέμα ἀποτελῇ ἀντικείμενον πλειόνων προτάσεων αὗται τίθενται εἰς ψηφοφορίαν κατὰ τὴν σειρὰν καθ' ἣν ὑπεβλήθησαν, ἐκτὸς ἐὰν ἡ συνέλευσις ἀποφασίσῃ ἄλλως.

733 (2) Μεθ' ἐκάστην ψηφοφορίαν, ἡ συνέλευσις ἀποφασίζει ἐὰν ὑπάρχῃ περίπτωσης ἢ οὐ νὰ τεθῇ εἰς ψηφοφορίαν ἡ ἐπομένη πρότασις.

734 11. Τροπολογίαί

(1) Θεωρεῖται τροπολογία πᾶσα τροποποιητικὴ πρότασις τείνουσα ἀποκλειστικῶς εἰς τὴν ἀπαλειφὴν, προσθήκην εἰς μέρος τῆς ἀρχικῆς προτάσεως ἢ ἀναθεώρησιν μέρους τῆς προτάσεως αὐτῆς.

735 (2) Πᾶσα τροπολογία ἐπὶ προτάσεώς τινος γινομένη ἀποδεκτὴ ὑπὸ τῆς ἀντιπροσωπείας ἥτις ὑπέβαλε τὴν πρότασιν ταύτην ἐνσωματοῦται ἀμέσως εἰς τὸ ἀρχικὸν κείμενον τῆς προτάσεως.

736 (3) Οὐδεμία τροποποιητικὴ πρότασις θεωρεῖται ὡς τροπολογία ἐὰν ἡ συνέλευσις εἶναι τῆς γνώμης ὅτι ἐμφανίζεται ἀσυμβίβαστος πρὸς τὴν ἀρχικὴν πρότασιν.

737 12. ψηφοφορία ἐπὶ τῶν τροπολογιῶν.

(1) Ἐὰν πρότασις τις ἀποτελῇ ἀντικείμενον τροπολογίας διεξάγεται ψηφοφορία κατὰ πρῶτον λόγον ἐπὶ τῆς τροπολογίας ταύτης.

738 (2) Ἐὰν πρότασις τις ἀποτελεῖ ἀντικείμενον πλειόνων τροπολογιῶν διεξάγεται ἡ ψηφοφορία κατὰ πρῶτον λόγον ἐπὶ ἐκείνης ἐκ τῶν τροπολογιῶν ἥτις ἀφίσταται περισσότερον τοῦ ἀρχικοῦ κειμένου, κατόπιν διεξάγεται ψηφοφορία ἐπὶ ἐκείνης ἐκ τῶν ἀπομενουσῶν τροπολογιῶν, ἥτις ἀφίσταται ἐπίσης περισσότερον τοῦ ἀρχικοῦ κειμένου καὶ οὕτω καθ' ἑξῆς, μέχρις οὗ ἐξετασθῶσιν ἅπαναι αἱ τροπολογίαί.

739 (3) Ἐὰν μία ἢ πλείονες τροπολογίαί γίνωσι δεκταί, ἡ οὕτω τροποποιουμένη πρότασις τίθεται ἀκολουθῶς καὶ αὕτη αὕτη εἰς ψηφοφορίαν.

740 (4) Ἐὰν οὐδεμία τροπολογία γίνῃ δεκτὴ, ἡ ψηφοφορία διεξάγεται ἐπὶ τῆς ἀρχικῆς προτάσεως.

Ἄρθρον 16.

Ἐπιτροπαὶ καὶ ὑποεπιτροπαί. Διεξαγωγὴ τῶν συζητήσεων καὶ διαδικασίᾳ ψηφοφορίας.

741 1. Οἱ πρόεδροι τῶν ἐπιτροπῶν καὶ τῶν ὑποεπιτροπῶν ἔχουσι καθήκοντα ἀνάλογα πρὸς ἐκεῖνα ἅτινα ἀναγνωρίζονται ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 3 εἰς τὸν πρόεδρον τῆς συνέλευσεως.

742 2. Αἱ ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 13 προβλεπόμεναι διατάξεις διὰ τὴν διεξαγωγὴν τῶν συζητήσεων ἐν τῇ Γενικῇ Συνελεύσει ἐφαρμόζονται καὶ εἰς τὰς συζητήσεις τῶν ἐπιτροπῶν ἢ τῶν ὑποεπιτροπῶν, πλην τοῦ θέματος τῆς ἀπαρτίας.

743 3. Αἱ ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 15 προβλεπόμεναι διατάξεις ἐφαρμόζονται καὶ εἰς τὰς ἐν ταῖς ἐπιτροπαῖς καὶ ὑποεπιτροπαῖς διεξαγομένης ψηφοφορίας, πλην τῆς περιπτώσεως τοῦ ἀριθμοῦ, 722.

Ἄρθρον 17.

Ἐπιφυλάξεις.

744 1. Κατὰ γενικὸν κανόνα, αἱ ἀντιπροσωπεῖαι αἰτινες δὲν δύνανται νὰ πείσωσι τὰς λοιπὰς ἀντιπροσω-

πείας ὅπως συμμερισθῶσι τὴν ἀποφίν των, δέον νὰ προσπαθῶσι, ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, ὅπως συντάσσονται μετὰ τὴν γνώμην τῆς πλειοψηφίας.

745 2. Ἐν τοῦτοις, ἐὰν ἀντιπροσωπεῖα εἶναι τῆς γνώμης ὅτι μία οἰαδήποτε ἀπόφασις εἶναι φύσεως τοιαύτης ὥστε νὰ ἐμποδίσῃ τὴν Κυβέρνησιν τῆς νὰ κυρώσῃ τὴν Σύμβασιν ἢ νὰ ἀποδεχθῇ τὴν ἀναθεώρησιν τῶν κανονισμῶν, ἡ ἀντιπροσωπεῖα αὕτη δύναται νὰ διατυπώσῃ ἐπιφυλάξεις ὑπὸ τύπον προσωρινὸν ἢ ὁριστικόν, ἐπὶ τῆς ἀποφάσεως ταύτης.

Ἄρθρον 18.

Πρακτικὰ τῶν γενικῶν συνελεύσεων.

746 1. Τὰ Πρακτικὰ τῶν γενικῶν συνελεύσεων συντάσσονται ὑπὸ τῆς Γραμματείας τῆς Διασκέψεως, ἥτις ἐπιδιώκει νὰ διασφαλίσῃ τὴν διανομὴν αὐτῶν εἰς τὰς ἀντιπροσωπείας ὅσον τὸ δυνατόν ἐνωρίτερον πρὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν τὰ πρακτικὰ πρόκειται νὰ ἐξετασθῶσι.

747 2. Ὅταν τὰ πρακτικὰ διανεμηθῶσιν, αἱ ἐνδιαφερόμεναι ἀντιπροσωπεῖαι δύνανται νὰ καταθέσωσι εἰς τὴν γραμματεῖαν τῆς Διασκέψεως γραπτῶς, καὶ ἐντὸς τῆς βραχυτέρας δυνατῆς προθεσμίας, τὰς διορθώσεις τὰς ὁποίας θεωροῦν ἐπιβαλλομένας, τοῦτο δὲ δὲν ἐμποδίζει αὐτάς νὰ ὑποβάλλωσι καὶ προφορικῶς τροποποιήσεις κατὰ τὴν συνεδρίαν καθ' ἣν κυροῦνται τὰ πρακτικὰ.

748 3(1) Κατὰ γενικὸν κανόνα, τὰ πρακτικὰ περιέχουσι μόνον τὰς προτάσεις καὶ τὰ συμπεράσματα, μετὰ τῶν ἐπιχειρημάτων, ἐφ' ὧν στηρίζονται, συντεταγμένα κατὰ τὸ συντομώτερον δυνατόν τρόπον.

749 (2) Οὐχ ἥττον, πᾶσα ἀντιπροσωπεῖα ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ζητήσῃ τὴν καταχώρησιν, ἀναλυτικὴν ἢ καὶ ἐπὶ λέξει, πάσης δηλώσεως διατυπωθείσης ὑπ' αὐτῆς κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν συζητήσεων. Ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει ὀφείλει κατὰ γενικὸν κανόνα, νὰ ἀναγγεῖλῃ τοῦτο ἐν ἀρχῇ τῆς παρεμβάσεώς της, πρὸς τὸν σκοπὸν ὅπως διευκολύνῃ τὸ ἔργον τῶν εισηγητῶν. Ὁφείλει ἐπὶ πλέον, νὰ ἐπιδώσῃ αὕτη αὕτη τὸ κείμενον εἰς τὴν γραμματεῖαν τῆς διασκέψεως ἐντὸς δύο ὥρων ἀπὸ τοῦ πέρατος τῆς συνεδριάσεως.

750 4. Μετὰ φειδοῦς, πάντως, δέον νὰ γίνεται χρῆσις τῆς ἐν ἀριθμῷ 749 παρεχομένης εὐχερείας, καθ' ὅτι ἀφορᾷ τὴν καταχώρησιν τῶν δηλώσεων.

Ἄρθρον 19.

Πρακτικὰ καὶ ἐκθέσεις τῶν ἐπιτροπῶν καὶ ὑποεπιτροπῶν.

751 1. (1) Αἱ συζητήσεις τῶν ἐπιτροπῶν καὶ τῶν ὑποεπιτροπῶν συνοψίζονται, μεθ' ἐκάστην συνεδρίαν εἰς πρακτικὰ συντασσόμενα ὑπὸ γραμματείας τῆς Διασκέψεως, εἰς τὰ ὁποῖα ἐκτίθενται τὰ κύρια σημεῖα τῶν συζητήσεων, αἱ διαφοροὶ γνώμαι αἱ ὁποῖαι ἐπιβάλλεται νὰ ἀναγραφῶσι, ὡς καὶ προτάσεις καὶ τὰ συμπεράσματα ἅτινα ἐξάγονται τελικῶς.

752 (2) Οὐχ ἥττον, πᾶσα ἀντιπροσωπεῖα ἔχει ὁμοίως τὸ δικαίωμα νὰ κάμῃ χρῆσιν τῆς ἐν τῷ ἀριθμῷ 752 προβλεπομένης εὐχερείας.

753 (3) Προσφυγὴ εἰς τὴν ἐν τῷ ὡς ἄνω ἐδαφίῳ προβλεπομένην εὐχέριαν δέον νὰ γίνεται μετὰ φειδοῦς.

754 2. Αἱ ἐπιτροπαὶ καὶ ὑποεπιτροπαὶ δύνανται νὰ συντάσσωσι τὰς μερικὰς ἐκθέσεις ὡς κρίνουσι ἀναγκαίως, καί, ἐνδεχομένως, ἅμα τῷ πέρατι τῶν ἐργασιῶν των, δύνανται νὰ ὑποβάλλωσι τελικὴν ἐκθεσιν ἐν τῇ ὁποίᾳ ἀνακεφαλαιοῦσι, περιληπτικῶς, τὰς προτάσεις καὶ τὰ συμπεράσματα ἅτινα προκύπτουσιν ἐκ τῶν μελετῶν αἱ ὁποῖαι ἀνετέθησαν αὐταῖς.

Ἄρθρον 20.

Ἐγκρίσις τῶν πρακτικῶν καὶ ἐκθέσεων.

755 1. (1) Κατὰ γενικὸν κανόνα, ἐν ἀρχῇ ἐκάστης συνεδριάσεως τῆς γενικῆς συνελεύσεως, ἡ ἐκάστης συνεδριάσεως ἐπιτροπῆς τινὸς ἢ ὑποεπιτροπῆς, ὁ πρόεδρος ἐρωτᾷ ἐὰν αἱ ἀντιπροσωπεῖαι ἔχωσιν νὰ διατυ-

πώσωσι παοατηρήσεις εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὸ πρακτικόν, τῆς προηγουμένης συνεδριάσεως. Τοῦτο θεωρεῖται ὡς ἐγκριθέν ἐάν οὐδεμία διόρθωσις ἀνεκινώθη εἰς τὴν Γραμματεῖαν ἢ ἐάν οὐδεμία ἀντίρρησης ἐξεδηλώθη προφορικῶς. Ἐν ἀντιθέτῳ περιπτώσει ἐπιφέρονται αἱ ἀναγκαῖαι διορθώσεις εἰς τὸ πρακτικόν.

756 (2) Πᾶσα ἐκθεσις μερικὴ ἢ τελικὴ δέον νὰ ἐγκρίνηται ὑπὸ τῆς ἐνδιαφερομένης ἐπιτροπῆς ἢ ὑποεπιτροπῆς.

757 2. (1) Τὸ πρακτικόν τῆς τελευταίας γενικῆς συνελεύσεως ἐξετάζεται καὶ ἐγκρίνεται ὑπὸ τοῦ προέδρου τῆς συνελεύσεως ταύτης.

758 (2) Τὸ πρακτικόν τῆς τελευταίας συνεδριάσεως τῶν ἐπιτροπῶν ἢ ὑποεπιτροπῶν ἐξετάζεται καὶ ἐγκρίνεται ὑπὸ τοῦ προέδρου τῶν ἐπιτροπῶν ἢ ὑποεπιτροπῶν τούτων.

Ἄρθρον 21.

Ἐπιτροπὴ συντάξεως.

759 1. Τὰ κείμενα τῆς Συμβάσεως τῶν Κανονισμῶν καὶ τῶν λοιπῶν τελικῶν Πράξεων τῆς διασκέψεως συντεταγμένα ὑπὸ τὴν ὀριστικὴν, κατὰ τὸ δυνατόν, μορφήν τῶν ὑπὸ τῶν διαφόρων ἐπιτροπῶν, λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν ἐκφρασθεῖσιν γνώμων, ὑποβάλλονται εἰς τὴν ἐπιτροπὴν συντάξεως ἐπιφορτισμένην ὅπως τελειοποιήσῃ τὴν μορφήν αὐτῶν χωρὶς νὰ μεταβάλῃ τὴν ἐννοίαν τῶν καὶ ὅπως συνδυάσῃ ταῦτα μετὰ τῶν μὴ τροποποιηθέντων παλαιῶν κειμένων.

760 2. Τὰ κείμενα ταῦτα ὑποβάλλονται ὑπὸ τῆς ἐπιτροπῆς συντάξεως εἰς τὴν γενικὴν συνέλευσιν τῆς Διασκέψεως ἥτις ἐγκρίνει αὐτὰ ἢ τὰ παραπέμπει πρὸς ἐπανεξέτασιν, εἰς τὴν ἀρμοδίαν ἐπιτροπὴν.

Ἄρθρον 22.

Ἀρίθμησις

761 1. Οἱ ἀριθμοὶ τῶν κεφαλαίων, ἄρθρων καὶ παραγράφων τῶν ὑποβληθέντων εἰς ἀναθεώρησιν κειμένων διατηροῦνται μέχρι τῆς πρώτης ἀναγνώσεως ἐν γενικῇ συνελεύσει. Τὰ προστιθέμενα κείμενα λαμβάνωσι ροσωρινῶς τὸν ἀριθμὸν τῆς τελευταίας παραγράφου, ἥτις προηγείται τοῦ ἀρχικοῦ κειμένου, μετὰ τὴν προσθήκην εἰς αὐτὴν «α)» «β)» κ.λ.π.

762 2. Ἡ τελικὴ ἀρίθμησις τῶν κεφαλαίων, ἄρθρων καὶ παραγράφων ἀνατίθεται εἰς τὴν ἐπιτροπὴν συντάξεως μετὰ τὴν ἐγκρίσιν αὐτῶν εἰς πρώτην ἀνάγνωσιν.

Ἄρθρον 23.

Τελικὴ ἐγκρίσις

763 Τὰ κείμενα τῆς Συμβάσεως τῶν Κανονισμῶν καὶ τῶν λοιπῶν τελικῶν πράξεων θεωροῦνται ὡς ὀριστικὰ ὅφου ἐγκριθῶσιν εἰς δευτέραν ἀνάγνωσιν ὑπὸ τῆς γενικῆς συνελεύσεως.

Ἄρθρον 24.

Ὑπογραφή.

764 Τὰ τελικῶς ἐγκρινόμενα ὑπὸ τῆς Διασκέψεως κείμενα ὑπογράφονται ὑπὸ τῶν πληρεξουσίων ὁσιντες εἶναι ἐφοδιασμένοι διὰ τῶν ἐν τῷ κεφαλαίῳ 5 τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ ὀριζομένων Διαπιστευτηρίων κατὰ τὴν, εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν, ἀλφαβητικὴν σειρὰν τῶν ὀνομάτων τῶν ἀντιπροσωπευομένων χωρῶν.

Ἄρθρον 25.

Δελτία Τύπου

765 Ἐπίσημοι ἀνακινώσεις ἐπὶ τῶν ἐργασιῶν τῆς Διασκέψεως δὲν πρέπει νὰ δίδωνται εἰς τὸν τύπον, εἰ μὴ μόνον κατόπιν ἐγκρίσεως τοῦ Προέδρου ἢ ἐνὸς τῶν ἀντιπροέδρων τῆς Διασκέψεως.

Ἄρθρον 26.

Ἀτέλεια

766 Κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς Διασκέψεως, τὰ μέλη τῶν ἀντιπροσωπειῶν, τὰ μέλη τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, οἱ ἀνώτεροι λειτουργοὶ τῶν μονίμων ὀργανισμῶν τῆς Ἐνώσεως καὶ τὸ προσωπικόν τῆς Γραμματείας τῆς Ἐνώσεως, ἐν ἀποσπάσει εἰς τὴν Διάσκεψιν, ἔχουσι δικαίωμα ταχυδρομικῆς, τηλεγραφικῆς καὶ τηλεφωνικῆς ἀτελείας, ἐν ᾧ μέτρῳ ἡ Κυβέρνησις τῆς χώρας ἐνθα

συνέρχεται ἡ Διάσκεψις ἡδυνήθη σχετικῶς νὰ ἔλθῃ εἰς συνενόησιν μετὰ τῶν λοιπῶν ἐνδιαφερομένων Κυβερνήσεων καὶ ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων.

ΜΕΡΟΣ ΔΕΥΤΕΡΟΝ

Διεθνεῖς Συμβουλευτικαὶ Ἐπιτροπαί.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 10

Γενικαὶ Διατάξεις

767 1. Αἱ διατάξεις τοῦ δευτέρου μέρους τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ συμπληροῦσι τὸ ἄρθρον 14 τῆς Συμβάσεως ἐν ᾧ καθορίζονται ἡ δικαιοδοσία καὶ ἡ διάρθρωσις τῶν διεθνῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 11

Ὅροι Συμμετοχῆς.

768 1. (1) Μέλη ἐκάστης διεθνούς Συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς εἶναι:

α) Αὐτοδικαίως, αἱ Διευθύνσεις ὅλων τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν τῆς Ἐνώσεως.

769 β) Πᾶσα ἀνεγνωρισμένη ἰδιωτικὴ ἐπιχείρησις, ἥτις, τῇ ἐγκρίσει τοῦ Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους, τὸ ὅποιον ἔχει ἀναγνωρίσει ταύτην καὶ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐφαρμογῆς τῆς κατωτέρω διαδικασίας, ζητεῖ ὅπως μετάσχῃ τῶν Ἐργασιῶν τῆς Ἐπιτροπῆς ταύτης. Αὕτη δὲν δύναται ἐν τῷ μεταξύ νὰ ἐπέμβῃ ἐν ὀνόματι τοῦ Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους τὸ ὅποιον τὴν ἀνεγνώρισε ἐκτὸς ἐάν τὸ τελευταῖον τοῦτο ἐν ἐκάστη συγκεκριμένη περιπτώσει, καταστήσῃ γνωστὸν εἰς τὴν ἐνδιαφερομένην συμβουλευτικὴν Ἐπιτροπὴν ὅτι τὴν ἐξουσιοδότησε δι' αὐτὴν τὴν ἐνέργειαν.

770 (2) Ἡ πρώτη αἴτησις ἀνεγνωρισμένης ἰδιωτικῆς ἐπιχειρήσεως περὶ συμμετοχῆς εἰς τὰς ἐργασίας συμβουλευτικῆς τινὸς Ἐπιτροπῆς, ἀπευθύνεται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ὅστις πληροφορεῖ σχετικῶς ὅλα τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη καὶ τὸν Διευθυντὴ τῆς Συμβουλευτικῆς ταύτης Ἐπιτροπῆς. Ἡ αἴτησις ἀνεγνωρισμένης τινὸς ἰδιωτικῆς Ἐπιχειρήσεως δέον νὰ ἐγκρίνεται ὑπὸ τοῦ Μέλους ἢ Συνεργαζομένου Μέλους, τὸ ὅποιον ἔχει ἀναγνωρίσει αὐτήν.

771 2. (1) Αἱ διεθνεῖς ὁργανώσεις, αἵτινες συντονίζουν τὰς ἐργασίας τῶν πρὸς ἐκείνας τῆς Διεθνούς Ἐνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν καὶ αἱ ὅποια ἀσκοῦσι συναφεῖς δραστηριότητας, δύναται νὰ γίνωσι δεκταί, ὅπως συμμετάσχωσι, ὑπὸ συμβουλευτικὴν ιδιότητα, εἰς τὰς ἐργασίας τῶν Συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν.

772 (2) Ἡ πρώτη αἴτησις διεθνούς τινὸς Ὁργανώσεως περὶ συμμετοχῆς εἰς τὰς ἐργασίας συμβουλευτικῆς τινὸς Ἐπιτροπῆς, ἀπευθύνεται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ὅστις γνωστοποιεῖ αὐτήν, τηλεγραφικῶς, εἰς ἅπαντα τὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη καὶ καλεῖ τὰ Μέλη ὅπως ἀποφανθῶσιν ἐπὶ τῆς ἀποδοχῆς τῆς αἰτήσεως ταύτης. Ἡ αἴτησις γίνεται δεκτὴ, ἐάν ἡ πλειοψηφία τῶν ἐντὸς μηνὸς ληφθεῖσιν ἀπαντήσεων τῶν Μελῶν εἶναι εὐνοϊκὴ. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς γνωστοποιεῖ τὸ ἀποτέλεσμα τῆς ψηφοφορίας ταύτης εἰς πάντὰ Μέλη καὶ συνεργαζόμενα Μέλη καὶ εἰς τὸν Διευθυντὴ τῆς ἐνδιαφερομένης συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς.

773 3. (1) Οἱ ἐπιστημονικοὶ ἢ βιομηχανικοὶ ὀργανισμοὶ ὁσιντες ἀσχολοῦνται μετὰ τὴν μελέτην Τηλεπικοινωνιακῶν προβλημάτων ἢ μετὰ τὴν μελέτην ἢ μετὰ τὴν κατὰ τὴν ὑλικῶν, προοριζομένων διὰ τὰς ὑπηρεσίας Τηλεπικοινωνιῶν, δύναται νὰ γίνωσι δεκτοί, ὅπως μετέχωσι, ὑπὸ συμβουλευτικὴν ιδιότητα, εἰς τὰς συνελεύσεις τῶν ἐπιτροπῶν μελῶν τῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐγκρίσεως τῶν Διευθύνσεων τῶν ἐνδιαφερομένων χωρῶν.

774 (2) Ἡ πρώτη αἴτησις ἐπιστημονικοῦ ἢ βιομηχανικοῦ ὀργανισμοῦ περὶ συμμετοχῆς εἰς τὰς συνεδριάσεις τῶν ἐπιτροπῶν μελῶν συμβουλευτικῆς τινὸς

ἐπιτροπῆς, ἀπευθύνεται εἰς τὸν Διευθυντὴν τῆς Συμβουλευτικῆς ταύτης Ἐπιτροπῆς. Ἡ αἴτησις αὕτη δέον νὰ ἐγκρίνηται ὑπὸ τῆς Διευθύνσεως τῆς ἐνδιαφερομένης Χώρας.

- 775 4. Πᾶσα ἀνεγνωρισμένη ἰδιωτικὴ ἐπιχείρησις, πᾶς διεθνὴς ὁργανισμὸς ἢ πᾶς ἐπιστημονικὸς ἢ βιομηχανικὸς ὁργανισμὸς ὅστις ἐγένετο δεκτὸς νὰ μετέλῃ τῶν ἐργασιῶν συμβουλευτικῆς τινος ἐπιτροπῆς ἔχει δικαίωμα καταγγελίας, τῆς συμμετοχῆς αὐτῆς διὰ μιᾶς Κοινοποιήσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.

Ἡ καταγγελία αὕτη φέρει ἀποτέλεσμα μετὰ τὴν λήξιν χρονικῆς περιόδου ἐνὸς ἔτους ὑπαλογιζομένου ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς παραλαβῆς ὑπὸ τῆς γενικῆς γραμματείας τῆς κοινοποιήσεως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 12.

Ἀρμοδιότητες τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις :

- 776 α) Ἐξετάζει τὰς ἐκθέσεις τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν καὶ ἐγκρίνει, τροποποιεῖ ἢ ἀπορρίπτει τὰ σχέδια γνωματεύσεων, τὰ ὅποια περιέχουσιν αἱ ἐκθέσεις αὗται.
- 777 β) Καταρτίζει τὸν κατάλογον τῶν νέων, πρὸς μελέτην, ζητημάτων, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 190 καὶ ἐὰν παρίσταται ἀνάγκη, καταρτίζει πρόγραμμα μελετῶν.
- 778 γ) Ἀναλόγως τῶν ἀναγκῶν, διατηρεῖ τὰς ὑφισταμένας ἐπιτροπὰς μελετῶν καὶ ἰδρύει νέας τοιαύτας.
- 779 δ) Κατανέμει εἰς τὰς ἐπιτροπὰς μελετῶν τὰ πρὸς μελέτην ζητήματα.
- 780 ε) Ἐξετάζει καὶ ἐγκρίνει τὴν ἐκθεσιν τοῦ Διευθυντοῦ ἐπὶ τῶν ἐργασιῶν τῆς Ἐπιτροπῆς, ἀπὸ τῆς τελευταίας συνόδου τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.
- 781 στ) Ἐγκρίνει ἐκτίμησιν ἐπὶ τῶν οἰκονομικῶν ἀναγκῶν τῆς Ἐπιτροπῆς μέχρι τῆς προσεχοῦς Γενικῆς Συνελεύσεως, ἥτις ἐκτίμησις θὰ ὑποβληθῇ εἰς τὸ Συμβούλιον Διοικήσεως.
- 782 ζ) Ἐξετάζει τὰ λοιπὰ ζητήματα, τὰ κρινόμενα ὡς ἀναγκαῖα ἐν τῷ πλαίσιῳ τῶν διατάξεων τοῦ ἀρθροῦ 14 τῆς Συμβάσεως καὶ τοῦ δευτέρου μέρους τοῦ Γενικοῦ Κανονισμοῦ.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 13.

Σύνοδοι τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

- 783 1. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις συνέρχεται κανονικῶς, ἀνά τριετίαν εἰς τόπον καὶ χρόνον, οἵτινες καθορίζονται ὑπὸ τῆς προηγουμένης Γενικῆς Συνελεύσεως.
- 784 2. Ὁ χρόνος καὶ ὁ τόπος συγκλήσεως τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, ἢ ἐνὸς ἐκ τῶν δύο μόνον, δύναται νὰ τροποποιῇται τῇ ἐγκρίσει τῆς πλειοψηφίας τῶν Μελῶν τῆς Ἐνώσεως ἅτινα ἀπῆντησαν εἰς μίαν αἴτησιν τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως δι' ἧς ἐζητήθη ἡ γνώμη των.
- 785 3. Εἰς ἐκάστην τῶν συνόδων τούτων, ἡ Γενικὴ Συνέλευσις συμβουλευτικῆς τινος Ἐπιτροπῆς προεδρεύεται ὑπὸ τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς ἀντιπροσωπείας τῆς Χώρας, ἐν ἣ συνέρχεται αὕτη, ἢ ὁσάκις ἡ σύνοδος αὕτη συνέρχεται εἰς τὴν ἑδρὰν τῆς Ἐνώσεως, ὑπὸ προσώπου ἐκλεγμένου ὑπ' αὐτῆς ταύτης τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως. Ὁ πρόεδρος συντρέχεται ὑπὸ ἀντιπροέδρων ἐκλεγμένων ὑπὸ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.
- 786 4. Ἡ γραμματεία τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως συμβουλευτικῆς τινος Ἐπιτροπῆς, ἐξασφαλίζεται ὑπὸ τῆς εἰδικῆς Γραμματείας τῆς Ἐπιτροπῆς ταύτης, τῇ συνδρομῇ, ἐὰν τοῦτο εἶναι ἀναγκαῖον, τῆς Διευθύνσεως τῆς καλῶς Κυβερνήσεως καὶ τοῦ Προσωπικοῦ τῆς Γενικῆς Γραμματείας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 14.

Γλῶσσαι καὶ τρόπος ψηφοφορίας κατὰ τὰς Γενικὰς Συνελεύσεις.

- 787 1. (1) Αἱ χρησιμοποιούμεναι γλῶσσαι κατὰ τὰς γενικὰς Συνελεύσεις, εἶναι αἱ προβλεπόμεναι εἰς τὸ ἀρ-

θρον 17 τῆς Συμβάσεως.

- 788 (2) Τὰ προπαρασκευαστικὰ στοιχεῖα τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν, τὰ στοιχεῖα καὶ τὰ πρακτικὰ τῶν γενικῶν Συνελεύσεων καὶ τὰ μετ' αὐτὰς δημοσιευόμενα, ὑπὸ τῶν διεθνῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν, στοιχεῖα συντάσσονται εἰς τὰς τρεῖς γλώσσας ἐργασίας τῆς Ἐνώσεως.

- 789 2. Τὰ μέλη ἅτινα ἔχουσι δικαίωμα ψήφου εἰς τὰς συνεδριάσεις τῶν γενικῶν συνελεύσεων τῶν συμβουλευτικῶν Ἐπιτροπῶν, εἶναι ἐκείνα, τὰ ὅποια προβλέπονται εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 13 καὶ 250. Ἐν τούτοις, ὅταν χώρα τις Μέλος τῆς Ἐνώσεως, δὲν ἀντιπροσωπεύεται ὑπὸ τινος Διευθύνσεως, οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν ἀνεγνωρισμένων ἰδιωτικῶν ἐπιχειρήσεων ταύτης, ὅμοι καὶ ἀνεξαρτήτως τοῦ ἀριθμοῦ των, ἔχουσι τὸ δικαίωμα μιᾶς μόνον ψήφου, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἀριθμοῦ 769.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 15.

Σύστασις τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν.

- 790 1. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις προβαίνει εἰς τὴν σύστασιν τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν, αἱ ὅποια ἀναγκαίουσι, διὰ τὴν ἐπεξεργασίαν τῶν ὑπὸ μελέτην ζητημάτων. Αἱ Διευθύνσεις, αἱ ἀνεγνωρισμένοι ἰδιωτικοὶ ἐπιχειρήσεις καὶ αἱ διεθνεῖς ὁργανώσεις, αἱ γενόμεναι δεκταί, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν ἀριθμῶν 771 καὶ 772 ἐὰν ἐπιθυμοῦσι νὰ μετάσχῃσι τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν, δηλοῦσι τοῦτο εἴτε εἰς τὴν Γενικὴν Συνέσιν, εἴτε μεταγενεστέρως, εἰς τὸν Διευθυντὴν τῆς οἰκείας συμβουλευτικῆς Ἐπιτροπῆς.
- 791 2. Ἐξ ἄλλου καὶ ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῶν ἀριθμῶν 773 καὶ 774, οἱ ἐμπειρογνώμονες τῶν ἐπιστημονικῶν ἢ βιομηχανικῶν ὁργανισμῶν, δύναται νὰ γίνωσι δεκτοὶ ὅπως μετάσχουσιν, ὑπὸ συμβουλευτικῶν ἰδιότητων, εἰς πᾶσαν σύνοδον μιᾶς οἰασθήποτε ἐκ τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν.
- 792 3. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις ὀρίζει τὸν κύριον εισηγητὴν, ὅστις θὰ προεδρεύῃ ἐκάστης τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν καὶ ἓνα ἀναπληρωτὴν τοῦ κυρίου εισηγητοῦ. Ἐὰν, κατὰ τὸ μεταξὺ δύο συνόδων τῆς γενικῆς συνελεύσεως χρονικὸν διάστημα, εἰς κύριος εισηγητῆς καλυθῇ ὅπως ἀσκήσῃ τὰ καθήκοντά του, ὁ ἀναπληρωτὴς αὐτοῦ καταλαμβάνει τὴν θέσιν του καὶ ἡ ἐπιτροπὴ μελετῶν, ἐκλέγει, κατὰ τὴν ἐπομένην συνεδριάσιν της, μεταξὺ τῶν μελῶν της, νέον ἀναπληρωτὴν τοῦ κυρίου εισηγητοῦ. Ἐκλέγει αὕτη ἐπίσης νέον ἀναπληρωτὴν τοῦ κυρίου εισηγητοῦ, ἐὰν κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἰδίας αὐτῆς περιόδου, ὁ ἀναπληρωτὴς τοῦ κυρίου εισηγητοῦ δὲν εἶναι πλέον εἰς θέσιν ν' ἀσκήσῃ τὰ καθήκοντά του.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 16.

Διεξαγωγή τῶν Ἐργασιῶν μελετῶν.

- 793 1. Ἡ ἐπεξεργασία τῶν εἰς τὰς Ἐπιτροπὰς μελετῶν ἀνατιθεμένων ζητημάτων, γίνεται, κατὰ τὸ δυνατόν δι' ἀλληλογραφίας.
- 794 2. (1) Ἐν τούτοις, ἡ Γενικὴ Συνέλευσις δύναται νὰ δίδῃ εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὰς συνόδους τῶν Ἐπιτροπῶν μελετῶν, χρησίμους ὁδηγίας, αἵτινες ἐμφανίζονται ἀπαρτίτοι διὰ τὴν ἐπεξεργασίαν σπουδαίων ὑμᾶδων ζητημάτων.
- 795 (2) Ἐξ ἄλλου, ἐὰν εἰς κύριος εισηγητῆς, μετὰ τὴν Γενικὴν Συνέσιν, εἶναι τῆς γνώμης ὅτι μία ἢ περισσότεραι σύνοδοι τῆς Ἐπιτροπῆς του μελετῶν, μὴ προβλεπόμεναι διὰ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως, εἶναι ἀναγκαῖαι διὰ τὴν προφορικὴν συζήτησιν τῶν ζητημάτων, τὰ ὅποια δὲν κατέστη δυνατόν νὰ ἐπεξεργασθῶν δι' ἀλληλογραφίας, δύναται οὗτος, κατόπιν ἐγκρίσεως τῆς Διευθύνσεως του καὶ ἀφ' οὗ συμβουλευθῇ τὸν οἰκεῖον Διευθυντὴν καὶ τὰ μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς του, νὰ προτείνῃ σύνοδον εἰς κατάλληλον τόπον, λαμβάνων ὑπ' ὄψιν καὶ τὴν ἀνάγκην τοῦ περιορισμοῦ τῶν δαπανῶν εἰς τὸ ἐλάχιστον.

796 3. 'Εν τούτοις, πρὸς ἀποφυγὴν ἀνωφελῶν ταξιδίων καὶ παρατεταμένων ἀπουσιῶν, ὁ Διευθυντὴς συμβουλευτικῆς τινος 'Επιτροπῆς, ἀπὸ συμφώνου μετὰ τῶν κυρίων εἰσηγητῶν, προέδρων τῶν διαφόρων οἰκείων 'Επιτροπῶν, καταστρώνει τὸ γενικὸν σχέδιον τῷ συνόδῳ τῆς 'Ομάδος τῶν 'Επιτροπῶν μελετῶν, αἰτνες πρόκειται νὰ συνέλθουσιν εἰς τὸν αὐτὸν τόπον, κατὰ τὴν αὐτὴν περίοδον.

797 4. 'Ο Διευθυντὴς ἀποστέλλει τὰς τελικὰς ἐκθέσεις τῶν 'Επιτροπῶν μελετῶν εἰς τὰς μετεχούσας Διευθύνσεις, εἰς τὰς ἀνεγνωρισμένας ἰδιωτικὰς ἐπιχειρήσεις τῆς Συμβουλευτικῆς 'Επιτροπῆς καὶ ἐνδεχομένως, εἰς τὰς διεθνεῖς ὁργανώσεις, αἰτνες θὰ ἔχωσι μετὰσχέ. Αἱ ἐκθέσεις αὗται ἀποστέλλονται τὸ ταχύτερον δυνατόν καὶ ἐν πάσῃ περιπτώσει, ἀρκετὰ ἐνωρίς ὥστε νὰ περιέλθωσιν εἰς αὐτὰς ἓνα τοῦλάχιστον μῆνα, πρὸ τῆς χρονολογίας τῆς προσεχοῦς Γενικῆς Συνελεύσεως. Δύναται νὰ γίνῃ παρέκκλισις ἀπὸ τοῦ ὅρου τούτου μόνον ὁσάκις αἱ σύνοδοι τῶν 'Επιτροπῶν μελετῶν λαμβάνουν χώραν ἀμέσως πρὸ τῆς συνόδου τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως. Τὰ θέματα αἵτινα δὲν ἀπετέλεσαν ἀντικείμενον ἐκθέσεως, ἥτις νὰ ἐφθασεν εἰς τὸν προορισμὸν τῆς ὑπὸ τοὺς ἀνωτέρω ὅρους, δὲν δύναται νὰ ἀναγραφῶσιν εἰς τὴν ἡμερησίαν διάταξιν τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 17

Καθήκοντα τοῦ Διευθυντοῦ. Εἰδικὴ Γραμματεία.

798 1 (1). 'Ο Διευθυντὴς συμβουλευτικῆς τινος 'Επιτροπῆς συντονίζει τὰς ἐργασίας τῆς γενικῆς συνελεύσεως καὶ τῶν 'Επιτροπῶν μελετῶν. Εἶναι ὑπεύθυνος διὰ τὴν ὁργάνωσιν τῶν ἐργασιῶν τῆς συμβουλευτικῆς 'Επιτροπῆς.

799 (2) Τηρεῖ τὰ ἀρχεῖα τῆς 'Επιτροπῆς.

800 (3) 'Ο Διευθυντὴς βοηθεῖται ὑπὸ γραμματείας, συγκροτουμένης ἀπὸ εἰδικευμένον προσωπικόν, τὸ ὁποῖον ἐργάζεται ὑπὸ τὰς ἀμέσους διαταγὰς του διὰ τὴν ὁργάνωσιν τῶν ἐργασιῶν τῆς ἐπιτροπῆς.

801 (4) Τὸ προσωπικὸν τῶν εἰδικῶν γραμματεῶν, τῶν ἐργαστηρίων καὶ τῶν τεχνικῶν ἐγκαταστάσεων μιᾶς Συμβουλευτικῆς 'Επιτροπῆς, ὑπάγεται ἀπὸ ἀπόψεως διοικήσεως, ὑπὸ τὰς διαταγὰς τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

802 2. 'Ο Διευθυντὴς ἐκλέγει τὸ τεχνικὸν καὶ τὸ Διοικητικὸν Προσωπικὸν τῆς γραμματείας ταύτης ἐντὸς τοῦ πλαισίου τοῦ ὑπὸ τῆς διασκέψεως Πληρεξουσίων ἢ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἐγκακριμένου Προϋπολογισμοῦ.

'Ο διορισμὸς τοῦ τεχνικοῦ καὶ διοικητικοῦ τούτου προσωπικοῦ, ἀποφασίζεται ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως ἐν συμφωνίᾳ μετὰ τοῦ Διευθυντοῦ. 'Η ὁριστικὴ ἀπόφασις διορισμοῦ ἢ ἀπολύσεως ἀνήκει εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.

803 3. 'Ο Διευθυντὴς μετέχει αὐτοδικαίως ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα, εἰς τὰς συζητήσεις τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως καὶ τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν. Λαμβάνει πάντα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν προπαρασκευὴν τῶν συνεδριάσεων τῆς γενικῆς συνελεύσεως καὶ τῶν ἐπιτροπῶν μελετῶν.

804 4. 'Ο Διευθυντὴς ἐκθέτει τὰ τῆς δράσεως τῆς συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς, ἀπὸ τῆς προηγουμένης συνόδου τῆς γενικῆς συνελεύσεως, εἰς ἐκθεσιν ὑποβαλλομένην εἰς τὴν γενικὴν συνέλευσιν. 'Η ἐκθεσις αὕτη μετὰ τὴν ἐγκρισίν της ἀποστέλλεται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ἵνα διαβιβασθῇ εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον.

805 5. 'Ο Διευθυντὴς ὑποβάλλει εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον, κατὰ τὴν ἐτησίαν σύνοδον αὐτοῦ, ἐκθεσιν ἐπὶ

τῆς δραστηριότητος τῆς 'Επιτροπῆς κατὰ τὴν διάρκεια τοῦ προηγουμένου ἔτους, πρὸς τὸν σκοπὸν πληροφοροδοτήσεως τοῦ Συμβουλίου καὶ τῶν Μελῶν καὶ συνεργαζομένων Μελῶν τῆς 'Ενώσεως.

806 6. 'Ο Διευθυντὴς ὑποβάλλει πρὸς ἐγκρισιν εἰς τὴν γενικὴν συνέλευσιν ἐκθεσιν ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν ἀναγκῶν τῆς Συμβουλευτικῆς 'Επιτροπῆς μέχρι τῆς προσεχοῦς γενικῆς συνελεύσεως. 'Η ἐκθεσις αὕτη μετὰ τὴν ἐγκρισίν της, διαβιβάζεται εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ὅστις τὴν ὑποβάλλει εἰς τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον.

807 7. 'Ο Διευθυντὴς καταρτίζει, πρὸς τὸν σκοπὸν ἐνσωματώσεως αὐτῶν ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως εἰς τὰς ἐτησίους προβλέψεις τοῦ Προϋπολογισμοῦ τῆς 'Ενώσεως, τὰς προβλέψεις δαπανῶν τῆς 'Επιτροπῆς διὰ τὸ ἐπόμενον ἔτος ἐπὶ τῇ βάσει τῆς ὑπὸ τῆς γενικῆς συνελεύσεως ἐγκριθείσης ἐκτιμήσεως ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν ἀναγκῶν τῆς 'Επιτροπῆς.

808 8. 'Ο Διευθυντὴς μετέχει, καθ' ὃ μέτρον εἶναι τοῦτο ἀναγκαῖον, εἰς τὰς δραστηριότητας τεχνικῆς βοήθειας τῆς 'Ενώσεως ἐντὸς τοῦ Πλαισίου τῶν διατάξεων τῆς Συμβάσεως.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 18.

Προτάσεις διὰ τὰς διοικητικὰς Διασκέψεις.

809 1. Συμφώνως πρὸς τὸν ἀριθμὸν 191 αἱ γενικαὶ συνελεύσεις τῶν Συμβουλευτικῶν 'Επιτροπῶν δύναται νὰ διατυπώσωσι προτάσεις τροποποιήσεως τῶν εἰς τὸν ἀριθμὸν 203 προβλεπομένων Κανονισμῶν.

810 2. Αἱ προτάσεις αὗται ἀποστέλλονται ἐν εὐθέτῳ χρόνῳ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ὅστις συγκεντρώνει, συντονίζει καὶ ἀνακοινεῖ ταύτας κατὰ τοὺς εἰς τὸν ἀριθμὸν 627 προβλεπομένους ὅρους.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ 19.

Σχέσεις τῶν Συμβουλευτικῶν 'Επιτροπῶν μεταξὺ τῶν καὶ μετ' ἄλλων διεθνῶν ὁργανώσεων.

811 1. (1) Αἱ γενικαὶ συνελεύσεις τῶν συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν δύναται νὰ συνιστῶσι μικτὰς ἐπιτροπὰς διὰ τὴν διεξαγωγὴν μελετῶν καὶ τὴν ἐκδοσιν γνωματεύσεων ἐπὶ ζητημάτων κοινῶς ἐνδιαφέροντος.

812 (2) Οἱ Διευθυνταὶ τῶν συμβουλευτικῶν 'Επιτροπῶν δύναται ἐν συνεργασίᾳ μετὰ τῶν κυρίων εἰσηγητῶν, νὰ ὁργανοῦσι μικτὰς συνελεύσεις ἐπιτροπῶν μελετῶν τῶν δύο συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν, ἐπὶ σκοπῷ μελέτης καὶ προπαρασκευῆς σχεδίων γνωματεύσεων ἐπὶ ζητημάτων κοινῶς ἐνδιαφέροντος. Τὰ σχέδια γνωματεύσεων ὑποβάλλονται εἰς τὴν προσεχῇ σύνοδον τῆς γενικῆς συνελεύσεως ἐκάστης τῶν συμβουλευτικῶν 'Επιτροπῶν.

813 2. 'Όταν συμβουλευτικὴ τις 'Επιτροπὴ προσκαλεῖται νὰ ἐκπροσωπηθῇ εἰς σύνοδον ἐτέρας συμβουλευτικῆς ἐπιτροπῆς ἢ Διεθνoῦς τινος 'Οργανισμοῦ ἢ Γενικῆς Συνελεύσεως αὐτῆς ἢ ὁ Διευθυντὴς τῆς ἐξουσιοδοτεῖται λαμβάνων ὑπ' ὄψιν τὰ τοῦ ἀριθμοῦ 15, νὰ λαμβάνῃ μέτρα ἵνα ἐξασφαλίσῃ τὴν ἐκπροσώπησιν αὐτὴν με συμβουλευτικὴν πῆφον.

814 3. 'Ο Γενικὸς Γραμματεὺς, ὁ ἀναπληρωτὴς Γενικὸς Γραμματεὺς, ὁ Πρόεδρος τῆς Διεθνoῦς 'Επιτροπῆς καταγραφῆς συχνοτήτων καὶ ὁ Διευθυντὴς τῆς ἄλλης συμβουλευτικῆς 'Επιτροπῆς ἢ οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν δύο δύναται νὰ παρίστανται, ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα εἰς τὰς συνελεύσεις συμβουλευτικῆς τινος 'Επιτροπῆς 'Εν περιπτώσει ἀνάγκης, μία 'Επιτροπὴ δύναται νὰ προσκαλέσῃ εἰς τὰς συνόδους της, ὑπὸ συμβουλευτικὴν ἰδιότητα, ἐκπροσώπους παντὸς μονίμου ὁργανισμοῦ τῆς 'Ενώσεως, ὅστις δὲν ἐθεώρησεν ἀναγκαῖον νὰ ἀποστείλῃ τοιοῦτους.

ΤΕΛΙΚΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

Συνημμένον
εἰς τὴν

Διεθνῇ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν

(MONTREUX 1965)

Κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965), οἱ ὑπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι λαμβάνουν σημείωσιν τῶν ἐπομένων δηλώσεων αἵτινες ἀποτελοῦν μέρος τῶν τελικῶν πράξεων τῆς Διασκεψέως Πληρεξουσίων (MONTREUX, 1965) :

I.

Διὰ τὸ Ἀφγανιστάν :

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Βασιλικῆς Κυβερνήσεως τοῦ Ἀφγανιστάν εἰς τὴν Διάσκεψιν πληρεξουσίων τῆς Διεθνούς Ἐνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν (Μοντραί, 1965) ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ μὴ ἀποδέχεται οὐδὲν οἰκονομικὸν μέτρον δυνάμενον νὰ ἐπιφέρῃ αὐξήσιν τῆς μερίδος συνεισφορᾶς τῆς εἰς τὴν Ἐνωσιν καὶ νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα ἅτινα ἤθελε κρίνει ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν τηλεπικοινωνιακῶν τῆς ὑπηρεσιῶν ἐν περιπτώσει καθ' ἣν χωραὶ Μέλη ἢ συνεργαζόμενα Μέλη δὲν θὰ ἐτήρουν τὰς διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (Μοντραί, 1965).

II.

Διὰ τὴν Ἀλγερίαν (Ἀλγερινὴ Δημοκρατίᾳ Δημοκρατικῇ καὶ Λαϊκῇ) :

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Ἀλγερινῆς Δημοκρατικῆς καὶ Λαϊκῆς Δημοκρατίας δηλοῖ ὅτι ἡ Κυβέρνησις τῆς ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ ἠδύνατο νὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντά τῆς, ἐν περιπτώσει καθ' ἣν μερικὰ Μέλη ἢ συνεργαζόμενα Μέλη δὲν θὰ ἐτήρουν, καθ' οἷονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (Μοντραί, 1965), ἢ ἐὰν αἱ διατυπώμεναι ἐπιφυλάξεις ἐκ μέρους τῶν Μελῶν καὶ Συνεργαζομένων Μελῶν θὰ παρέβλαπτον τὰς ὑπηρεσίας τῆς τηλεπικοινωνιῶν ἢ θὰ ἐπέφερον αὐξήσιν τῆς μερίδος συνεισφορᾶς τῆς εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἐνώσεως.

III.

Διὰ τὴν Ἀλγερίαν (Ἀλγερινὴ Δημοκρατία Δημοκρατικῇ καὶ Λαϊκῇ) :

Τὸ Βασίλειον τῆς Σαουδικῆς Ἀραβίας, τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Ἰράκ, τὸ Χασεμιτικὸν Βασίλειον τῆς Ἰορδανίας, τὸ Κράτος τοῦ Κουβέιτ, τὸν Λίβανον, τὸ Βασίλειον τοῦ Μαρόκου, τὴν Ἀραβικὴν Δημοκρατίαν τῆς Συρίας, τὴν Ἡνωμένην Ἀραβικὴν Δημοκρατίαν, τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Σουδάν καὶ τὴν Τυνησίαν :

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ὡς ἄνω Χωρῶν δηλώνουν ὅτι ἡ ὑπογραφή παρ' αὐτῶν τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (Μοντραί 1965) ὡς καὶ ἡ μεταγενεστέρᾳ ἐνδεχομένως ἐπικύρωσις τῆς πράξεως ταύτης ὑπὸ τῶν ἀντιστοίχων Κυβερνήσεών των, δὲν ἰσχύουν ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἀναγεγραμμένον ἐν τῷ παραρτήματι 1 τῆς ρηθείσης Συμβάσεως Μέλος ὑπὸ τὸ ὄνομα Ἰσραὴλ καὶ οὐδόλως συνεπάγονται τὴν ἀναγνώρισίν του.

IV

Διὰ τὴν Ἀλγερίαν (Δημοκρατίᾳ τῆς Ἀλγερίας Δημοκρατικῇ καὶ Λαϊκῇ), τὴν ὁμόσπονδον Δημοκρατίαν τοῦ Καμερόν, τὴν Κεντροαφρικανικὴν Δημοκρατίαν, τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Κονγκό, τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Κονγκό (Μπραζαβίλ), τὴν Δημοκρατίαν τῆς ἀκτῆς τοῦ Ἐλφραντοστοῦ, τὴν Δημοκρατίαν τῆς Δαχομέης, τὴν Αἰθιοπίαν, τὴν Γκαμπονεζικὴν Δημοκρατίαν, τὴν Γκάνα, τὴν Δημοκρατίαν τῆς Γουινέας, τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Ἀνω Βόλτα, τὴν Κένυα, τὴν Δημοκρατίαν τῆς Λιβερίας, τὸ Μαλάουϊ, τὴν Δημοκρατίαν τῆς Μαδαγασκάρης, τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Μαλί, τὸ Βασίλειον

τοῦ Μαρόκου, τὴν Ἰσλαμικὴν Δημοκρατίαν τῆς Μαυριτανίας, τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Νιγέρ, τὴν ὁμόσπονδον Δημοκρατίαν τῆς Νιγηρίας, τὴν Οὐγκάντα, τὴν Ἡνωμένην Ἀραβικὴν Δημοκρατίαν τῆς Σομαλίας, τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ρουάντα, τὴν Δημοκρατίαν τῆς Σενεγάλης, τὴν Σιέρα Λεόνε, τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Σουδάν, τὴν Ἡνωμένην Δημοκρατίαν τῆς Τανζανίας, τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Τσάδ, τὴν Τογκολεζικὴν Δημοκρατίαν, τὴν Τυνησίαν, καὶ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ζαμβίας :

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ἄνω Χωρῶν δηλώνουν ὅτι ἡ ὑπογραφή παρ' αὐτῶν τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX, 1965) ὡς καὶ ἡ μεταγενεστέρᾳ ἐπικύρωσις τῆς Πράξεως ταύτης ὑπὸ τῶν ἀντιστοίχων Κυβερνήσεών των δὲν ἐπάγεται εἰς οὐδεμίαν περίπτωση τὴν ἀναγνώρισιν τῆς παρούσης Κυβερνήσεως τῆς Νοτιο-Ἀφρικανικῆς Δημοκρατίας ὑπὸ τῶν Κρατῶν τούτων καὶ δὲν συνεπάγεται οὐδεμίαν ὑποχρέωσιν ἐναντι αὐτῆς τῆς Κυβερνήσεως.

V.

Διὰ τὴν Ἀργεντινὴν Δημοκρατίαν.

Ἡ Ἀργεντινὴ Δημοκρατία δηλώνει :

Ἡ Διεθνὴς Σύμβασις τῶν τηλεπικοινωνιῶν (Μοντραί 1965) καθορίζει εἰς τὸν ἀριθμὸν 4 ὅτι εἶναι μέλος τῆς Ἐνώσεως πᾶσα χώρα ἡ ὁμὰς ἐδαφῶν, ἐκ τῶν ἀπαριθμουμένων ἐν τῷ παραρτήματι 1.

Τὸ παράρτημα 1 ἀναφέρει, πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον, «Τὰ ὑπερπόντια ἐδάφη τῶν ὁποίων αἱ διεθνεῖς σχέσεις διασφαλίζονται ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρετανίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας» Ἡ προαναφερθεῖσα Κυβέρνησις συνθίξει νὰ περιλαμβάνῃ εἰς τὸ σύνολον αὐτὸ τὸ ἐδαφος τὸ ὁποῖον ὀνομάζει αἱ «Νῆσοι FALKLAND καὶ αἱ ἐξαρτήσεις των » καὶ τὰ «Βρετανικὰ ἐδάφη ἀνταρκτικῆς».

Ἡ Ἀργεντινὴ ἀντιπροσωπεῖα δηλώνει ρητῶς ὅτι τὸ γεγονός αὐτὸ οὐδόλως θίγει τὴν Κυριαρχίαν τῆς Ἀργεντινῆς ἐπὶ τῶν νήσων MALOUINES, τὰς νήσους SANDUICH DU SUD καὶ τὰς νήσους DE LA GEORGIE DU SUD.

Τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον κατέχει τὰς νήσους ταύτας διὰ τῆς βίας, πρᾶγμα τὸ ὁποῖον οὐδέποτε ἐδέχθη ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἀργεντινῆς, ἡ ὁποία ἐπιβεβαιώνει ἐκ νέου τὰ ἀπαράγραπτα δικαιώματα τῆς Ἀργεντινῆς Δημοκρατίας καὶ δηλώνει ὅτι τὰ ἐδάφη ταῦτα καὶ αἱ περιλαμβανόμεναι γαῖαι ἐντὸς τοῦ Ἀργεντινοῦ τομέως τῆς ἀνταρκτικῆς δὲν εἶναι οὔτε ἀποικία, οὔτε κατοχὴ οἰουδήποτε ἔθνους καὶ ὅτι ἀποτελοῦν ἐνιαῖον τμήμα τοῦ Ἀργεντινοῦ ἐδάφους. Εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν χρησιμοποιομένην ὀνομασίαν εἰς τὸ ἐν λόγῳ κείμενον διὰ τὴν ὑπόδειξιν τῶν νήσων MALOUINES ἡ Ἀργεντινὴ ἀντιπροσωπεῖα κρίνει ἐπικαίρον νὰ ὑπομνήσῃ τὴν ἀπόφασιν τῆς ἐιδικῆς Ἐπιτροπῆς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν τῆς ἐπιφορτισμένης νὰ μελετήσῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς δηλώσεως τῆς σχετικῆς μετὰ τὴν παραχώρησιν τῆς ἀνεξαρτησίας εἰς τὰς ἀποικιακὰς χώρας καὶ εἰς τοὺς λαοὺς των.

Ἡ ἐπιτροπὴ αὕτη δεχθεῖσα διὰ γενικῆς ἐγκρίσεως τὴν ἐκθεσιν τῆς ὑποεπιτροπῆς III ἐπὶ τῶν νήσων MALOUINES μετὰ ἡμερομηνίαν 13 Νοεμβρίου 1964, ἀπεφάσισε κατὰ πλειψηφίαν ὅτι ἡ λέξις MALOUINES θὰ ἐνερπάζετο συνδεσμένη μετὰ τὸ ὄνομα FALKLAND εἰς ὅλα τὰ ἔγγραφα τῆς ἐιδικῆς ἐπιτροπῆς τῆς προτάσεως γεννομένης ὅτι αὐτὴ ἡ λύσις συμβιβασμοῦ θέλει υἱοθετηθεῖ δι' ὅλα τὰ ἔγγραφα τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Ἡ ἄνωτέρω δήλωσις δέον νὰ θεωρεῖται ὡς ἔχουσα ἐφαρμογὴν εἰς οἰανδήποτε ἄλλην ἐγγραφὴν τῆς ἰδίας τάξεως ἥτις θὰ περιείχετο εἰς τὴν Σύμβασιν καὶ τὰ παραρτήματα αὐτῆς.

VI

Διὰ τὴν Ἀργεντινὴν Δημοκρατίαν, τὴν Βολιβίαν, τὴν Βραζιλίαν, τὴν Χιλήν, τὴν Δημοκρατίαν τῆς Κολομβίας, τὸ Κόστα, τὴν Ρίκα, τὸν Ἰσημερινόν, τὴν Γουατεμάλαν, τὸ Μεξικόν, τὴν Νικαράγουαν, τὴν Παναμᾶ, τὴν Παραγουάην, τὴν Περού καὶ τὴν

Δημοκρατίαν τῆς Β.ν.ζουέλας αἱ ἀντιπροσωπ.αὶ τῶν ὡς ἄνω χωρῶν δηλώνουν ὅτι δὲν δέχονται τὴν ἀρχὴν τῆς συμμετοχῆς εἰς τὰς διασκέψεις καὶ περιοχικὰς συνόδους, μετὰ δικαιώματος ψήρου, τῶν Μελῶν τῆς Ἐνώσεως ἅτινα δὲν ἀνήκουν εἰς τὴν ἐνδιαφερομένην περιοχὴν.

VII

Διὰ τὴν Κοινοπολιτείαν τῆς Αὐστραλίας, τὴν Μάλταν τὸ Μαλάουϊ τὴν Νέαν Ζηλανδίαν, τὸ Βασίλειον τῶν Κάτω Χωρῶν τὴν Δημοκρατίαν τῶν Φιλιππίνων, τὸ Ἑνωμένον Βασίλειον τῆς Μεγάλης Βρετανίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας, ὡς καὶ τὸ Τρινιτέ καὶ Τομπάγκον.

Αἱ ἀντιπροσωπ.αὶ τῶν ὡς ἄνω χωρῶν ἐπιφυλάσσουν εἰς τὰς ἀντιστοίχους Κυβερνήσεις των τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνουν ὅλα τὰ μέτρα ἅτινα θὰ ἔκρινον ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων των, κατὰ τὴν περίπτωση κατ' ἑνὴν Μέλῃ τινὰ ἢ Συνεργαζόμενα Μέλῃ τῆς Ἐνώσεως δὲν θὰ ἀνελάμβανον τὸ μερίδιόν των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἐνώσεως ἢ θὰ παρέλειπον κατ' οἶον-δήποτε ἄλλον τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) τῶν παραρτημάτων της ἢ τῶν πρωτοκόλλων ἅτινα εἶναι προσηρτημένα εἰς ταύτην ἢ ἀκόμη ἐὰν ἐπιφυλάξῃς διατυπώσῃς ἐκ μέρους ἐτέρων χωρῶν θὰ παρ κώλυον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν τῶν τηλεπικοινωνιῶν.

VIII

Διὰ τὴν Αὐστρίαν, τὸ Βέλγιον, τὴν Δανίαν, τὴν Φινλανδίαν, τὴν Ἰσλανδίαν, τὸ Πριγκηπάτον τοῦ Λιχτενστάιν, τὸ Λουξεμβούργον τὴν Νορβηγίαν, τὸ Βασίλειον τῶν Κάτω Χωρῶν, τὴν Ὁμόσπονδον Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας, τὴν Σουηδίαν καὶ τὴν Ἑλβετικὴν ὁμοσπονδίαν :

Εἰς ὅτι ἀφορᾷ τὸ ἄρθρον 15 τῆς Διεθνούς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) αἱ Ἀντιπροσωπ.αὶ τῶν ὡς ἄνω ἀναφερομένων χωρῶν δηλώνουν ρητῶς ὅτι διατηροῦν τὰς ἐπιφυλάξεις τὰς ὁποίας διετύπωσαν ἐν ὀνόματι τῶν Διευθύνσεών των κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῶν ἀναφερομένων ἐν τῷ ἄρθρῳ 15 Κανονισμῶν.

IX

Διὰ τὸ Βέλγιον :

Ὑπογράφουσα τὴν παρούσαν Σύμβασιν, ἡ ἀντιπροσωπ.αὶ τοῦ Βασιλείου τοῦ Βελγίου δηλώνει, ἐν ὀνόματι τῆς Κυβερνήσεως της ὅτι δὲν ἀποδέχεται οὐδεμίαν συνέπειαν ἐπιφυλάξεων αἵτινες θὰ προσκάλουν αὐξήσιν τοῦ ἀναλογούντος μεριδίου συνισφορᾶς της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἐνώσεως.

X

Διὰ τὴν Σοσιαλιστικὴν Σοβιετικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λευκορωσίας, τὴν Σοσιαλιστικὴν Σοβιετικὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐκρανίας καὶ τὴν Ἑνωσιν τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν :

Αἱ ἀντιπροσωπ.αὶ τῶν ὡς ἄνω χωρῶν, δηλώνουν, ἐν ὀνόματι τῶν ἀντιστοίχων Κυβερνήσεών των.

1. Ὅτι ἡ ληφθεῖσα ὑπὸ τῆς Διασκέψεως πληρξουσίων τῆς Διεθνούς Ἐνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ἀπέφασκε ἀναγνώρισεως τῶν διαπιστυηθέντων τῶν ἀντιπροσώπων τοῦ TCHANG-GAI-CHEK διὰ συμμετοχὴν εἰς τὴν Διάσκεψιν καὶ δι' ὑπογραφὴν τῶν τελικῶν Πράξεών της, ἐν ὀνόματι τῆς Κίνας εἶναι παράνομος, διότι οἱ νόμιμοι ἐκπρόσωποι τῆς Κίνας εἰς τὴν Διεθνῇ Ἑνωσιν Τηλεπικοινωνιῶν, ὅπως καὶ εἰς ἐτέρους διθνεῖς ὁργανισμούς, δὲν δύνανται νὰ εἶναι παρὰ ἐκ τῶν οἰκτινῶν ὑποδεικνύονται ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως τῆς λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Κίνας.

2. Ὅτι αἱ ἀρχαὶ τῆς Σαϊγκὴν δὲν ἐκπροσωποῦν πράγματι τὸ Νότιον Βιέτ-Νάμ δὲν δύνανται συνεπῶς νὰ ὁμιλοῦν ἐξ ὀνόματός του εἰς τὴν Διεθνῇ Ἑνωσιν Τηλεπικοινωνιῶν.

Κατὰ συνέπειαν, ἡ ὑπογραφή τῶν τελικῶν Πράξεων τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων ὑπὸ τῶν ἐκπροσώπων

τῶν Ἀρχῶν αὐτῶν, ἢ ἡ προσχώρησις εἰς τὰς Πράξεις αὐτὰς ἐν ὀνόματι τοῦ Νοτίου Βιέτ-Νάμ στερεῖται οἰασδήποτε νομιμότητος.

3. Ὅτι ὑπογράφουσα τὴν Διεθνῇ Σύμβασιν τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ἡ Σοσιαλιστικὴ Σοβιετικὴ Δημοκρατία τῆς Λευκορωσίας, ἡ Σοσιαλιστικὴ Σοβιετικὴ Δημοκρατία τῆς Οὐκρανίας καὶ ἡ Ἑνωσις τῶν Σοσιαλιστικῶν Σοβιετικῶν Δημοκρατιῶν δηλοῦσιν ὅτι ἀφήνουν ἀνοικτὸν τὸ θέμα τῆς ἀποδογῆς τοῦ Κανονισμοῦ ραδιοεπικοινωνιῶν (GENEVE 1959)

XI

Διὰ τὴν Σοσιαλιστικὴν Σοβιετικὴν Δημοκρατίαν τῆς Λευκορωσίας, τὴν Λαϊκὴν Δημ. τῆς Βουλγαρίας, τὴν Κούβαν, τὴν Λαϊκὴν Δημ. τῆς Οὐγγαρίας, τὴν Λαϊκὴν Δημ. τῆς Μογγολίας, τὴν Λαϊκὴν Δημ. τῆς Πολωνίας, τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημ. τῆς Ρουμανίας, τὴν Σοσιαλιστικὴν Σοβιετικὴν Δημοκρατίαν τῆς Οὐκρανίας, τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρ. τῆς Τσεχοσλοβακίας καὶ τὴν Ἑνωσιν τῶν Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν.

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ὡς ἄνω χωρῶν δηλώνουν, ἐν ὀνόματι τῶν ἀντιστοίχων Κυβερνήσεών των, ὅτι θεωροῦν ὡς ἀπολύτως ἀδικαιολόγητον καὶ ὡς στερούμενον πάσης νομικῆς ἀξίας, τὸν ἰσχυρισμὸν τῶν ἐκπροσώπων τῆς Ν. Κορέας νὰ ὁμιλοῦν εἰς τοὺς Κόλπους τῆς Διεθνούς Ἐνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν ἐξ ὀνόματος ὁλοκλήρου τῆς Κορέας διότι τὸ καθεστὼς νευρόσπαστον τῆς Ν. Κορέας δὲν ἀντιπροσωπεύει καὶ δὲν δύναται νὰ ἀντιπροσωπεύῃ τὸν Κορεατικὸν λαόν.

XII

Διὰ τὴν Ἑνωσιν τῆς Βιρμανίας: Ὑπογράφουσα τὴν παρούσαν σύμβασιν, ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Ἐνώσεως τῆς Βιρμανίας δηλώνει ὅτι διαφυλάττει τὸ δικαίωμα διὰ τὴν Κυβέρνησιν της νὰ λάβῃ ὅλα τὰ μέτρα ἅτινα θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖα διὰ τὴν διαφύλαξιν τῶν συμφερόντων της ἐὰν αἱ διατυπώμεναι ὑπὸ ἄλλων χωρῶν ἐπιφυλάξεις θὰ προσκάλουν αὐξήσιν τῆς μερίδος της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἐνώσεως.

XIII

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Βουλγαρίας, τὴν Κούβαν, τὴν Λ. Δημ. τῆς Οὐγγαρίας, τὴν Λαϊκὴν Δημ. τῆς Μογγολίας, τὴν Λαϊκὴν Δημ. τῆς Πολωνίας, τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Ρουμανίας καὶ τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημοκρατίαν τῆς Τσεχοσλοβακίας.

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ὡς ἄνω χωρῶν δηλώνουν ὅτι ἐπιφυλάσσουν τὸ δικαίωμα διὰ τὰς Κυβερνήσεις των νὰ ἀποδεχθοῦν ἢ ἔχι τὸν Κανονισμὸν ραδιοεπικοινωνιῶν, εἴτε ἐν τῷ συνόλῳ του, εἴτε ἐν μέρει.

XIV

Διὰ τὴν Λαϊκὴν Δημ. τῆς Βουλγαρίας, τὴν Κούβαν, τὴν Λαϊκὴν Δημ. τῆς Οὐγγαρίας, τὴν Λαϊκὴν Δημ. τῆς Μογγολίας, τὴν Λαϊκὴν Δημ. τῆς Πολωνίας, τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημ. τῆς Ρουμανίας καὶ τὴν Σοσιαλιστικὴν Δημ. τῆς Τσεχοσλοβακίας :

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ὡς ἄνω χωρῶν θεωροῦν ὡς παράνομον καὶ ἀνευ δικαιώματος τὴν ὑπογραφὴν ἐπ' ὀνόματι τῆς Κίνας ὑπὸ τῶν ἐκπροσώπων τοῦ TCHANG GAI-CHEK τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965), διότι οἱ μόνοι νόμιμοι ἐκπρόσωποι τῆς Κίνας ἔχοντες τὸ δικαίωμα τοῦ ὑπογράφειν τὰς Διεθνεῖς Συμφωνίας ἐν ὀνόματι τῆς Κίνας εἶναι οἱ ὑποδεικνύμενοι ἐκπρόσωποι ὑπὸ τῆς Κεντρικῆς Κυβερνήσεως τῆς Δημ. τῆς Λαϊκῆς Κίνας.

Συνάμα, αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ὡς ἄνω χωρῶν δηλώνουν ὅτι, δεδομένης τῆς παρουσίας καταστάσεως ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ Νοτίου Βιέτ-Νάμ καὶ τῶν Συμφωνιῶν τῆς Γενεύης, αἱ Κυβερνήσεις των δὲν δύνανται νὰ θεωρήσουν τὴν Κυβέρνησιν τῆς Σαϊγκὴν ὡς ἐκπροσωποῦσαν τὰ συμφέροντα τοῦ λαοῦ τοῦ Ν. Βιέτ-Νάμ.

XV

Διὰ τὴν ὁμόσπονδον Δημ. τοῦ Καμερόν.

Ἡ Ἀντιπροσωπεῖα τῆς ὁμοσπονδου Δημοκρ. τοῦ

Καμερούν εις τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων τῆς Διεθνούς Ἑνώσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) δηλώνει ἐν ὀνόματι τῆς Κυβερνήσεώς της ὅτι αὕτη διατηρεῖ τὸ δικαίωμα νὰ λάβῃ ὅλα τὰ κατάλληλα μέτρα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της ἐὰν αἱ τιθέμεναι ἐπιφυλάξεις ὑπὸ ἐτέρων ἀντιπροσωπειῶν ἐν ὀνόματι τῶν Κυβερνήσεων τῶν ἡ ὁ μὴ σεβασμὸς τῆς Συμβάσεως θὰ προεκάλεε δυσχερείας εἰς τὴν καλὴν λειτουργίαν τῆς ὑπηρεσίας της τηλεπικοινωνιῶν.

Ἐξ ἄλλου ἡ Κυβέρνησις τῆς Ὀμοσπονδιακῆς Δημο. τοῦ Καμερούν δὲν δέχεται οὐδεμίαν συνέπειαν τῶν ὑπὸ ἄλλων Κυβερνήσεων γενομένων ἐπιφυλάξεων, ἔχουσιν ὡς συνέπειαν τὴν αὐξήσιν τῆς ἀναλογούσης μερίδος συνεισφορᾶς της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

XVI

Διὰ τὸν Καναδᾶ :

Ἡ ὑπογραφή τῆς Διεθνούς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ὑπὸ τοῦ Καναδᾶ ὑπόκειται εἰς τὴν ἐπιφυλάξιν ὅτι ἡ χώρα αὕτη δὲν δέχεται νὰ δεσμευθῇ μὲ τὸν τηλεφωνικὸν Κανονισμόν.

Ἐν τούτοις δέχεται νὰ δεσμεύεται ὑπὸ τῶν ἄλλων Διοικητικῶν Κανονισμῶν, ἐκτὸς τῶν περιπτώσεων καθ' ἃς ρηταὶ ἐπιφυλάξεις διατυποῦνται.

XVII

Διὰ τὴν Χιλήν :

Ἡ Χιλιανὴ ἀντιπροσωπεία ἐπισημαίνει ὅτι δόσεις γίνονται εἰς τὴν Διεθνῇ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν, εἰς τὰ παραρτήματα αὐτῆς, εἰς τοὺς κανονισμοὺς της, ἢ καὶ εἰς ἔγγραφα οἰασθήποτε φύσεως, μνησθῆναι ἢ ἀναφοραὶ «εἰς ἐδάφη τῆς ἀνταρκτικῆς» ὡς ἐξηρημένον ἐξ οἰουδῆποτε Κράτους αἱ μνησθῆναι αὐταὶ ἢ ἀναφοραὶ δὲν ἐφαρμόζονται οὔτε δύνανται νὰ ἐφαρμοσθοῦν διὰ τὸν χιλιανὸν τομέα τῆς ἀνταρκτικῆς, ὅστις ἀποτελεῖ τμηματικὸν ἐνιαῖον τοῦ Ἑθνικοῦ ἐδάφους τῆς Χιλιανῆς Δημοκρ. καὶ ἐπὶ τοῦ ὁποίου ἡ Δημ. αὕτη κέκτηται ἀπαράγραπτα δικαιώματα.

XVIII

Διὰ τὴν Κίνα :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Κίνας εἰς τὴν Διάσκεψιν τῶν Πληρεξουσίων τῆς Διεθνούς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ὡς καὶ εἰς ATLANTIC CITY, εἰς BUENOS AIRES καὶ εἰς Γενεύην, εἶναι ἡ μόνη νόμιμος ἀντιπροσώπουσις τῆς Κίνας εἰς τὴν Διάσκεψιν ταύτην καὶ ἀνεγνωρίσθη ὡς τοιαύτη ὑπὸ τῆς ἀναφερθείσης Διασκεψέως.

Ὅλαι αἱ δηλώσεις ἡ ἐπιφυλάξεις αἵτινες ἐγένοντο ὑπὸ Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἐπ' εὐκαιρίᾳ τῆς παρούσης Συμβάσεως ἡ εἶναι συνημμέναι εἰς αὐτὴν καὶ αἱ ὁποῖαι εἶναι ἀσυμβίβαστοι μὲ τὴν θέσιν τῆς Δημοκρατίας τῆς Κίνας τὴν ἐκτεθεῖσαν ἀνωτέρω, εἶναι παράνομοι καὶ συνεπῶς ἀνύπαρκτοι καὶ μὴ γινόμεναι.

Ὑπογράφουσα τὴν παρούσαν Σύμβασιν, ἡ Δημοκρατία τῆς Κίνας δὲν δέχεται ἐναντὶ αὐτῶν τῶν Μελῶν τῆς Ἑνώσεως οὐδεμίαν ὑποχρέωσιν ἀπορρέουσαν ἀπὸ τὴν Διεθνῇ Σύμβασιν τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) οὔτε ἀπὸ οὐδὲν πρωτόκολλον ἀναφερόμενον εἰς ταύτην.

XIX

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Κύπρου.

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Κύπρου δηλώνει ὅτι ἡ κυβερνήσις τῆς Δημοκρατίας τῆς Κύπρου δὲν δύναται νὰ δεχθῇ οὐδεμίαν οἰκονομικὴν παρέμπτωσιν ἥτις ἐνδεχομένως θὰ ἠδύνατο νὰ προκύβῃ ἀπὸ ἐπιφυλάξεις γενομένας ἐκ μέρους ἐτέρων Κυβερνήσεων μετεχουσῶν εἰς τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων (MONTREUX 1965)

XX

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Κολομβίας καὶ τὴν Ἰσπανίαν.

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῆς Δημοκρατίας τῆς Κολομβίας καὶ τῆς Ἰσπανίας δηλώνουν ἐν ὀνόματι τῶν ἀντιστοίχων

Κυβερνήσεων τῶν, ὅτι δὲν ἀποδέχονται οὐδεμίαν συνέπειαν ἐξ ἐπιφυλάξεων αἵτινες θὰ ἠδύνατο νὰ ἔχουν ὡς ἀποτελεσματικὴ αὐξήσιν τῆς ἀναλογούσης μερίδος συνεισφορᾶς τῶν εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

XXI

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Κορέας.

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Κορέας δηλώνει ὅτι ὡς καὶ καθ' ὅλας τὰς Διασκεψεῖς τὰς γενομένας ἀρ' ὅπου ἡ Κορέα προσεχώρηται εἰς τὴν ἑνωτικὴν εἶναι ἡ μόνη νόμιμος ἀντιπροσωπεία δι' ὅλην τὴν Κορέαν καὶ ὅτι ἀνεγνωρίσθη ὡς τοιαύτη ὑπὸ τῆς Διασκεψέως.

Ὅλαι αἱ δηλώσεις ἡ ἐπιφυλάξεις αἱ γινόμεναι ὑπὸ Μελῶν τῆς Ἑνώσεως ἐπ' εὐκαιρίᾳ τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἡ εἶναι συνημμέναι τῇ παρούσῃ Συμβάσει, καὶ αἱ ὁποῖαι εἶναι ἀσυμβίβαστοι μὲ τὴν θέσιν τῆς Δημ. τῆς Κορέας τὴν ἐκτεθεῖσαν ἀνωτέρω εἶναι παράνομοι καὶ κατὰ συνέπειαν ἀνύπαρκτοι καὶ μὴ γινόμεναι.

XXII

Διὰ τὴν Κόστα Ρίκα.

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Κόστα Ρίκα δηλώνει ὅτι ἐπιφυλάττει διὰ τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ ἀποδεχθῇ ἢ νὰ ἀρρίψῃ τὰς συνετεταγμένους τῶν ὑπὸ ἄλλων Κυβερνήσεων γενομένων ἐπιφυλάξεων, αἵτινες θὰ ἠδύνατο νὰ συνετεταγμέναι αὐξήσιν τῆς μερίδος συνεισφορᾶς της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως, ἢ θὰ ἠδύνατο νὰ ζημιώσουν τὰς ὑπηρεσίας της τηλεπικοινωνιῶν.

XXIII

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἀκτῆς τοῦ Ἑλεφαντοποῦ.

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἀκτῆς τοῦ Ἑλεφαντοποῦ δηλώνει ὅτι ἐπιφυλάττει διὰ τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ δέχεται ἢ νὰ ἀρνεῖται τὰς συνετεταγμένους τῶν γενομένων ἐπιφυλάξεων ὑπὸ ἄλλων κυβερνήσεων καὶ αἱ ὁποῖαι θὰ ἦτο δυνατόν νὰ συνετεταγμέναι αὐξήσιν τῆς μερίδος συνεισφορᾶς της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

XXIV

Διὰ τὴν Κούβα:

Ὑπογράφουσα τὴν Διεθνῇ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ἐν ὀνόματι τῆς Δημοκρατίας τῆς Κούβας, ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Κούβας, διατυπώνει ρητὴν ἐπιφυλάξιν ἐπὶ τοῦ θέματος τῆς ἀποδοχῆς τοῦ Τηλεγραφικοῦ Κανονισμοῦ, τοῦ τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ καὶ τοῦ πρωτότερου Κανονισμοῦ ραδιοεπικοινωνιῶν τῶν παρυθρομένων εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 203 καὶ ἐπομένους (ἔρθρον 15) τῆς ἐν λόγῳ Συμβάσεως.

XXV

Διὰ τὴν Κούβαν τὴν Λαϊκὴν Δ. τῆς Οὐγγαρίας, τὴν Λαϊκὴν Δημ. τῆς Μογγολίας καὶ τὴν Λαϊκὴν Δημοκρατίαν τῆς Πολωνίας.

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ὡς ἀνω χωρῶν ἐπιφυλάσσουν εἰς τὰς Κυβερνήσεις τῶν τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνουν ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα ἔθελον κρίνει ἀναγκαῖα διὰ τὴν διαφύλαξιν τῶν συμφερόντων τῶν ἐν διατυπωθεῖσαι ἐπιφυλάξεις παρ' ἄλλων χωρῶν θὰ συνεπύκνωντο αὐξήσιν τῆς μερίδος συνεισφορᾶς τῶν εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως, ἢ ἐὰν μέλη τινὰ τῆς Ἑνώσεως δὲν καταβάλλουν τὴν μερίδα τῶν διὰ τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

XXVI

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Δαχλώμης:

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημ. τῆς Δαχλώμης ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα:

1. νὰ μὴ ἀποδεχθῇ οὐδὲν οἰκονομικὸν μέτρον δυνάμενον νὰ ἐπιστρεφῇ αὐξήσιν τῆς μερίδος τῆς συνεισφορᾶς εἰς τὴν Ἑνωτικὴν.
2. νὰ λάβῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν ὑπηρεσιῶν της τηλεπικοινωνιῶν.

κοινωνιών εις περίπτωσιν καθ' ἣν μέλη ἢ συνεργαζόμενα Μέλη δὲν θὰ ἐτήρουν τὰς διατάξεις τῆς Διεθνoῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (MONTREUX 1965)

XXVII

Διὰ τὴν Δανίαν τὴν Φινλανδίαν, τὴν Ἰσλανδίαν, τὴν Νορβηγίαν καὶ τὴν Σουηδίαν:

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ὡς ἄνω χωρῶν δηλώνουν, ἐν ὀνόματι τῶν ἀντιστοίχων Κυβερνήσεων των, ὅτι δὲν ἀποδέχονται οὐδεμίαν συνέπειαν τῶν ἐπιφυλάξεων αἵτινες θὰ προσκάλουν αὐξησιν τῆς μερίδος συνεισφορᾶς των εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

XXVIII

Διὰ τὰς Ἑνωμέναις Πολιτεῖας τῆς Ἀμερικῆς:

Αἱ Ἑνωμέναι Πολιτεῖαι τῆς Ἀμερικῆς δηλώνουν ρητῶς ὅτι διὰ τῆς ὑπογραφῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως ἐπ' ὀνόματι των αἱ Ἑνωμ. Πολ. τῆς Ἀμερικῆς δὲν ἀποδέχονται οὐδεμίαν ὑποχρέωσιν ἀναγκαστικῶς μετὸν τηλεφωνικῶν Κανονισμῶν ἢ τὸν Πρόσθετον Κανονισμὸν ραδιοεπικοινωνιών τῶν ἀναφερομένων ἐν ἄρθρῳ 15 τῆς Διεθνoῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (MONTREUX 1965)

XXIX

Διὰ τὴν Αἰθιοπίαν.

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Αἰθιοπίας ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα ἅτινα ἤθελε κρίνει ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντά της ἐν περιπτώσει καθ' ἣν Μέλη τινὰ ἢ συνεργαζόμενα Μέλη θὰ παρέλειπον καθ' οἷονδῆποτε τρόπον, νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνoῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιών (MONTREUX 1965) ἢ ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπώμεναι ἐκ μέρους ἐτέρων χωρῶν ἤθελον δυσχεράναι τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν της τηλεπικοινωνιών.

XXX

Διὰ τὴν Ἑλλάδα.

Ἡ Ἑλληνικὴ ἀντιπροσωπεῖα δηλώνει ἐν ὀνόματι τῆς Κυβερνήσεώς της ὅτι δὲν ἀποδέχεται οὐδεμίαν συνέπειαν ἐξ ἐπιφυλάξεων γενομένων παρ' ἐτέρων Κυβερνήσεων, αἵτινες θὰ συνεπήγοντο αὐξησιν τῆς μερίδος συνεισφορᾶς της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως. Ἐπιφυλάσσει ἐπίσης τὸ δικαίωμα εἰς τὴν Κυβέρνησιν της νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὅποια θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα πρὸς προστασίαν τῶν συμφερόντων της καθ' ἣν περίπτωσιν μέλη τινὰ ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη δὲν θὰ κατέβηλον τὴν μερίδα των διὰ τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως ἢ θὰ παρελείπον κατ' ἄλλον τινὰ τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνoῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιών (MONTREUX 1965), τῶν παρημάτων της, ἢ τῶν συνημμένων αὐτῇ πρωτοκόλλων, ἢ ἀκόμη ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπώμεναι ὑπὸ ἐτέρων χωρῶν θὰ ἐδυσχεραίνον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν της τηλεπικοινωνιών.

XXXI

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Γουινέας καὶ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Μαλί:

Αἱ ἀντιπροσωπεῖαι τῶν ὡς ἄνω χωρῶν ἐπιφυλάσσουν τὸ δικαίωμα διὰ τὰς ἀντιστοίχους κυβερνήσεις των νὰ λαμβάνουν ὅλα τὰ μέτρα ἅτινα θὰ ἔκρινον ἀναγκαῖα διὰ νὰ διασφαλίσουν τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων των, ἐὰν Μέλη τινὰ ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη δὲν τηροῦν, καθ' οἷονδῆποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς Διεθνoῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (MONTREUX 1965) ἢ ἐὰν αἱ ἐπιφυλάξεις τῶν χωρῶν αὐτῶν δύνανται νὰ βλάψουν τὰς ὑπηρεσίας τῶν Τηλεπικοινωνιών των.

XXXII

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἰνδίας:

1. Ὑπογράφουσα τὰς ὁριστικὰς Πράξεις τῆς Διασκέψεως πληρεξουσίων τῆς Διεθνoῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιών (MONTREUX 1965) ἡ Δημοκρατία τῆς Ἰνδίας δὲν ἀποδέχεται οὐδεμίαν συνέπειαν οἰκονομικὴν ἐκ τῶν ἐπιφυλάξεων, αἱ ὅποια ἔγιναν ἐπὶ τοῦ θέματος

τῶν οἰκονομικῶν τῆς Ἑνώσεως ὑπὸ οἰασδήποτε ἀντιπροσωπείας λαβούσης μέρος εἰς τὴν ἐν λόγω Διάσκεψιν.

2. Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰνδίας δηλώνει ὅτι ἡ ὑπογραφή τῆς Συμβάσεως ὑπὸ τῆς ἐν λόγω ἀντιπροσωπείας ὑπόκειται ἐπίσης εἰς τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι ἡ Δημοκρατία τῆς Ἰνδίας θὰ δύναται ἢ ὅχι νὰ εὔρεθῃ εἰς θέσιν νὰ δέχεται μερικὰς διατάξεις τοῦ τηλεγραφικοῦ κανονισμοῦ καὶ τοῦ τηλεφωνικοῦ κανονισμοῦ (GENEVE 1958) τῶν ἀναφερομένων ἐν ἄρθρῳ 15 τῆς Συμβάσεως.

3. Ἐπὶ πλέον ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Δημ. Ἰνδίας ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ἐνδεχομένως τὰ ἐνδεικνύμενα μέτρα διὰ τὴν διασφάλισιν τῆς καλῆς λειτουργίας τῆς Ἑνώσεως καὶ τῶν Μονίμων ὁργανισμῶν της, ὡς καὶ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν παρατιθεμένων ἐν ἄρθρῳ 15 τῆς Συμβάσεως Κανονισμῶν, ἐὰν μία οἰασδήποτε χώρα κάμνῃ ἐπιφυλάξεις ἢ δὲν δέχεται τὰς διατάξεις τῆς Συμβάσεως καὶ τῶν προαναφερθέντων Κανονισμῶν.

XXXIII

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ἰνδονησίας:

1. Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰνδονησίας δηλώνει ὅτι ἡ ὑπογραφή, ὑπὸ τῆς ἐν λόγω ἀντιπροσωπείας τῆς Διεθνoῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιών (MONTREUX 1965) καὶ ἡ ἐνδεχομένη μεταγενεστέρᾳ ἐπικύρωσις τῆς Συμβάσεως ταύτης ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεώς της δὲν πρέπει νὰ ἐρμηνευθῇ ὡς ἀναγνώρισις ὑπὸ τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰνδονησίας τῆς «Ὁμοσπονδίου Μαλαισίας», τῆς «Κίνας» καὶ ἄλλων χωρῶν μὴ ἀνεγνωρισμένων ὑπὸ τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰνδονησίας.

2. Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰνδονησίας ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα, τὰ ὅποια θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ διαφυλάξῃ τὰ συμφέροντα της ἐὰν Μέλη ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη δὲν τηροῦν τὰς διατάξεις τῆς Διεθνoῦς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιών (MONTREUX 1965) ἢ ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπώμεναι ὑπὸ ἄλλων χωρῶν δυσχεραίνουν τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν της τηλεπικοινωνιών.

XXXIV

Διὰ τὸ Ἰράν:

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τοῦ Ἰράν ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὅποια θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ διαφυλάξῃ τὰ συμφέροντά της ἐὰν τὰ Μέλη ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη δὲν τηροῦν, καθ' οἷονδῆποτε τρόπον τὰς διατάξεις τῆς Διεθνoῦς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (MONTREUX 1965) ἢ ἐὰν αἱ ἐπιφυλάξεις τῶν χωρῶν αὐτῶν δύνανται νὰ βλάψουν τὰς ὑπηρεσίας της τηλεπικοινωνιών.

XXXV

Διὰ τὸ Κράτος τοῦ Ἰσραήλ:

Αἱ γενομέναι ἐπιφυλάξεις ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων τῆς Ἀλγερίας (Ἀλγερινῆς Δημοκρατίας, Λαϊκῆς καὶ Δημοκρατικῆς) τοῦ Βασιλείου τῆς Σαουδικῆς Ἀραβίας, τῆς Δημοκρατίας τοῦ Ἰράκ, τοῦ Χασεμιτικοῦ Βασιλείου τῆς Ἰορδανίας, τοῦ Κράτους τοῦ Κουβέιτ, τοῦ Λιβάνου, τοῦ Βασιλείου τοῦ Μαρόκου, τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Συρίας, τῆς Ἑνωμένης Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Δημοκρ. τοῦ Σουδάν καὶ τῆς Τυνησίας εὐρίσκονται εἰς φανεράν ἀντίθεσιν μετὰ τὰς ἀρχὰς καὶ τὰ ἀντικείμενα τῆς Διεθνoῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιών, καὶ συνεπῶς στεροῦνται οἰασδήποτε νομικῆς ἀξίας. Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Ἰσραήλ καθίστα ἡγεμονικῶς ὅτι ἀπορρίπτει τὰς ἐπιφυλάξεις ταύτας τελεσίως καὶ ἀπλῶς καὶ θεωρεῖ ὅτι δὲν δύναται νὰ ἔχουν οὐδεμίαν ἀξίαν ὅσον ἀφορᾷ τὰ δικαιώματα καὶ τὰς ὑποχρεώσεις τῶν Κρατῶν Μελῶν τῆς Διεθνoῦς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιών.

Καθ' οἷονδῆποτε τρόπον ἡ Κυβέρνησις τοῦ Ἰσραήλ θὰ κάμῃ χρῆσιν τῶν δικαιωμάτων ἅτινα τῆς ἀνήκουν

διὰ νὰ διαφυλάξη τὰ συμφέροντά της ἐν περιπτώσει καθ' ἣν αἱ Κυβερνήσεις, τῆς Ἀλγερίας (Ἀλγερινῆς Δημοκρατίας Λαϊκῆς καὶ Δημοκρατικῆς) τοῦ Βασιλείου τῆς Σαουδικῆς Ἀραβίας, τῆς Δημοκρατίας τοῦ Ἰράκ, τοῦ Χασεμιτικοῦ Βασιλείου τῆς Ἰορδανίας, τοῦ Κράτους τοῦ Κουβέιτ, τοῦ Λιβάνου, τοῦ Βασιλείου, τοῦ Μαρόκου, τῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας τῆς Συρίας, τῆς Ἡνωμένης Ἀραβικῆς Δημοκρατίας, τῆς Δημοκρατίας τοῦ Σουδάν καὶ τῆς Τυνησίας, ἤθελον καθ' οἷονδήποτε τρόπον παραβιάσει ἐν οἷονδήποτε ἔθρον τῆς Διεθνούς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν.

XXXVI.

Διὰ τὴν Ἰταλίαν :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Ἰταλίας ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνη ὅλα τὰ μέτρα, τὰ ὅποια θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της, ἐν περιπτώσει, καθ' ἣν Μέλη τινα ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη τῆς Ἑνώσεως, δὲν ἤθελον καταβάλλει τὴν μερίδα τῶν συμμετοχῆς εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως, ἢ θὰ παρέλειπον καθ' οἷονδήποτε ἄλλον τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965), τῶν παραρτημάτων της ἢ τῶν προσηρητημένων εἰς ταύτην πρωτοκόλλων, ἢ ἀκόμη ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπωθεῖσαι παρ' ἄλλων χωρῶν θὰ παρέβλαπτον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ἰδίων της ὑπηρεσιῶν Τηλεπικοινωνιῶν.

XXXVII.

Διὰ τὴν Ἰαμαϊκὴν :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Ἰαμαϊκῆς ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνη ὅλα τὰ μέτρα, τὰ ὅποια θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντά της εἰς τὴν περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν Μέλη τινα ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη δὲν θὰ κατέβαλον τὴν μερίδα συνεισφορᾶς τῶν εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως, ἢ θὰ παρέλειπον κατ' ἄλλον τινὰ τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965), τῶν παραρτημάτων της ἢ τῶν συνημμένων εἰς ταύτην πρωτοκόλλων ἢ ἀκόμη ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπώμεναι ὑπὸ ἄλλων χωρῶν θὰ παρέβλαπτον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν τηλεπικοινωνιῶν τῆς Ἰαμαϊκῆς.

XXXVIII.

Διὰ τὴν Κένυα.

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Κένυα ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνη ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὅποια θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντά της, ἐὰν Μέλη τινα ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη δὲν τηροῦν, καθ' οἷονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις, τῆς Διεθνούς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ἢ τῶν παραρτημάτων καὶ κανονισμῶν οἱ ὅποιοι εἶναι προσηρητημένοι εἰς ταύτην ἢ ἐὰν αἱ διατυπώμεναι ὑπὸ ἄλλων χωρῶν ἐπιφυλάξεις θὰ παρέβλαπτον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν της τηλεπικοινωνιῶν.

XXXIX.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Λιβερίας.

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Λιβερίας, ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνη ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὅποια θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντά της ἐὰν Μέλη ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη δὲν τηροῦν, καθ' οἷονδήποτε τρόπον τὰς διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ἢ ἐὰν αἱ ἐπιφυλάξεις αὐτῶν τῶν χωρῶν δύνανται νὰ παραβλάψουν τὰς ὑπηρεσίας της τηλεπικοινωνιῶν.

XL.

Διὰ τὴν Μαλαισίαν :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Κυβερνήσεως τῆς Μαλαισίας ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνη ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὅποια θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα

διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντά της εἰς τὴν περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν Μέλη ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη τῆς Ἑνώσεως θὰ παρέλειπον, καθ' οἷονδήποτε τρόπον, νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν. (MONTREUX 1965)

XLI.

Διὰ τὴν Ἰσλαμικὴν Δημοκρατίαν τῆς Μαυριτανίας :

Ἡ ἀντιπροσωπεία, τῆς Ἰσλαμικῆς Δημοκρατίας τῆς Μαυριτανίας, ὑπογράφουσα τὴν παρεῦσαν Σύμβασιν ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνη ὅλα τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντα τῶν τηλεπικοινωνιῶν της ἐὼς Μέλη τινα ἢ συνεργαζόμενα Μέλη δὲν τηροῦν τὰς διατάξεις τῆς παρεῦσης Συμβάσεως καὶ νὰ μὴ δέχεται οὐδεμίαν ἐπιφύλαξιν γινομένην ὑπὸ ἄλλων Κυβερνήσεων, δι' ἧς θὰ ἠδύνατο νὰ ἀνέλθῃ τὸ ποσὸν τῆς μερίδος της συμμετοχῆς εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

XLII.

Διὰ τὸ Νεπάλ :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τοῦ Βασιλείου τοῦ Νεπάλ ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ λάβῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὅποια θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της καθ' ἣν περίπτωσιν ἐπιφυλάξεις διατυπώμεναι ὑπὸ ἄλλων χωρῶν θὰ παρέβλαπτον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν της τηλεπικοινωνιῶν.

XLIII.

Διὰ τὴν ὑπόσπονδον Δημοκρατίαν τῆς Νιγηρίας.

Ὑπογράφουσα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς ὑπόσπονδου Δημοκρατίας τῆς Νιγηρίας δηλώνει ὅτι ἡ Κυβέρνησίς της ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνη ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὅποια θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ προφυλάξῃ τὰ συμφέροντά της ἐν περιπτώσει καθ' ἣν Μέλη τινα ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη τῆς Ἑνώσεως δὲν θὰ κατέβαλον τὸ μερίδιον τῶν εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως ἢ θὰ παρέλειπον κατ' ἄλλον τινὰ τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) τῶν παραρτημάτων της ἢ τῶν συνημμένων εἰς ταύτην πρωτοκόλλων, ἢ ἀκόμη ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπώμεναι ὑπὸ ἄλλων χωρῶν ἤθελον παραβλάψαι τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν τηλεπικοινωνιῶν τῆς ὑπόσπονδου Δημοκρατίας τῆς Νιγηρίας.

XLIV.

Διὰ τὴν Οὐγκάντα.

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Οὐγκάντα ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησιν της τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνη ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὅποια θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ προφυλάξῃ τὰ συμφέροντά της ἐὰν Μέλη ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη δὲν τηροῦν καθ' οἷονδήποτε τρόπον τὰς διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ἢ τῶν παραρτημάτων καὶ Κανονισμῶν τῶν συνημμένων εἰς ταύτην ἢ ἐὰν αἱ διατυπώμεναι ἐπιφυλάξεις ἐκ μέρους ἐτέρων χωρῶν θὰ παρέβλαπτον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν της Τηλεπικοινωνιῶν.

XLV.

Διὰ τὸ Πακιστάν :

Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Πακιστάν δηλώνει ὅτι κατὰ τὴν ὑπογραφήν ἐπ' ὀνόματι της τῆς Συμβάσεως ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ προσχωρήσῃ εἰς ὅλας ἢ τινὰς τῶν διατάξεων τοῦ Τηλεφωνικοῦ Κανονισμοῦ καὶ τοῦ Κανονισμοῦ ραδιοεπικοινωνιῶν. Ἡ Κυβέρνησις τοῦ Πακιστάν δηλώνει ἐπὶ πλέον ὅτι ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ δέχεται ἢ ὅχι τὰς συνεπείας τὰς ὁποίας θὰ ἦτο δυνατόν νὰ προκαλέσῃ ἢ μὴ προσχώρησις ἄλλης χώρας Μέλους τῆς Ἑνώσεως εἰς τὰς διατάξεις τῆς παρεῦσης Συμβάσεως ἢ τῶν προσηρητημένων εἰς ταύτην κανονισμῶν.

XLVI.

Διὰ τὸν Παναμᾶ :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τοῦ Παναμᾶ εἰς τὴν Διάσκεψιν Πληρεξουσίων τῆς Διεθνούς Ἑνώ-

σεως Τηλεπικοινωνιών (MONTREUX 1965) δηλώνει ότι η Κυβέρνησις της Δημοκρατίας του Παναμά δεν δέχεται ούδεμίαν οικονομικήν παρέμπωσιν ή όποιαν θά ήτο έλδεχόμενον να προκύψη εκ των διατυπυμένων επιφυλάξεων υπό άλλων μετεγουσών εις την παρούσαν Διασκέψιν Κυβερνήσεων, επί οίονδήποτε ζητήματος σχετικού με τὰ οικονομικά της Ένώσεως.

XLVII.

Διά τὸ Περού :

Ἡ Δημοκρατία τοῦ Περού επιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβερνήσιν της τὸ δικαίωμα :

1. Νὰ λαμβάνη τὰ μέτρα ὅτινα ὕθελε κρίνει ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντά της εἰς τὴν περίπτωσιν καθ' ἣν Μέλη τινὰ ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη θὰ παρέλιπον καθ' οἷονδήποτε τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (MONTREUX 1965) τῶν συνημμένων παραρτημάτων ἢ πρωτοκόλλων, ἢ ἀκόμη ἐὰν επιφυλάξεις διατυπύμεναι ὑπὸ τῶν Μελῶν της ἢ συνεργαζομένων μελῶν θὰ προεκάλλουν αὐξήσιν τῆς ἀναλογούσης μερίδος συνεισφορᾶς της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ένώσεως ἢ θὰ παρέβλαπτον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν της τηλεπικοινωνιών.

2. Νὰ ἀποδεχθῇ ἢ νὰ μὴ ἀποδεχθῇ ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει, τὰς διατάξεις τῶν Διοικητικῶν Κανονισμῶν τῶν ἀναφερομένων ἐν ἄρθρῳ 15 τῆς Συμβάσεως.

XLVIII.

Διά τὴν Δημοκρατίαν τῶν Φιλιππίνων :

Δεδομένου ὅτι αἱ γενόμεναι ἐκ μέρους χωρῶν τινῶν επιφυλάξεις εἶναι φύσεως δυναμένης νὰ παραβιάσῃ τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν τηλεπικοινωνιών τῆς δημοκρατίας τῶν Φιλιππίνων ἢ ἀντιπροσωπεῖα τῆς δημοκρατίας τῶν Φιλιππίνων επιφυλάσσει ρητῶς εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα ὑπογράφουσα τὴν παρούσαν σύμβασιν ἐν ὀνόματι τῆς Κυβερνήσεώς της, νὰ δέχεται ἢ νὰ ἀρνῆται ἐν ὅλῳ ἢ ἐν μέρει τὰς διατάξεις τῶν τηλεγραφικῶν καὶ τηλεφωνικῶν κανονισμῶν καὶ τοῦ Προσθέτου Κανονισμοῦ ραδιοεπικοινωνιών οἵτινες ἀναφέρονται εἰς τὴν Διεθνῇ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιών (MONTREUX 1965) καὶ οἵτινες τὴν συμπληρῶνουν.

XLIX.

Διά τὴν Πορτογαλίαν :

Ἡ Πορτογαλικὴ ἀντιπροσωπεῖα παρὰ τῇ Διασκέψει Πληρεξουσίων τῆς U.L.T. (MONTREUX 1965).

Κρίνουσα :

α) Ὅτι ἡ ἀπόφασις ὑπ' ἀριθμ. 46 ἥτις υἱοθετήθη ὑπὸ τῆς Διασκέψεως ἔχει σχέσιν μετὰ ζητήματα ἀποκλειστικῶς πολιτικοῦ χαρακτήρος καὶ εὐρισκόμενα τελείως ἐκτὸς τοῦ πλαισίου τῆς Ένώσεως.

β) ὅτι ἡ ἀπόφασις αὕτη υἱοθετήθη χωρὶς νὰ ἀποφανθῇ ἡ Διάσκεψις σύμφωνα μετὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 611 τοῦ προσηρτημένου εἰς τὴν Σύμβασιν τῆς Γενεύης (1959) Γενικοῦ κανονισμοῦ ἐπὶ τοῦ ζητήματος τῆς ἀρμοδιότητος τὸ ὅποιον γραπτῶς ἐτέθη ὑπὸ τῆς Πορτογαλικῆς ἀντιπροσωπεύσεως (Πρακτικὸν τῆς Έβδόμης Γενικῆς Συνελεύσεως τῆς 21ης Σεπτεμβρίου 1965, ἔγγραφον ὑπ' ἀριθ. 153) :

Δηλώνει :

Ἐν ὀνόματι τῆς Κυβερνήσεώς της ὅτι ὑπογράφουσα τὴν Σύμβασιν θεωρεῖ τὴν ὑπ' ἀριθμ. 46 ἀπόφασιν ὡς παράνομον καὶ κατὰ συνέπειαν ἀνύπαρκτον.

L.

Διὰ τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς Μ. Βρετανίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας :

—Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρετανίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας δηλώνει ὅτι δὲν ἀποδέχεται τὴν ὑπὸ τῆς Ἀργεντινῆς ἀντιπροσωπεύσεως γενομένην δήλωσιν διότι ἡ δήλωσις αὕτη ἀμφισβητεῖ τὴν κυριαρχίαν, τῆς Κυβερνήσεως τῆς αὐτῆς Μεγαλειότητος ἐπὶ τῶν νήσων FALKLAND καὶ τὰς ἐξαρτήσεις των, ὡς ἐπίσης καὶ ἐπὶ τοῦ ἀνταρκτικοῦ Βρεττανικοῦ ἐδάφους καὶ ἐπιθυμεῖ ρητῶς νὰ

ἐπιφυλάξῃ τὰ δικαιώματα διὰ τὴν Κυβέρνησιν της πρὸς τῆς Μεγαλειότητος ἐπὶ τοῦ ζητήματος τούτου. Αἱ νῆσοι FALKLAND καὶ αἱ ἐξαρτήσεις των καθὼς καὶ τὸ Βρετανικὸν ἔδαφος τῆς ἀνταρκτικῆς εἶναι καὶ συνεχίζονται εἶναι τμήμα ἑνιαίου τῶν ἐδαφῶν τῶν ὁποίων τὸ σύνολον συγκροτεῖ τὸ Μέλος της Ένώσεως τὸ γνωστὸν ὑπὸ τὴν ὀνομασίαν ὡπερπρόντια ἐδάφη τῶν ὁποίων οἱ διευθετῆσαι σχέσεις διασφαλίζονται ἐπὶ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρετανίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας, ἐν ὀνόματι τοῦ ὁποίου τὸ Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς Μ. Βρετανίας καὶ τῆς Βορείου Ἰρλανδίας προσεχώρησε εἰς τὴν Διεθνῇ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιών τῆς Γενεύης (1959) τὴν 9ην Δεκεμβρίου 1964 καὶ τὸ ὅποιον ὁρίζεται κατὰ τὸν αὐτὸν τρόπον εἰς τὸ παράρτημα 1 τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (MONTREUX 1965).

—Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου δὲν δύναται ἐξ ἄλλου νὰ ἀποδεχθῇ τὴν ἐκφρασθεῖσαν ὑπὸ τῆς Ἀργεντινῆς ἀντιπροσωπεύσεως γνώμην συμφώνως πρὸς τὴν ὁποίαν δεόν νὰ προστεθῇ ὁ ὅρος «MALOUINES» εἰς τὴν ἐνδειξὴν τῶν νήσων FALKLAND καὶ τὰς ἐξαρτήσεις των.

Ἡ ἀπόφασις νὰ ἀκολουθῇται ἡ τελευταία αὕτη ἐνδειξις μετὰ τὸν ὅρον «MALOUINES» ἀφορᾷ μόνον τὰ ἔγγραφα τῆς εἰδικῆς ἐπιτροπῆς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἥτις εἶναι ἐπιφορτισμένη μετὰ τὴν μελέτην τῆς ἐφαρμογῆς τῆς δηλώσεως τῆς σχετικῆς μετὰ τὴν παραχώρησιν τῆς ἀνεξαρτησίας εἰς τὰς γῆρας ἀποικίας καὶ εἰς τοὺς λαοὺς των δὲν υἱοθετήθη ὑπὸ τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν δι' ὅλα αὐτῶν τὰ ἔγγραφα.

Ἡ ἀπόφασις λαμβάνει συνεπῶς οὐδέλλως ἀφορᾷ τὴν Διεθνῇ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιών (MONTREUX 1965) οὔτε τὰ παραρτήματα αὐτῆς ἢ ἄλλα ἔγγραφα ἐκδιδόμενα ὑπὸ τῆς Διεθνούς Ένώσεως Τηλεπικοινωνιών.

Εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν δήλωσιν τῆς Ἀργεντινῆς ἀντιπροσωπεύσεως διὰ τὸ θέμα τῆς κυριαρχίας ἐπὶ τοῦ Βρετανικοῦ ἐδάφους τῆς Ἀνταρκτικῆς, ἡ ἀντιπροσωπεῖα τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου ἐπιθυμεῖ νὰ ἐπισύρῃ τὴν προσοχὴν τῆς Ἀργεντινῆς Κυβερνήσεως ἐπὶ τοῦ ἄρθρου IV τῆς Συμφωνίας τῆς Ἀνταρκτικῆς, εἰς τὴν ὁποίαν ἡ Ἀργεντινὴ Κυβέρνησις καὶ ἡ Κυβέρνησις τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου εἶναι μέρη καὶ ἡ μία καὶ ἡ ἄλλη.

LI.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ρουάντας :

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Δημοκρατίας τῆς Ρουάντας επιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβερνήσιν τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα, τὰ ὁποῖα θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντά της ἐὰν Μέλη τινὰ ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη δὲν τηροῦν καθ' οἷονδήποτε τρόπον, τὰς διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (MONTREUX 1965) ἢ τῶν συνημμένων εἰς αὐτὴν παραρτημάτων καὶ κανονισμῶν, ἢ ἐὰν αἱ διατυπύμεναι επιφυλάξεις ἐκ μέρους ἑτέρων χωρῶν θὰ παρέβλαπτον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν της τηλεπικοινωνιών.

LII.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Σενεγάλης :

Ἡ ἀντιπροσωπεῖα τῆς Δημοκρατίας τῆς Σενεγάλης δηλώνει ἐν ὀνόματι τῆς Κυβερνήσεώς της ὅτι δὲν ἀποδέχεται οὐδεμίαν συνέπειαν τῶν γενομένων ἐκ μέρους ἑτέρων Κυβερνήσεων επιφυλάξεων ἔχουσας ὡς ἀποτέλεσμα αὐξήσιν τῆς ἀναλογούσης μερίδος συνεισφορᾶς της εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ένώσεως.

Ἐξ ἄλλου ἡ δημοκρατία τῆς Σενεγάλης επιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ ἔκρινε χρήσιμα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων της, ἐὰν αἱ επιφυλάξεις ἐκ μέρους ἑτέρων χωρῶν ἢ ὁ μὴ σφασμὸς τῆς Συμβάσεως θὰ ἠδύναντο νὰ παραβλάψουν τὴν καλὴν λειτουργίαν τῆς ὑπηρεσίας της τηλεπικοινωνιών.

LIII.

Διὰ τὴν Σιέρρα Λεόνε :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Σιέρρα Λεόνε δηλώνει ὅτι ἐπιφυλάσσει εἰς τὴν Κυβέρνησιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα, τὰ ὅποια θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ τὴν προστασίαν τῶν συμφερόντων τῆς ἐν περιπτώσει καθ' ἣν Μέλη ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη τῆς Ἑνώσεως δὲν θὰ ἐτήρουν καθ' οἷονδήποτε τρόπον τὰς διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ἢ ἐὰν αἱ διατυπώμεναι ἐπιφυλάξεις ἐκ μέρους ἐτέρων χωρῶν Μελῶν θὰ παρέβλαπτον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν τῆς τηλεπικοινωνιῶν.

LIV.

Διὰ τὴν Σιγκαπούρην :

ὑπογράφοντας τὴν Διεθνῇ Σύμβασιν τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965), ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Κυβερνήσεως τῆς Σιγκαπούρης ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα, τὰ ὅποια θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντά τῆς ἐὰν χωρεῖ δὲν τηροῦν καθ' οἷονδήποτε τρόπον τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ ἐὰν αἱ ἐπιφυλάξεις τῶν χωρῶν αὐτῶν δύναται νὰ παραβλάψουν τὰς ὑπηρεσίας τῆς τηλεπικοινωνιῶν ἢ νὰ ἔχουν ὡς συνέπειαν αὐξήσιν τῆς μερίδος συνεισφορᾶς τῆς εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

LV.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Σομαλίας :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Σομαλίας ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ τὰ μέτρα τὰ ὅποια θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντά τῆς εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν Μέλη τινὰ ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη θὰ παρέβλαπτον καθ' οἷονδήποτε τρόπον νὰ συμμορφωθοῦν πρὸς τὰς διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965), τῶν παραστημάτων ἢ τῶν Κανονισμῶν τὰ ὅποια εἶναι συνημμένα εἰς ταύτην ἢ ὅσῳ ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπώμεναι ἐκ μέρους ἐτέρων χωρῶν θὰ παρέβλαπτον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν τῆς Τηλεπικοινωνιῶν.

LVI.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τοῦ Σουδάν :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τοῦ Σουδάν ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὅποια θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντά τῆς ἐν περιπτώσει καθ' ἣν μία χώρα δὲν θὰ ἐτήρει καθ' οἷονδήποτε τρόπον τὰς διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ἢ ἐὰν αἱ διατυπώμεναι ὑπὸ οἰσδήποτε χώρας ἐπιφυλάξεις θὰ παρέβλαπτον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν τῆς τηλεπικοινωνιῶν ἢ θὰ ἐπέφερον αὐξήσιν τῆς μερίδος συνεισφορᾶς τῆς εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

LVII.

Διὰ τὴν Ἑλβετικὴν Ὁμοσπονδίαν :

Ἐπειδὴ ὁ σεβασμὸς τοῦ δικαίου ἀποτελεῖ σταθερὰν ἀρχὴν τῆς ὑπὸ τῆς Ἑλβετικῆς Ὁμοσπονδίας ὁλοκληρωμένης πολιτικῆς, ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς δηλοῖ ὅτι δὲν δύναται νὰ ἀποδεχθῇ τὰς ὑπ' ἀριθ. 44, 45 καὶ 46 ἀποφάσεις, αἱ ὅποιαι τῆς φαίνονται ἀντίθετοι πρὸς τὰ άρθρα 2 καὶ 4 τῆς Συμβάσεως.

Διὰ τῆς τοιαύτης θέσεως, ἡ ἀντιπροσωπεία δὲν ἀποφαίνεται ἐπὶ τῆς οὐσίας τῶν ἐν λόγῳ ἀποφάσεων, ἀλλὰ νομίζει ὅτι αἱ διαφοραὶ πολιτικῆς φύσεως, θὰ ἔδει κατ' ἀρχήν, νὰ μένουν αὐστηρῶς μακρὰν τῶν τεχνικῶν ἰδρυμάτων.

LVIII.

Διὰ τὴν Ἡνωμένην Δημοκρατίαν τῆς Τανζανίας :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Ἡνωμένης Δημοκρατίας τῆς Τανζανίας ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὅποια θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντά τῆς ἐὰν Μέλη τινὰ ἢ Συνεργαζόμενα Μέλη δὲν τηροῦν καθ' οἷον-

δήποτε τρόπον τὰς διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965) ἢ τῶν συνημμένων εἰς ταύτην παρατημάτων καὶ κανονισμῶν ἢ ἐὰν αἱ διατυπώμεναι ἐπιφυλάξεις ἐκ μέρους ἐτέρων χωρῶν θὰ παρέβλαπτον τὴν καλὴν λειτουργίαν τῶν ὑπηρεσιῶν τῆς τηλεπικοινωνιῶν.

LIX.

Διὰ τὰ ἐδάφη τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς :

Τὰ ἐδάφη τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς δηλώνουν ρητῶς ὅτι διὰ τῆς ὑπογραφῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως ἐν ὀνόματι τῶν τὰ ἐδάφη τῶν Ἡνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς δὲν δέχονται οὐδεμίαν ὑποχρέωσιν ἀφορῶσαν εἰς τὸν Τηλεφωνικὸν Κανονισμὸν ἢ τὸν πρόσθετον Κανονισμὸν ραδιοπικοινωνιῶν τοῦ ἀναφερομένου εἰς τὸ ἄρθρον 15 τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965).

LX.

Διὰ τὴν Ταϊλάνδην :

Ἡ Ταϊλάνδη ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὅποια θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντά τῆς ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπώμεναι ὑπὸ ἄλλων χωρῶν θὰ ὀδήγουν εἰς αὐξήσιν τῆς μερίδος συνεισφορᾶς τῆς εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

LXI.

Διὰ τὴν Τογκολεζικὴν Δημοκρατίαν :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Τογκολεζικῆς Δημοκρατίας ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ τὰ μέτρα τὰ ὅποια θὰ ἔκρινε κατάλληλα ἐὰν μία χώρα δὲν ἐσέβετο τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ ἐὰν ἐπιφυλάξεις γινόμεναι κατὰ τὴν διαρκίαν τῆς Διασκέψεως ἢ κατὰ τὴν ὑπογραφήν ὑπὸ Μελῶν τινῶν ἢ Συνεργαζομένων Μελῶν θὰ συνεπήγουντο καταστάσεις ἀντιθέτους πρὸς τὰς ὑπηρεσίας τῶν τηλεπικοινωνιῶν τῆς ἢ αὐξήσιν θεωρουμένην ἀρκούντως μεγάλην τῆς μερίδος συνεισφορᾶς τῆς εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

LXII.

Διὰ τὴν Τουρκίαν :

Ἡ Τουρκία ἐπιφυλάσσει εἰς ἑαυτὴν τὸ δικαίωμα νὰ λάβῃ ὅλα τὰ μέτρα τὰ ὅποια θὰ ἔκρινε ὡς ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντά τῆς ἐὰν ἐπιφυλάξεις διατυπώμεναι ὑπὸ ἐτέρων χωρῶν θὰ ὀδήγουν εἰς αὐξήσιν τῆς μερίδος συνεισφορᾶς τῆς εἰς τὰς δαπάνας τῆς Ἑνώσεως.

LXIII.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Βενεζουέλας :

1. Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Βενεζουέλας ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ ἀποδεχθῇ ἢ ἔχῃ τὰς διατάξεις τοῦ ἀριθμοῦ 204 τῆς παρούσης Συμβάσεως, εἰς ὅ, τι ἀφορᾷ τοῖς διοικητικοῖς Κανονισμοῖς.

2. Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Βενεζουέλας ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς τὸ δικαίωμα, νὰ λαμβάνῃ τὰ μέτρα τὰ ὅποια θὰ ἔκρινε ἀναγκαῖα διὰ νὰ προστατεύσῃ τὰ συμφέροντά τῆς εἰς τὴν περίπτωσιν κατὰ τὴν ὅποιαν μία ἄλλη χώρα δὲν θὰ ἐτήρει τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως.

3. Ἡ Δημοκρατία τῆς Βενεζουέλας δὲν δέχεται οὐδεμίαν συνέπειαν ἐκ διατυπωμένων ἐπιφυλάξεων ἐπὶ τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ τῶν παρατημάτων τῆς αἱ ὅποια θὰ ἰδύοντο νὰ ὀδηγήσουν εἰς ἡμεσον ἢ ἔμμεσον αὐξήσιν τῆς μερίδος συμμετοχῆς τῆς εἰς τὰς δαπάνας τῆς Διεθνούς Ἑνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

LXIV.

Διὰ τὴν Ὁμοσπονδον Σοσιαλιστικὴν Δημοκρ. τῆς Γιουγκοσλαβίας :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Ὁμοσπονδου Σοσιαλιστικῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας δηλώνει, ἐν ὀνόματι τῆς Κυβερνήσεώς τῆς ὅτι θεωρεῖ :

α) ὅτι οἱ ἐκπρόσωποι τῆς TAIWAN δὲν ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ ὑπογράψουν τὴν Διεθνῇ Σύμβασιν Τηλε-

πικεινωινών (MONTREUX 1965) εν ὀνόματι τῆς Κίνας.

β) ὅτι οἱ ἐκπρόσωποι τοῦ Ν. Βιέτ - Νάμ δὲν ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ ὑπογράψουν τὴν ἐν λόγῳ Σύμβασιν ἐν ὀνόματι ὁλοκληρίου τοῦ Βιέτ - Νάμ.

γ) ὅτι οἱ ἐκπρόσωποι τῆς Νοτίου Κορέας δὲν ἔχουν τὸ δικαίωμα νὰ ὑπογράψουν τὴν ἐν λόγῳ Σύμβασιν ἐν ὀνόματι ὁλοκληρίου τῆς Κορέας.

LXV.

Διὰ τὴν Δημοκρατίαν τῆς Ζαμβίας :

Ἡ ἀντιπροσωπεία τῆς Δημοκρατίας τῆς Ζαμβίας δηλώνει ὅτι ἐπιφυλάσσει διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς τὸ δικαίωμα νὰ λαμβάνῃ πᾶν μέτρον τὸ ὁποῖον θὰ ἔκρινε, ἀναγκαῖον διὰ νὰ ποσοστατεύσῃ τὰ συμφέροντά τῆς ἐν Μέλῃ ἢ Συνεργαζόμενα Μέλῃ δὲν τηροῦν, καθ' οἷον δὴποτε τρόπον τὰς διατάξεις τῆς Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιῶν (MONTREUX 1965), ἢ ἐὰν αἱ ἐπιφυλάξεις τῶν χωρῶν αὐτῶν δύνανται νὰ παραβλάψουν τὰς ὑπηρεσίας τηλεπικοινωνιῶν τῆς.

Εἰς πίστωσιν τούτου, οἱ οἰκεῖοι πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὸ τελινὸν τοῦτο Πρωτόκολλον εἰς ἓν ἀντίτυπον καὶ εἰς ἐκάστην τῶν γλωσσῶν Ἀγγλικήν, Κινεζικὴν, Ἰσπανικὴν, Γαλλικὴν καὶ Ρωσσικὴν. Τὸ Πρωτόκολλον τοῦτο θὰ παρυσινή κατατεθειμένον εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Διεθνούς Ἐνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν ἥτις θὰ ἐπιδώσῃ ἐν ἀντίγραφον εἰς ἐκάστην τῶν ὑπογραψασῶν χωρῶν. Ἐγένετο ἐν MONTREUX τὴν 12 Νοεμβρίου 1965.

ΠΡΟΣΘΕΤΑ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΑ

συνημμένα εἰς τὴν

Διεθνῇ Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιῶν
(MONTREUX, 1965)

Οἱ ὑπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὰ ἐπόμενα Πρὸςθετα Πρωτόκολλα τὰ ὁποῖα ἀποτελοῦν μέρος τῶν τελικῶν Πράξεων τῆς Διασκέψεως Πληρεξουσίων.

(MONTREUX, 1965).

ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ Ι.

Δαπάναι τῆς Ἐνώσεως διὰ τὴν περίοδον ἀπὸ 1966 ἕως 1971.

1) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐξουσιοδοτεῖται νὰ καταρτίξῃ τὸν ἐτήσιον Προϋπολογισμόν τῆς Ἐνώσεως κατὰ τοιοῦτον τρόπον ὥστε αἱ ἐτήσiai δαπάναι.

— τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου

— τῆς Γενικῆς Γραμματείας

— τῆς Διεθνούς ἐπιτροπῆς καταγραφῆς συχνοτήτων.

— τῶν Γραμματειῶν τῶν διεθνῶν Συμβουλευτικῶν ἐπιτροπῶν.

— τῶν ἐργαστηρίων καὶ τεχνικῶν ἐγκαταστάσεων τῆς Ἐνώσεως,

νὰ μὴ ὑπερβαίνουν τὰ κατωτέρω ποσὰ διὰ τὰ ἔτη 1966 καὶ ἐπόμενα, μέχρι τῆς ἐπομένης Διασκέψεως τῶν Πληρεξουσίων :

17.900.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1966

18.125.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1967

18.610.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1968

19.185.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1969

19.955.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1970

20.400.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1971

Διὰ τὰ μεθεπόμενα τοῦ 1971 ἔτη, οἱ ἐτήσιοι προϋπολογισμοὶ δὲν θὰ πρέπει νὰ ὑπερβαίνουν πλέον τοῦ 3 ο]ο ἐτησίως τὸ καθορισμένον ποσὸν διὰ τὸ προηγούμενον ἔτος.

2) Τὰ ὀριζόμενα ὅρια διὰ τὰ ἔτη 1966 καὶ 1967 περιλαμβάνουν ἑκαστον ἓν ποσὸν 500.000 φράγκων Ἑλβετίας διὰ πληρωμὰς αἰτίνες θὰ ἰδύναντο νὰ ἀποδειχθοῦν ἀληθῶς ἀναγκαῖαι συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς ἀποφάσεως ὑπ' ἀριθμ. 3 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Οἰαδήποτε πραγματοποιουμένη οἰκονομία εἰς αὐτὸ

τὸ κοινὸν τῶν πληρωμῶν δὲν θὰ δύναται νὰ χρησιμοποιηθῇ δι' ἄλλους σκοποὺς.

3) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον εἶναι ἐξουσιοδοτημένον νὰ ὑπερβαίῃ τὰ καθοριζόμενα ἐν τῇ ὥς ἄνω παραγράφῳ 1 ὅρια διὰ νὰ καλύψῃ τὰς δαπάνας ἀναγκαστικῶς μετὰ τὴν δημιουργίαν ἐνός σχεδίου καταστατικῶ Νότου τῆς Ἐνώσεως (βλέπε ἀπόφασιν ὑπ' ἀριθμ. 35 τῆς παρούσης Συμβάσεως)

4) Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον δύναται νὰ ἐγκρίνῃ τὰς δαπάνας τὰς ἀναφερομένας εἰς τὰς Διασκέψεις καὶ συνόδους τῆς προβλεπομένης εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 208 καὶ 209 τῆς Συμβάσεως.

4. 1 Κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐτῶν 1966 ἕως 1971, τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον λαμβανομένων, ἐνδεχομένως ὑπ' ὅψιν τῶν διατάξεων τοῦ κατωτέρου ἐδαφίου 4, 3 θὰ διατηρήσῃ τὰς δαπάνας ταύτας ἐντὸς τοῦ ὅριου τῶν ἐπομένων ποσῶν :

4.185.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1966

2.815.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1967

4.985.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1968

5.035.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1969

1.555.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1970

5.310.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ ἔτος 1971.

4. 2 Ἐὰν ἡ Διάσκεψις τῶν πληρεξουσίων, μία παγκόσμιος διοικητικὴ διάσκεψις διὰ θέματα τηλεγραφίας ἢ τηλεφωνίας ἢ μία παγκόσμιος διοικητικὴ διάσκεψις διὰ θέματα ραδιοπικοινωνιῶν δὲν θὰ ἐλάμβανον χώραν κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν ἐτῶν 1968 ἕως 1971, τὸ σύνολον τῶν ἐγκεκριμένων διὰ τὰ ἔτη αὐτὰ ποσῶν θὰ ἐμειώνετο κατὰ 2.500.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ κοινὸν τῆς διασκέψεως πληρεξουσίων, κατὰ 1.500.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ τὸ κοινὸν τῆς παγκοσμίου διοικητικῆς διασκέψεως ἐπὶ ζητημάτων τηλεγραφίας ἢ τηλεφωνίας καὶ 2.000.000 φράγκα Ἑλβετίας διὰ μίαν παγκοσμίαν διοικητικὴν διάσκεψιν ἐπὶ θεμάτων ραδιοπικοινωνιῶν. Ἐὰν ἡ Διάσκεψις τῶν πληρεξουσίων δὲν συνέλθῃ κατὰ τὸ 1971 τὸ Συμβούλιον Διοικήσεως ἔτος πρὸς ἔτος διὰ τὰ μετὰ τὸ 1971 ἔτη, θέλει ἐγκρίνῃ τὰς πιστώσεις τὰς ὁποίας θὰ κρίνῃ ἀναγκαῖον νὰ παράσῃ διὰ τὰς δαπάνας τῶν Διασκέψεων καὶ συνόδων τῶν προβλεπομένων εἰς τοὺς ἀριθμοὺς 208 καὶ 209 τῆς Συμβάσεως.

4. 3 Τὸ Συμβούλιον Διοικήσεως δύναται νὰ ἐγκρίνῃ μίαν ὑπέρβασιν τῶν ἐτησίων ὁρίων τῶν ὀρισμένων εἰς τὴν ὥς ἄνω παράγραφον 4. 1 ἐὰν ἡ ὑπέρβασις αὕτη δύναται νὰ συμψηφισθῇ διὰ πιστώσεων :

— παραμενουσῶν διαθεσίμων κατὰ ἓν προηγούμενον ἔτος,

— ἢ διὰ προαφαιρέσεως ἐπὶ ἐνός μελλοντικοῦ ἔτους.

5) Τὸ Συμβούλιον Διοικήσεως ἐξουσιοδοτεῖται ἐπίσης νὰ ὑπερβῇ τὰ καθορισθέντα ὅρια εἰς τὰς ἀνωτέρω παραγράφους 1 καὶ 4, διὰ νὰ ἀντιμετωπίσῃ :

5. 1 Αὐξήσεις τῆς κλίμακος ἀποδοχῶν, παροχὰς ὑπὸ μορφήν συντάξεων ἢ ἀποζημιώσεων, περιλαμβανομένων καὶ τῶν ἀποζημιώσεων θέσεως αἰτίνες γίνονται δεκταὶ ὑπὸ τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὸ εἰς Γενεὺν ὑπηρετοῦν προσωπικόν των.

5. 2 Διακυμάνσεις τῆς τιμῆς συναλλάγματος μεταξὺ τοῦ Ἑλβετικοῦ φράγκου καὶ τοῦ δολλαρίου Ἠνωμ. Πολιτειῶν αἰτίνες θὰ συνεπήγοντο συμπληρωματικὰς δαπάνας διὰ τὴν Ἐνωσιν.

6) Τὸ Συμβούλιον διοικήσεως ἔχει ὡς ἀποστολὴν νὰ πραγματοποιῇ ὅλας τὰς δυνατὰς οἰκονομίας. Πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτὸν ὀφείλει νὰ ὀρίξῃ τὰς ἐγκρινομένας δαπάνας κατ' ἔτος εἰς τὸ πλεόν χαμηλὸν ἐπίπεδον συμφωνῶν μετὰ τὰς ἀνάγκας τῆς Ἐνώσεως ἐντὸς τῶν ὁρίων τῶν ὀριζομένων εἰς τὰς ὥς ἄνω παραγράφους 1 καὶ 4, λαμβάνον ὑπ' ὅψιν, περιπτώσεως τυχούσης, τὰς διατάξεις τῆς παραγράφου 5.

7) Ἐὰν αἱ πιστώσεις τὰς ὁποίας δύναται τὸ Συμβούλιον Διοικήσεως νὰ ἐγκρίνῃ κατ' ἐφαρμογὴν τῶν δια-

τάξεων των ως άνω παραγράφων 1 έως 5, αποδεικνύονται ανεπαρκείς να διασφαλίσουν την καλή λειτουργία της Ένώσεως, το Συμβούλιον δύναται να υπερβή τις πιστώσεις αυτές μόνον κατόπιν έγκρίσεως υπό της πλειοψηφίας των Μελών της Ένώσεως των όποιων δεόντως ζητείται ή συμβουλή.

Οιαδήποτε αίτησις συμβουλής των Μελών της Ένώσεως δέον να συνοδεύεται με πλήρη έκθεσιν των δεδομένων τα όποια δικαιολογούν μίαν τοιαύτην αίτησιν.

8) Πρό της εξέτασεως προτάσεων δυναμένων να έχουν οικονομικά επιπτώσεις οι Παγκόσμιοι Διοικητικοί διασκέψεις και οι Γενικά συνελεύσεις των διεθνών συμβουλευτικών Έπιτροπών θα πρέπει να διαθετούν μίαν πλήρη έκτίμησιν των σχετικών συμπληρωματικών δαπανών.

9) Συνέχεια δέν θα δοθί εις καμμίαν απόφασιν διοικητικής διασκέψεως ή Γενικής συνελεύσεως μίας διεθνούς συμβουλευτικής έπιτροπής εγούσης ως συνέπειαν άμεσον ή έμμεσον αύξησιν των δαπανών πέραν των πιστώσεων τάς όποιάς δύναται τό Συμβούλιον Διοικήσεως να διαθέτη κατά τους όρους των ως άνω παραγράφων 1 έως 5 ή εντός των προβλεπομένων έν παραγράφω 7 προϋποθέσεων.

ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ II.

Άκολουθητέα Διαδικασία υπό των Μελών και Συνεργαζόμενων Μελών, προς έκλογήν της τάξεως συνεισφοράς των.

1) Έκαστον Μέλος και Συνεργαζόμενον Μέλος δέον να γνωστοποιήσῃ πρό της 1ης Ιουλίου 1966 προς τόν Γενικόν Γραμματέα, την ύπ' αυτού έκλεγείσαν τάξιν συνεισφοράς από τόν πίνακα τάξεων συνεισφοράς τόν έμφαινόμενον εις τόν αριθμόν 212 της Διεθνούς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιών (MONTREUX 1965).

2) Τά Μέλη και Συνεργαζόμενα Μέλη άτινα θα παραλείψουν να γνωστοποιήσουν πρό της 1ης Ιουλίου 1966 την απόφασίν των, κατ' έφαρμογήν των όρων της ως άνω παραγράφου, 1, θα υποχρεωθούν να συνεισφέρουν κατά τόν αριθμόν των ύπ' αὐτῶν δηλωθεισών μονάδων υπό τό καθεστώς της Συμβάσεως της Γενεύης.

ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ III.

Ήμερομηνία αναλήψεως καθηκόντων υπό του Γενικοῦ Γραμματέως και του αναπληρωτοῦ Γενικοῦ Γραμματέως.

Ο Γενικός Γραμματεὺς και ο αναπληρωτής Γενικός Γραμματεὺς οἵτινες εξέλέγησαν υπό της Διασκέψεως Πληρεξουσίων του (MONTREUX 1965) κατά τους προβλεπομένους υπό της Διασκέψεως ταύτης όρους θα αναλάβουν τό καθήκοντά των την 1ην Ιανουαρίου 1966.

ΕΙΣ ΠΙΣΤΩΣΙΝ ΤΟΥΤΟΥ, οι οικείοι πληρεξούσιοι υπέγραψαν τά πρόσθετα, ταῦτα πρωτόκολλα εις έν αντίτυπον, και εις έκάστην των γλωσσών Άγγλικήν, Κινεζικήν, Ισπανικήν, Γαλλικήν και Ρωσικήν.

Τά πρωτόκολλα ταῦτα θα παραμείνουν κατατεθειμένα εις τά αρχεία της Διεθνούς Ένώσεως Τηλεπικοινωνιών ήτις θα επιδώσῃ έν αντίγραφον εις έκάστην των υπογραψασών χωρών. Έγένετο έν MONTREUX την 12ην Νοεμβρίου 1965.

ΠΡΟΣΘΕΤΟΝ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ IV.

Μεταβατικά Συμφωνία.

Ή Διασκέψις των Πληρεξουσίων της Διεθνούς Ένώσεως Τηλεπικοινωνιών (MONTREUX 1965), άπεφάσισε όπως αι έπόμεναι διατάξεις εφαρμοσθούν προσωρινώς μέχρι της θέσεως έν ισχύϊ της Διεθνούς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιών (1965).

1. (1) Τό Διοικητικόν Συμβούλιον θα άπαρτισθί εξ είκοσι έννέα Μελών άτινα θα έκλεγούν υπό της Διασκέψεως συμφώνως τῇ όριζομένη υπό της έν λόγω Συμβάσεως διαδικασίᾳ. Τό Συμβούλιον θα δυνηθί να συνέλθῃ εὐθὺς μετά την έκλογήν του και να έκτελή τά καθήκοντα άτινα του έμπιστεύεται ή Σύμβασις.

(2) Ο Πρόεδρος και Άντιπρόεδρος το'ς όποιους θα έκλέξῃ τό Συμβούλιον διοικήσεως κατά την διάρκειαν της πρώτης συνόδου του θέλουν παραμείνει έν ενεργεία μέχρι της έκλογής των διαδόχων των ήτις θα λάβῃ χώραν κατά την έναρξιν της έτησίας συνόδου 1967 του Συμβουλίου.

2. Η Διεθνής έπιτροπή καταγραφής συχνότητων θα άπαρτισθί εκ πέντε Μελών άτινα θα έκλεγούν υπό της παρούσης Διασκέψεως, κατά τρόπον όριζόμενον ύπ' αὐτῆς.

Τά Μέλη της έπιτροπής θα αναλάβουν καθήκοντα την 1ην Ιανουαρίου 1967.

ΕΙΣ ΠΙΣΤΩΣΙΝ ΤΟΥΤΟΥ, οι οικείοι πληρεξούσιοι υπέγραψαν τό παρόν πρόσθετον Πρωτόκολλον εις έν αντίτυπον, και εις έκάστην των γλωσσών Άγγλικήν, Κινεζικήν, Ισπανικήν, Γαλλικήν και Ρωσικήν.

Τό πρωτόκολλον τουτο θα παραμείνῃ κατατεθειμένον εις τά αρχεία της Διεθνούς Ένώσεως Τηλεπικοινωνιών ήτις θα επιδώσῃ έν αντίγραφον εις έκάστην των υπογραψασών χωρών.

Έγένετο έν MONTREUX την 21ην Οκτωβρίου 1965.

Πρόσθετον Προαιρετικόν Πρωτόκολλον εις την Διεθνή Σύμβασιν Τηλεπικοινωνιών (MONTREUX 1965)

Άναγκαστικός διακανονισμός των διαφορών.

Κατ' την στιγμήν της υπογραφής της Διεθνούς Συμβάσεως Τηλεπικοινωνιών (MONTREUX 1965) οι υπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι υπέγραψαν τό ακόλουθον Πρόσθετον Προαιρετικόν Πρωτόκολλον αναφερόμενον εις τόν αναγκαστικόν διακανονισμόν των διαφορών και αποτελούν μέρος των τελικών πράξεων της Διασκέψεως πληρεξουσίων (MONTREUX 1965) τά Μέλη και Συνεργαζόμενα Μέλη της Ένώσεως, Μέρη του παρόντος, προσθέτου Προαιρετικοῦ Πρωτοκόλλου της Διεθνούς Συμβάσεως τηλεπικοινωνιών (MONTREUX, 1965):

Έκφράζουν την έπιθυμίαν να καταφεύγουν, εις ό,τι τά άφορᾷ, εις την υποχρεωτικήν διαιτησίαν διά την έπίλυσιν όλων των διαφορών σχετικῶς με την έφαρμογήν της Συμβάσεως ή των προβλεπομένων έν τῷ άρθρῳ 15 αὐτῆς Κανονισμών,

Συμφωνοῦν επί των έπομένων διατάξεων :

Άρθρον 1.

Έφ' όσον δέν έπιλεγῇ δι' από κοινοῦ συμφωνίας εις των τρόπων δικανονισμού των προβλεπομένων έν άρθρῳ 28 της Συμβάσεως, αι διαφοραι άναφορικῶς με την έφαρμογήν της Συμβάσεως ή των προβλεπομένων έν τῷ άρθρῳ 15 αὐτῆς Κανονισμών, υπάγονται, κατ' αίτησιν ενός των μερών, εις υποχρεωτικήν διαιτησίαν. Η διαδικασία είναι εκείνη του Παραρτήματος 3 της Συμβάσεως, της όποιας ή παράγραφος 5 τροποποιεῖται ως ακόλουθως :

«5. Έντός προθεσμίας τριῶν μηνῶν από της ήμερομηνίας λήψεως της κοινοποιήσεως αίτήσεως διαιτησίας, έκαστον των έν λόγω δύο Μερῶν υποδεικνύει ένα διαιτητήν.

Εάν μετά παρέλευσιν της προθεσμίας ταύτης, τό έν μέρος δέν υπέδειξε τόν διαιτητήν του ή υποδειξίς αὐτῇ γίνεται, τῇ αίτήσει του έτέρου μέρους υπό του Γενικοῦ Γραμματέως, ό όποιος ενεργεῖ συμφώνως ταῖς διατάξεσι των παραγράφων 3 και 4 του παραρτήματος 3 της Συμβάσεως».

Άρθρον 2.

Τό παρόν Πρωτόκολλον θα είναι άνοικτόν δι' υπογραφήν υπό των Μελών και Συνεργαζόμενων Μελών τά όποια θα υπογράψουν την Σύμβασιν, θα επικυρωθί κατά την προβλεπομένην διά την Σύμβασιν διαδικασίαν και θα παραμείνῃ άνοικτόν διά προσχώρησιν των Κρατῶν άτινα θα γίνουν Μέλη ή Συνεργαζόμενα Μέλη της Ένώσεως.

Άρθρον 3.

Τό παρόν Πρωτόκολλον θα τεθί έν ισχύϊ την ιδίαν

μέ την Σύμβασιν ημέραν, ἢ τὴν τριακοστὴν ἡμέραν ἀπὸ τῆς ἡμέρας καταθέσεως τοῦ δευτέρου ὀργάνου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως, ἀλλὰ τὸ ἐνωρίτερον ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς Συμβάσεως.

Δι' ἕκαστον Μέλος ἢ Συνεργαζόμενον Μέλος τὸ ὁποῖον θὰ ἐπικυρώσῃ τὸ παρὸν Πρωτόκολλον ἢ θέλει προσχωρήσῃ μετὰ τὴν ἐναρξιν ἰσχύος του, τὸ πρωτόκολλον τοῦτο θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τὴν τριακοστὴν ἡμέραν, μετὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως.

Ἄρθρον 4.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς θὰ ἀνακοινώσῃ εἰς ἅπαντα τὰ Μέλη καὶ Συνεργαζόμενα Μέλη.

α) τὰς τεθείσας εἰς τὸν παρὸν Πρωτόκολλον ὑπογραφὰς καὶ τὴν κατάθεσιν τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως.

β) τὴν ἡμερομηνίαν κατὰ τὴν ὁποίαν τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ.

Εἰς πίστιν τοῦ ὁποίου οἱ ἀντίστοιχοι πληρεξούσιοι ὑπέγραψαν τὸ παρὸν Πρωτόκολλον εἰς ἕν ἀντίτυπον εἰς ἑκάστην τῶν γλωσσῶν Ἀγγλικήν, Κινεζικὴν, Ἰσπανικὴν, Γαλλικὴν καὶ Ρωσικὴν, τοῦ γαλλικοῦ κειμένου ἐπικρατοῦντος ἐν περιπτώσει ἀμφισβητήσεων. Τὸ ἀντίτυπον τοῦτο θὰ παραμείνῃ κατατεθειμένον εἰς τὰ ἀρχεῖα τῆς Διεθνoῦς Ἐνώσεως Τηλεπικοινωνιῶν ἢ ὁποία θὰ παραδῶσῃ ἐν ἀντίγραφον εἰς ἑκάστην τῶν ὑπογραψασῶν χωρῶν.

Ἐγένετο ἐν MONTREUX τὴν 12ην Νοεμβρίου 1965

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(2)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 153

Περὶ συστάσεως ἐν τῇ Κοινότητι Μενεμένης — Θεσσαλονίκης ἰδίου νομικοῦ προσώπου ὑπὸ τὸ ὄνομα «Κοινοτικὸν Γυμναστήριον Μενεμένης».

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ**

Ἐχοντες ὑπ' ὄψιν:

1) Τὰς διατάξεις τῶν ἄρθρων 145 καὶ 224 τοῦ Δημοτικοῦ καὶ Κοινοτικοῦ Κώδικος καὶ 2, παρ. 3, ἐδάφιο δεύτερον τοῦ ὑπ' ἀριθ. 65)1967 Α. Ν. «περὶ τροποποιήσεως, συμπληρώσεως καὶ κωδικοποιήσεως εἰς ἐνιαῖον καίμενον τῶν ἀναγκαστικῶν νόμων 4)1967 καὶ 19)1967 «περὶ ἀποκαταστάσεως εὐρυθύμης εἰς τὴν λειτουργίαν τῶν Δημοσίων Ὑπηρεσιῶν, Ν.Π.Δ.Δ. κλπ.».

2) Τὴν ὑπ' ἀριθ. 78773)23.8.1967 κοινὴν ἀπόφασιν τῶν Ὑπουργῶν Συντονισμοῦ καὶ Ἑσωτερικῶν «περὶ τῆς συνθέσεως τῶν ὀργάνων διοικήσεως τῶν δημοτικῶν καὶ κοινοτικῶν νομικῶν προσώπων, τῶν ἰδρυμάτων καὶ τῶν συνδέσμων Δήμων καὶ Κοινοτήτων», καὶ

3) Τὴν ὑπ' ἀριθ. 53 τῆς 24 Ἰανουαρίου 1968, γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου τῆς Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῶν Ἑσωτερικῶν Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Ἐγκρίνεται ἡ ὑπ' ἀριθ. 72 τῆς 18 Ὀκτωβρίου 1967 ἀπόφασις τοῦ Κοινοτικοῦ Συμβουλίου Μενεμένης — Θεσσαλονίκης, ὡς αὕτη ἐτροποποιήθη διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 91)13.11.1967 ὁμοίας αὐτοῦ, ἔχουσα ὡς ἀκολουθῶς:

1. Συνιστᾶται παρὰ τῇ Κοινότητι Μενεμένης ἴδιον νομικὸν πρόσωπον ὑπὸ τὸ ὄνομα «Κοινοτικὸν Γυμναστήριον Μενεμένης».

2. Σκοπὸς τοῦ συνιστωμένου νομικοῦ προσώπου εἶναι ἡ ἀνάπτυξις τοῦ ἀθλητικοῦ πνεύματος τῶσόν εἰς τοὺς νέους ὅσον καὶ εἰς ἅπαντας τοὺς κατοίκους καὶ ἡ ἀποπεράτωσις, ὀργάνωσις καὶ συντήρησις τοῦ ὑπάρχοντος γυμναστηρίου.

3. Πόροι αὐτοῦ εἶναι: α) Ἑτησίᾳ ἐπιχορήγησις τῆς Κοινότητος εἰκόσι χιλιάδων (20.000) δραχμῶν, β) αἱ πάσης φύσεως εἰσφοραὶ, δωρεαί, κληρονομίαι καὶ κληροδοσίαι, γ) αἱ

πρόσοδοι ἐκ τῆς ἰδίας αὐτοῦ περιουσίας καὶ δ) αἱ εἰσπράξεις ἐκ τοῦ ἀντιτίμου τῶν παρεχόμενων ὑπὸ τοῦ νομικοῦ προσώπου παρηχάτων ἢ ὑπηρεσιῶν.

4. Ἡ ὑπὲρ αὐτοῦ ἀφιερωμένη περιουσία ἀποτελεῖται ἐκ τοῦ ὑπάρχοντος κοινοτικοῦ γυμναστηρίου, ἐκτάσεως 32.390 τ. μ. καίμενον ἐν τῇ ἀγροτικῇ περιοχῇ τῆς Κοινότητος καὶ συνορευομένου ἀνατολικῶς μετὰ τὰ ὑπ' ἀριθ. 150 καὶ 151 κληρονομία Ζαχαροπούλου Μιχ. καὶ Καραπούρη Ἰωάννου, δυτικῶς μετὰ ἀγροτικὴν ὁδόν, βορειῶς μετὰ ῥυμὴ καὶ 149 τετράγωνον Κώστου Δημητρίου καὶ νοτίως μετὰ τοῦ 147 τετράγωνον Ἀναστασίας Χήρας Ἑμμ. Ζαχαροπούλου.

5. Τὸ συνιστώμενον νομικὸν πρόσωπον διοικεῖται, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἐδαφίου β' τῆς παρ. 3 τοῦ ἁρθρου 2 τοῦ Α. Ν. 65)1967 καὶ τὴν ὑπ' ἀριθ. 78773)23.8.1967 κοινὴν ἀπόφασιν τῶν Ὑπουργῶν Συντονισμοῦ καὶ Ἑσωτερικῶν, ὑπὸ πενταμελοῦς Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἀποτελουμένου ἐκ τοῦ Προέδρου τῆς Κοινότητος, ὡς Προέδρου καὶ τεσσάρων μελῶν ὀριζομένων, ἐπὶ τριετὲ ὀητείᾳ, δι' ἀποφάσεως τοῦ Νομάρχου, ὑποκειμένης εἰς τὴν ἐγκρίσιν τοῦ Ὑπουργοῦ τῶν Ἑσωτερικῶν. Τὸ ἐν τῶν μελῶν ὀρίζεται Ἀντιπρόεδρος.

6. Τὸ νομικὸν πρόσωπον ἐκπροσωπεῖται ἐνώπιον τῶν Δικαστηρίων καὶ πάσης Ἀρχῆς ὑπὸ τοῦ Προέδρου καὶ τούτου κωλυμένου ἢ ἀπόντος ὑπὸ τοῦ Ἀντιπροέδρου.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῶν Ἑσωτερικῶν Ὑπουργῶν, ἀνατίθεται τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθῆναις τῇ 6 Φεβρουαρίου 1968

Ἐν Ὄνόματι τοῦ Βασιλέως

**Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓ. ΖΩΓΙΤΑΚΗΣ**

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΚΑΙ ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΣΩΤΕΡΙΚΩΝ ΥΠΟΥΡΓΩΣ
ΣΤΥΛ. ΠΑΤΤΑΚΟΣ

(3)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 154

Περὶ τροποποιήσεως τοῦ ὑπ' ἀριθ. 126)17.2.1961 Β. Δ. «περὶ τροποποιήσεως συνθέσεως Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ἐν Ἀργεὶ φιλανθρωπικοῦ Ἰδρύματος ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Κληροδότημα Γεωργίου Δ. Μαρίνου».

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ**

Ἐχοντες ὑπ' ὄψιν τὰς διατάξεις: 1) Τῆς ἀπὸ 29 Ἰανουαρίου 1954 διαθήκης τοῦ Γεωργίου Δ. Μαρίνου, δημοσιευθείσης καὶ κηρυχθείσης κυρίας ὑπὸ τοῦ Δικαστηρίου Κληρονομιῶν τῆς Πολιτείας Ἀλαμπάμα τῶν Ἠνωμένων Πολιτειῶν Ἀμερικῆς τὴν 31 Ὀκτωβρίου 1955, 2) τῶν ἄρθρων 108 καὶ 110 τοῦ Ἀστικοῦ Κώδικος, 3) τῶν ἄρθρων 95 καὶ 98 τοῦ Α. Ν. 2039)1939, 4) τοῦ ὑπ' ἀριθ. 579)4.8.1960 Β.Δ. Διατάγματος «περὶ ἐγκρίσεως συστάσεως Φιλανθρωπικοῦ Ἰδρύματος ἐν Ἀργεὶ ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Κληροδότημα Γεωργίου Δ. Μαρίνου», ὡς τοῦτο ἐτροποποιήθη διὰ τοῦ ὑπ' ἀριθ. 126)17.2.1961 Β. Δ. «περὶ τροποποιήσεως συνθέσεως Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ἐν Ἀργεὶ Φιλανθρωπικοῦ Ἰδρύματος ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Κληροδότημα Γεωργίου Δ. Μαρίνου» καὶ 5) τὴν ἀπὸ 21 Σεπτεμβρίου 1967 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου Ἑθνικῶν Κληροδοτημάτων, προτάσει τῶν Ἡμετέρων ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν καὶ Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑπουργῶν, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Ἡ ὑπ' ἀριθ. 2 περίπτωσις τῆς δευτέρας παραγράφου τοῦ ἁρθρου μόνου τοῦ ὑπ' ἀριθ. 126 ἀπὸ 17 Φεβρουαρίου 1961 Β. Δ. «περὶ τροποποιήσεως συνθέσεως Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ἐν Ἀργεὶ Φιλανθρωπικοῦ Ἰδρύματος ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Κληροδότημα Γεωργίου Δ. Μαρίνου», ἀντικαθίσταται ὡς ἀκολουθῶς:

«2. Εἰρηνοδίκου Ἀργους, ὡς μέλους, ἀναπληρουμένου ἐκαστοτε ἐν ἐλλείψει, ἀπουσίᾳ ἢ κωλύματι, ὑπὸ τοῦ Πταισματοδίκου Ἀργους».

Εἰς τοὺς Ἡμετέρους ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν καὶ Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑπουργοὺς, ἀντιτίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 15 Φεβρουαρίου 1968

Ἐν Ὄνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓ. ΖΩΓΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ ΥΦΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΕΠΙ ΤΗΣ ΚΟΙΝΩΝ. ΠΡΟΝΟΙΑΣ

ΣΠ. ΛΙΖΑΡΔΟΣ

ΕΥΣΤΑΘ. ΠΟΥΛΑΝΤΖΑΣ

(4)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 155

Περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τῶν διατάξεων τοῦ 13.4.1955 Β. Δ. «περὶ ἀπονομῆς γενικῶν πτυχίων χειριστῶν ἀσυρμάτου» (ΦΕΚ 102) 27.4.1955, τεύχος Α'), ὡς ἐτροποποιήθη κλπ.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχοντες ὑπ' ὄψιν τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 6 τοῦ Ν. Δ. 2625) 1953 «περὶ ἀπονομῆς γενικῶν πτυχίων χειριστῶν ἀσυρμάτου» (ΦΕΚ 292) 29.10.1953, τεύχος Α'), γνωμοδότησιν τοῦ Τηλεπικοινωνιακοῦ Συμβουλίου ληφθεῖσαν κατὰ τὴν συνεδρίασιν αὐτοῦ τῆς 11ης Ἰανουαρίου καθὼς καὶ τὸ ὑπ' ἀριθ. 83) 1968 Πρακτικὸν τοῦ Συμβουλίου Ἐπικρατείας, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῶν Συγκοινωνιῶν Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον 1.

Τὸ πρῶτον ἐδάφιον τῆς παρ. 4 τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ., τροποποιεῖται ὡς ἀκολούθως:

4. Οἱ ἐπιθυμοῦντες νὰ μετὰσχῶσι τῶν ἐξετάσεων δέον νὰ υποβάλωσι, δέκα τοὐλάχιστον ἡμέρας πρὸ τῆς ἐνάρξεως τῆς ἐξεταστικῆς περιόδου, αἰτήσιν εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Συγκοινωνιῶν (Γενικὴν Διεύθυνσιν Τηλεπικοινωνιῶν) περὶ συμμετοχῆς εἰς τὰς ἐξετάσεις εἰς τὴν δέον νὰ προσδιορίζηται σαφῶς τὸ πτυχίον πρὸς ἀπόκτησιν τοῦ ὁποίου ἐπιθυμεῖ νὰ προσέλθῃ εἰς τὰς ἐξετάσεις ὁ αἰτῶν, ἡ ἐξεταστικὴ περίοδος καθ' ἣν ἐπιθυμεῖ οὗτος νὰ προσέλθῃ πρὸς ἐξέτασιν καθὼς καὶ ἡ γλῶσσα (Γαλλικὴ ἢ Ἀγγλικὴ) εἰς τὴν ἐπιθυμεῖ νὰ ἐξετασθῇ.

Ἄρθρον 2.

1. Τὸ ἐδάφιον δ τῆς παρ. 1 τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ., τροποποιεῖται ὡς ἀκολούθως:

δ) Νὰ ἔχῃ ἀποροτιῇ ἐπιτυχῶς, ἀπὸ Κρατικὴν Σχολὴν Ἐκπαιδεύσεως Ραδιοτηλεγραφητῶν ἢ ἀπὸ νομίμως λειτουργοῦσαν ἰδιωτικὴν Σχολὴν Ραδιοτηλεγραφητῶν ἢ Ραδιοτηλεφωνητῶν ἢ νὰ ἔχῃ ἐκπαιδευθῇ ἐπιτυχῶς ὡς Ραδιοτηλεγραφητῆς εἰς Τηλεπικοινωνιακὴν Σχολὴν τοῦ Ο.Τ.Ε. ἢ εἰς Σχολὴν τῶν Ἐνόπλων Δυνάμεων ἢ τῶν Σωμάτων Ἀσφαλείας.

2. Τὸ εἰς τὸ τέλος τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ. πρῶτον ἐδάφιον ἐκ τῶν δύο προστεθέντων τοιούτων διὰ τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου μόνου τοῦ ἀπὸ 21.6.1958 Β. Δ. συμπληρούμενον, ἀντικαθίσταται ὡς ἐξῆς:

«Οἱ ἀπόφοιτοι τῆς Σχολῆς ΤΤΤ ἢ τῆς Τηλεπικοινωνιακῆς Σχολῆς τοῦ ΟΤΕ ὑπηρετοῦντες ὡς μόνιμοι ὑπάλληλοι τοῦ Δημοσίου ἢ τοῦ ΟΤΕ, οἱ κάτοχοι διπλώματος ραδιοτηλεγραφητοῦ τοῦ Ἐμπορικοῦ Ναυτικοῦ, οἱ κάτοχοι πτυχίου ἱπταμένου τῆς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας χορηγηθέντος κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ Β. Δ. τῆς 7.6.1952 «περὶ Κανονισμοῦ ἐναερίου κυκλοφορίας», οἱ κάτοχοι πτυχίου ἱπταμένου τῆς Βασιλικῆς Ἀεροπορίας, οἱ κάτοχοι πτυχίου Ραδιοτηλεγραφητοῦ ἢ Ραδιοτηλεφωνητοῦ τῆς Πολιτικῆς Ἀεροπορίας, οἱ ἐν ἐνεργείᾳ ἢ ἐφεδρείᾳ ἀξιωματικοὶ ἢ ὑπαξιωματικοὶ Διαβιβάσεων τῶν Ἐνόπλων Δυνάμεων ἢ τῶν Σωμάτων Ἀσφαλείας δύνανται ἀντὶ τῶν ὑπὸ στοιχεῖα β', γ', δ', ε' καὶ στ' δικαιολογητικῶν νὰ υποβάλωσιν δεξιῶσιν τῆς ἀρμοδίας Κρατικῆς Ὑπηρεσίας πιστοποιήσεως τὴν ἰδιότητά τῶν ταύτην καὶ τὴν κατοχὴν ὑπ'

αὐτῶν τῶν ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀντιστοιχῶς ὀριζομένων προσόντων.

Ἄρθρον 3.

1. Ὁ τίτλος «Ἐξετάσεις» τοῦ ἄρθρου 3 τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ., συμπληροῦται ὡς ἀκολούθως:

Ἐξετάσεις — Πρόγραμμα ἐξετάσεων.

2. Ἐν τέλει τοῦ ἄρθρου 3 τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ., προστίθεται παράγραφος, ἔχουσα οὕτω:

6. Πρόγραμμα ἐξετάσεων:

Καθ' ἑκάστην ἐξεταστικὴν περίοδον καὶ 5 τοὐλάχιστον ἡμέρας πρὸ τῆς ἡμέρας ἐνάρξεως τῶν ἐξετάσεων καταρτίζεται ὑπὸ τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Τηλεπικοινωνιῶν τὸ πρόγραμμα τῶν ἐξετάσεων ὅπερ ἀνακοινοῦται διὰ τοιχοκολλήσεως εἰς τὴν εἴσοδον τοῦ κτιρίου τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

Τὸ πρόγραμμα τοῦτο περιλαμβάνει:

α) Τὰς ἡμέρας, τὰς ὥρας καὶ τὰς αἰθούσας ἐξετάσεως ἐκάστου τῶν μαθημάτων τῆς γραπτῆς ἢ πρακτικῆς δοκιμασίας.

β) Τὰ ὄνόματα τῶν γινομένων δεκτῶν εἰς τὰς ἐξετάσεις, ὡς καὶ τὰ ὄνόματα τῶν ἀπολυομένων τῶν ἐξετάσεων.

γ) Ἀλλας πληροφορίας ἀφορώσας τὴν διενέργειαν τῶν ἐξετάσεων, ὡς ἡ κατανομὴ τῶν ἐξεταζομένων εἰς ὁμάδας διὰ τὴν πρακτικὴν ἐξέτασιν κλπ.

Ἄρθρον 4.

1. Ἐν τέλει τῆς παρ. 1 τοῦ ἄρθρου 4 τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ., προστίθεται ἐδάφιον, ἔχον οὕτω:

Βασικὰ καθήκοντα τῆς Ἐπιτροπῆς εἶναι ἡ διενέργεια τῶν ἐξετάσεων καὶ ἡ ἐκδοσις τῶν ἀποτελεσμάτων ὡς εἰδικότερον καθορίζεται διὰ τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος.

2. Ἐν τέλει τῆς παρ. 4 τοῦ ἄρθρου 4 τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ., προστίθεται ἐδάφιον, ἔχον οὕτω:

Ἐν περιπτώσει ἀπουσίας ἐκ τινος συνεδριάσεως, τοῦ Προέδρου τῆς Ἐπιτροπῆς, προεδρεύει ταύτης ὁ κατὰ βαθμὸν ἀνώτερος ἢ μεταξὺ ἰσοβάθμων ὁ ἀρχαιότερος ἐκ τῶν παρισταμένων τακτικῶν μελῶν αὐτῆς.

Ἄρθρον 5.

1. Ἡ παράγραφος 1 τοῦ ἄρθρου 5 τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ. ὡς ἀντικατεστάθη ὑπὸ τῆς παρ. 3 τοῦ ἄρθρου 1 τοῦ ἀπὸ 11.11.1959 Β. Δ., τροποποιουμένη, ἀντικαθίσταται ὡς ἐξῆς:

1. α) Οἱ ὑποψήφιοι ἐξετάζονται κατὰ τὴν πρώτην ἡμέραν τῶν ἐξετάσεων εἰς τὰ μαθήματα λήψεως ραδιοτηλεγραφίας καὶ λήψεως ραδιοτηλεφωνίας. Ἡ ἐξέτασις εἰς τὰ ἄλλα μαθήματα ἐνεργεῖται μετὰ τὴν διόρθωσιν τῶν γραπτῶν καὶ τὴν ἐκδοσιν τῶν ἀποτελεσμάτων εἰς τὰ δύο ταῦτα μαθήματα.

β) Ἡ σειρὰ ἐξετάσεως τῶν ἄλλων μαθημάτων καθορίζεται διὰ τοῦ προγράμματος ἐξετάσεων.

γ) Πᾶς μὴ προτερχόμενος εἰς τὴν γραπτὴν ἐξέτασιν οἷον δέποτε μαθήματος κατὰ τὴν καθοριζομένην ἡμερομηνίαν καὶ ὥραν μὴ ἐνέχεται εἰς τὸ μάθημα τοῦτο, μὴ δυνάμενος νὰ ἐξετασθῇ ἰδιαιτέρως.

2. Ἡ εἰς τὸ τέλος τῶν παραγράφων 8 καὶ 14 τοῦ ἄρθρου 5 τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ. φράσις «καὶ ἀριθμοῦνται κατ' αὐξήοντα ἀριθμὸν», διαγράφεται.

3. Ἐν τέλει τῆς παραγράφου 18 τοῦ μέρους Β τοῦ ἄρθρου 5 τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ., προστίθεται δεύτερον ἐδάφιον, ἔχον οὕτω:

Κατὰ τὴν βαθμολογίαν τοῦ μαθήματος Λήψις διὰ Μῆρος διὰ 3 ἀλλοιώσεις γραμμάτων, ἀριθμῶν ἢ σημείων τοῦ ληφθέντος κειμένου ἀφαιρεῖται μία μονάς. Διὰ 4 παραλείψεις γραμμάτων, ἀριθμῶν ἢ σημείων τοῦ ληφθέντος κειμένου ἀφαιρεῖται μία μονάς. Διὰ ὀλιγωτέρας τῶν 3 ἀλλοιώσεων ἢ τῶν 4 παραλείψεων ἀφαιρεῖται κλάσμα βαθμοῦ κατὰ τὴν κρίσιν τῶν ἐξεταστῶν, ἐν συνδυασμῷ πρὸς τὴν ὅλην ἐμφάνισιν τοῦ γραπτοῦ καὶ τὰ ἐν τῷ προηγουμένῳ ἐδαφίῳ χρητήρια.

4. Η παράγραφος 20 του Μέρους Γ του άρθρου 5 του από 13.4.1955 Β. Δ. τροποποιουμένη, αντικαθίσταται ως εξής:

20. α) Μετά την διενέργειαν κατά την πρώτην ημέραν της εξέτασεως εἰς τὴν λήψιν ραδιοτηλεγραφίας καὶ εἰς τὴν λήψιν ραδιοτηλεφωνίας, γίνεται ἡ διόρθωσις καὶ ἡ βαθμολογία τῶν γραπτῶν τὸ συντομώτερον δυνατὸν καὶ πάντως οὐχὶ ἑξαδύτερον τῶν 4 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς πρώτης ἡμέρας τῆς εξέτασεως εὐθὺς δὲ μετὰ ταῦτα συνέρχεται ἡ Ἐπιτροπὴ, ἥτις προβαίνει εἰς τὴν ἀποκάλυψιν τῶν γραπτῶν καὶ τὴν σύνταξιν πρακτικοῦ ἐπιτυχόντων εἰς τὰ δύο ταῦτα μαθήματα, οἵτινες καὶ μόνον δικαιοῦνται νὰ συνεχίσουν τὰς εξετάσεις. Πίναξ τῶν δικαιουμένων νὰ συνεχίσουν τὰς εξετάσεις ἀνακοινοῦται διὰ τοιχοκολλησεως εἰς τὴν εἰσοδὸν τοῦ κτιρίου τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Τηλεπικοινωνιῶν.

β) Μετὰ τὸ πέρασ τῶν εξετάσεων καὶ τῶν λοιπῶν μαθημάτων καὶ τὴν διόρθωσιν καὶ βαθμολογίαν τῶν γραπτῶν δοκιμίων, συνέρχεται καὶ αὖθις ἡ Ἐπιτροπὴ καὶ προβαίνει εἰς τὴν ἀποκάλυψιν τῶν γραπτῶν καὶ εἰς τὴν σύνταξιν πρακτικοῦ ἐκδόσεως τῶν τελικῶν αποτελεσμάτων τῶν εξετάσεων τῆς περιόδου.

5. Τὸ δεύτερον ἐδάφιον τῆς παρ. 21 τοῦ Μέρους Γ τοῦ άρθρου 5 τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ. διαγράφεται.

6. Αἱ παράγραφοι 22 καὶ 23 τοῦ Μέρους Γ τοῦ άρθρου 5 τοῦ ἀπὸ 13.4.1955 Β. Δ. τροποποιούμεναι, ἀντικαθίστανται ὡς ἐξῆς:

22. Θεωρεῖται ἐπιτυχὼν καὶ κρίνεται ἱκανὸς διὰ νὰ λάβῃ τὸ γενικὸν πτυχίον ραδιοτηλεγραφητοῦ πᾶς ἐξετασθεὶς ὅστις ἤθελε συγκεντρώσῃ τοὺς κάτωθι βαθμούς:

α) Εἰς τὴν γραπτὴν εξέτασιν συνολικὸν βαθμὸν οὐχὶ κατώτερον τοῦ 6.

β) Εἰς τὴν λήψιν διὰ ραδιοτηλεγραφίας ὡς καὶ εἰς τὴν λήψιν διὰ ραδιοτηλεφωνίας βαθμὸν οὐχὶ κατώτερον τοῦ 7.

γ) Εἰς τὴν μεταδίδασιν διὰ ραδιοτηλεγραφίας ὡς καὶ εἰς τὴν μεταδίδασιν διὰ ραδιοτηλεφωνίας βαθμὸν οὐχὶ κατώτερον τοῦ 7.

δ) Εἰς τὴν συνεννόησιν εἰς ξένην γλῶσσαν (Γαλλικὴν ἢ Ἀγγλικὴν) βαθμὸν οὐχὶ κατώτερον τοῦ 6.

ε) Εἰς τὴν εξέτασιν διὰ τὴν ρύθμισιν κλπ. ραδιοτηλεγραφικῶν συσκευῶν βαθμὸν οὐχὶ κατώτερον τοῦ 6.

23. Θεωρεῖται ἐπιτυχὼν καὶ κρίνεται ἱκανὸς διὰ νὰ λάβῃ τὸ γενικὸν πτυχίον ραδιοτηλεφωνητοῦ, πᾶς ὅστις λαβὼν μέρος εἰς τὰς εξετάσεις πρὸς ἀπόκτησιν γενικοῦ πτυχίου ραδιοτηλεφωνητοῦ ἤθελε συγκεντρώσῃ τοὺς κάτωθι βαθμούς:

α) Εἰς τὴν γραπτὴν εξέτασιν συνολικὸν βαθμὸν οὐχὶ κατώτερον τοῦ 6.

β) Εἰς τὴν λήψιν διὰ ραδιοτηλεφωνίας βαθμὸν οὐχὶ κατώτερον τοῦ 7.

γ) Εἰς τὴν μεταδίδασιν διὰ ραδιοτηλεφωνίας βαθμὸν οὐχὶ κατώτερον τοῦ 7.

δ) Εἰς τὴν συνεννόησιν εἰς ξένην γλῶσσαν (Γαλλικὴν ἢ Ἀγγλικὴν) βαθμὸν οὐχὶ κατώτερον τοῦ 6.

ε) Εἰς τὴν εξέτασιν διὰ τὴν ρύθμισιν κλπ. ραδιοτηλεφωνικῶν συσκευῶν βαθμὸν οὐχὶ κατώτερον τοῦ 6.

Εἰς τὸν Ἡμέτερον ἐπὶ τῶν Συγκοινωνιῶν Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 17 Φεβρουαρίου 1968

Ἐν Ὄνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΖΩ-Ι-ΤΑΚΗΣ

Ο ΕΠΙ ΤΩΝ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΠΑΥΛ. ΤΟΤΟΜΗΣ

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 156

(5)

Περὶ τροποποιήσεως τοῦ ὑπ' ἀριθ. 792)1962 Β. Δ. (Φ.Ε.Κ. 201)62 τ. Α') περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τοῦ ἀπὸ 11)27 Νοεμβρίου 1959 Β.Δ. περὶ συστάσεως Ὁργανισμοῦ Λεσινίου (Φ.Ε.Κ. 260) τ. Α').

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψει: 1) Τὰς διατάξεις τοῦ άρθρου δευτέρου τοῦ Ν.Δ. 3863)58 «περὶ κυρώσεως τῆς ἀπὸ 28.7.55 Συντάσεως μετὰ τοῦ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου καὶ τῆς Α.Τ.Ε. «Γεωργικὴ Ἐταιρεία Λεσινίου» διὰ τὴν τροποποίησιν καὶ λύσιν τῆς ἀπὸ 3.7.1930 Συντάσεως, περὶ παραχωρήσεως τῆς ἀποξηράνσεως τοῦ ἔλους Λεσινίου». 2) Τὸ Ν. Δ. 2488)53 «περὶ συστάσεως Ὁργανισμοῦ Κωπαίδος». 3) Τὸ Ν. Δ. 3784)57 «περὶ καταργήσεως τοῦ Ἑξαρτικοῦ Ταμείου Βοιωτικοῦ Κηφισοῦ, ὑπαγωγῆς τῶν ἔργων Βοιωτικοῦ Κηφισοῦ εἰς τὸν Ὁργανισμὸν Κωπαίδος καὶ ἄλλων τινῶν διατάξεων». 4) Τὴν ἐν ὑπ' ἀριθ. 28)24.8.67 πρακτικῇ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Ὁργανισμοῦ Λεσινίου διατυπωθεῖσαν ἀπόφασιν καὶ 5) Τὴν ὑπ' ἀριθ. 697)1967 γνωμοδότησιν τοῦ Συμβουλίου Ἐπικρατείας, προτάσει τῶν Ἡμετέρων ἐπὶ τῆς Γεωργίας καὶ τῶν Οἰκονομικῶν Ὑπουργῶν, ἀπεφασισαμένη καὶ διατάσσομεν: Τροποποιούμεν τὸ ὑπ' ἀριθ. 792)1962 Β.Δ. «περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τοῦ ἀπὸ 11)27 Νοεμβρίου 1959 Βασιλικοῦ Διατάγματος «περὶ συμπληρώσεως Ὁργανισμοῦ Λεσινίου» ὡς κάτωθι:

Ἄρθρον 1.

Καταργοῦνται αἱ κάτωθι διατάξεις τοῦ ὑπ' ἀριθ. 792)1962 Β. Δ.:

α) Τῆς παραγράφου 3 τοῦ άρθρου 7.

β) Τοῦ πρώτου ἐδαφίου τῆς παραγράφου Γ3 ἐ τοῦ άρθρου 25.

γ) Τῆς παραγράφου 9 τοῦ άρθρου 27.

Ἄρθρον 2.

Ἡ παράγραφος ΓΙ τοῦ άρθρου 25 τοῦ ὑπ' ἀριθ. 792)1962 Β. Δ., ἀντικαθίσταται ὡς ἀκολουθοῦς:

Γ) Πάγια προκαταβολαί.

1. Πρὸς μείζονα διευκόλυνσιν τῶν πληρωμῶν τοῦ Ὁργανισμοῦ καθιεροῦνται ἡ λειτουργία παγίας προκαταβολῆς εἰς τὴν ἐν Λεσινίῳ ἔδραν τοῦ Ὁργανισμοῦ ἥς τὸ ποσὸν καὶ ὁ ὁρίσμος διαχειριστῆς αὐτῆς, ὁρίζεται δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργοῦ Γεωργίας ἐκδιδομένης μετ' ἀπόφασιν τοῦ Δ.Σ. τοῦ Ὁργανισμοῦ καὶ πρότεσιν τῆς Ὑπηρεσίας Ε.Β.

Τηρῆται τῆς αὐτῆς διαδικασίας θύναται νὰ ὁρισθῇ καὶ ἡ λειτουργία ἐτέρας παγίας προκαταβολῆς.

Ἄρθρον 3.

Οἱ ὑπηρετοῦντες σήμερον ἐν τῷ Γραφείῳ Ἀθηνῶν ἐντάσσονται εἰς τὴν δύναμιν τοῦ προσωρινοῦ προσωπικοῦ τοῦ Ὁργανισμοῦ.

Ἄρθρον 4.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος Β. Διατάγματος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσίευσώς εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Εἰς τοὺς Ἡμετέρους ἐπὶ τῆς Γεωργίας καὶ τῶν Οἰκονομικῶν Ὑπουργῶς, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 17 Φεβρουαρίου 1968

Ἐν Ὄνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓ. ΖΩ-Ι-ΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΠΙ ΤΗΣ ΓΕΩΡΓΙΑΣ
ΑΛΕΞ. ΠΑΤΩΛΙΟΥ

(6)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 157

Περὶ τροποποιήσεως Καταστατικοῦ Γενικοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου Ἱερᾶς Μητροπόλεως Πέτρας.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψει:

- 1) Τὰ ἄρθρα 108—110 τοῦ Ἀστικοῦ Κώδικος.
- 2) Τὴν ὑπ' ἀριθ. 2) 1967 ἀπόφασιν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Γενικοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου τῆς Ἱερᾶς Μητροπόλεως Πέτρας, «περὶ τροποποιήσεως τοῦ Καταστατικοῦ τοῦ ὡς ἄνω Φιλοπτώχου Ταμείου».

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσχεν καὶ διατάσσειν:

Ἄρθρον μόνον.

Ἐγκρίνομεν τὸ ὑποβληθὲν ἡμῖν Καταστατικὸν τοῦ Γενικοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου τῆς Ἱερᾶς Μητροπόλεως Πέτρας ὡς ἐτροποιοήθη διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 2) 1967 ἀποφάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου αὐτοῦ καὶ ἔχον ὡς κατωτέρω:

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Α΄.

Σύστασις — Σκοπὸς — Ἔδρα.

Ἄρθρον 1.

Ἐν τῇ Ἱερᾷ Μητροπόλει Πέτρας συνιστᾶται εἰδικὴ Φιλανθρωπικὴ Ὀργάνωσις ὑπὸ τὴν νομικὴν μορφήν τοῦ Ἰδρύματος καὶ ὑπὸ τὴν ἐπωνυμίαν «Φιλόπτωχον Ταμεῖον τῆς Ἱερᾶς Μητροπόλεως Πέτρας».

Ἄρθρον 2.

Σκοπὸς τῆς Ὀργανώσεως ταύτης εἶναι ἡ φιλανθρωπία ἐν γένει καὶ εἰδικώτερον ἡ παροχὴ πάσης ὕλης κλπ. βοήθειας, ἐκτάκτου ἢ τακτικῆς: 1) Εἰς τοὺς δεομένους τοιαύτης ἀπόρους, ἀσθενεῖς ἐν φυλακῇ τῆς πόλεως καὶ τῆς μητροπολιτικῆς περιφερείας καὶ ξένους διαβάτας.

2) Εἰς ἀπόρους καὶ ἄνευ θέσεως ὑπεργήρους ἢ ἀνικάνους καὶ ἀπροστατεύτους Ἐφημερίους τῆς Μητροπόλεως.

3) Εἰς φιλανθρωπικὰ Ἰδρύματα τῆς Μητροπολιτικῆς περιφερείας, τακτικὰ καὶ ἰδίως ἐκτάκτα συνιστώμενα ἐν περιπτώσει διαφορῶν θεομηνιῶν.

4) Εἰς ἀπόρους μαθητὰς καὶ μαθητρίδας καὶ εἰς Ἐκκλησιαστικὰ Κατηχητικὰ Σχολεῖα καὶ

5) Εἰς ἐπαιτάς προχρηματικῶς ἀναξιοπαθοῦντας καὶ οὐχὶ ὡς ἐπαγγέλμα τὴν ἐπατεῖαν μετερχομένους.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Β΄.

Ὀργάνωσις καὶ Διοικήσις τοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου.

Ἄρθρον 3.

Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις τοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου ἀποτελεῖται:

1) Ἐκ τῶν μελῶν τοῦ ἐκάστοτε Διοικητικοῦ Συμβουλίου αὐτοῦ.

2) Ἐκ τῶν μελῶν τοῦ Δημοτικοῦ Συμβουλίου Νεαπόλεως.

3) Ἐκ τῶν μελῶν τῶν Ἐκκλησιαστικῶν Συμβουλίων Νεαπόλεως.

4) Ἐκ τῶν Προέδρων τῶν ἐν Νεαπόλει ἐπαρχειαρχικῶν Σωματείων, τὰ ὅποια ὁ συνεισφέρων ἐτησίως πεντακασίας εἶργ. ἕκαστον.

5) Ἐκ τῶν μελῶν τοῦ Πατριωτικοῦ Ἰδρύματος Προστασίας τοῦ Παιδιοῦ, καὶ

6) Ἐκ τῶν Συνδρομητῶν τοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου, τοῦλάχιστον τῶν μονίμως κατοικούντων ἐν τῇ Ἔδρᾳ αὐτοῦ.

Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις συνέρχεται τακτικῶς κατ' ἔτος τὴν τελευταίαν Κυριακὴν τοῦ μηνὸς Ἀπριλίου καὶ λαμβάνει γνώσιν τῶν πεπραγμένων ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἀσκήσει ἐλεγχον δι' Ἐπιτροπῆς ὑπὸ ταύτης ἐκλεγμένης, καὶ προτεί-

νει ἐνδεικνυόμενα τυχόν μέτρα πρὸς ἀρτιωτέραν καὶ καρποφοροτέραν λειτουργίαν τοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου.

Μὴ ἐπιτυγχανομένης ἀπαρτίας κατὰ τὴν ἀνωτέρω Κυριακὴν ἢ Γενικὴ Συνέλευσις συνέρχεται τὴν ἀμέσως ἐπαμένην Κυριακὴν καὶ ἄνευ προσκλήσεως. Θεωρεῖται δὲ ἐν ἀπαρτίᾳ ὅσα θήποτε μέλη καὶ ἂν προτέλῳσιν. Ἡ Γενικὴ Συνέλευσις εὐρίσκεται ἐν ἀπαρτίᾳ, ὅταν παρίσταται εἰς αὐτὴν τὸ ἐν τρίτον πλέον τοῦ ἐνός τῶν τῆς Συνελεύσεως μελῶν.

Ἄρθρον 4.

Τὸ Φιλόπτωχον Ταμεῖον διοικεῖται ὑπὸ ἐξαμελοῦς Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἀποτελουμένου ἐκ τοῦ Σεβασμιωτάτου Μητροπολίτου Πέτρας, ὡς Προέδρου, ἢ τοῦ Ἐπιτρόπου αὐτοῦ, ἢ ἄλλου Κληρικοῦ ὑπ' αὐτοῦ διοριζομένου, ἐκ τοῦ Προέδρου τοῦ Ἐκκλησιαστικοῦ Συμβουλίου τοῦ Καθεδρικοῦ Ναοῦ, ἐκ τοῦ ἐκάστοτε Δημάρχου Νεαπόλεως καὶ ἐνός ἀναπληρωτοῦ, ἐκλεγομένου ὑπὸ τοῦ Δημοτικοῦ Συμβουλίου, ἐκ τριῶν λαϊκῶν μελῶν ἀμφοτέρων τῶν φύλων, διοριζομένων ὑπὸ τοῦ Μητροπολίτου.

Ἡ περίοδος τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ὀρίζεται τριετίας. Αἰξάσης τῆς τριετίας δὲν ἀποκλείεται ὁ ἐπαναδιορισμὸς τῶν ἰδίων μελῶν. Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐδρεύει καὶ συνεδριάζει ἐν τῷ γραφείῳ τῆς Ἱερᾶς Μητροπόλεως.

Ἄρθρον 5.

Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἐκλέγει μετὰξὺ τῶν μελῶν αὐτοῦ ἓνα Ἀντιπρόεδρον, ἓνα Ταμίαν καὶ τὸν Γραμματέα.

Ἄρθρον 6.

Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον συνέρχεται τακτικῶς μὲν κατὰ μῆνα ἐν ἡμέρᾳ καὶ ὥρᾳ ὀριζομένη ὑπὸ τοῦ Προέδρου, ὅσας ἡθελε παρᾶσθῃ ἀνάγκη, ἢ τῇ αἰτῇται τριῶν τοῦλάχιστον μελῶν. Πρὸς ὑπαρξιν ἀπαρτίας δέον νὰ παρίσταται 4 τοῦλάχιστον μέλη τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἐν οἷς καὶ ὁ Πρόεδρος ἢ ὁ νόμιμος ἀναπληρωτὴς αὐτοῦ. Τὸ Συμβούλιον ἀποφασίζει διὰ σχετικῆς πλειοψηφίας. Ἐν ἰσοψηφίᾳ νικᾷ ἡ ψῆφος τοῦ Προέδρου.

Ἄρθρον 7.

Πᾶν ἐκλείπον ἢ παραιτούμενον μέλος τοῦ Συμβουλίου, ἢ ἀπουσιάζον ἀδικαιολογητῶς ἐπὶ τέσσαρας ἐκ τῶν Συνεδριάσεων, εἴτε τακτικῶν εἴτε ἐκτάκτων τοῦ Συμβουλίου, ἀντικαθίσταται ὑπὸ τοῦ Μητροπολίτου.

Ἄρθρον 8.

Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον ἀποφασίζει περὶ πάσης ὑποθέσεως ἀφορώσης τὴν ὀργάνωσιν, εἰδικώτερον δέ: 1) μελετᾷ καὶ ἀποφασίζει διάφορα μέτρα ὑπὲρ τῆς ὕλης ἐνισχύσεως τοῦ Ἰδρύματος καὶ εὐδότησεως τοῦ σκοποῦ αὐτοῦ, 2) καταρτίζει τὸν ἐτήσιον προϋπολογισμὸν τῶν ἐσόδων καὶ ἐξόδων, ὡς καὶ τὸν Ἀπολογισμὸν.

Τὸ Οἰκονομικὸν ἔτος ἀρχεται ἀπὸ 1ης Ἰανουαρίου καὶ λήγει τὴν 31 Δεκεμβρίου ἐκάστου ἔτους.

Ἄρθρον 9.

Ὁ Πρόεδρος τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἀντιπροσωπεύει τὸ Ταμεῖον εἰς πάσας τὰς ἐννόμους αὐτοῦ σχέσεις καὶ ἀπέμναι παντὸς δικαστηρίου καὶ πάσης ἀρχῆς. Καθορίζει τὰς ἐργασίας τοῦ Συμβουλίου καὶ ὑπογράφει τὴν σχετικὴν ἀλληλογραφίαν.

Ἄρθρον 10.

Ὁ Πρόεδρος τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καὶ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τοῦ Ἰδρύματος, εἶναι ὁ ἐκάστοτε Μητροπολίτης Πέτρας. Τὸν Πρόεδρον ἀπόντα ἢ κωλυόμενον ἀναπληροῖ ὡς μέλος, ὁ Ἐπίτροπος αὐτοῦ, ἢ ἄλλος Κληρικὸς ὑπὸ τοῦ Μητροπολίτου διοριζόμενος, ὡς Πρόεδρον δὲ ὁ Ἀντιπρόεδρος αὐτῶν πάντα τὰ κατὰ τὸ προηγούμενον ἄρθρον δικαιώματα αὐτοῦ.

Ἄρθρον 11.

Ὁ Ταμίης ἀμτῶς ὢν, διαχειρίζεται τὴν περιουσίαν τοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου.

Ἡ χρηματικὴ περιουσία τοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου, δέον νὰ κατατίθεται εἰς τὸ Ταχυδρομικὸν Ταμειετήριον Νεαπόλεως (μὴ ὑπάρχοντος ἐν τῇ ἐξῆς Ὑποκαταστήματος Τραπεζῆς). Διὰ πάντων ἀνάγκησιν μέχρι χιλίων δραχμῶν ἀπαιτεῖται ἐντολὴ τοῦ Προέδρου, ἂνω δὲ τῶν χιλίων δραχμῶν ἀπαιτεῖται ἀπόφασις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. Ὁ Ταμίης δὲν δύναται νὰ κρατῇ εἰς χεῖρας τοῦ ἂνω τῶν χιλίων δραχμῶν. Τὸν Ταμίαν ἀπόντα ἢ κωλύμενον ἀναπληροῖ ὁ ὑπὸ τοῦ Προέδρου ὀριζόμενος.

Ὁ Ταμίης ἀπὸ κοινοῦ μετὰ τοῦ Γραμματέως κατάρτιζει κατὰ τετραμηνίαν κατὰστασιν τῶν εἰσπράξεων καὶ δαπανῶν, τηρεῖ τὰ ἀπαιτούμενα λογιστικὰ βιβλία, οὐδεμίαν ἐνεργεῖ πληρωμὴν ἄνευ ἐντάλλματος τοῦ Προέδρου, εἶναι δὲ ἀτομικῶς υπεύθυνος διὰ τὰ διαπεπιστευμένα αὐτῷ.

Ἄρθρον 12.

Ὁ Γραμματεὺς τηρεῖ τὰ πρακτικὰ τοῦ Συμβουλίου, διεξάγει ἅπασαν τὴν ἀλληλογραφίαν, δι' ἣν τηρεῖ πρωτόκολλον, κατάρτιζει δὲ στατιστικὴν καὶ ἐν γένει ἐκτελεῖ καὶ διευθύνει τὴν γραφικὴν ὑπηρεσίαν.

Ἄρθρον 13.

Πρὸς διευκόλυνσιν τοῦ ἔργου τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ὁ Γραμματεὺς δύναται νὰ ἔχῃ εἰς χεῖρας αὐτοῦ ποσόν, μὴ ὑπερβαῖνον τὰς χιλίας δραχμὰς πρὸς παροχὴν βοηθήματος, διατιθεμένων ἐπὶ διπλοῦσιν ἀποδείξεσι τῇ ἐγκρίσει καὶ τῇ ἐντολῇ τοῦ Προέδρου.

Ἄρθρον 14.

Διὰ τὴν παροχὴν βοηθήματος εἰς τινὰ πτωχὸν ἂνω τῶν διακοσίων δραχμῶν ἀπαιτεῖται ἀπόφασις τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου. Ὁ Πρόεδρος δικαιούται καὶ ἄνευ ἐγκρίσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου νὰ παρέχῃ χρηματικὴν βοήθειαν εἰς οἰκογενεῖας ἢ ἄτομα μέχρι 200 δραχμῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Γ'.

Πόροι καὶ διάθεσις αὐτῶν.

Ἄρθρον 15.

1) Τὰ ἐν ἐτησίοις Προϋπολογισμοῖς τῶν Ἱερῶν Ναῶν τῆς Ἱ. Μητροπόλεως ἀναγραφόμενα κονδύλια, ὑπὸ τῶν Ἐκκλησιαστικῶν Συμβουλίων, ἢ ὑπὸ τοῦ Μητροπολιτικοῦ Συμβουλίου.

2) Αἱ κατὰ τὰς ἐν τοῖς Ναοῖς συνάξεις τῶν πιστῶν εἰσπράξεις τοῦ ὑπὲρ τῶν πτωχῶν κυρίου ἢ δίκου ἐπιστατούμενου ἢ περιφερομένου ἐκ περιτροπῆς ὑπὸ κυρίων ἐν ἐκάστη Ἑνορίᾳ, διοριζομένων ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου, ἢ ὑπὸ τῶν Ἑνοριακῶν Ἐπιτρόπων.

3) Δικαιώμα ἐγγραφῆς ἐκ 15 δραχμῶν ἐφάπαξ καὶ αἱ συνδρομαὶ τῶν συνδρομητῶν ἐκ 5 δραχμῶν μηνιαίως.

4) Αἱ προαιρετικαὶ εἰσφοραὶ ἢ δωρεαὶ ἢ κληροδοτήματα.

5) Αἱ εἰσπράξεις τοῦ γενικοῦ ἐράνου κατὰ τὴν ἡμέραν τῶν πτωχῶν, ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου καθοριζομένην.

6) Ἡ τυχὸν ἀρωγὴ τοῦ Δημοσίου, ὡς καὶ πάσης φύσεως νομικῶν προσώπων Δημοσίου καὶ Ἰδιωτικοῦ Δικαίου.

7) Αἱ ἐκ διελέξεων, σεμνοπρεπῶν ἐορτῶν λαχαιοφῶρων ἀγορῶν κλπ. ὑπὲρ τοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου, γενόμεναι εἰσπράξεις, καθοριζομένων ἐκ τῶν προτέρων ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

8) Αἱ εἰσφοραὶ τοῦ Ο.Δ.Μ.Π. Νομοῦ Λατιφίου τοῦ Δήμου Νεαπόλεως, τοῦ Δήμου Ἀγίου Νικολάου καὶ τῶν λοιπῶν Κοινοτήτων τῆς Μητροπολιτικῆς περιφερείας, ἐκ τοῦ φιλανθρωπικοῦ κονδυλίου καὶ ἰδίᾳ ἐκείνων, ἐν αἷς δὲν ἰδρῦθῃ Παράρτημα τοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου.

9) Ποσὸν τι κατὰ τὴν εἰσπράξιν τῶν δικαιωμάτων τῶν δικαφῶρων ἱεροτελεστῶν ὡς π. χ. γάμων, βαπτίσεων κλπ. καθοριζομένων ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

Ἄρθρον 16.

Οἱ πόροι τοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου διατίθενται:

1) Διὰ τὴν παροχὴν τακτικοῦ ἢ ἐκτάκτου βοηθήματος εἰς πτωχεῖας καὶ ἀπροστατεῦτους οἰκογενεῖας ἢ ἄτομα, ξένους διαβάτας καὶ φυλακισμένους.

2) Διὰ τὴν παροχὴν ἐνδυμάτων καὶ ὑποδημάτων εἰς ὁρτανά, ἄπορα, μαθητὰς ἢ μαθητρίδας καθοριζομένων δι' ἀποφάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

3) Διὰ τὴν παροχὴν φαρμάκων καὶ ἱατρικῆς περιθαλψέως εἰς ἐνδασεῖς.

4) Ὑπὲρ οἰασθήποτε ἄλλης μερίμνης περὶ τῶν πτωχῶν, ὁρφανῶν καὶ ἀναπήρων καὶ τῶν περιφερομένων ἐπαϊτῶν.

5) Διὰ παροχὴν τακτικοῦ ἢ ἐκτάκτου βοηθήματος εἰς ὑπεργήρους ἢ ἀνικάνους κληρικοὺς τῆς Μητροπόλεως, στερουμένους συντάξεως ἢ οἰασθήποτε ἄλλης ἐνίσχυσεως.

6) Ὑπὲρ μαθητῶν ἢ συσσιτίων, ἐφ' ὅσον παρέχεται παρὰ τοῦ Δημοσίου εἰδικὴ ὑπὲρ τοῦ σκοποῦ ἐνίσχυσις.

Ἄρθρον 17.

Ἡ ἀπορία ἐκάστου πτωχοῦ δέον νὰ ἐξακριβώνηται κατὰ τὸν ἀσφαλτέστερον τρόπον καὶ νὰ ἐνεργῇται ἡ ἐγγραφὴ αὐτοῦ ἐν Ἰδιαιτέρῳ Βιβλίῳ μετὰ τῆς διευθύνσεως αὐτοῦ.

Ἄρθρον 18.

Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον διορίζει δι' ἐκάστην Ἑνορίαν Ἐπιτροπὴν ἐκ κυρίων πρὸς διενέργειαν ἐράνων, εἰσπραξίν αὐτῶν καὶ διανομὴν μετὰ τοῦ Ἐφημερίου καὶ ἐνὸς διδασκάλου εἰς τοὺς ἀπόρους καὶ ἀσθενεῖς βοηθημάτων ὑπ' αὐτοῦ ἐγκρινομένων.

Ἄρθρον 19.

Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον δύναται νὰ ἀναθέσῃ εἰς τινὰ τῶν μελῶν αὐτοῦ, βοηθούμενου ὑπὸ τοῦ Γραμματέως καὶ τῶν Ἐφημερίων τὴν ἐξακριβώσιν τῆς ἀληθείας τῶν ἱσχυρισμῶν τοῦ αἰτούντος τὴν ἀρωγὴν καὶ τὴν καταγραφὴν τῶν ἀποδεδειγμένως δικαιουμένων βοηθείας ἐπαϊτῶν, ἀπαγορευομένης τῆς κυκλοφορίας αὐτῶν καὶ τῆς ἐντεῦθεν ὀχλήσεως τῶν πολιτῶν, ὥστε νὰ ἐξαλειφθῇ τὸ στίγμα καὶ ἡ κοινωνικὴ αὐτῇ μάλιστα.

Ἄρθρον 20.

Παραρτήματα τοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου εἶναι δυνατόν νὰ ἰδρῦθῃ τῇ ἐγκρίσει τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου ἐν τῇ πρωτεύουσῃ τοῦ Νομοῦ (Ἅγιος Νικόλαος), ἐν αἷς πρωτεύουσαις τῶν Ἐπαρχιῶν, ἐν κομποπόλεσιν ἢ χωρίοις ἢ Ἑνορίας τῆς Ἱερᾶς Μητροπόλεως Πέτρας, ἐφ' ὅσον παρὰ τούτου ἤθελε ζητηθῇ τοῦτο παρ' αὐτῶν διὰ τῶν ἀρμοδίων ἱερέων ἢ Ἐκκλησιαστικῶν Συμβουλίων, λειτουργούντα κατὰ τὰ ἀνωτέρω ἄρθρα, μετὰ τῆς διαφορᾶς, ὅτι τὴν προεδρίαν τῶν Παραρτημάτων τούτων θὰ ἔχῃ ὁ ἐκασταχοῦ Ἀρχιερατικὸς Ἐπίτροπος, ἢ τοιούτου μὴ ὑπάρχοντος ὁ Ἐφημέριος, ὅστις θὰ προτείνῃ τῷ Μητροπολίτῃ τὸν διορισμὸν τῶν ἐπὶ μέρους Διοικητικῶν Συμβουλίων, ἅτινα θὰ διορίξῃ ὁ Μητροπολίτης. Τὰ παραρτήματα ταῦτα αὐτοτελῶς δρῶντα καὶ οἰκονομικῶς ἐνισχυόμενα ὑπὸ τοῦ Κεντρικοῦ ἐν περιπτώσει ἀνεπαρκείας, θὰ ὑποβάλλωσι τῷ Διοικητικῷ Συμβουλίῳ τοῦ ἐν Νεαπόλει Κεντρικοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου, καὶ ἐξαμηνίαν κατὰστασιν τῶν ἐσόδων καὶ ἐξόδων αὐτῶν καὶ κατὰ μῆνα Ἰανουάριον τὸν Ἀπολογισμὸν τοῦ λήξαντος οἰκονομικοῦ ἔτους μετὰ σχετικῆς ἐγκρίσεως αὐτοῦ ὑπὸ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ Παραρτήματος καὶ ἐκθέσεως τῶν πεπραγμένων, ἅτινα πάντα θὰ ὑποβάλλωνται εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Κοινωνικῆς Προνοίας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Δ'.

Τελικαὶ διατάξεις.

Ἄρθρον 21.

Τὸ Φιλόπτωχον Ταμεῖον καταργεῖται μετ' ἀπόφασιν τῶν 5)6 τοῦ ὅλου ἀριθμοῦ τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως.

Ἄρθρον 22.

Μετὰ τὴν κατάργησιν τοῦ Ἰδρύματος ἡ περιουσία αὐτοῦ περιέρχεται εἰς τὸ Μητροπολιτικὸν Συμβούλιον, διατιθεμένης διὰ φιλανθρωπικοὺς σκοποὺς τῆς Μητροπόλεως.

Ἄρθρον 23.

Ἐορτῇ τοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου ὀρίζεται ἡ τῆς Κοιμήσεως τῆς Θεοτόκου, τελουμένη τὴν 15 Αὐγούστου.

Άρθρον 24.

Τὸ Διοικητικὸν Συμβούλιον τοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου υποχρεῖται, ὅπως κατ' ἔτος υποβάλλῃ εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Κοινωνικῆς Προνοίας τὰ κάτωθι στοιχεῖα καὶ πᾶν ἕτερον τοιοῦτον, ὅπερ ἤθελε ζητηθῇ παρὰ τοῦ Ὑπουργείου.

1) Ἀντίγραφον τοῦ πρακτικοῦ τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου περὶ ἐγκρίσεως τοῦ Ἀπολογισμοῦ ἐσόδων καὶ ἐξόδων τοῦ Φιλοπτώχου Ταμείου μετὰ σχετικῆς ἐκθέσεως τῶν πεπραγμένων καὶ ἀντίγραφον τοῦ ἀνωτέρω Ἀπολογισμοῦ. 2) Πίνακα τῶν μελῶν τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου.

Εἰς τὸν ἑμέτερον ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Διατάγματος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Φεβρουαρίου 1968

Ἐν Ὁνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓ. ΖΩΓ-ΤΑΚΗΣ

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΚΟΙΝ. ΠΡΟΝΟΙΑΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΥΣΤΑΘ. ΠΟΥΛΑΝΤΖΑΣ

(7)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 158

Περὶ ἀνασυγκροτήσεως, παρατάσεως καὶ συμπληρώσεως Ἑβραϊκῆς Ἐπιτροπῆς κατασκευῆς προτομῆς τοῦ Μπόττη Σφακιανᾶκη, τέως Γεν. Διοικητοῦ Κρήτης ἐν Νεαπόλει.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψιν:

1) Τὰ ἀρθρα 122 - 126 τοῦ Ἀστικοῦ Κώδικος ὡς καὶ τὰς διατάξεις τοῦ Νόμου 5101/31 «περὶ διενεργείας ἐράνων, φιλανθρωπικῶν ἀγορῶν κλπ.».

2) Τὸ ἀπὸ 16/10.9.59 Βασ. Διάταγμα δι' οὗ συνειστήθη ἑβραϊκὴ Ἐπιτροπὴ διὰ τὴν κατασκευὴν προτομῆς τοῦ Μπόττη Σφακιανᾶκη, τέως Γεν. Διοικητοῦ Κρήτης.

3) Τὸ ὑπ' ἀριθ. 29713/30.12.67 ἔγγραφο τῆς Νομαρχίας Λασιθίου περὶ ἀνασυγκροτήσεως καὶ παρατάσεως τῆς ὁμηρίας τῆς ὡς ἄνω Ἑβραϊκῆς Ἐπιτροπῆς, προτάσει τοῦ ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑπουργοῦ, ἀπεσταλμένη καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

I. Ἀνασυγκροτοῦμεν τὴν διὰ τοῦ ἀπὸ 16/10.9.59 Βασ. Διατάγματος συσταθείσαν Ἑβραϊκὴν Ἐπιτροπὴν διὰ τὴν κατασκευὴν προτομῆς τοῦ Μπόττη Σφακιανᾶκη, τέως Γεν. Διοικητοῦ Κρήτης, ὁρίζοντες ὅπως αὕτη ἀποτελεῖται ἐκ τῶν κάτωθι:

- 1) Τοῦ ἐκστότε Δημάρχου Νεαπόλεως Λασιθίου.
- 2) Δημητρίου Φινοκλιώτου, Γυμνασιάρχου.
- 3) Ἐμμανουὴλ Διαλυνᾶ, Συνταξιούχου.
- 4) Ἰωάννου Δουμπούνη, Δικηγόρου.
- 5) Νικολάου Π' Εὐαγγέλου Κριτσωτάκη.

II. Ἡ ὁμηρία τῆς κατὰ τὴν ἀνωτέρω παράγραφον ἀνασυγκροτήσεως Ἑβραϊκῆς Ἐπιτροπῆς ὁρίζεται μέχρι τῆς 31.12.1968.

Ἄρθρον δεύτερον.

I. Συμπληροῦντες τὸ ἀπὸ 16/10.9.59 Βασ. Διάταγμα ὁρίζομεν ὅπως ἡ ἀνάθεσις ὡς καὶ ἡ παρακολούθησις τῆς ἐκτελέσεως τοῦ κατὰ ἄνω ἔργου θὰ γίνῃ ὑπὸ Ἐπιτροπῆς ἐξ εἰδικῶν προσώπων συγκροτουμένης παρὰ τοῦ Ὑπουργείου Ἑθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων (Δ/νσις Καλῶν Τεχνῶν) ὑπὸ τὴν ἐποπτείαν τοῦ ὁποίου θὰ τελεῖ ἡ Ἐπιτροπὴ ὡς πρὸς τὴν καλυτέραν ἐκτέλεσιν συμφώνως τῷ ἀρθρῷ 8 τοῦ Νόμου 6409/34.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 13 Φεβρουαρίου 1968

Ἐν Ὁνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓ. ΖΩΓ-ΤΑΚΗΣ

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΚΟΙΝ. ΠΡΟΝΟΙΑΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΕΥΣΤΑΘ. ΠΟΥΛΑΝΤΖΑΣ

ΣΥΜΒΑΣΕΙΣ

(8)

Μεταξὺ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου καὶ Ἑθνικῆς Κτηματικῆς Τραπεζίης τῆς Ἑλλάδος, περὶ διαχειρίσεως τῶν πόρων τοῦ Λ)σμοῦ Λαϊκῆς Στέγης.

ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Ἐν Ἀθήναις σήμερον τὴν 3 τοῦ μηνὸς Φεβρουαρίου τοῦ ἔτους 1968, οἱ κάτωθι υπογεγραμμένοι, ἄφ' ἑνὸς οἱ: I. Ροδινὸς—Ορλάνδος, Ὑπουργὸς Ἀναπληρωτῆς ἐπὶ τοῦ Συντονισμοῦ, Ἀδαμάντιος Ἀνδρουτσόπουλος, Ὑπουργὸς ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν καὶ Εὐσταθίος Πουλαντζᾶς, Ὑπουργὸς ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας, ὡς ἐκπρόσωποι τοῦ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου καὶ ἄφ' ἑτέρου ὁ Κároλος Ἀρλιώτης, Διοικητὴς τῆς Ἑθνικῆς Κτηματικῆς Τραπεζίης τῆς Ἑλλάδος Α. Ε., ἐνεργῶν ὡς ἐκπρόσωπος τῆς Τραπεζίης ταύτης, ἔχοντες ὑπ' ὄψιν: α) τὰς διατάξεις τοῦ ἀρθροῦ 12 τοῦ ἀπὸ 27ης Ἰανουαρίου 1951 ὑπ' ἀριθ. 1667 Ἀναγκαστικοῦ Νόμου «περὶ Λαϊκῆς Κατοικίας», κυρωθέντος διὰ τοῦ Νόμου 2063 τῆς 18ης Ἀπριλίου 1952 «περὶ κυρώσεως, τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως τοῦ Α.Ν. 1667/1951 «περὶ Λαϊκῆς Κατοικίας», ὡς αὗται ἐκωδικοποιήθησαν διὰ τοῦ ἀρθροῦ 11 τοῦ ἀπὸ 10ης Δεκεμβρίου 1964 ὑπ' ἀριθμὸν 775 Βασιλικοῦ Διατάγματος «περὶ κωδικοποιήσεως διατάξεων περὶ Λαϊκῆς Κατοικίας» (Φ.Ε.Κ. 254)30.12.1964, τεύχος Α', β) τὴν ὑπ' ἀριθ. 38750/30.6.1953 Ὑπουργικὴν ἀπόφασιν (Φ.Ε.Κ. 156)16.7.1953, τεύχος Β'), γ) τὴν ὑπ' ἀριθ. 648/14.7.1953 Πρᾶξιν τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, δ) τὴν ἀπὸ 2ας Σεπτεμβρίου 1953 σύμβασιν μεταξὺ τοῦ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου καὶ τῆς Ἑθνικῆς Κτηματικῆς Τραπεζίης τῆς Ἑλλάδος (ὡς αὕτη συνεληρώθη διὰ τῆς ἀπὸ 12ης Ἰουνίου 1954 ὁμοίας), δυνάμει τῆς ὁποίας ἀνετέθη ὑπὸ τοῦ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου εἰς τὴν Ἑθνικὴν Κτηματικὴν Τράπεζαν τῆς Ἑλλάδος Α. Ε. ἡ διαχείρισις τῶν πόρων τῆς Λαϊκῆς Στέγης, τῶν προδεδωμένων ὑπὸ τοῦ ἀρθροῦ 10 τοῦ διὰ τοῦ Νόμου 2063/1952 κυρωθέντος ὑπ' ἀριθ. 1667/1951 Ἀναγκ. Νόμου, ὡς καὶ ἡ διαχείρισις τῶν κεφαλαίων τῶν προσερχομένων ἐκ τῶν πιστώσεων τοῦ εἰδικοῦ προϋπολογισμοῦ τῶν δημοσίων ἐπενδύσεων καὶ προοριζομένων διὰ τὴν ἀνέγερσιν Λαϊκῶν Κατοικιῶν, ἢ διὰ τὴν ὑπὸ τοῦ Κράτους παροχὴν στεγαστικῆς συνδρομῆς, πλὴν τῶν προοριζομένων διὰ τὴν στεγαστὴν τῶν αὐτῶν προσφύγων, ε) τὴν ἀνάγκην τῆς ἀναθέσεως εἰς τὴν Ἑθνικὴν Κτηματικὴν Τράπεζαν τῆς Ἑλλάδος τῆς διαχειρίσεως τῶν ὡς ἀνωτέρω πόρων καὶ κεφαλαίων μέχρι καὶ τοῦ στεγαστικοῦ Προγράμματος τοῦ οἰκονομικοῦ ἔτους 1969 καὶ στ) τὸ γεγονός ὅτι ἡ ὡς ἀνωτέρω σύμβασις παρετάθη, διὰ τῶν ἀπὸ 8ης Δεκεμβρίου 1958, 23ης Αὐγούστου 1963, 11ης Μαΐου 1965 καὶ 20ης Μαρτίου 1967 ὁμοίων, μέχρι τῆς πλήρους διαθέσεως ὑπὸ τῆς Ἑθνικῆς Κτηματικῆς Τραπεζίης τῆς Ἑλλάδος τῶν εἰς τὴν διαχείρισιν ταύτης ὑπαρξάντων ὡς ἀνωτέρω πόρων καὶ κεφαλαίων μέχρι καὶ τοῦ Προγράμματος τοῦ οἰκονομικοῦ ἔτους 1967, ἀπορρίπτουν ὅπως:

α) Εἰς τὴν ὑπὸ τῆς Ἑθνικῆς Κτηματικῆς Τραπεζίης τῆς Ἑλλάδος Α. Ε. ἀσκουμένην διαχείρισιν, κατὰ τὰς διατάξεις τῆς ἰδίας (ἀπὸ 2ας Σεπτεμβρίου 1953) συμβάσεως, τῶν πόρων τῆς Λαϊκῆς Στέγης τῶν προδεδωμένων ὑπὸ τοῦ ἀρθροῦ 10 τοῦ κυρωθέντος διὰ τοῦ Νόμου 2063/1952 ὑπ' ἀριθ. 1667/1951 Ἀναγκ. Νόμου «περὶ Λαϊκῆς Κατοικίας», ὡς καὶ τῶν κεφαλαίων τῶν προσερχομένων ἐκ τῶν πιστώσεων τοῦ Εἰδικοῦ Προϋπολογισμοῦ Δημοσίων Ἐπενδύσεων, τῶν προοριζομένων διὰ τὴν ἀνέγερσιν Λαϊκῶν Κατοικιῶν ἢ διὰ παροχὴν

στεγαστικής συνδρομής υπό του Κράτους, πλὴν τῶν διὰ τὴν στέγασιν τῶν ἀσπὶν προσφύγων προσριζομένων, ὑπαχθῶσι καὶ οἱ ὡς ἀνωτέρω πόροι καὶ τὰ κεφαλαια μέχρ' καὶ τοῦ στεγαστικοῦ Προγράμματος τοῦ οἰκονομικοῦ ἔτους 1969, καὶ

β) Ἡ ἀπὸ 2ης Σεπτεμβρίου 1953 ὡς ἀνω σύμβασις (ὡς αὕτη συνεπληρώθη διὰ τῆς ἀπὸ 12ης Ἰουνίου 1954 ὁμοίας, καὶ παρετάθη διὰ τῶν ἀπὸ 8ης Δεκεμβρίου 1958, 23ης Αὐγούστου 1963, 11ης Μαΐου 1965 καὶ 20ης Μαρτίου 1967 ὁμοίων), παραταθῇ περαιτέρω μέχρι τῆς πλήρους διαδέσεως ὑπὸ τῆς Ἑθνικῆς Κυριατικῆς Τραπεζῆς τῆς Ἑλλάδος τῶν ὡς ἀνω εἰρηται πόρων καὶ κεφαλαίων μέχρ' καὶ τοῦ στεγαστικοῦ Προγράμματος τοῦ οἰκονομικοῦ ἔτους 1969, ὑπὸ τοὺς ὀρχικῶς προβλεφθέντας ὅρους.

Κατ' ἀκολουθίαν τούτων ἀνατίθεται εἰς τὴν Ἑθνικὴν Κυριατικὴν Τράπεζαν τῆς Ἑλλάδος Α. Ε. καὶ αὕτη ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ συνεχίσῃ τὴν χορήγησιν, διὰ λογ-
ριασμὸν τοῦ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου, τῶν δανείων ἐκ τῶν ὡς ἀνωτέρω πόρων καὶ κεφαλαίων ἀπὸ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς ὡς εἰρηται ἀπὸ 2ης Σεπτεμβρίου 1953 συμβάσεως μέχρ' καὶ τοῦ στεγαστικοῦ Προγράμματος τοῦ οἰκονομικοῦ ἔτους

1969, νὰ εἰσπράττῃ τὰ δάνεια ταῦτα παρὰ τῶν ὀφειλετῶν μέχρις ὁλοσχεροῦς ἐξοφλήσεως τῶν, εἴτι δὲ νὰ συνεχίσῃ χορη-
γοῦσα καὶ πᾶσαν ἑτέραν στεγαστικὴν ἐνίσχυσιν ἢ δαπάνην δι' οἰκιστικοὺς σκοποὺς, προερχομένης ἐκ τῶν ἐν λόγῳ ἢ ἄλλων πόρων, πιστώσεων καὶ κεφαλαίων, μέχρις ὁλοκληρώσεως τοῦ ἰδίου στεγαστικοῦ Προγράμματος.

Ἡ παρούσα σύμβασις συντάσσῃ εἰς τέσσαρα πρωτότυπα, ἐκάστου τῶν ὑπογραψάντων λαβόντες ἀνὰ ἓν ἀντίτυπον.

Ὁ Ὑπουργός

Ἀνακληρωτῆς

Ἐπὶ τοῦ Συντακτικοῦ

Ι. ΡΟΔΙΝΟΣ - ΠΟΡΑΝΤΖΟΣ

Ὁ Ὑπουργός

Ὁ Ὑπουργός

Ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν

Ἐπὶ τῆς Κοιν. Προνοίας

ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΥΤΤΣΟΠΟΥΛΟΣ Ε. ΠΟΡΑΝΤΖΑΣ

Ὁ Διοικητὴς τῆς Ἑθνικῆς Κυριατικῆς
Τραπεζῆς τῆς Ἑλλάδος Α. Ε.

Κ. ΑΡΑΙΩΤΗΣ